

**Des avions brésiliens
pour l'armée
française**
LIBRE PAGE 11

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

220 F

Algeria, 1,30 DA ; Maroc, 2 dr. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique,
17 f. ; Canada, 9,25 \$; États-Unis, 220 F ; Israël,
20 n. ; Japon, 360 y. ; Espagne, 166 pes. ; Grande-
Bretagne, 20 p. ; Grèce, 34 dr. ; Italie, 120 l. ;
Liban, 150 l. ; Libéria, 270 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal,
20 esc. ; Suède, 100 f. ; Suisse, 2,50 fr. ;
Soudan, 1,20 f. ; T.A. ; et tous les autres.
Tarif des abonnements page 14
6, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 4291 - 53 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le budget «anti-inflationniste» de Mme Thatcher comporte une réduction des dépenses publiques

Une ligne confirmée

Comparé à celui qu'il avait présenté le 12 juin de l'année dernière, six semaines après la brillante victoire électorale des conservateurs, le nouveau budget que le chancelier de l'Échiquier, Sir Geoffrey Howe, a proposé mercredi 26 mars aux Communes fait à maints égards contraste. Cependant, l'esprit qui l'anime n'a pas changé. La loi de finances de l'exercice qui va s'achever avait regar en Grande-Bretagne le nom de «budget du Manifeste». Il s'agissait alors, pour le gouvernement de Mme Thatcher, de tenir les promesses que les Tories avaient faites dans leur programme («Manifesto»). Depuis lors, les difficultés se sont accumulées. La lutte contre l'inflation, proclamée à nouveau comme l'objectif prioritaire, s'est révélée beaucoup plus difficile que ne l'avait prévu un cabinet convaincu naguère qu'il suffirait d'appliquer les recettes du monétarisme à la Friedman pour renverser le courant.

C'est une stratégie à moyen terme destinée à se déployer d'ici à 1984 (la date d'expiration de l'actuel Parlement) qui est aujourd'hui définie sur le thème suivant : pour les deux exercices à venir, ne vous attendez à aucune amélioration de votre sort ; au contraire, la gravité de la situation exigera de vous des sacrifices supplémentaires dont on ne pourra pas recueillir les fruits avant 1983, sans forme notamment d'une diminution de la pression fiscale et d'une sensible baisse des taux d'intérêt favorable à l'investissement et donc à la croissance. Si aucune catastrophe, d'ordre international ou national, ne vient bouleverser ce scénario, on espère ainsi être en bonne posture pour demander aux électeurs de reconduire le même gouvernement, les nouveaux visages du vieux parti conservateur rajouté estimant qu'il leur faut huit à dix ans d'efforts continus pour sortir le Royaume-Uni du sentier de la «décadence».

En attendant, on ne fait aucune concession : contrairement à l'attente générale, la surtaxe dite d'assurance nationale, qui pèse lourdement sur la trésorerie des entreprises, n'a pas été supprimée. Le message a été aussitôt interprété, alors que la grève de la sidérurgie s'en est à sa trentième semaine, comme un appel aux employeurs de résister aux revendications de salaires. Le chancelier de l'Échiquier n'a pas non plus cédé à la tentation, pour améliorer l'équilibre de son budget, de tabler sur une forte diminution de la contribution du Royaume-Uni aux finances de la C.E.E., avant de connaître l'issue de la négociation, qui vient d'être ajournée avec le report du conseil européen. Alors que le budget précédent comportait une substantielle diminution des impôts directs, le nouveau se traduira par un alourdissement de fait de la taxation des revenus (sauf pour les plus bas).

L'idée de base est, conformément au programme conservateur, de réduire progressivement la part des dépenses publiques, mouvement que le gouvernement «bourgeois» de Stockholm a lui aussi, mais de façon plus timide, amorcé. Alors que la politique financière — et le niveau du taux d'intérêt — est tout entière déterminée par la nécessité de gérer une énorme dette publique, il est enfin prévu de diminuer substantiellement les besoins d'emprunts du Trésor. C'est avec une véritable jubilation que le chancelier de l'Échiquier s'en est pris aux objectifs de la politique économique des années 70. C'est ainsi qu'il a annoncé des avantages fiscaux pour les entreprises qui se sépareraient après avoir fusionné. Les nouveaux Tories restent fidèles à leur idéal d'un capitalisme populaire fondé sur la prospérité des petites et moyennes entreprises.

Vers un accroissement du chômage

Le deuxième budget du gouvernement britannique présidé par Mme Thatcher se présente comme un budget de «consolidation», destiné à lutter contre l'inflation (actuellement de 20%). Il prévoit une réduction échelonnée sur quatre ans de 4 % des dépenses publiques tandis que, pendant l'exercice 1980-1981, la pression fiscale globale devrait augmenter.

L'objectif est une réduction graduelle du déficit du «secteur public» — qui, dès cette année, serait ramené de 4,75 % à 3,75 % du produit national brut. Le chancelier de l'Échiquier prévoit pour cette année une diminution de 2,5 % du P.N.B. et une nouvelle augmentation du chômage.

De notre correspondant

Londres. — Le sévère budget de l'Échiquier, Sir Geoffrey Howe, a lu, mercredi, aux Communes pendant deux heures d'affilée (quatre-vingt-dix pages), l'inspire de la plus stricte orthodoxie financière. «La lutte contre l'inflation reste la première priorité du gouvernement», a déclaré Sir Geoffrey, en soulignant sa stratégie économique à moyen terme qui portera sur les quatre prochaines années, c'est-à-dire jusqu'à la fin du mandat du Parlement. Le programme repose sur l'appréciation réaliste, mais franchement pessimiste de la situation. Selon les prévisions du ministère des finances, en effet, la production diminuera de 2,5 % cette année et, même en tenant compte des bénéfices tirés du pétrole de la mer du Nord, elle n'augmentera que de 1 % annuellement d'ici à 1984. Le taux d'inflation atteindra 20 % pendant le second semestre de cette année, avant de retomber à 16,5 % en

décembre et 15,5 % en juin 1981. Néanmoins, le gouvernement se propose de réduire la masse monétaire et les dépenses publiques, bref de mener une politique de déflation rigoureuse, acceptant ainsi d'aggraver encore davantage la récession, avec pour conséquence une augmentation du nombre des chômeurs, qui pourrait atteindre deux millions d'ici la fin de cette année. Sir Geoffrey estime qu'étant donné à les sombres perspectives à court terme, les Britanniques auront «une ou deux mauvaises années» à supporter avant que la stratégie du gouvernement n'assure le rétablissement de la prospérité. Dans l'immédiat, le gouvernement entend diminuer de 9 milliards à 8 milliards 500 millions de livres le déficit pour l'année budgétaire qui commence, avec l'espoir qu'il s'établira à 2 milliards 500 millions en 1984.

HENRI PIERRE.
(Lire la suite page 38.)

N'Djamena s'installe dans la guerre civile

Les combats ont repris avec une violence accrue à N'Djamena, jeudi 27 mars à l'aube, après une nuit particulièrement calme, entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et les Forces armées populaires (FAP) de M. Koukoui Oueddei.

Alors que de nombreuses explosions d'obus de mortier et de canons ainsi que le crépitement de mitrailleuses lourdes se faisaient entendre dans le centre de la capitale tchadienne, la commission chargée depuis mardi d'établir les modalités pratiques d'un cessez-le-feu se réunissait dans la cathédrale située dans une zone qui sépare les FAN des FAP. Au sixième jour des combats, N'Djamena s'installe dans la guerre civile.

À Paris, le ministère des affaires étrangères précise que, mercredi, cinquante Européens se trouvaient encore disséminés dans la ville de N'Djamena et que cent autres étaient réfugiés sur la base militaire française. Sur les six cents Européens qui ont déjà été rapatriés vers le Cameroun, cent cinquante-six Français ont été rapatriés mercredi soir à Paris.

On apprend d'autre part que vingt mille à trente mille civils tchadiens se seraient réfugiés au Cameroun depuis le début de la semaine en empruntant le bac sur le fleuve Chari.

«Cela couvait depuis trop longtemps»

«C'était très dur», «Incompréhensible», «J'ai bien cru ne pas m'en sortir». De longues minutes passent à l'aérodrome Charles-de-Gaulle, avant que les cent cinquante-six Français rapatriés, mercredi 26 mars, en fin de journée, à N'Djamena, ne parviennent à faire le récit des combats dans la capitale tchadienne et de leur exode difficile. Brutalement arrachés à la terre africaine, épuisés, tendus, ils rassemblent, dans la foule de leurs familles au milieu des bagages et des caméras de télévision, à des noctambules surpris par le jour.

Leur mémoire ne rend d'abord que les «détails» souvenirs : l'escalade à Douala (Cameroun), la peur rétrospective des passages d'un Transal de l'armée française, lorsqu'ils ont appris qu'un décollage des éléments des FAP

(Forces armées populaires) de M. Koukoui Oueddei, embauchés près de l'aéroport de N'Djamena, leur avaient tiré dessus.

PHILIPPE BOGGIO.
(Lire la suite page 4.)

Quinze membres du commando de Gafsa sont condamnés à mort

Tunis (A.F.P.-Reuter). — La Cour de sûreté de l'État, révisée depuis le 10 mars, a rendu son verdict jeudi 27 mars dans l'affaire de Gafsa.

Le tribunal avait à juger soixante inculpés (dont sept en fuite). Parmi eux se trouvaient les quinze membres du commando de Gafsa, qui, le 27 janvier, avaient attaqué la ville minière de Gafsa. Le tribunal a condamné à mort quinze membres de ce commando.

Le procureur avait réclamé la peine de mort contre tout le commando, inculpé de «tentative de changer la forme du gouvernement par la force».

Selon le rapport d'instruction, l'attaque de Gafsa a fait quarante-huit morts : vingt-quatre militaires, vingt et un civils et trois membres du commando.

À la fin des séances consacrées aux audiences de la défense, les accusés avaient été entendus une dernière fois. Ils avaient tous sollicité la clémence du tribunal et exprimé leurs regrets.

Échec relatif à Strasbourg

par PHILIPPE LEMAITRE

Le jour même où les ministres de l'Agriculture des Neuf se réunissaient à Bruxelles, l'Assemblée européenne a adopté, sur les prix de campagne, une position déconcertante et, au moins aux yeux de la majorité des parlementaires français, décevante. Ceux-ci attendaient qu'elle se prononce, de façon claire, contre les propositions rigoureuses de la Commission européenne — qui préconise un relèvement moyen des prix agricoles communs limités à 24 % — et en faveur d'une hausse suffisante pour que le revenu paysan ne soit pas cette année une nouvelle fois amputé.

Le rapport de la Commission de l'Agriculture de l'Assemblée, rédigé par M. Delaite (groupe libéral, France), suggère au reste un ajustement de 7,9 %, qui convie-

rait à tous les Français, sauf aux communistes, qui réclamaient 13 %.

L'Assemblée a certes rejeté comme «inacceptables» les propositions de prix de la Commission de Bruxelles, mais n'a pas été capable de faire elle-même une proposition chiffrée. Pis : pour éviter une absence d'avis qui aurait assurément déconsidéré, elle s'est ralliée à propos de la fixation des prix à un amendement présent, du nom du parti communiste italien, par Mme Barbelli. Ce texte est ambigu, car il est fait référence à la nécessité de garantir un revenu équitable aux producteurs, mais il est aussi mis sur la nécessité de réaliser des économies et de rééquilibrer les marchés.

(Lire la suite page 37.)

La compétition pour les postes de cadres

Onze mille jeunes gens environ se présenteront en 1980 sur le marché du travail avec un diplôme d'ingénieur contre environ cinq mille en 1960. Mais le nombre des ingénieurs diplômés qui partiront cette année à la retraite n'est que de deux mille environ. Du fait de cet énorme écart, le nombre d'ingénieurs diplômés en activité passera de deux cent dix mille en 1977 à plus de quatre cent mille en 2010 dans l'hypothèse très restrictive du maintien strict du flux annuel des diplômés. Cette

estimation a été établie par le Comité d'études sur les formations d'ingénieurs (CEFI) (1). Un même calcul a déjà été réalisé pour les docteurs en médecine et a abouti à la décision du gouvernement de ramener progressivement la «production annuelle» de médecins de dix mille à cinq mille environ. Il n'avait jamais encore été fait pour les ingénieurs. Si la tendance est identique dans les deux secteurs — accroissement très rapide de la population en activité, — les conséquences ne sont pas comparables.

I. — Y a-t-il trop d'ingénieurs diplômés ?

par BERTRAND
GIROD DE LAIN (*)

Les ingénieurs diplômés peuvent être recherchés et employés pour une gamme d'activités bien plus étendue que celle des médecins. Alors que les médecins ne sont en concurrence qu'avec eux-mêmes, les ingénieurs peuvent, en effet, être préférés à d'autres diplômés. La montée aussi rapide de leurs effectifs, dans une économie à croissance faible, ne va-t-elle pas déprécier d'autres diplômés moins solides et réduire la promotion interne dans les entreprises ?

Les associations médicales avaient brandi les chiffres des diplômés pour exiger du gouvernement la réduction de leur nombre afin d'éviter une dégradation du statut et des revenus, des médecins en exercice. L'étude du

Produit plus de scientifiques et d'ingénieurs a été, dans tous les pays développés, l'élément déterminant des politiques d'éducation pendant près de deux décennies (1955 à 1970).

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR Journal de bord

«Une marée noire continue de s'écouler, vague après vague, des flancs du Tania, goudronnant les plages du Ponant, où se baignent les familles en été, et les eaux, où les pêcheurs font leur métier d'ordinaire ; de violents combats ont opposé, plusieurs centaines de morts au cours des derniers jours, à N'Djamena, où s'affrontent les guerriers d'un autre temps armés par les féodalités modernes qui les guettent ; nous vivons l'inflation de près, et la faim dans le monde d'un peu plus loin ; de sources généralistes bien informées, on envisage la guerre de près dans l'ouest, et de plus loin dans l'immédiat ; le président nous invite à viser le juste milieu, et l'opposition nous invite à nous consoler d'elle ; il y aura bientôt trois mois que nous sommes en 1980 ; le temps sera dégoûté demain sur toute la France au sud de la Loire ; nous vous remercions de votre attention, et vous souhaitons une bonne journée.»

BERNARD CHAPIUS.

...et pourtant, dit Madeleine, Phnom Penh est si merveilleusement calme.

Lisa peut tout demander à Lara sauf de quitter le Cambodge car c'est son pays, sa passion, sa drogue.

LOUP DURAND

JARAI

Une vaste fresque historique aux personnages prodigieusement attachants. JARAI est un très grand roman d'aventures, dense, captivant, inoubliable.

denoël

La mort de Roland Barthes

Roland Barthes, écrivain et professeur au Collège de France, est mort le 26 mars 1980 à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, des suites d'un accident de la circulation subi le 23 février. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Le plaisir des sens

Ainsi donc un écrivain de premier ordre, et cher à une foule de gens peut disparaître sans rime ni raison à cause d'une automobile... La première réaction devant ce meurtre par étourderie est de colère ! Soit, l'automobile fait partie de notre mythologie, Barthes fut le premier à le dire. Elle eut remplacé, parmi les armes du destin, le cheval du temps de Montaigne. En quel ? quand la statistique routière bouillie un éboueur malin, têt-on tant d'embaras ? Il n'empêche ! Jean Sullivan écrasé comme un hérisson le mois dernier, Folle de même il y a quelques années, Nijm et Huguenin tués à leur volant : depuis juste vingt ans que Camus a rendu l'âme dans une boîte à gamba, la littérature aura payé à la déesse chromée un tribut un peu rude.

Comment résumer l'apport d'une vie dans l'émotion de son interruption brusque ? Avec Barthes dépeçait... La formule rhéorique colle mal. Avec les écrivains, heureusement, rien n'est joué. La valeur profonde de leur œuvre se dégage lentement des engouements et des négligences.

BERTRAND POIROT-DELPECH.
(Lire la suite page 26 et l'article de JACQUES CELLARD page 27.)

«UN SEUL MONDE»

Information et développement

«Le Monde» publie aujourd'hui, de la page 11 à la page 38, sous le titre «Un seul monde», le quatrième supplément trimestriel qu'il réalise en commun avec quinze autres journaux d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, et en coopération avec les institutions du système de l'ONU et les moyens et les possibilités d'instaurer un nouvel ordre économique international.

Selon les pays du tiers-monde, ce nouvel ordre économique international ne saurait être réalisé sans l'instauration aussi bien d'un nouvel ordre de l'information, qui leur permettrait d'acquiescer au quasi-monopole des moyens de grande information dont disposent aujourd'hui les pays industrialisés de l'Occident. C'est précisément ce problème de l'information dans le monde et le nécessaire dialogue entre les journaux de l'Occident, de l'Est et du Sud qui font l'objet de ce quatrième supplément mondial. Puissent les lecteurs s'y intéresser dans le même esprit.

À OUI LE RÉGIME
DES TOUS
PONTIFICALS
RODIN

MOULIN AVENT

MURDOUES

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Cuba offre ses bons offices pour « un règlement politique »

Le président cubain Fidel Castro a offert ses bons offices pour contribuer à résoudre la crise afghane, a-t-on appris de source officielle, mercredi 26 mars, à Islamabad.

Le ministre cubain des Affaires étrangères, M. Malmierca, a remis, mercredi, un message de M. Fidel Castro au président du Pakistan, le général Zia, dans lequel le dirigeant cubain « exprime le désir de contribuer à un règlement politique » des questions qui ont surgi dans la région à la suite de l'intervention militaire de l'U.R.S.S. en Afghanistan.

Le président Zia a indiqué qu'il est de source officielle pakistanaise qu'il a « apprécié le geste de Fidel Castro » et qu'il « n'a aucune inquiétude pour la situation dans la région ».

Les autorités pakistanaises n'ont en revanche pas relevé les déclarations du ministre iranien des Affaires étrangères, M. Ghotbzadeh (le Monde du 27 mars), selon lesquelles l'I.R.I.S.S. avait accepté le « principe » de « conversations régionales » sur l'Afghanistan proposées par Téhéran et réunissant notamment l'Iran, le Pakistan, l'U.R.S.S., les autorités de Kaboul et les rebelles afghans, mais la presse pakistanaise en fait grand cas.

Si le gouvernement d'Islamabad se déclare toujours prêt à rechercher une solution politique, la réunion d'une telle conférence régionale n'en serait pas moins

contraire à la position qu'il a toujours adoptée jusqu'ici. Le Pakistan s'est en effet engagé à la conférence islamique d'Islamabad (fin janvier à début février) à ne pas rapporter avec le régime afghan de M. Karmal. Cette position a été rappelée avec force, mardi, par un porte-parole du ministère des Affaires étrangères qui a souligné qu'aucun contact n'était possible tant que les troupes soviétiques se trouvaient en Afghanistan. Le président Zia a indiqué d'autre part, à plusieurs reprises, que, tout en souhaitant avoir de bons rapports avec l'Union soviétique, Islamabad ne pouvait envisager aucun « dialogue » avec Moscou du fait de la présence de l'armée rouge en Afghanistan.

Des soldats soviétiques musulmans auraient déserté

Le Pakistan n'en est pas moins disposé à des contacts avec les pays frontaliers de l'Afghanistan pour réduire la tension. C'est dans ce contexte que se place la visite du ministre cubain, et on n'exclut pas à Islamabad que Cuba, qui préside actuellement

le mouvement des non-alignés, puisse servir d'intermédiaire entre le Pakistan et l'Union soviétique.

Un certain nombre de soldats soviétiques de confession musulmane et originaires des Républiques d'Asie centrale auraient déserté et seraient passés du côté des insurgés islamiques, a déclaré à New-Delhi un expert occidental des affaires de la région, qui a gardé l'anonymat. Cette personne affirme avoir rencontré fin février dans la province du Badakhshan trois transfuges soviétiques : il s'agissait d'étudiants n'obéissant pas comme réservistes. Ils lui ont déclaré qu'ils avaient déserté après avoir compris qu'on leur avait menti : en leur faisant croire qu'ils allaient en Afghanistan pour combattre des Américains, Chinois ou Pakistans ennemis de l'Union soviétique, on leur avait en fait « nous nous battons contre nos frères musulmans ». Rappelons qu'au début de l'invasion soviétique, le gros de l'armée rouge était composé de soldats venant de l'Asie centrale, et que ceux-ci ont été remplacés rapidement par des soldats originaires de la Russie d'Europe. — (A.F.P.)

Des Soviétiques auraient été présents lors d'atrocités commises contre la population civile

Au cours d'une conférence de presse, mercredi 26 mars, dont le Monde a déjà fait état partiellement dans ses éditions du 27 mars, M. Mike Barry, envoyé de la Fédération internationale des droits de l'homme à la frontière pakistano-afghane, a affirmé que les Soviétiques intervenant en Afghanistan à tous les niveaux depuis le coup d'Etat du 27 avril 1978. Ce qui a changé depuis l'arrivée au pouvoir en décembre dernier de M. Babrak Karmal, c'est que l'effacement de l'administration afghane a obligé les administrateurs et les militaires soviétiques à prendre directement en main les opérations à tous les échelons. Selon la centaine de réfugiés afghans qu'il a interviewés, c'est cette présence de conseillers soviétiques, qui est la cause du règne de terreur depuis deux ans : ces réfugiés voient la main des Soviétiques derrière tout ce qu'on leur fait subir.

Ainsi, M. Barry a fait état de la présence de douze officiers soviétiques lors du massacre de mille cinq cents jeunes de l'école Hazara en avril 1979. Citant de nombreux témoignages concordants, il a affirmé qu'à cette époque l'armée afghane a investi la ville de Samangan et jeté dans

un ravin trois cents notables et religieux ; un seul a survécu. Ensuite, elle a rafié les jeunes Hazaras, qui ont été mis dans des camions et transportés vers le fleuve Amou Daria, qui fait la frontière entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S., où ils ont été noyés. Un camionneur qui a participé à l'opération lui a raconté : « Il y avait des cris qui sortaient des camions ; ils criaient pitié, pitié ! »

Le même mois, lorsque les troupes afghanes ont pris le village de Seti-Kandao, dans la province de Paktia, proche du Pakistan, un officier soviétique a ordonné d'enterrer vivants quatre résistants Hazaras qui avaient été capturés. La répression au cours des opérations de pacification n'a pas cessé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Karmal, ajoute M. Barry.

D'autres réfugiés afghans, qui vivaient dans le village de Kaboul, près du champ de Foul-Goun, lui ont confirmé que cet endroit servait de champ d'exécution pour les détenus de la prison de Foul-Goun pendant que le gouvernement de M. Karmal et Amin. Chaque nuit, des condamnés étaient amenés par camions et enterrés vivants au bulldozer.

CAMBODGE

100 millions de dollars sont nécessaires pour éviter l'arrêt du programme d'aide

Le programme d'aide au Cambodge coordonné sous l'égide des Nations unies par l'UNICEF et le Comité international de la Croix-Rouge (ICRC) est « en état de faillite », a déclaré mercredi 26 mars, à New-York, Sir Robert Jackson, coordinateur de l'ONU pour l'aide à l'Asie du Sud-Est, au cours d'une réunion des représentants de quarante-trois pays qui ont fourni une assistance au Cambodge et aux réfugiés en Thaïlande. Selon lui, il faut trouver immédiatement 100 millions de dollars pour permettre aux programmes en cours de se poursuivre pendant les trois mois qui viennent.

L'aide nécessaire pendant la période d'avril à juin se décompose comme suit : 60 000 tonnes de vivres (125 millions de dollars), 40 000 tonnes de semences de riz, d'engrais et d'outils agricoles (25 millions de dollars) ; les besoins sanitaires sont évalués à 8 millions et les transports à 30. En outre, 20 millions sont prévus pour l'aide à apporter à la population proche de la frontière thaïlandaise qui se monte à plus de 700 000 personnes, enfin, le programme prévoit d'accorder 4 millions de dollars à la population

thaïlandaise de la région, elle-même très éprouvée.

Selon Sir Robert, la faiblesse de l'infrastructure économique du Cambodge, la manque de cadres techniques et administratifs constituent des difficultés majeures pour l'exécution du programme d'aide ; il suggère une réévaluation mensuelle de la situation pour s'assurer que les vivres peuvent effectivement être acheminés à la population.

Sept pays se sont engagés à verser plus de 20 millions de dollars pour la seconde phase de l'opération d'aide au Cambodge où la situation est, selon le représentant américain à la conférence, « la plus grave des tragédies de notre génération ». Il s'agit des Etats-Unis (18 millions), de la Suède (14 millions), de l'Australie (13 millions), de la Suisse (12,9 millions), des Pays-Bas (2,5 millions), de la R.F.A. (15 millions de marks) et de Singapour (110 000 dollars). L'Italie a promis 2 000 tonnes de riz. Mais la majorité des gouvernements donateurs attendent de recevoir des renseignements plus précis sur la situation. — (A.F.P., U.P.I.)

Les réfugiés dans l'attente d'un accueil

Bangkok. — Une centaine de nouveaux réfugiés cambodgiens « doivent quitter Bangkok ce jeudi 27 mars pour Paris. Ces personnes acceptées par le gouvernement français au titre de la réunion des familles, constitueront — exception faite d'une vingtaine de cas spéciaux, handicapés ou mineurs non accompagnés — le premier groupe de Khmers arrivés en Thaïlande depuis l'exode massif de l'automne 1979 à partir pour la France après six mois passés dans des camps. Ces nouveaux réfugiés ne sont pas pris sur un nouveau quota ; ils sont inclus dans le programme spécial d'accueil de cinq mille réfugiés indochinois annoncé par le gouvernement français au début de l'année pour une période de cinq mois, jusqu'à la fin mai. Lorsque cet engagement a été pris, il n'était pas question d'une politique d'accueil des nouveaux arrivés cambodgiens, pas plus pour la France que pour les autres pays d'Asie. On peut donc considérer, comme le font les représentants des organisations internationales, que ces départs se font au détriment d'autres catégories de réfugiés — Laotiens, Hmongs (Méos), Vietnamiens et Chinois arrivés récemment dans les camps, parfois depuis des années, un hypothétique départ.

En effet, en dépit des sollicitations répétées du Haut-Commissariat des Nations unies aux Réfugiés (H.C.R.), aucun des gouvernements occidentaux (Etats-Unis, France, Canada, Australie) qui ont fourni jusqu'à présent le plus grand effort d'accueil n'a pu envisager de laisser les réfugiés, la « soustraction » effectuée actuellement suscite le mécontentement des gouvernements du Sud-Est asiatique dans la mesure où elle ne correspond pas à un accroissement des prises en charge. Ces régimes estiment aussi que pareille substitution pénalise ceux qui ont des ressources de sélection les meilleurs éléments de chaque nouvel exode et de leur laisser pour compte les moins qualifiés. Leur proposition à l'interdiction d'entrée et au jet des réfugiés d'en trouve renforcée. Confrontés à l'impénitence des autorités de la région, et faute d'une augmentation des places d'accueil à l'étranger, le H.C.R. s'est tenu pour responsable du bloc des départs, est inévitablement amené — avec l'accord tacite des gouvernements occidentaux — à envisager des solutions de rapatriement volontaire. C'est notamment le cas en Thaïlande (le Monde du 27 mars).

De notre correspondant

pour les absorber, il en arriverait sans doute d'autres entre-temps. Peu à peu, alors que l'opinion, sollicitée par d'autres drames, se lasse de l'interminable tragédie indochinoise, les grandes cam-

pagnes politico-humanitaires faiblissent. Les portes hier grandes ouvertes sont déjà à demi fermées. Tout cependant laisse prévoir une aggravation de la situation au Cambodge l'été prochain, pendant la saison des pluies.

R.-P. PARINGAUX.

CHINE

APRÈS LA VISITE DE M. PYM

Pékin hésite, pour des raisons financières à se doter de matériel militaire britannique

Pékin. — Le ministre britannique de la Défense, M. Francis Pym, a clos, mercredi 26 mars, ses entretiens à Pékin par une entrevue avec le premier ministre, M. Hua Guofeng. Ses conversations avec les dirigeants chinois ont été dominées par des considérations financières. La Grande-Bretagne est prête à livrer à la Chine toute une gamme d'équipements d'infanterie militaire, qui vont de l'appareil Harrier à décollage vertical (à propos duquel les négociations se poursuivent depuis plusieurs années) aux dispositifs électroniques de toutes sortes qui peuvent améliorer les capacités ou le fonctionnement des chars, des hélicoptères, des vaisseaux, bref de tout matériel dont doit disposer une armée moderne. Parmi les fournisseurs occidentaux éventuels de Pékin, le Royaume-Uni est celui qui s'est montré jusqu'à présent le plus ouvert à ce genre de marché.

Le problème vient de ce que la Chine ne dispose pas de ressources limitées pour des achats d'équipements généralement très onéreux. Un seul bombardier Harrier vaut 8 millions de dollars (environ 27 millions de francs) et le bi-réacteur de combat à tête variable Tornado — dont M. Pym assure qu'il n'est pas en question — en vend plus de 20 millions de dollars pièce (90 millions de francs). Comme de nombreuses indications l'ont laissé prévoir, la Chine n'est pas prête, en pleine politique de réajustement et d'austérité financière, à gérer les dépenses que nécessiterait l'équipement de ses forces armées avec des matériels étrangers.

Les conversations du ministre britannique ont, selon ses propres explications, permis de clarifier les points suivants :

— Le Chine est plus acquiescent de technologie que d'équipements fabriqués à l'étranger. Elle souhaite se doter du matériel et des licences qui lui permettent de fabriquer dans ses propres usines les appareils dont elle a besoin. Tel avait déjà été le cas pour les moteurs Rolls-Royce actuellement fabriqués dans une usine de Xian et pour lesquels un contrat a été conclu dès 1972.

— Les responsables chinois ont fait connaître à M. Pym qu'il était leur « ordre de priorité » en matière de fournitures militaires. Les besoins des forces armées chinoises sont très divers et des négociations sont en cours à leur sujet, y compris sur des missiles anti-chars du type Hot ou Milan, à propos desquels des projets ont été discutés de longue date avec des fabricants français.

— Enfin, des échanges de personnels doivent avoir lieu entre forces britanniques et chinoises. Des bâtiments de la Royal Navy se rendront prochainement à Shanghai et une mission de l'école d'entraînement de la R.A.F. est attendue en Chine. Il n'est pas prévu pour l'instant d'envoyer des pilotes chinois s'entraîner en Grande-Bretagne.

Sur le plan politique, la visite de M. Pym a été l'occasion de souligner une fois de plus les convergences de vue entre Londres et Pékin. Si l'U.R.S.S. n'a pas été désignée comme un « ennemi commun » — comme lors du voyage, il y a deux ans, du chef d'état-major britannique, Sir Neil Cameron — le ministre anglais a paré néanmoins d'une « appréciation très amicale de la menace soviétique » de la part des deux gouvernements. L'invasion de l'Afghanistan n'a fait que confirmer leur identité de vues.

ALAIN JACOB.

Le programme de cinq mille, mille par mois pour toute la région, doit prendre fin en mai. On ignore quelle sera, après cette date, la politique de Paris. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que le nombre de demandes de départs en France avoisine les vingt-cinq mille (quelque treize mille Laotiens et onze mille Khmers). Si le rythme actuel était maintenu, il faudrait trois ans et demi

Le premier numéro d'une revue consacrée à la littérature d'U.R.S.S. est publié à Pékin

De notre correspondant

Pékin. — Les négociations sino-soviétiques peuvent être en panne, une certaine forme de normalisation n'en est pas moins en cours dans les relations entre les deux pays. Le premier numéro de la revue *Littérature soviétique* vient, en effet, de paraître à Pékin, sous le double patronage de l'université pédagogique de la capitale et de l'Académie chinoise des sciences sociales.

Dans une préface, l'écrivain Mao Dun — qui fut dans les années 50 l'un des principaux animateurs de l'Association d'amitié avec l'U.R.S.S. — justifie cette publication, en observant qu'aucun socialisme ne saurait avoir sa place en matière de littérature et d'échanges littéraires. Le premier numéro de la revue présente des poésies de Pouchkine, des textes de Tchekhov et de Gorki, ainsi que des nouvelles de plusieurs auteurs soviétiques contemporains.

Parmi plusieurs commentaires et analyses, un article est consacré au débat sur « Le Don pebble ». Sans trancher lui-même la question, l'auteur juge peu sérieux les arguments avancés en Occident (1) pour mettre en doute la responsabilité de Choklov dans la rédaction du célèbre roman. — A. J.

(1) Cette thèse a été longuement développée par Soljenitsyne.

TAIWAN

LE PROCUREUR REQUIERT LA PÊNE DE MORT CONTRE HUIT OPPOSANTS AU RÉGIME

Taipei (U.P.I.). — Le procureur a réclamé, mercredi 26 mars, la peine de mort contre les huit opposants au régime dont le procès s'était ouvert au début de la semaine dernière. Les huit accusés, qui comparaissent devant une cour militaire, étaient inculpés de tentative de coup d'Etat par la violence en raison de leur participation à une manifestation en décembre dernier dans le port de Kaohsiung, dans le sud de l'île. Cette manifestation avait été organisée à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

Le procureur a déclaré que les accusés avaient été un « instrument » des communistes. « Ce qu'ils ont fait, a-t-il dit, a mis en danger la sécurité nationale, a mis en échec le fonctionnement de la loi, détruit notre économie et plongé notre société dans le chaos. Actuellement, ils sont accusés par le communisme chinois. »

Après avoir « admis leurs erreurs » pendant l'interrogatoire et déclaré qu'ils « se repentent », les huit inculpés s'étaient rétractés pendant le procès en affirmant que les aveux leur avaient été extorqués par des « moyens illégaux ». L'un des principaux membres du groupe, le député Huang Hsin-chieh, fondateur de la revue *Formosa*, depuis lors interdite, avait déclaré que sa « confession » avait été obtenue après soixante heures d'interrogatoire.

[Dans un rapport publié à la veille de l'ouverture du procès, Amnesty International, sans se référer directement au procès des accusés de la revue *Formosa* — auquel assistait un observateur de l'organisation, — avait indiqué que divers moyens de pression psychologique et physique sont utilisés à Taiwan contre les prisonniers politiques. Les opposants au régime de Taipei peuvent être emprisonnés en vertu des dispositions de la loi martiale en vigueur depuis l'installation du gouvernement nationaliste, il y a plus de trente ans.]

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AVRIL

Le labyrinthe basque

(Jean-Jacques Kourilsky)

•

La société syrienne contre son Etat

(Paul Marlet)

•

Le numéro : 7 francs

5, rue des Italiens, 75247 PARIS Cedex 09

Publication mensuelle du Monde

En vente partout.

Freud, au secours !

roger gentis

LEÇONS DU CORPS

FREUD REICH LOWEN JANOV

FLAMMARION

Roger Gentis passe au crible de la critique freudienne et de ses prolongements actuels, les nouvelles thérapies issues de W. Reich, celles de Janov et de Lowen en particulier. Il montre que si tout n'est pas à rejeter de ces pratiques, leur utilisation clinique exige la plus grande prudence et certaines garanties qu'elles sont souvent bien loin d'offrir. 238 pages.

FLAMMARION

AMÉRIQUES

Cuba

Dans un entretien avec le vice-président du conseil des ministres

M. Stirn évoque les rapports de La Havane avec la Martinique

La Havane (A.F.P.). — La question des rapports de Cuba avec le département français de la Martinique a été évoquée mardi soir à La Havane, lors d'un tête-à-tête entre MM. Carlos Rafael Rodríguez, vice-président du conseil des ministres, et Olivier Stirn, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères. Chargé de considérer jusqu'à ce jeudi 27 mars, la cinquième commission mixte économique franco-cubaine, M. Stirn a eu avec M. Rodríguez un entretien qualifié d'échange de points de vue ample, cordial et franc sur les problèmes fondamentaux de la situation internationale et les positions de la France et de Cuba, dans un communiqué publié mercredi par le quotidien officiel Granma.

Le rôle de Cuba à la Martinique avait été dénoncé récemment par le secrétaire d'Etat français aux départements et territoires d'outre-mer, M. Paul Dijoud, dans une déclaration sur « la menace de déstabilisation par l'action castriste de la situation politique en Martinique ». La « franchise » des propos échangés par MM. Stirn et Rodríguez, évoquée dans le communiqué, semble indiquer qu'aucun aspect du problème n'a été éludé par les deux interlocuteurs.

Le communiqué mentionne d'autre part « la possibilité d'une

collaboration systématique » entre les deux gouvernements sur « les problèmes de développement, le maintien de la paix, et la collaboration bilatérale entre les deux pays ». Aucune autre précision n'a été donnée sur le contenu de l'entretien, mais on sait de sources informées que la question de l'Afghanistan a été abordée, au moment même où le ministre des affaires étrangères de Cuba, M. Malmeria, offrait au Pakistan ses bons offices dans la crise afghane. (Voir page 3.)

[M. Stirn est attendu vendredi matin 28 mars à Paris après une escale technique à Montréal. L'événement d'une rencontre, ce jeudi 27, du secrétaire d'Etat français avec M. Fidel Castro était évoqué dans les milieux informés cubains. Le séjour de M. Stirn a en un caractère plus politique qu'économique (les échanges commerciaux entre la France et Cuba étant d'ailleurs assez limités), en raison à la fois du rôle que souhaite jouer la Havane dans la crise afghane et du contentieux franco-cubain à propos de la Martinique.]

El Salvador

Le gouvernement demande l'aide d'experts étrangers pour mener son enquête sur l'assassinat de Mgr Romero

Le corps de Mgr Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San-Salvador assassiné le lundi 23 mars, a été transféré le mercredi 25 de la basilique du Sacre-Cœur à la cathédrale métropolitaine de la capitale. Près de vingt mille personnes ont accompagné la dépouille mortelle. Un millier de religieux et de religieuses chantaient des hymnes en latin alors que la foule reprenait comme une incantation le cri de : « Monseñor del pueblo » (Monseigneur du peuple). Cette procession mise à part, les rues de San-Salvador sont restées calmes. La junte avait donné l'ordre aux forces armées de faire une démonstration de force en multipliant les patrouilles y compris de blindés.

Onze personnes sont mortes mercredi à Ciudad-Barrios, ville natale de Mgr Romero, lors d'un accrochage entre les forces de sécurité et des inconnus. Un policier a été tué dans la ville de Ojos-de-Agua. Les autorités ont également annoncé avoir découvert les cadavres de trois personnes torturées appartenant

à des organisations révolutionnaires ou syndicales.

Pour leur part, les autorités américaines ont annoncé l'évacuation en direction du Guatemala de vingt et une personnes, femmes et enfants de diplomates. Elles devraient rester dans le pays voisin au moins jusqu'aux funérailles de Mgr Romero prévues pour dimanche.

Le colonel Adolfo Majano, membre de la junte, a déclaré lors d'une conférence de presse tenue mercredi que le gouvernement salvadorien avait demandé l'aide d'experts étrangers et celle d'Interpol pour mener l'enquête sur l'assassinat de Mgr Romero. « Nous avons surtout demandé une aide technique, a-t-il dit, car nous sommes déterminés à trouver le coupable ».

Le colonel Majano a estimé que le meurtrier pourrait être un mercenaire en précisant qu'il n'a aucune preuve que l'auteur du meurtre soit un étranger. « La seule chose dont nous sommes sûrs est que le criminel est un spécialiste. La précision du tir

semble bien l'indiquer. » L'homme est en effet parvenu à lancer à cent cinquante mètres de distance et au travers d'une porte ouverte une balle explosive en plein cœur de l'archevêque.

Le colonel Majano a d'autre part rejeté la déclaration faite mardi par des hauts fonctionnaires du département d'Etat et du Pentagone selon laquelle Cuba aiderait directement les révolutionnaires salvadoriens. « Il n'y a aucune preuve que qu'elle soit », a-t-il déclaré, tout en reconnaissant que certains guérilleros avaient été entraînés à Cuba.

Appel à la grève générale

Alors que, dans le monde entier, des protestations s'élèvent contre l'assassinat de Mgr Romero, au Salvador même, les réactions politiques commencent à prendre de l'importance. La Coordination révolutionnaire de masses qui regroupe la plupart des organisations politiques et syndicales de gauche a lancé un

appel à une grève générale de huit jours.

Pour l'ambassadeur des Etats-Unis, M. White, le « danger tient à ce que l'extrême gauche va tenter de s'emparer de la population et de l'outil moral de l'archevêque. Mais heureusement l'extrême gauche n'a pas jusqu'ici fait preuve d'un génie particulier de la manœuvre politique ».

Un proche assistant de Mgr Romero, qui entend conserver l'anonymat pour des raisons de sécurité, estime quant à lui que : « L'assassinat de l'archevêque risque de radicaliser un secteur entier de la population qui croyait dans les droits de l'homme et à la non-violence ».

Les milieux diplomatiques semblent croire que ceux qui se reconnaissent en Mgr Romero sont trop modérés pour se joindre à la gauche de plus en plus radicale. Mais un membre du gouvernement a déclaré mercredi que cette dernière « apparaît comme une solution de rechange à un nombre croissant de Salvadoriens ». — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

Colombie

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE M-19 SEMBLER PROGRESSER

Bogota (A.F.P., Reuter). — Le gouvernement colombien a remis aux guérilleros qui occupent l'ambassade dominicaine depuis le 27 février un mémorandum sur les aspects juridiques de la libération de vingt-huit des soixante-dix détenus exécutés par les militants du M-19. Mais les deux parties considèrent ce point comme « non négociable ». Pour le gouvernement, il s'agit de criminels qu'il ne peut libérer sans enfreindre la Constitution et la loi colombienne. Pour les guérilleros, au contraire, la remise en liberté de ces vingt-huit personnes, dont les noms ne sont pas connus, mais qui sont vraisemblablement des dirigeants, est une question sur laquelle il n'est pas possible de revenir.

La septième session de négociations qui s'est déroulée mercredi 26 mars a duré beaucoup plus longtemps que les précédentes (trois heures), et il semble que tous les aspects juridiques du problème ont été abordés. De ce fait, un certain optimisme règne dans les milieux diplomatiques, qui constatent que le M-19 a considérablement assoupli sa position. Certains même estiment qu'il a le « dos au mur » et qu'il devrait finir par accepter la position ferme du gouvernement et libérer les vingt-neuf personnes qu'il détient encore en otages depuis le 27 février.

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants colombienne a demandé à Amnesty International de jouer le rôle de médiateur. La commission s'est déclarée pessimiste quant à la possibilité d'une solution pacifique à la crise. Les parlementaires estiment que toutes les négociations menées jusqu'à présent n'ont pas beaucoup fait avancer les choses en raison des positions tranchées des deux parties.

Bolivie

● LE GOUVERNEMENT BOLIVIEN a présenté sa démission mercredi 26 mars au chef de l'Etat par intérim, la présidente Lidia Gueiler. Les dix-huit membres du cabinet ont démissionné après que le Congrès, les partis politiques, les syndicats, le clergé et diverses organisations eurent réclamé un remaniement ministériel afin de garantir la neutralité du gouvernement dans les élections législatives du 29 juin prochain. — (Reuter)

Lénine
et l'argent allemand

Un inédit de
Soljénitsyne

dans le numéro 22 de
L'histoire
57 rue de Seine 75006 Paris

De mieux en mieux avec TWA: plus de 50 villes aux USA, pour \$ 250*



Personne ne connaît l'Amérique mieux que TWA. C'est chez nous.

TWA vous donne une vraie bonne raison de visiter les USA: \$ 250 (\$ 195 pour vos enfants de 2 à 12 ans). Pour ce prix incroyable, vous pourrez vous rendre dans plus de 50 villes US. *C'est le tarif "TWA Visite USA", uniquement réservé aux passagers qui prennent TWA sur l'Atlantique.

Imaginez: vous volez vers les USA dans le confort spacieux d'un 747 ou d'un Tristar, les gros porteurs très appréciés des passagers. Arrivé à New York-J.F. Kennedy, vous empruntez l'aérogare privée TWA: formalités et bagages, tout est plus simple et plus rapide. Quant aux correspondances

avec les grandes villes des USA, TWA en assure beaucoup par la même aérogare.

A partir de ce moment, l'Amérique est à vous: vous choisissez une ville, et vous y restez autant que vous le désirez. Puis vous en visitez une autre, une autre et encore une autre, jusqu'à 50 si bon vous semble. C'est facile: près de 200 bureaux TWA dans tous les USA sont là pour vous aider.

N'oubliez plus: réalisez votre rêve de sillonner les USA. Avec \$ 250 et TWA.

Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou TWA: (1) 720.62.11.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA



EUROPE

Union soviétique

Administratrice du Fonds d'aide aux prisonniers politiques Mme Malva Landa est condamnée à cinq ans de relégation

De notre correspondant

Moscou. — Mme Malva Landa a été condamnée, le mercredi 26 mars, à cinq ans de relégation par le tribunal de Vladimir, ville située à 200 kilomètres à l'est de Moscou. Elle avait été arrêtée il y a deux semaines à Petouchki, petite localité où elle s'était fixée après le retour de son premier exil, car elle n'avait pas le droit d'habiter dans la capitale soviétique.

Depuis quelques mois, elle était l'objet d'une enquête, pour « diffusion de fausses informations et de calomnies sur le système politique et social de l'U.R.S.S. ». Seul son fils a été autorisé à assister à son procès, qui n'a duré qu'une journée. Selon des sources dissidentes, les amis de Mme Landa ont été refoulés par les forces de police en faction devant la salle du tribunal. Aucun journaliste étranger en poste à Moscou n'a pu se rendre à Vladimir, ville tourmentée par les voyageurs d'intérieur.

Mme Landa a assuré seule sa défense, refusant le secours d'un avocat. Avant de remonter dans le fourgon cellulaire qui la ramènera en prison, elle a eu le temps de crier à ses amis de « transmettre ses amitiés à André Sakharov ». Elle était une des militantes les plus actives du Mouvement pour les droits de l'homme, membre

du Groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, et administratrice du Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles.

Elle avait été déjà condamnée au début de 1977 à deux ans de relégation pour « tentative de destruction de biens sociaux ». Elle avait été accusée d'avoir mis volontairement le feu à la pièce dont elle disposait dans un appartement communautaire de Moscou. N'étant pas une condamnée « politique », elle avait bénéficié de l'amnistie décrétée à l'occasion du soixantième anniversaire de la Révolution d'octobre.

La nouvelle condamnation de Mme Malva Landa est le dernier épisode de la lutte contre le mouvement dissident.

La répression frappe tous les groupes de toutes les tendances. L'objectif est sans doute de faire « place nette » avant les Jeux olympiques pour que cette grande « fête de la paix et de l'unité des peuples » ne soit pas gâchée par des troubles.

Mais il s'agit aussi pour les autorités de couper les contestataires de tout contact avec les étrangers présents à Moscou, car ces contacts leur permettaient de transmettre des informations sur la situation des droits de l'homme en U.R.S.S. — D. V.

République démocratique allemande

SELON UN QUOTIDIEN SUÉDOIS

Un haut fonctionnaire est-allemand à l'UNESCO est hospitalisé de force à Berlin-Est

De notre correspondant

Stockholm. — Selon le quotidien indépendant suédois *Dagens Nyheter*, M. Percy Stolz, sociologue et anthropologue est-allemand, fonctionnaire de l'UNESCO, a été appréhendé par les autorités de son pays (le Monde du 26 mars), puis hospitalisé contre sa volonté dans un établissement de Berlin-Est. Le Journal public, ce jeudi 27 mars, les extraits d'une lettre manuscrite, adressée par M. Stolz au directeur général de l'UNESCO, M. Amadou M'bow, et datée du 10 mars.

Le sociologue y explique qu'il a quitté Paris le 7 mars pour participer à une réunion de la commission est-allemande de l'UNESCO. Peu après cette conférence, il a été arrêté par des agents du ministère de la sécurité et interrogé à plusieurs reprises les 8 et 9 mars.

Les autorités lui ont fait savoir que son épouse était accusée d'avoir aidé une personne à fuir de la République démocratique allemande. M. Stolz affirme ne rien savoir de cette affaire et conseille au ministère de se mettre en contact avec sa femme par l'intermédiaire de l'ambassade de la R.D.A. à Paris. Il demande également à pouvoir regagner la capitale française pour reprendre

son travail. Les autorités lui retirèrent alors son passeport diplomatique des Nations unies, et l'obligèrent à signer un document selon lequel « M. Stolz accepte volontairement d'être hospitalisé pour soins ».

Il fut conduit au service 3-A à l'hôpital gouvernemental (Scharnhorststrasse 36, Berlin 1041) où il écrit le 10 mars au directeur général de l'UNESCO : « A mon épouse et à mes deux enfants, je suis tenu de dire que j'ai été frappé d'un infarctus et que je souffre de fatigue générale, mais je peux vous assurer que je me sens en parfaite santé. Ma tension artérielle est de 12-10. Les médicaments qui me sont administrés me rendent très affaibli et opathique. Prétextant une maladie, les autorités est-allemandes veulent probablement me forcer à quitter l'UNESCO, et obligent mon épouse et ma fille de sept ans à venir me rejoindre à Berlin. Mais je vous certifie que mon état de santé est en fait meilleur que jamais et que je ne souhaite pas me séparer de ma famille. »

M. Percy Stolz achève sa lettre en demandant à M. M'bow de faire tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il puisse être réuni à sa famille à Paris.

ALAIN DEBOVE.

Italie

M. Cossiga est sur le point de constituer un gouvernement avec les socialistes et les républicains

De notre correspondant

Rome. — L'Italie aura-t-elle un gouvernement de la semaine prochaine ? Une bonne partie de la classe politique commence à y croire. Demissionnaire le 19 mars et pressenti à peine quatre jours plus tard pour former un nouveau cabinet, M. Francesco Cossiga (démocrate-chrétien) semble désormais bien près de réussir. Son second gouvernement consécutif devrait être composé de démocrates-chrétiens, de socialistes et de représentants du petit parti républicain.

Cette trentième crise politique en trente-cinq ans d'annonce déjà — sauf coup de théâtre — comme la plus brève depuis la guerre. Ce tour de force de M. Cossiga ne s'explique pas seulement par la volonté active du chef de l'Etat, le socialiste M. Sandro Pertini, de combler le vide institutionnel une semaine après que trois magistrats aient été assassinés coup sur coup par les terroristes. Il y a la nécessité pour l'Italie de rester fidèle à ses engagements internationaux, alors qu'elle détient depuis janvier et pour six mois la présidence du conseil des ministres de la C.E.E., et doit aussi organiser à Venise, en juin prochain, un sommet des pays industrialisés. La peur de nouvelles élections anticipées n'a pas pu contribuer à la solution.

Depuis le passage des communistes à l'opposition en janvier 1979, le parti socialiste, avec ses 10 % de suffrages, est devenu l'appoint indispensable de toute majorité. Il avait fait tomber le cabinet la semaine dernière, mais son secrétaire général,

M. Bettino Craxi, a réussi à obtenir, samedi 22 mars, au comité central du P.S.I., une mince majorité (60 % des mandats) pour gouverner au côté de la démocratie-chrétienne.

M. Craxi s'est fait fort d'obtenir de la démocratie-chrétienne, aussi bien une partie dans le partage des portefeuilles que le principe d'une alternance à la présidence du conseil, c'est-à-dire la promesse qu'un jour, un « non-démocrate-chrétien » pourrait, pour la première fois, former un cabinet.

La direction de la démocratie chrétienne, consciente du « fait nouveau » que représente cette stratégie de M. Craxi, a donné lundi son accord à M. Cossiga et a même retrouvé son unité.

Tout n'est pourtant pas encore réglé. A la fin de cette semaine, les républicains, les démocrates-chrétiens et les socialistes devront discuter du programme et de la répartition des ministères. Reste que la « formule » de gouvernement semble avoir été trouvée : un cabinet tripartite dirigé par M. Francesco Cossiga. Mais les petits partis, socialistes, démocrates et libéraux, violemment hostiles au P.S.I. et à tout ce qui serait l'antichambre du compromis historique, sont remplacés par les socialistes et les républicains, assez ouverts au débat avec le parti de M. Berlinguer.

En outre, contrairement au cabinet précédent qui ne tenait que grâce à l'abstention à la Chambre des socialistes et des républicains, cette équipe bénéficierait d'une véritable majorité. (Interim.)

Belgique

Le professeur François Perin renonce à son mandat de sénateur

De notre correspondant

Bruxelles. — Toujours considéré comme l'enfant terrible de la politique belge, le professeur François Perin, cinquante-neuf ans, a démissionné de son mandat de sénateur en expliquant, le mercredi 26 mars, qu'il ne croyait plus ni aux institutions ni à l'avenir de la Belgique.

C'est l'impasse, a-t-il en substance l'ancien ministre des réformes institutionnelles, dans une déclaration à la radio. « Il n'y aura jamais d'entente possible avec les extrémistes flamands. La Belgique est trop petite, elle n'a pas les moyens de laisser, ou de faire coexister, à la fois une nation flamande et une nation belge. C'est fini maintenant. Mon seul espoir est que la séparation qui devient inévitable se fasse pacifiquement par la négociation. »

Le sénateur Perin a pris cette décision au moment précis où la Haute Assemblée, une fois de plus, s'embourbaît dans la régionalisation. Le gouvernement n'a pas réussi à faire voter un arti-

cle important de son projet concernant le statut de Bruxelles et pour lequel il fallait une majorité des deux tiers des voix.

En fait le premier ministre a été désavoué par une fraction de son propre parti, celui des socialistes-chrétiens (C.V.P.). Par réaction, les francophones ont bloqué aussitôt la discussion de la « loi-programme » dans l'autre Assemblée, la Chambre des représentants. Les socialistes francophones avaient en effet exigé dès le début le parallélisme : ils ne voteront l'assentiment qu'en échange du vote de la régionalisation par les socialistes-chrétiens flamands.

Le professeur Perin a connu une carrière politique mouvementée. Il est passé de l'extrême gauche à l'extrême droite. En 1965, il avait fondé le parti wallon, ensuite le Rassemblement wallon et après un passage dans le cabinet présidé par M. Tindemans, il avait rejoint le parti libéral P.R.I.W. (parti pour la réforme et la liberté en Wallonie). P. de V.

Chypre

M. Denktash pose de nouvelles conditions à la reprise des pourparlers intercommunautaires

De notre correspondant

Nicosie. — M. Calisto Tanzi, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU à Chypre, a rencontré à Nicosie M. Raouf Denktash, le leader chypriote turc, dans une « tentative ultime de rompre l'impasse dans le problème de Chypre et de rétablir le dialogue entre les deux communautés de l'île ». Selon une source des Nations unies dans la capitale chypriote, « les perspectives de reprise des pourparlers intercommunautaires d'ici ou d'ici peu sont pratiquement inexistantes ».

C'est à cette date que le secrétaire général de l'ONU est tenu de présenter un rapport au Conseil de sécurité sur le progrès réalisé vers une relance de la négociation entre les deux parties. Le dirigeant chypriote turc continue d'insister sur l'acceptation préalable par la partie chypriote grecque de trois conditions avant la reprise de ces pourparlers. « L'acceptation préalable des conditions de M. Denktash », déclare M. Nicos Rolandis, ministre chypriote des affaires étrangères, signifierait l'acceptation de la situation de facto actuelle, c'est-à-dire de la partition de Chypre. »

M. Denktash exige l'acceptation d'une fédération bizonale, c'est-à-dire la création de deux zones totalement indépendantes séparées par une frontière ; la garantie de la sécurité de la communauté turque comme entité communautaire par la présence de troupes turques ; enfin l'abandon par la partie chypriote grecque de la dernière résolution de l'ONU sur Chypre qui reconnaît la sou-

veraineté du gouvernement du président Kyprianou sur l'ensemble du territoire de l'île et l'acceptation du principe de l'association égale des deux communautés dans toutes les affaires d'Etat, alors que les Chypriotes turcs représentent 18 % et les Chypriotes grecs 80 % de la population de l'île. M. Denktash demande au secrétaire général de l'ONU « d'adopter ces positions et de les mentionner dans la déclaration d'ouverture des pourparlers intercommunautaires ».

M. Rolandis estime qu'il s'agit là d'un nouvel accord alors que le cadre et les bases du règlement du problème ont été définies par l'accord Makarios-Denkash de 1977 et celui conclu entre M. Kyprianou et Denktash en mai 1979.

La dernière résolution de l'Assemblée générale de l'ONU prévoit que le 31 mars, en l'absence de tout progrès pour une reprise des pourparlers entre les deux communautés, le président de la session actuelle de l'Assemblée générale procédera à la constitution d'une commission de sept membres chargée d'assister le secrétaire général dans sa tâche visant à promouvoir un règlement du problème.

M. Denktash se plaint à répéter que la mise sur pied de cette commission « retardera la solution du problème ». Il menace de déclarer un Etat séparé chypriote turc. On se demande dans ces conditions si le sabotage systématique de tous les efforts de l'ONU pour une reprise des pourparlers n'entre pas dans un tel plan.

DIMITRI ANDREOU.

A travers le monde

Centrafrique

LE PRESIDENT DACKO a été reçu, ce jeudi 27 mars, par M. Raymond Barre en présence de M. Robert Calvi, ministre de la coopération. M. Dacko devait de nouveau s'entretenir avec M. Giscard d'Estaing jeudi avant de regagner Bangui vendredi.

Irlande

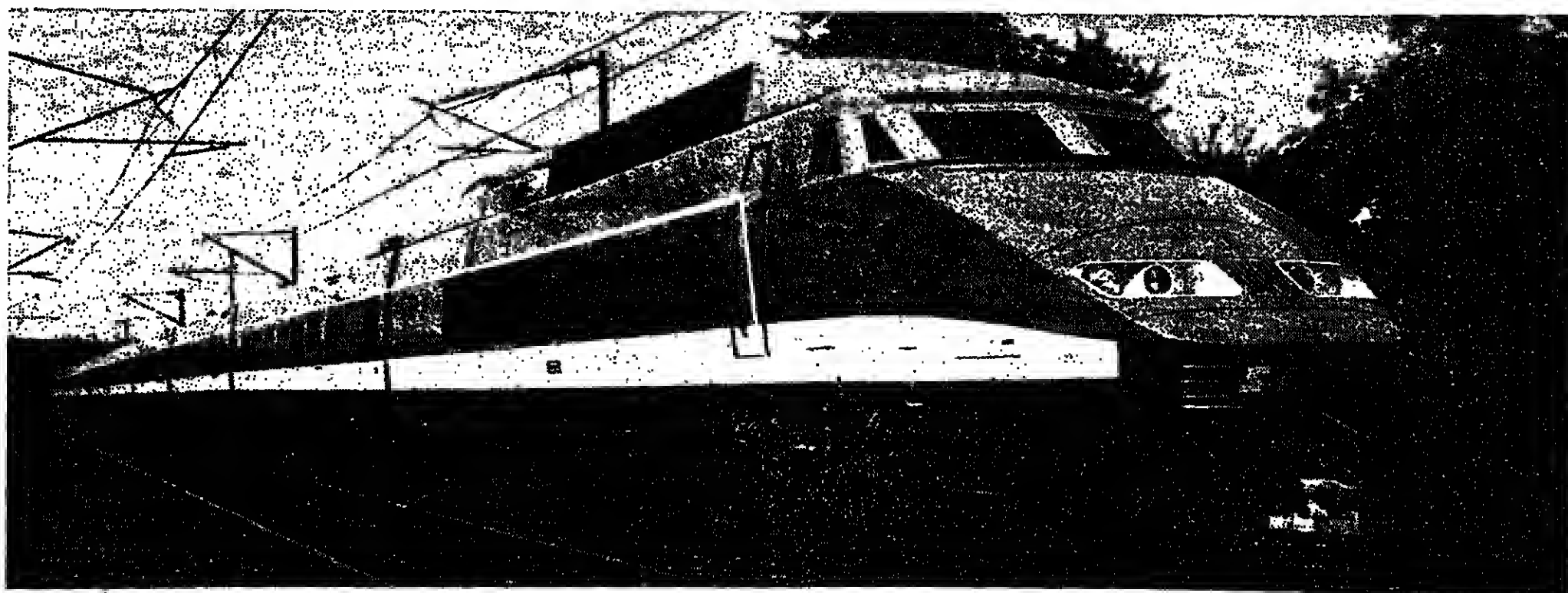
UN MEMBRE DE L'IRA PRO-VISIOIRE, M. Bernard McGinn, âgé de vingt-deux ans et condamné en 1979 par contumace à dix ans de prison pour détention explosifs, a pris en otages, mardi 25 mars, un couple et son enfant, chez lesquels il résidait, à Dundalk, en République d'Irlande, non loin de la frontière avec l'Eire. Il réclamait un sauf-conduit pour quitter l'Irlande. M. McGinn s'est finalement rendu aux importantes forces de police qui avaient pris place autour de la maison, après avoir parlementé avec un prêtre catholique ami de sa famille. Le siège a duré une trentaine d'heures. — (A.F.P., Reuter.)

Tchécoslovaquie

L'AMBASSADE DE FRANCE et l'Institut français à Prague sont l'objet, depuis quelques jours, d'une surveillance particulière de la police. Des véhicules de la police sont stationnés devant les bâtiments et tout visiteur est invité par les agents à présenter ses papiers d'identité. La mission diplomatique française serait menacée d'une opération terroriste arabe, croit-on savoir à Prague. Interrogés à ce sujet, l'ambassade de France s'est refusée à tout commentaire. — (A.F.P.)

Zaire

M. OLIVIER GISCARD D'ESTAING, président du Centre européen de coopération internationale, a été élevé au grade de commandeur de l'Ordre du Léopold zairois par le président Mobutu Sese Seko, a-t-on appris, mercredi 26 mars, de source officielle à Kinshasa. Cette distinction, qui sera remise au cours d'une cérémonie officielle au frère du président de la République française, est la plus élevée dans la hiérarchie des ordres zairois. — (R.F.P.)



ALSTHOM-ATLANTIQUE
1^{er} constructeur ferroviaire européen

مركز من الأصل

Le Monde

Les

Arrivé...
Raphaël...
au traditionnel...
parlementaire...
devait promettre...

Le président...
gardera de par...
taire, entend...
sécurité d'usage...
système pour...
République et...
leur majorité...

Saint-Raphaël...
de M. Claude...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

Labbe...
la...
Port...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. D...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...
M. C. a été...
ministre...

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

Les gaullistes sont conscients des difficultés de la participation

Arrivé mercredi soir 26 mars à Saint-Raphaël, venant de Strasbourg, pour participer au traditionnel dîner de presse des Journées parlementaires du R.P.R., M. Jacques Chirac devait prononcer vendredi le discours de clôture.

Le président du mouvement gaulliste, qui se gardera de parler de la conjoncture parlementaire, entend conserver le ton serein dont il a décidé d'user depuis le début de l'année. Spontanément portés à critiquer le président de la République et M. Barre, les élus gaullistes, dans leur majorité, admettent cependant que leur

leader adopte maintenant un comportement plus distant et observe une attitude plus passive. Ils n'en ont été que plus surpris d'entendre, mercredi, M. Yves Guéna affirmer qu'il se sent « plus à l'aise dans sa peau de gaulliste que l'on doit l'être dans une défriche de centriste ». En demandant que « la confiance, la circonspection et le contrôle » remplacent désormais, de la part du R.P.R., « la méfiance, le harcèlement et l'abstention », le député de la Dordogne a recueilli l'approbation de ceux — minoritaires il est vrai — qui reprochent à leurs dirigeants un certain manque de cohérence.

Ces journées parlementaires ont en réalité pour les gaullistes celles de l'attente, et il en sera ainsi tant que leur porte-drapeau dans l'élection présidentielle ne se sera pas découvert. Ils ont donc voulu marquer leur originalité et rappeler leur identité.

Refusant de traiter de la politique étrangère ou de la situation économique internationale, qui les auraient conduits à critiquer le chef de l'Etat, les parlementaires du R.P.R. se sont, en quelque sorte, rabatés sur la participation, thème vénérable et objectif toujours souhaité

depuis près de quarante ans. Ils ne pouvaient naturellement pas refuser la percée tendue par le gouvernement, qui a accepté que des propositions de loi émanant de leurs élus soient discutées au Parlement. Mais ils abordent ce débat avec un certain embarras, conscients que la participation ne correspond ni totalement aux vœux des syndicats ouvriers ni à ceux du patronat. Ils savent aussi que le gouvernement, tout autant que leur allié giscardien, risque fort d'obtenir la portée de leurs propositions.

ANDRÉ PASSERON.

Saint-Raphaël. — Après le discours prononcé dans la matinée par M. Claude Labbé (Le Monde du 27 mars), un débat s'engage mercredi après-midi 26 mars sur la participation. M. Falala, député de la Martinique, donne lecture des seize propositions de loi que le R.P.R. juge prioritaires et qui concernent notamment, outre la participation, la famille, le travail, le logement, la promotion des petites et moyennes entreprises, l'épargne, l'aide aux entreprises en difficulté, le minimum vieillesse, etc.

M. Labbé annonce la présence dans la salle de réunion de MM. Peyrefitte, garde des sceaux, Martelli, ministre du travail, L. Gendreau, Becam, Limouzy et Mourrot, secrétaires d'Etat.

rectoire, pourraient être élus deux cadres au conseil de surveillance. M. René Caille déclare : « Si, sur la participation, nous avons fait plus de boucan que de pas en avant, c'est parce qu'en certains moments d'entre nous semblaient être plus préoccupés d'électoralisme ». Après que M. Pierre Lataillade, député de la Gironde, eût estimé que la participation est « la seule chance du monde du travail », M. Marc Lauriol, député des Yvelines, indique notamment que 18,5 milliards ont été distribués aux salariés ou « mis en réserve » entre 1967 et 1978, cette somme financière ayant été répartie dans onze mille cinq cents entreprises. « Dire que c'est dérisoire revient à déformer la réalité », ajoute-t-il.

De notre envoyé spécial

Les interlocuteurs les plus volubiles. Nous n'avons aucun intérêt à nous retrouver face à des « chefs d'entreprise », nous pouvons dire que l'évolution est telle que les exigences des uns et des autres, notamment des travailleurs, deviendront légitimement de plus en plus grandes et qu'il faudra bien les satisfaire, sans pour autant une exploitation. Quant aux syndicats, s'ils n'adhèrent pas à nos projets de participation, ils finiront un jour par être dépassés par les événements. Le ministre du travail insiste sur la nécessité d'agir avec « prudence » et ajoute : « Au poste où je suis, j'ai l'ambition de pousser ces textes avec énergie, quelle que soit leur origine ». Ce sera ma participation, peut-être la dernière, peut-être pas, à ce grand projet de la participation qui aura été toute notre vie de gaullistes. »

cette fois de façon ouverte, avec des erreurs de tactique et de vocabulaire. Ainsi, nous nous sommes détachés de nous une partie de nos électeurs. De premier parti de France, nous devenons, au soir du 10 juin 1979, le quatrième. »

M. Guéna observe que la session budgétaire qui suivit fut marquée par une « nouvelle et vaine offensive du R.P.R. » et ajoute : « A poursuivre dans cette voie, je me demande où nous en serions réduits dans quelques mois. » Il affirme que le mouvement gaulliste doit changer d'attitude vis-à-vis de la majorité et de l'exécutif. « Je constate comme vous tous, note-t-il, que chaque fois que nous parlons un langage majoritaire nous gagnons dans l'opinion. »

Pour M. Guéna, les gaullistes doivent durer « en attendant d'autres occasions » et il se déclare persuadé, d'autre part, que les institutions ont été maintenues. « L'usage répété de l'article 49-3 (ou celui de la dernière session budgétaire) ajoute-t-il, n'est pas le signe de la dérive de nos institutions mais de la dégradation de la majorité. » « Je constate aussi, assure-t-il, que la volonté existe de maintenir l'union France une politique étrangère indépendante. »

M. Guéna conclut sur ce point en déclarant : « En somme, face à la politique menée par l'exécutif, je me sens plus à l'aise dans ma peau de gaulliste qu'on doit l'être, je suppose, dans une défriche de centriste. » « Depuis deux

M. DEBRÉ QUITTE LES JOURNÉES

M. Michel Debré a décidé, jeudi 27 mars en fin de matinée, de quitter les Journées parlementaires du R.P.R. et de regagner Paris vendredi. L'ancien premier ministre a déclaré : « Je suis tombé dans un guêpier. En effet, je trouve déplacés les propos tenus par M. Claude Labbé lors du dîner de presse, mercredi soir, lorsqu'il a déclaré que, en tant que président du groupe et conseiller politique du R.P.R., il se considérait comme habilité à dire que M. Chirac était le seul candidat possible du mouvement. J'estime que cette déclaration n'est pas supportable pour moi. »

Au cours du dîner de presse offert par les responsables du R.P.R. mercredi soir, les journalistes avaient posé de nombreuses questions sur l'élection présidentielle pour tenter de connaître les intentions des gaullistes M. Pons, secrétaire général du mouvement avait expliqué — assez laborieusement — que la richesse du R.P.R. en élus, en cadres, en militants, fait que le recrutement d'un candidat à l'Elysée ne lui pose pas de problèmes. Il n'avait guère convaincu. M. Chirac avait jugé que les questions directes sur sa can-

didature étaient déclinées — tout en finesse — et il n'en avait pas dit plus. M. Claude Labbé, quant à lui, n'avait pas caché que, « é sans avis personnel, Jacques Chirac est le meilleur candidat ». M. Michel Debré, non sans vivacité, l'avait alors interrompu : « C'est une affaire personnelle », avait-il dit, manquant ainsi d'entre M. Chirac et lui il y a bien une concurrence d'homme à homme. »

En somme, au R.P.R., il n'y a pas, semble-t-il, de questions de principes, mais il y a peut-être des problèmes de personnes. — A. P.

Précisons toutefois que M. Emmanuel Buisson, député, suppléant de M. Peyrefitte, garde des sceaux, arrivant, jeudi matin, par le train de Paris à Saint-Raphaël — et donc dans l'ignorance de ce qui s'était dit, la veille au soir, lors du dîner de presse —, nous a indiqué qu'il était au courant depuis plusieurs jours de l'absence prévue de M. Debré lors du meeting de vendredi soir, « au cours duquel M. Chirac doit prendre la parole. La décision de M. Debré ne procéderait donc pas, apparemment, d'un mouvement d'humeur. — L. Z.

M. Jean-Pierre Delalande, député du Val-d'Oise, rapporteur de la proposition de loi du R.P.R. sur la participation, prend ensuite la parole. « L'objectif de la participation, déclare-t-il, est de dépasser la répartition bourgeoise de 1789, notre texte vise notamment à charger la participation aux bénéfices (...). Il faudra passer à une nouvelle étape où, dès lors qu'il y aura augmentation de capital — fruit commun des apports de capital et des apports de travail — celle-ci devra être répartie également entre eux et automatiquement. » Le député du Val-d'Oise ajoute que la création de la société d'investissement salariale est envisagée qu'à titre facultatif et que, dans les sociétés à conseil de surveillance et à di-

M. Philippe Seguin, député des Vosges, estime que le R.P.R. est confronté à un défi. « Cela fait des années que nous en parlons et brusquement on nous dit « Chirac ». Alors, même si on peut s'interroger à bon droit sur la sincérité des intentions et des arrière-pensées, nous sommes tentés de dire : « M. Seguin note que la participation « ne figure pas au tout premier rang des préoccupations des travailleurs » et interroge : « Les travailleurs ne risquent-ils pas de rire aux éclats ? »

Après les interventions de MM. Jean Chérioux, sénateur de Paris, et Michel Cointat, député d'Ille-et-Vilaine, M. Jean Martelli, ministre du travail, souligne : « Les syndicats dits représentatifs constituent pour nous

NOMINATIONS AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- M. Jean-Pierre Brunet ambassadeur de France.
- MM. Jean Herly et Jacques Martin conseillers du gouvernement

Sur décision du conseil des ministres de mercredi 27 mars, M. Jean-Pierre Brunet est élevé à la dignité d'ambassadeur de France. M. Jean Herly et M. Jacques Martin sont nommés conseillers du gouvernement. M. Martin est chargé de coordonner les travaux préparatoires à la conférence prévue à Madrid pour l'automne prochain sur la sécurité et la coopération en

Europe (suite des conférences d'Helsinki de 1975 et de Belgrade de 1977).

(Né en 1920, ancien élève de l'École navale, engagé en septembre 1940 dans les Forces armées françaises libres, M. Brunet a été en poste à Londres, à Washington, à Bruxelles auprès des Communautés européennes et aux affaires économiques du Quai d'Orsay, qu'il a dirigées pendant neuf ans. Après avoir été ambassadeur à Tokyo (1975), il est depuis 1977 ambassadeur à Bonn.)

(Né en 1924, M. Jacques Martin, ancien élève de l'ENA, a été poste à l'administration centrale (relations culturelles, secrétariat général), à Vassouvie et à Washington. Chargé des questions atomiques au ministère des Affaires étrangères de 1967 à 1974, il a été ensuite secrétaire général adjoint de la défense nationale (1970) et ambassadeur à Helgrade (1977-1979).

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués 24 heures sur 24 au numéro TEL : 19.32.31/31-27-54 GENERAL DIAMONDS PELIKAANSTRA. 22 ANVERS

Les peurs de l'Occident
Entretien avec Jean Deumeau
dans le numéro 22 de **L'histoire**
57 rue de Seine 75006 Paris

ZENNER
L'AFFAIRE de la QUINZAINE
FABRICANT
Fauteuil Victoria
cuir 1^{er} choix
pleine fleur
PRIX 2.270 F
valeur 2.860 F
ZENNER SOUVIGNY
10, RUE FAIDHERBE, 75011 PARIS
TEL : 371.86.14

SEUIL
Histoire et portrait d'une communauté
Daniel Leconte
Les pieds-noirs
Daniel Leconte, Pied noir, interroge l'Histoire, la mémoire de ses frères et ses propres souvenirs et donne un tableau très nuancé. D'où l'intérêt de l'ouvrage.
L'Express
"Daniel Leconte a su parler avec la ton qui convient : sans éléver la voix mais en disant à tous des vérités amères."
Julius Roy, Le Nouvel Observateur
Coll. L'histoire immédiate 320 pages

LE PROGRAMME DE LA SESSION DE PRINTEMPS

L'hôtel Matignon ne discerne aucun motif de conflit majeur avec le R.P.R.

M. Raymond Barre, qui n'a pas été invité à Saint-Raphaël, devra se contenter de la lecture des journaux et du compte rendu qui lui sera fait par le ministre du travail et de la participation pour savoir quelles sont exactement les velléités des députés gaullistes avant l'ouverture de la session parlementaire de printemps. Pour l'instant, à l'hôtel Matignon, on tient le même langage que M. Claude Labbé, il y a quelques jours, après son entretien avec le premier ministre (Le Monde du 21 mars), pour souligner que le programme de travail de l'Assemblée nationale ne comporte a priori aucun motif de conflit majeur entre le gouvernement et le R.P.R.

Les principaux débats seront consacrés, en effet, à des sujets qui figurent depuis longtemps, parmi les préoccupations essentielles du R.P.R. : la participation, la politique familiale et les problèmes de la Sécurité sociale.

Comme prévu, le débat sur la participation, qui doit avoir lieu courant avril, s'engagera à partir du projet de loi sur la distribution gratuite d'actions aux salariés des entreprises et de la proposition de loi du R.P.R. sur « l'investissement des travailleurs au capital, fruits de l'expansion et de la gestion des entreprises ».

Le débat de politique familiale, début mai, permettra aux députés d'examiner successivement les différents projets de loi récemment adoptés par le conseil des ministres (regroupement en un seul versement des allocations postnatales, allongement des congés de maternité, amélioration des dispositions relatives à l'accueil dans les équipements collectifs des enfants des mères de famille nombreuse, extension aux mères se consacrant à l'éducation de leurs enfants des facilités d'accès aux universités). Les députés auront l'occasion d'interroger éventuellement les discussions, sous forme d'amendements, certains des éléments contenus dans les nombreuses propositions de loi déposées, en la matière, par les différents groupes.

La proposition de loi de M. Henry Berger (R.P.R.) sur la Sécurité sociale, qui préconise des réformes importantes, sera examinée à la fin de mai ou au début de juin.

Le gouvernement utilisera la procédure d'urgence pour les textes relatifs à la participation et, vraisemblablement pour l'examen, fin avril, du projet de loi sur la formation en alternance, qui vise à permettre d'allier une activité en entreprise et une formation théorique. A l'occasion de la discussion de ce dernier texte, le gouvernement pourrait également retenir le « contrat d'emploi-insertion » suggéré dans la proposition de loi n° 714, déposée par le R.P.R.

A l'hôtel Matignon, on estime donc qu'il n'existe pour le moment aucune raison de penser que le premier ministre pourrait être contraint, au cours de cette session, de recourir à nouveau « aux grands moyens », c'est-à-dire à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, donnant au premier ministre la possibilité d'engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale.

Il reste qu'entre M. Barre et le R.P.R., le dialogue demeure difficile. Dans une interview publiée par Paris-Match du 4 avril, M. Labbé déclare notamment, à propos du nouvel hommage rendu le 23 mars, à Lyon, par M. Giscard d'Estaing à « la compétence, la détermination, le courage » du premier ministre : « Il est possible que certains lui reconnaissent ces qualités. Il n'empêche qu'à certains moments, auprès de Raymond Barre, on a l'impression de se retrouver aux côtés du capitaine du film « Casanov » sur le Caïna, qui reste sourd à tous les conseils et à tous les avis et n'entend suivre d'autre route que la sienne. Jusqu'au jour où arrive l'ouragan... » (1).

(1) Il s'agit d'un film d'Edward G. Robinson tourné dans les années 50, dans lequel le rôle du capitaine est tenu par Humphrey Bogart.

Passez commande avant le 31 Mars.



Anticipez le prochain changement de tarif chez Fiat. Pour toute livraison convenue dans un délai de trois mois, l'ancien tarif est garanti. Votre concessionnaire Fiat.

À travers le monde
L'ANTIQUE
Maire européen

Révolution

N° 4

Cette semaine : le brut et les truands ou toute la vérité sur le pétrole avec une interview exclusive de M. Belkacem Nabi, ministre algérien du pétrole, les preuves du racket, le pétrole et le nouvel ordre économique.

Dans le même numéro :

- L'an 55, Marchais, Jourd'hui et les autres.
- Quand les cosques se mettent à réfléchir.
- La démocratie à la hongroise.
- Ce que disent les « petites femmes » du Casino de Paris.
- Bernard Noël : Sauvons Abdelatif Laïbi.
- Wollinski : le festival de Chamrousse.
- Gilbert Bodin : Marx est-il marxiste ?

Révolution n° 4 est en vente chez votre marchand habituel, 7 F.



POLITIQUE

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres réuni le mercredi 26 mars 1980 au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, a évoqué l'action en faveur des familles, la situation économique de la France, le Conseil européen, les montants compensatoires monétaires et la conférence de Madrid. Il a en outre traité les questions suivantes :

● LES DROITS SOCIAUX DES CHOMEURS

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le ministre du travail et de la participation ont exposé au conseil des ministres le contenu des projets d'application de la loi du 28 décembre 1979 relative au statut des chômeurs, dont la publication est intervenue ce mercredi 26 mars.

Ces textes sont une partie du programme du gouvernement tendant à permettre à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) d'exercer sa mission, qui est de trouver des emplois à ceux qui en cherchent.

L'A.N.P.E. est ainsi déchargée de la gestion de la couverture sociale des travailleurs sans emploi, qui relève désormais exclusivement des organismes de sécurité sociale.

Les chômeurs indemnisés par les Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC) continuent de bénéficier d'une cou-

verture sociale gratuite, mais ce n'est plus l'A.N.P.E. qui effectue les formalités administratives nécessaires vis-à-vis de la sécurité sociale. Les mandats de paiement, délivrés par les ASSÉDIC aux bénéficiaires des aides au chômage, serviront de justificatifs auprès des caisses d'assurance maladie. En ce qui concerne l'assurance vieillesse, et pour la calcul des droits à retraite, les ASSÉDIC se chargeront de faire valider les périodes de chômage indemnisées comme périodes d'activité.

Pour les personnes qui ont cessé d'être indemnisées ou qui n'ont pas droit à indemnisation, le droit à la sécurité sociale est également indépendant de l'inscription à l'A.N.P.E. Ce droit est automatique et gratuit pendant les douze mois suivant la fin de l'indemnisation à la sécurité sociale. En matière d'assurance-vieillesse, la validation des périodes d'activité est prolongée de la même durée. Toutefois, dans le cas des personnes âgées de cinquante-cinq ans, la prolongation atteint cinq ans. À l'expiration de ces délais, c'est le régime de l'assurance personnelle qui s'applique. Les cotisations alors dues par les assurés sociaux pourront, le cas échéant, être prises en charge par les caisses d'allocation familiale ou par l'aide sociale.

(Lire page 40.)

● LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le premier ministre a présenté une communication au conseil des ministres sur la politique de la recherche scientifique et du développement technologique, qui sont une activité essentielle de la vie nationale : facteurs décisifs de progrès économique, considération du bien-être social et de succès dans la compétition internationale. Ils contribuent au rayonnement de la France.

En fonction de ces enjeux, les objectifs de la politique de la recherche ont été définis, lors des conseils restreints des 25 février et 3 novembre 1975 : développer la recherche fondamentale et améliorer la qualité des structures des organismes publics de recherche aux nouvelles orientations ; assurer la croissance des moyens consacrés à la recherche. Conformément à ces lignes directrices :

- Le nombre de postes de chercheurs a été régulièrement accru au cours des cinq dernières années, de plus de 3 % en moyenne ;
- Les crédits d'investissement de la recherche ont été plus rapidement au cours des cinq dernières années que ceux des autres secteurs civils.

En 1979, la responsabilité de la conduite de la politique de la recherche scientifique et technique a été rattachée directement au premier ministre et confiée au secrétaire d'État à la recherche. Une réforme du C.N.R.S. a été engagée en 1978. En 1980, le statut des chercheurs a été révisé en vue d'accroître leur mobilité et d'améliorer leurs perspectives de carrière.

Le conseil central de planification du 25 juillet 1979 a listé les grandes orientations de la recherche pour la prochaine décennie : développer la prospective scientifique et technique ; favoriser l'orientation vers la recherche des jeunes diplômés ; favoriser les applications des recherches lorsqu'elles sont arrivées à maturité ; assurer la croissance, au cours des prochaines années, des crédits de recherche, afin de maintenir notre pays au niveau des pays industrialisés les plus actifs dans la recherche.

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres les décisions prises en ce qui concerne les modalités de gestion et de financement de la recherche publique :

- Les crédits civils pour la recherche fondamentale et finalisée sont regroupés dans l'enveloppe inter-

ministérielle de recherche qui relève de la délégation générale à la recherche scientifique et technique, sous l'autorité du secrétaire d'État à la recherche.

— Les crédits correspondant aux programmes de développement technologique sont gérés sous la responsabilité des ministres compétents. C. programmes, reposant sur des résultats de recherche déjà largement acquis, seront définis et suivis en liaison étroite avec le secrétaire d'État à la recherche.

La mission d'animation, de planification, de coordination et d'évaluation de la recherche du secrétaire d'État est étendue à l'ensemble des organismes publics de recherche et aux entreprises publiques.

● LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé des relations avec le Parlement a présenté le programme de travail de la deuxième session ordinaire de 1979-1980, qui s'ouvrira le 2 avril pour s'achever le 30 juin.

Cette session devrait être marquée par l'examen d'un certain nombre de textes qui sont en cours de discussion devant les deux assemblées. C'est ainsi que la loi d'orientation agricole, la loi organique relative au statut de la magistrature, la loi relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur et celle relative aux matières nucléaires devraient être définitivement votées au cours de cette session.

Le Sénat devrait dans le courant du mois d'avril avoir terminé l'examen en première lecture de la loi relative au développement des responsabilités locales.

Les textes concernant la famille et la participation devraient être examinés au cours de cette session, ainsi que plusieurs projets de loi relatifs à la réforme du droit des sociétés.

Enfin, le gouvernement entend insérer à l'ordre du jour prioritaire un certain nombre de textes d'origine parlementaire, en particulier les propositions de loi relatives à la participation, à la formation alternée, celle relative à la protection du candidat à la construction de maisons individuelles, ainsi que la proposition de loi portant réforme de la sécurité sociale.

En outre, plusieurs débats seront organisés au cours de la session notamment sur la politique étrangère et sur la recherche.

(Lire page 7.)

PARIS-LONDRES-PARIS LE NOUVEAU SERVICE AIR FRANCE.

Pour vous proposer les tarifs les plus bas possible, malgré la hausse constante du prix du carburant, Air France met en place un nouveau service sur la ligne Paris-Londres-Paris à partir du 1^{er} avril. Sur les 7 vols quotidiens, tous assurés en Airbus, il existe 2 classes et 4 tarifs valables sur au moins deux vols par jour.

LA CLASSE AFFAIRES. Elle remplace la première classe. Elle offre les avantages suivants : au sol, entière liberté de réservation, d'annulation et de modification. Enregistrement et embarquement distincts de celui de la classe économique. En vol, service de haut niveau avec prestations gratuites de qualité et distribution de jouvaux.

LA CLASSE ÉCONOMIQUE. Les bas tarifs de cette classe, proposés malgré l'augmentation du prix du carburant, s'expliquent par la diminution de l'espace réservé à chaque passager et l'absence, à bord, de tout service de repas et de boissons.

LES TARIFS.

TARIFS	CONDITIONS
Classe affaires Aller-retour 1100 F Aller simple 550 F	Aucune
Classe économique <u>Tarif normal</u> Aller-retour 850 F Aller simple 425 F	Aucune
<u>Tarif "Visite"</u> Aller-retour 650 F	<ul style="list-style-type: none"> ● Valable sur 5 vols quotidiens désignés. ● Réservation, émission et règlement du billet simultanés. ● Impossibilité de rentrer avant le dimanche suivant le départ. ● Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification.
<u>Tarif Air France-Vacances</u> Aller-retour uniquement... 450 F	<ul style="list-style-type: none"> ● Valable sur 2 vols quotidiens désignés. ● Réservation, émission et règlement du billet simultanés. ● Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification. ● Durée de séjour de 2 nuits minimum à 3 mois maximum.

Pour tous renseignements supplémentaires sur les conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.



Les enseignants, instituteurs en fête, descendent dans la rue. Cette fois, c'est l'intérêt de nos enfants qu'ils défendent.

les nouvelles littéraires

vous expliquent pourquoi ils ont raison.

Jamais, de Paris à New York, de Londres à Montréal, on avait publié autant de livres autour de la judéité.

les nouvelles littéraires

ouvrent un dossier consacré à cette explosion du roman juif.

Un chanteur a dit à la télévision ce que tout le monde pensait sans oser l'exprimer. Et pourtant tout a continué comme avant : les mêmes gens ont continué à longueur d'antenne à nous débiter inlassablement les mêmes discours vides et mensongers.

les nouvelles littéraires

analysent le non-effet Balavoine.

Les Nouvelles littéraires, un hebdomadaire qui n'a pas de pages en couleurs, pas de papier glacé, pas de petites annonces réservées aux cadres, qui ne vous dit pas ce que vous devez faire de votre argent... Et qui pourtant ne cesse de marquer des points

ABONNEMENT SPECIAL D'ESSAI 14 numéros pour 50F

NOM
ADRESSE

A découper et retourner aux Nouvelles littéraires, 10, rue Saint-Anoine, 75004 Paris.
Réglement par chèque bancaire ou CCP Paris 19704 197 à l'ordre de : SEGC, Les Nouvelles littéraires
CANADA : Vente au numéro et abonnements : L'AMI 4423, bd des Grands-Prés, St-Leonard, Montréal, P.Q. H3T 1G5, av. du Parc, Montréal.
Honn. Châlon, 1665 av. de la Vallée, Québec.

Le P.C.F.

M. Georges Marchais, jeudi soir, a déclaré à l'Assemblée nationale que le P.C.F. n'avait pas de programme central, mais qu'il avait une orientation politique, celle du socialisme.

Le bureau central exécutif du P.C.F. a décidé, après la session ordinaire de 1979-1980, qui s'ouvrira le 2 avril pour s'achever le 30 juin.

Le Sénat devrait dans le courant du mois d'avril avoir terminé l'examen en première lecture de la loi relative au développement des responsabilités locales.

« Les nouvelles littéraires » ont ouvert un dossier consacré à cette explosion du roman juif.

Un chanteur a dit à la télévision ce que tout le monde pensait sans oser l'exprimer. Et pourtant tout a continué comme avant : les mêmes gens ont continué à longueur d'antenne à nous débiter inlassablement les mêmes discours vides et mensongers.

Les Nouvelles littéraires, un hebdomadaire qui n'a pas de pages en couleurs, pas de papier glacé, pas de petites annonces réservées aux cadres, qui ne vous dit pas ce que vous devez faire de votre argent... Et qui pourtant ne cesse de marquer des points

« On voit... »

مكتبة من الأصل

APRÈS L'AFFAIRE FISZBIN

Le P.C.F. veut illustrer la vitalité de sa fédération parisienne

M. Georges Marchais devait prendre la parole, jeudi soir 27 mars, au cours d'un « rassemblement de lutte et de riposte » organisé par le P.C.F. à Paris. Les droits de l'homme devaient constituer le thème central de ce meeting, qui sera aussi l'occasion d'une manifestation de solidarité autour du secrétaire général du P.C.F., après la relance de la polémique dont son passé est l'objet.

Le bureau confédéral de la C.G.T. a pris position dans cette affaire, mercredi, en dénonçant une « campagne » qui, « par-delà la personne de Georges Marchais, accuse de collaboration les travailleurs

français contraints de travailler en Allemagne durant la deuxième guerre mondiale ». La C.G.T. condamne « cette méprisante opération anticomuniste ».

Le rassemblement de la porte de Pantin est aussi l'occasion, pour le P.C.F., de démontrer sa vitalité dans la région parisienne, et notamment dans la capitale, après la crise ouverte au sein de la fédération communiste. Le livre publié par M. Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire de cette fédération, n'a guère suscité de réactions de la part des dirigeants communistes, hormis une déclaration de M. Paul Laurent, membre

du secrétariat (« le Monde » du 22 mars) M. André Lajoie, membre du bureau politique, a déclaré, mercredi, sur France-Inter : « On a beau souffler sur cette affaire-là, on n'en fera pas un incendie, ni une tempête ».

Il semble cependant peu probable que la direction du parti prenne le risque, en s'abstenant de répliquer à M. Fiszbin, de paraître admettre la démarche qui consiste, pour un ancien dirigeant demeuré membre du P.C.F. et conseiller de Paris, à faire connaître publiquement son point de vue sur un débat considéré comme tranché par le comité central.

pas d'écouter les critiques, mais de les combattre. En outre, la direction du parti souhaite probablement, en obtenant des responsables parisiens qu'ils acquiescent aux accusations portées contre eux, faire la preuve de sa force en montrant que la discipline d'appareil ramène dans la rang les plus audacieux. Ce projet butte sur le refus de M. Fiszbin. En une démarche équivoque — il démissionne, mais il accepte d'un démissionnaire les raisons, — le premier secrétaire de la fédération de Paris prolonge, par d'autres moyens, la politique qu'il a été l'un des plus ardents à appliquer.

Il faudra plusieurs mois pour que

cette résolution s'affirme, par la retus des responsabilités nouvelles que lui propose M. Marchais au mois de septembre, puis par la démission du comité central, enfin par la publication de ce livre.

Les dirigeants communistes proclament, ces temps-ci, leur goût de la transparence en politique ; mais les militants ne savent toujours pas, près d'un an après, quel débat politique avait décidé de l'éviction de M. Larozy du secrétariat du comité central, en mai 1979. Ils peuvent savoir, en revanche, les raisons pour lesquelles M. Fiszbin a démissionné du comité central.

PATRICK JARREAU.

SONDAGE « PRÉSIDENTIEL »

MM. Giscard d'Estaing et Rocard à égalité

Selon un sondage publié par l'hebdomadaire Paris-Match et réalisé par Public S.A., les 21 et 22 mars, auprès d'un échantillon de mille personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Michel Rocard seraient à égalité au second tour de l'élection présidentielle si ce scrutin était organisé actuellement. Après avoir distancé son éventuel concurrent ces derniers mois (53 % - 41 % au mois de février selon le même institut), le président sortant se trouve aujourd'hui dans la situation où le plaçaient les enquêtes des mois d'octobre et novembre 1979 (50 % contre 50 %).

Le chef de l'Etat perdrait également un point s'il était opposé, au second tour, à M. François Mitterrand ou à M. Georges Marchais, mais il l'emporterait aisément (58 % contre 44 % à M. Mitterrand ; 70 % contre 30 % à M. Marchais). Pour le premier tour, trois hypothèses ont été retenues :

— MM. Giscard d'Estaing, 43 % (contre 42 % en février) ; Mitterrand, 26 % (sans changement) ; Marchais, 18 % (contre 20 %) ; Chirac, 13 % (contre 12 %).

— MM. Giscard d'Estaing, 38 % (sans changement) ; Rocard, 33 % (contre 32 %) ; Marchais, 17 % (contre 15 %) ; Chirac, 12 % (contre 14 %).

— MM. Giscard d'Estaing, 47 % ; Marchais, 21 % ; Chirac, 17 % ; Joxe, 15 % (M. Pierre Joxe, trésorier du parti socialiste apparaît pour la première fois dans cette enquête).

M. Michel Rocard devance toujours M. Mitterrand parmi les candidats « souhaités » du parti socialiste. Mais il est au recul et M. Mitterrand en progrès. Avec 47 %, il perd quatre points et M. Mitterrand, avec 35 %, en gagne huit.

Au parti communiste, la situation de M. Marchais est stable. Au R.P.R., M. Chirac gagne quatre points (43 %). M. Jacques Chaban-Delmas en perd sept (23 %) et M. Michel Debré, deux (11 %), tandis que le vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle, qui apparaît pour la première fois dans cette enquête, se place en quatrième position avec 8 %.

« Didier Bariani, président du parti radical, a déclaré mercredi 28 mars à Rennes : « L'idée du juste milieu est infiniment respectable mais, dans la vie politique française, on se retrouve à droite ». M. Bariani a d'autre part indiqué : « M. Valéry Giscard d'Estaing est techniquement le meilleur président de la République. Mon soutien à Valéry Giscard d'Estaing n'est pas enthousiaste, il est de raison ».

Eviter le piège de l'isolement

Il n'est pas le récit d'une déstabilisation individuelle — genre qui appartient à une période révolue, — ni un témoignage sur la vie interne du P.C.F., au cours des dernières années. C'est l'ouvrage d'un responsable politique qui, nullement à l'enfermer son action dans les limites d'une aventure personnelle ou à tomber dans le piège de l'isolement, viderait, expose une politique : la sienne. C'est-à-dire celle de son parti : on imagine mal, en effet, que le premier dirigeant d'une fédération communiste, surtout celle de Paris, puisse en mener une autre. C'est si vrai que la direction du parti affirme, précisément, ne lui avoir jamais adressé un tel reproche. Où pourrait-elle trouver à redire, d'ailleurs, dans ces lignes où lesquelles M. Fiszbin résume l'orientation de la fédération de Paris sous sa responsabilité ?

« La seule manière d'être réellement raisonnable, pensions-nous, était d'être assez « fou » pour nous battre afin que le gauche devint majoritaire à Paris comme dans le reste du pays, et que le parti communiste conservât en son sein l'influence éminente qu'il avait toujours eue. Pour y parvenir, il était nécessaire que le parti renouât à rêver une population parisienne selon ses vœux, et qu'il entreprit de progresser parmi la masse des Parisiens tels qu'ils sont, dans les entreprises et les quartiers, selon la diversité des catégories sociales et des sensibilités ».

M. Fiszbin rappelle ce que furent les résultats de cette action, traduits en termes électoraux par le scrutin municipal de mars 1977. Moins de deux ans plus tard, la direction parisienne eut, place du Colonel-Fabien, la mitraille des critiques du bureau politique. Elle est accusée d'avoir mal appliqué — et même, selon M. Roland Larozy, d'avoir combattu — la politique définie en février 1978, au vingt-deuxième congrès du parti.

Les dirigeants du P.C.F. sont partis d'un constat : quatre circonscriptions sur sept ont été perdues. 6 Paris, aux élections législatives de mars 1978. Le comité central avait examiné, en décembre 1978, le recul

du parti dans la région parisienne, mais les responsables de la capitale ont été seuls convoqués et sermonnés, le 11 janvier, par le bureau politique. Pourtant, note M. Fiszbin, le recul électoral « était légèrement moins marqué à Paris que dans l'ensemble de la région parisienne ». Il faut donc chercher ailleurs les motifs qui guident la direction. M. Georges Marchais n'en fait pas mystère : « Il y a tout lieu de croire que le comportement de la fédération pendant la préparation du congrès », dit-il au secrétariat parisien.

Après les élections législatives, le discussion avait été intense chez les communistes parisiens, dont la « grande masse », selon M. Fiszbin, « était parvenue à un accord réfléchi avec les orientations fondamentales de la politique menée par le parti ». Cependant, devant le comité central, réuni les 20 et 27 avril, M. Marchais se refuse à répondre aux questions soulevées dans le débat qui eut lieu au sein du parti. Il déclare la discussion « positive », mais il condamne les critiques, en particulier celles qu'émettent les intellectuels « assis derrière un bureau ». M. Fiszbin demanda que le comité central tienne compte des « acquis critiques que la discussion a révélés ». Il estima que « si le parti socialiste a bien pris la responsabilité de l'échec de la gauche, cela ne signifie pas pour autant que notre parti ait toujours répondu de la meilleure manière possible à tous les besoins de la bataille ».

Or les dirigeants du parti ont choisi de combattre l'opposition à laquelle ils s'entendaient, de la part de nombreux communistes, après les décisions prises pendant la période qui avait précédé les élections législatives. Pour cela, ils rejettent toute la responsabilité de ces décisions sur le parti socialiste. En d'autres termes, à les en croire, ils se seraient bornés à dire les conséquences de l'attitude du P.S., sans prendre aucune initiative qui justifiait un examen, et, encore moins, une critique. La discussion est impossible parce qu'il n'y a rien dont on doive discuter.

« On veut savoir, comprendre, discuter »

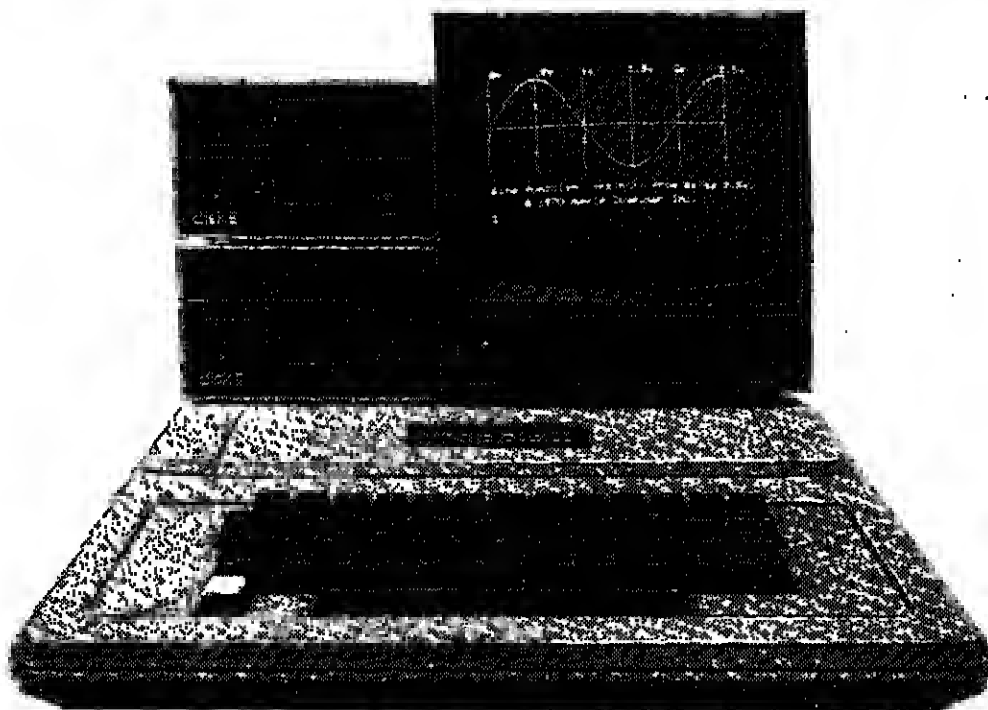
M. Fiszbin juge ce choix inadéquat à l'égard du parti tel que l'ont voulu les dirigeants eux-mêmes. « Depuis des années, écrit-il, la parti a proclamé sa volonté de tourner le dos aux comportements périmés. Il s'est appelé à l'intelligence et à la capacité de réflexion des militants, à leur volonté, à leur esprit critique. Ses efforts n'ont pas été vains. On se détermine de moins en moins à partir d'idées préconçues ou d'une confiance préalable. On veut savoir, comprendre, discuter, juger les arguments des uns et des autres avant de décider. Aller à rebours de cette évolution, c'est prendre le

risque de créer un clivage parmi les communistes et de casser les mécanismes qui pouvaient déterminer une expansion de l'audience du parti ».

L'attitude de la direction parisienne, exprimée au comité central par M. Fiszbin, est suspecte aux yeux des dirigeants du parti, qui le convoquent pour la lui dire et lui faire comprendre que la préparation du vingt-troisième congrès, à Paris, doit être exemplaire : il ne s'agit

(1) Marcel Prezant : Toute une vie de gauche, éd. du Seuil, p. 204.
(2) Grassez éd. (voir le Monde du 19 mars).

Patrons, maîtrisez vos informations



apple II est le tableau de bord de votre entreprise.

Analyse des ventes, prévisions budgétaires, plans d'investissement, d'amortissement, simulations de marketing, optimisation de la gestion... ce ne sont que quelques-unes des possibilités d'un ordinateur portable pesant moins de cinq kilos, APPLE II, auxquelles s'ajoutent l'ensemble des fonctions comptables, de facturation et de tenue de stocks.

Né des extraordinaires progrès de la miniaturisation en électronique, APPLE II permet la mise en application de tout un système de programmes économiques (« Econosys »), capables de rendre d'immenses services aux responsables d'une entreprise et à leurs collaborateurs. Ceux-ci l'utiliseront aisément car le maniement d'APPLE II est accessible à tous et ne nécessite aucune formation

spécialisée. Sa simplicité d'utilisation, l'étendue de ses champs d'application, sa robustesse et son prix ont déjà conquis plus de 100.000 utilisateurs dans le monde.

Pour mieux contrôler l'avenir de votre entreprise, sachez, vous aussi, utiliser toutes les ressources de la micro-informatique.

Conçu et fabriqué en Californie, APPLE II est distribué dans toute la France par un réseau de distribution qui vous apporte une assistance après-vente rapide et efficace.



marque déposée

Importateur : SONOTEC 5, rue François Ponsard - 75016 PARIS

Liste des Dépositaires dans toute la France : Région Parisienne : CART EXPERT - 2A DES BETHUNES 6, rue de l'Équerre B.P. 446 95005 CERGY PONTOISE CX - ANGLADE 7, rue St Lazare 75009 PARIS - E.M.F. 35, rue des Ventes du Bois 97100 COLOMBES - F.N.A.C. 136, rue de Rennes 75006 PARIS - I.L.E.I. 143, av. Félix Faure 75015 PARIS - MAGOL 9, rue Labrousse 75015 PARIS - INTERSOFT 58, rue Pierre Curie 75008 PARIS - I.C.A. 5, rue Duroc 75017 PARIS - M.I.D. 47, av. de la République 75011 PARIS - MICRODRI INTERNATIONAL 26, rue de Condé 75009 PARIS - PENTASOHC 5, rue Maurice Borel 75016 PARIS - COMEXOR 81, rue de l'Amiral Roussin 75015 PARIS - SAARI 2, place de la Liberté 92400 COLOMBE - S.W.E.A. 21, rue de l'Éclair 75002 PARIS - TRIANGLE INFORMATIQUE 64, bd Beaumarchais 75001 PARIS - Région Nord : LEONARD 236, rue Saint-Camille 59320 HAUBOURDIN - MICROMEGA 38, rue de Fomars 59300 VALENCIENNES - Région Est : A.J.M. 2, rue du Bourdon B.P. 544 88002 EPINAL - META 15, rue du Bassin aux Fontaines 67000 STRASBOURG - MICROLOR 88, bd Symphonie 57050 LONGEVILLE LES METZ - D.M.P. 10, rue de l'Éclair 75002 PARIS - Région Sud : CASINOR Résidence de Gorbelle 81 Henri Spona 65100 NICE - ELP INFORMATIQUE 47-49, rue Brocher 13005 MARSEILLE - I.F.I. 12, rue Castillon 34000 MONTPELLIER - G.E.S.O. 3, place J. Jaurès 33000 BORDEAUX - SOPROGA 1A, rue La Carrière 13000 AIX-EN-PROVENCE - SOUBRIER 9, rue L.E. Kennedy 33000 TOULOUSE - ONDE MARTINE 28, bd du Midi 65000 CHERBOURG - F.N.A.C. MARSEILLE Centre Bureau 13201 MARSEILLE CEDEX 01 - PROVENCE SYSTEME 74, rue Sade 13007 MARSEILLE - Région Ouest : E.D.B. 208, rue Pasteur 72001 LE MANS - MICRO 16 Résidence Angélique A 501600 ANGOULEME - SCRIPITA 27, rue J.D'Arc 76000 ROUEN - S.E.M. 55/61, rue F. Roosevelt 27008 EVREUX CX - Région Centre : IMPACT 4, rue des Salins 63000 CLERMONT FERRAND - NEYRAL 3, bd Desaix 63000 CLERMONT FERRAND - Outre-Mer : MICRO SYSTEMES SERVICE B.P. 253 97430 LE TAMPON LA REUNION.

Le Monde

société

Le parti communiste dénonce les « carences » du gouvernement dans la lutte contre la drogue

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) a été pris à partie mercredi 26 mars par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du parti communiste français, qui l'a accusé de justifier et d'encourager la consommation de drogue. Les responsables du P.C.F., inquiets de l'aggravation de la consommation de drogue, ont dénoncé « les carences » du gouvernement.

M. Fiterman a rappelé que le comité central du parti avait, en novembre, déjà posé le problème de la drogue. « Certaines organisations et groupements politiques, a-t-il déclaré, mis en difficulté par notre campagne de vérité, ont été amenés par une espèce de fuite en avant à justifier l'insupportable, se déculpabilisant ainsi par un discours qui n'est que le reflet de la situation. Le parti communiste vise notamment la distribution à la porte de certains lycées de la région parisienne par des enseignants du SGEN de tracts qui appellent à un dialogue entre enseignants et élèves sur le problème de la drogue. Un moyen d'action qui n'est pas « approprié » pour engager le débat sur le thème — devait estimer le bureau national de ce syndicat.

Le gouvernement place-t-il la porte dans cette affaire une responsabilité directe et décevante et a-t-il été également en difficulté, a-t-il dit, M. Fiterman, avant de conclure que le parti communiste ne se satisfait pas de la situation. Les jeunes-jugues, l'hypermotivisme et le laisser-faire ne sont plus supportables (...). Ce qui est en jeu, c'est la santé, l'équilibre, la vie de millions de jeunes. La participation de la jeunesse aux responsabilités et aux luttes : c'est la santé même de notre pays et son avenir.

Il a refusé toute distinction entre drogue dure et drogue douce : « La réalité, a-t-il dit, c'est que parler de drogue douce, c'est déjà mettre le doigt dans l'engrenage. » Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique, a proposé pour lutter contre la drogue, trois types d'action : un effort d'information, une répression accrue, dont les petits trafiquants, a-t-elle précisé, ne seraient pas exclus ; enfin, une information pour les médecins généralistes et le développement des structures de soins vers lesquelles les drogués, qui sont « d'abord des malades », doivent être dirigés.

Le parti communiste insiste sur la nécessité de privilégier dans la lutte contre la drogue tous ceux, assistants sociaux, psychologues, scolaires et infirmiers, qui par leur activité, sont en contact permanent avec la jeunesse. Or les moyens d'action proposés par le P.C.F. ne semblent pas converger vers ces intentions : il développe en effet une vaste campagne nationale comme celle qui a été menée contre le tabac, il agit à l'heure d'information déformée par quelques spécialistes et quelques fonctionnaires dont l'efficacité sous cette forme est de plus en plus douteuse.

LES ASSOCIATIONS PROTESTENT CONTRE L'ORGANISATION DE LA « SEMAINE DE LA JEUNESSE »

Les responsables du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) ont dénoncé, le mercredi 26 mars, les conditions dans lesquelles les associations avaient été sélectionnées pour participer à la Semaine de la jeunesse qui a lieu jusqu'au 31 mars à Paris. « Le manque de place et la capacité à présenter une animation, a déclaré M. Alain Barrau, président du CNAJEP, ont été utilisés pour masquer l'arbitraire d'une sélection. Le déroulement de cette semaine n'a donné lieu à aucune consultation.

Le CNAJEP avait appelé à ne pas participer, dans ces conditions, à cette semaine — un appel qui, semble-t-il, a été entendu : « Moins de cinq des deux cent cinquante associations de jeunesse et d'éducation populaire agréées par le ministère ont participé à cette manifestation », ont affirmé les responsables du CNAJEP.

M. Barrau a souhaité que soit réalisée enfin « une véritable semaine de la jeunesse ouverte à l'ensemble des composantes éducatives et culturelles qui représentent la richesse du monde associatif de notre pays ». Les responsables du CNAJEP ont regretté enfin qu'aucun des représentants de ces associations n'ait été invité à se rendre au Bourget, le samedi 23 mars, pour dialoguer sur les problèmes de jeunesse avec le président de la République.

(1) CNAJEP, 30, rue Coblenz, 75014 Paris. (Tel. : 336-04-11.)

● M. Henri Colasse, député de Lot-et-Garonne (Gauche démocratique), chargé par la commission nationale d'information et de liberté d'enquêter sur l'existence d'un fichier des juifs, qui aurait été établi sous l'Occupation nazie et n'aurait été détruit, a dû repousser à une date ultérieure la conférence de presse annoncée pour le 27 mars, son enquête n'étant pas encore achevée.

JUSTICE

LE SUICIDE DE ROBERT BOULIN

M. Philippe Alexandre est condamné pour diffamation envers M. Jacques Chirac et les dirigeants du R.P.R.

La dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Joseph Zakine, a condamné mercredi 26 mars à 1500 francs d'amende M. Philippe Alexandre pour avoir diffamé au cours de deux chroniques diffusées sur R.T.L. les 3 et 5 novembre 1979, M. Jacques Chirac, président du Rassemblement pour la République, agissant en son nom personnel, et Bernard Pons, en tant que directeur général de ce mouvement, ainsi que neuf dirigeants du parti gaulliste. M. Alexandre, journaliste à l'hebdomadaire « L'Express », avait écrit dans ses chroniques que M. Chirac était « un homme qui ne possède pas la preuve et qu'il n'a pas la certitude en raison même de ses règles déontologiques, d'être en mesure de le rapporter. Dans la perspective de ces règles professionnelles, on ne peut certes lui reprocher d'avoir eu le souci légitime d'une chronique politique complète, sans complaisance à l'égard de quiconque, ayant pour thème difficile la recherche des causes du suicide de M. Boulin.

Mais il lui appartenait, s'il voulait demeurer un journaliste prudent, conscient de ses responsabilités, d'émettre éventuellement l'hypothèse d'un complot politique, par exemple, sans pour autant désigner les parties civiles présumées comme les auteurs d'une machination et ce, alors qu'il avait été en mesure de démontrer leur responsabilité. Le prévenu se devait d'autant plus d'être réfléchi dans ses affirmations qu'il bénéficiait, par ses qualités professionnelles, d'une notoriété évidente, que son éditorial a lieu à une heure de grande écoute. Au surplus, il ne pouvait ignorer la puissance persuasive de la radio, et qu'il avait but légitime n'était pas la circonspection.

Faits et jugements

« Auto-défense » dans le Val-de-Marne : un mort

Mandres-les-Roses. — Le nom de ce village du Val-de-Marne évoque la douceur de vivre. On s'y agresse pourtant la nuit. On y a tué aussi le corps de fusil : lundi 24 mars, vers 22 h 15, quatre personnes, des voisins, se sont présentés au domicile de M. Michel Folliot, horticulteur, qui exploitait quatre hectares, avec son frère Robert.

L'un des intrus est armé d'un couteau. M. Jacques Farron, âgé de quarante-six ans, son agresseur, a été tué par une balle de fusil de dix-sept ans, et Jean-Pierre, âgé de vingt-quatre ans, insistent leur note. Menaces diverses, M. Folliot a été obligé de se réfugier dans le grenier. Pendant ce temps, Mme Folliot est montée à l'étage supérieur réveiller son beau-frère : « Fais quelque chose, des policiers nous attaquent. » Il prend un autre fusil, ouvre la fenêtre, voit des ombres courir dans le jardin. Le quartier de Mandres-les-Roses, fondent : Jacques Farron et les deux jeunes gens. Jean-Pierre succombe à ses blessures.

Les quatre agresseurs seraient venus vers Mandres-les-Roses, ancienne : en 1978, Jacques Farron avait eu « une bêtise avec les Folliot », explique-t-on dans le quartier de Mandres-les-Roses. M. Folliot a été inculpé, mercredi 26 mars, de « meurtre et tentative de meurtre » et écroué. Son frère a été remis en liberté. Les trois agresseurs survivants ont été placés en garde à vue. (Corresp.)

Assassinat d'un directeur de cabarets parisiens

M. René Juliet, ténorier de plusieurs établissements de nuit, a été tué jeudi matin 27 mars, vers 8 heures, dans le quartier de la Chapelle, par deux hommes de nuit, « le Nivernais » et « le Badois », rue Balzac, à Paris (89). M. Juliet, âgé de trente-deux ans, a été touché d'une seule balle en pleine tête. Son meurtrier a pris la fuite.

M. René Juliet avait eu des étonnantes avec M. Gilbert Zemmour vers la fin de l'année 1977, qu'il accusait de racket. Il avait d'ailleurs porté plainte pour « menaces de mort » le 28 juin 1978 et le 6 juillet 1978. M. Gilbert Zemmour avait été condamné à six mois d'emprisonnement et à deux ans d'interdiction d'exercer.

M. René Juliet avait été grièvement blessé, le 25 novembre 1977, Claude Frérot, un repris de justice, qui l'avait menacé. Il n'avait d'être à la police des Zemmour. M. René Juliet, Claude Frérot était inculpé le 11 septembre 1978.

AUX ASSISES DE PARIS

La prise d'otages de l'ambassade d'Irak

Il a bien fallu en parler de ce mort nommé Jacques Capela, inspecteur à la brigade criminelle, tué le 31 juillet 1978, alors que le premier d'otages de l'ambassade d'Irak avait lui-même déposé les armes et que chacun, du moins du côté français, pensait pouvoir enfin faire un peu d'ordre. Cette ultime phase de l'affaire ne pouvait être passée sous silence au procès de Husni Haj Bid Waid, que la cour d'assises de Paris juge, depuis le 25 mars, pour ce qu'il a fait lui-même, et, en principe, pour rien d'autre (« le Monde » du 27 mars).

D'abord l'arrêt de renvoi y faisait lui-même allusion. Ensuite, pour l'accusé et ses défenseurs, M. Hubert Jabot et Luc Roca, c'était une bonne façon de démontrer, en en parlant, que les gens de l'ambassade d'Irak n'étaient pas des diplomates dans la tradition du Quai d'Orsay et que, en jouant comme ils le firent alors du pistolet et de la mitrailleuse, ils ont, eux-mêmes, fourni la preuve de leur véritable nature. Enfin, les policiers cités comme témoins n'allaient pas manquer de lier sur ce chapitre leur sentiment et de montrer combien demeurait grande leur amertume d'avoir dû laisser impuni, au nom de l'immunité diplomatique, le meurtre de leur collègue.

L'amer souvenir d'un guet-apens

M. Pierre Ottaviani, alors chef de la brigade criminelle, M. Marcel Leclerc, alors chef de la brigade de recherche et d'intervention, ou M. Robert Broussard, son adjoint, ont tous, avec plus ou moins de vigueur, exprimé la même chose, même si les deux premiers ne sont pas allés jusqu'à employer le mot de M. Broussard : « un guet-apens ».

Ce qui ressort de leur propos est simple. Assez vite, dès le milieu de la journée, ils avaient senti que le preneur d'otages, Eid Waid, qui était retranché au premier étage de l'ambassade depuis 18 heures du matin, allait se rendre, mais à condition de patience et que les conditions qu'il avait mises à sa capitulation reçues par l'intermédiaire de M. Ahmed Abdoun, représentant en France de la Ligue arabe, n'étaient que de pure forme. A partir de l'instant où, vers 18 heures, l'homme fit savoir que l'on pouvait venir à lui, sans qu'il n'y ait rien de sérieux, les armes, renoncer à sa prise d'otages et se livrer à la police, les commissaires français et leurs équipes, ainsi que M. Abdoun lui-même, étaient en droit de penser qu'ils ne couraient plus aucun risque.

M. IVAN ZAKINE DIRECTEUR DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE

Sur proposition du garde des sceaux, M. Jean Lecanier, le conseil des ministres du mercredi 26 mars a nommé M. Ivan Zakine, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice. M. Zakine remplace M. Martial Dazat nommé en octobre dernier conseiller à la Cour de cassation (le « Monde » du 15 octobre 1979). Le maintien de M. Dazat à la direction de l'éducation surveillée avait été prolongé jusqu'à la nomination du nouveau directeur.

M. Ivan Zakine, 52 ans, est avocat à Paris, ancien magistrat, ancien directeur de l'éducation surveillée au ministère de la justice, il est devenu conseiller technique au cabinet de M. Jean Lecanier, alors garde des sceaux. M. Zakine était vice-président du tribunal de grande instance de Paris depuis le 10 juin 1977.

● Nominations à la Cour de sûreté de l'Etat. — Le conseil des ministres du 26 mars a nommé M. Pierre Aguilon, président de chambre à la cour d'appel de Paris, et Robert Olivier, premier président de chambre à la Cour de sûreté de l'Etat et avocat général près la Cour de sûreté de l'Etat. Il s'agit d'un renouvellement dans les fonctions que M. Aguilon, Olivier occupait depuis 1978 (le « Monde » du 3 mars 1978).

● L'affaire du « Heu de vie » de l'Alpe. — Le tribunal correctionnel de Carcassonne a prononcé, le mercredi 26 mars, aucune sanction contre les deux animateurs du « Heu de vie » de Combelles, à Saint-Hilaire (Aude), destinés à recevoir des jeunes inadaptés, et qui avait été ouverte sans autorisation préfectorale (le « Monde » du 4 mars). M. Dominique Guillo a été relaxé ; Mme Michèle Guillo a bénéficié d'un report d'un an d'une éventuelle sanction, qui ne serait prononcée alors que si l'autorisation préfectorale n'était toujours pas obtenue. (Corresp.)

Au-delà des révélations, un long cri d'amour filial

Bertrand BOULIN MA VERITE sur mon père

Stock 2

La

des cousins

Après « le Camion d'Estaling », première chronique de l'hebdomadaire « Le Monde », M. Boccara a écrit « Les cousins », qui raconte l'histoire d'un homme qui a été condamné à mort en 1979.

« FRICOT »

« Fricot », le titre d'un roman de M. Boccara, raconte l'histoire d'un homme qui a été condamné à mort en 1979.

« Fricot », le titre d'un roman de M. Boccara, raconte l'histoire d'un homme qui a été condamné à mort en 1979.

« Fricot », le titre d'un roman de M. Boccara, raconte l'histoire d'un homme qui a été condamné à mort en 1979.

« Fricot », le titre d'un roman de M. Boccara, raconte l'histoire d'un homme qui a été condamné à mort en 1979.

مكتبة الأصيل

JUSTICE

Le procès en diffamation des cousins du chef de l'État contre « Minute »

Après « le Canard enchaîné », « Minute ». Les cousins germains du président de la République, MM. François et Jacques Giscard d'Estaing, assignés en justice devant la première chambre civile du tribunal de Paris pour la première fois. Mme Simone Rozès, M. Jean Boizeau, directeur de publication du « Canard enchaîné », la deuxième édition d'un procès en diffamation. « Minute », aucun document nouveau n'a été produit. Les juges ont constaté l'absence de « bonne foi », d'enthousiasme, entre avocats, comme si les débats avaient déjà été gagnés. Procès du « Canard enchaîné » (« le Monde », 7 mars). Il est vrai que « Minute » n'a pas en un rôle moteur dans l'affaire Giscard d'Estaing. Et ce qui est reproché à l'hebdomadaire, ce sont surtout les termes utilisés dans un article publié le 7 novembre 1979.

«FRICOTAGES ET COMBINES»

Sous le titre « Et ils jouent les indigènes », *l'Indigne* racontait qu'il « était indigne » de montrer qu'un riche de la famille Giscard — de François, le directeur de la Banque du commerce extérieur, à Jacques, qu'Irlande depuis des années entre atomes et soviètes... — est mouillé jusqu'au portefeuille dans les combines carthagéniennes... MM. François et Jacques Giscard d'Estaing saluèrent qu'un tel titre était « attentatoire à leur honneur » et, après avoir réclamé 200 000 francs de dommages-intérêts — somme qui aurait été versée à la Croix-Rouge... — ils ont redit, leurs

exigences à un franc symbolique.

Comme pour le procès du *Canard enchaîné*, l'un des avocats de *Minute*, M^e Jean-François Chilloux, a plaidé dans un premier temps l'incompétence du tribunal civil, estimant qu'ils, leur qualité de fonctionnaires de la Cour du comté de Beauport, s'ils sont en position de détachement, auraient dû selon la loi sur le presse, saisir le tribunal correctionnel. M. François Giscard d'Estaing est, en effet, président de la Banque française du commerce extérieur, non ? Il est aussi l'inspecteur des finances, non ?

M. Jacques Giscard d'Estaing, avant d'être nommé directeur administratif et financier au Commissariat à l'énergie atomique, il était conseiller référendaire à la Cour des comptes. Il s'est investi, a dit M^e Chilloux, d'une parcelle de l'indépendance, donc la juridiction compétente est la troisième chambre correctionnelle.

Le procureur général, M. Jean-Louis de la Cañera, a rétorqué, a expliqué, a dit M^e Chilloux, que les explications en cinq minutes.

M^e Chilloux, pour l'hebdomadaire non s'est guère épanoué non plus comme si tout - était déjà établi largement démontré - a Pour prouver que nous avons un tel pouvoir, nous avons besoin de l'Etat reconnait lui-même que régime de Bokassa était brutisme et néfaste. Le vrai délit, a le plus souvent, été escamoté car les questions fondamentales n'ont pas été véritablement posées. Un pays leu... comme il s'agit, a dit M^e Chilloux, c'est de dire et ailleurs. Les nombreuses références faites aux articles de presse en témoignent. Pour les avocats l'hebdomadaire, « les liens d'entente pour ne pas dire d'amitié, entre la famille Giscard d'Estaing et Bokassa ont été si étroits que nous ne sommes pas en mesure de prouver, comme d'habitude, que les liens d'entente

septième chambre correctionnelle. Les juges de la cour d'appel ont dit que les cousins du président de la République, et évidemment contesté ces arguments en faveur de l'irrévocabilité de l'action avant de donner les définitions de « fratrial » ; réaliser des bénéfices illicites ; « être mouillé » ; être complot ; « combine » ; manoeuvre malthosienne. « Donc, on les a accusés, à-t-il ajouté, de s'être complotés dans des manoeuvres malthosiennes ». M^{rs} Boccard a répondu par une réplique et ensuite passé en revue les onze éléments de preuve avancés par les avocats de Minute. « Onze pièces qui constituent le tant-tan habituel fait autour de la

MICHEL BOLE-RICHARD

"MAINE" S WEAR
180, rue du Château - PARIS (16)
Angle avenue du Maine

COSTUME VELOURS 299
COSTUME UN TROIS PIÈCE
à partir de 319 F
TROIS CHEMISES UNIES 999

Remise permanente de 15 % en
sur tout le magasin aux cinq de
premiers clients pour un ac-
d'os moins 700 F

Mètre ALESIA
Ouvert tous les jours de 10 à 21

La France s'apprête à commander au Brésil trente-cinq avions d'entraînement et de transport

Une délégation brésilienne sera reçue, dans quelques jours, au ministère de la défense, à Paris, pour mettre la dernière main à la rédaction d'un contrat qui devrait porter sur l'achat, par l'armée de l'air française, de trente-cinq avions biturbopropulseur Xingo, conçus par la société Empresa Brasileira de Aeronautica (Embraer), et destinés à l'entraînement de ses pilotes de transport. Le

**marché est estimé à 200 millions de francs
environ**

L'avion brésilien est en concurrence, notamment, avec deux appareils américains, biturbopropulseurs eux aussi: le King Air C-90 de Beechcraft et le Cessna 425. Ce dernier modèle a été développé par une société américaine, qui a concédé ses licences de fabrication dans certaines régions du monde à l'entre-

prise Reims Aviation. L'avantage donné au fournisseur brésilien par la direction des affaires internationales de la délégation générale à l'armement est lié au fait que la France entend conclure, en retour, avec ce pays d'autres contrats aéronautiques, en particulier l'achat d'une cinquantaine de Mirage-50 et la fabrication sur place d'hélicoptères Puma.

noncé contre les conditions d'achat de quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin de la SNTAS par le même service américain de garde-côtes. Un recours devant les tribunaux, pour annulation du contrat, a été présenté par le concurrent américain de la firme française, la société Ben Textron.

maux

Refuser les offres de Beechcraft et de Cessna risque d'envenimer les nouveaux rapports existant entre les parties des matériels américains. Surtout à l'heure où la France s'appuie pour les besoins d'une surveillance militaire de son espace aérien à longue distance, à expérimenter en juin l'avion d'alerte avancée Hawkeye E 2C de Grumman dont l'année de l'achat, 1966, coïncide avec la fin de l'existence — pourrait alors commander — quatre exemplaires.

JACQUES ISNARD.

[Doté de deux turbopropulseurs Pratt & Whitney of Canada, d'une puissance de 680 chevaux, le KMB-121 a volé pour la première fois en octobre 1976. Il peut transporter neuf passagers, avec deux pilotes, à vitesse standard. Sa vitesse de croisière est de 370 kilomètres à l'heure à 5 100 mètres d'altitude et sa vitesse maximum à 450 kilomètres à l'heure à 3 350 mètres d'altitude. Saivient son chasseur de nuit, le Raytheon KMB-121, qui vole à 670 et 690 kilomètres à l'heure et est en service dans l'Armée l'air brésilienne.]

RELIGION

Réuni à Rome

LE SYNODE UKRAINIEN UNIATE VA POURVOIR A L'ELECTION D'UN COADJUTEUR DU CARDINAL SUPYL

L'allocution d'ouverture du synode ukrainien euliste («le Moede» de 29 mars), prononcée le 24 mars à la chapelle Sixtine par Jean-Paul II devant quatorze évêques (trois étaient absents pour maladie), en fut exclusivement consacrée au thème

**Mgr DELAPORTE EST NOMMÉ
ARCHEVÊQUE DE CAMBRAI**

Le pape, ayant accepté la dé-

Une des principales préoccupations du synode — dont la durée s'est pas étendue — sera de décaler le nom d'un coadjuteur avec droit de succession au cardinal Sini, chef des catholiques ukrainiens uniates, sév. de noustodnietz.

N'est pas vraisemblable que la création d'un patriarcat réclamé de longue date par les fidèles ukrainiens soit retenue, le Saint-Siège n'ayant jamais voulu se rallier à cette solution. Déjà, en 1971, Paul VI s'exprimait ainsi à ce sujet : « Il

exprimé dans ce sujet : « Il existe des raisons d'ordre canonique, historique, spirituel et pastoral qui, dans l'état actuel des choses, ne nous permettent pas de satisfaire les demandes ukrainiennes ».

Jean-Paul II, comme son prédécesseur, a multiplié les marques d'attachement au cardinal Sipy, tout en veillant à ce que le primat de Vienne ne soit pas l'unique représentant de l'Église polono-ukrainienne en France. En 1976, il a nommé l'archevêque de Cracovie, cardinal Karol Wojtyla, comme évêque auxiliaire de Nanterre. En 1978, Membre de la commission pontificale des migrations — particulièrement chargée des liens avec le gouvernement polonais — Mgr Desjardins, évêque de Paris, a été nommé évêque auxiliaire de Nanterre. En 1980, Mgr Desjardins a été nommé évêque de Nancy, et Mgr Desjardins a été nommé évêque de Nancy.

**LE MAROC ACHÈTE
UNE CENTAINE
DE BLINDÉS LÉGERS
À LA FRANCE**

Rabat (A.F.P.). — Le Maroc a passé commande à la France d'une centaine de véhicules blindés légers à roues, l'AMX-10 RC (pour reconnaissance-canon). On a-t-on appris de source informée ce jeudi 27 mars, à Rabat. Ces engins de reconnaissance doivent être livrés avant 1982, et deux exemplaires, destinés à l'instruction des personnels, sont déjà en cours de livraison à Meknès.

L'armée de terre marocaine, le déjà achetée à la France des véhicules de l'avant blindés (VAB) pour le transport de troupes. Trois brigades motorisées sont équipées de ce matériel à roues.

Cougar par le Groupement industriel des armements terrestres (GAT) dépend du ministère de l'Armement général. L'armement l'AMX-10 RC est armé d'un canon de 105 millimètres, tirant un obus à charge creuse à grande vitesse initiale, et d'une mitrailleuse de 7,62 millimètres jumelée au canon. L'AMX-10 RC possède, pour l'attaque, un canon à tir guidé laser et des équipements à intensificateur de lumière pour le combat de nuit.

Cinq ans.
après le « marché du siècle »

**LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS
VA ACHETER CENT ONZE NOU-
VEAUX CHASSEURS AUX ÉTATS
UNIS.**

La Haye (A.F.P.). — Le gouvernement néerlandais a autorisé le marché des armes qui achèterait prochainement aux Etats-Unis cent onze bombes et dix chasseurs. Ce nouveau marché s'ajoute à la commande d'un cent deux appareils de type F-105 achetés à la General Dynamics en 1975, de préférence notamment aux Mirage français (ce que l'on avait espéré à l'époque le marché d'exportation). Le règlement d'un montant global équivalant à 3,5 milliards de francs français.

Le « glacis » américain

Les constructeurs américains ne manqueraient pas, en effet, de relever, dans les couloirs du Congrès à Washington, que la France ne joue pas, de leur avis, le jeu de la coopération transatlantique préconisée par les instances alliées de standardisation des armements. A un moment où la France tente de placer des centaines de réacteurs C.F.M.-56 de dix tonnes de puissance, conçus en collaboration par General Electric et la SNECMA sur les avions ravitailleurs KC-135

UN SOLDAT
TOMBÉ EN INDOCHINE
SERA INHUMÉ AU CIMETIÈRE
DE NOTRE-DAME-DE-LORETTE

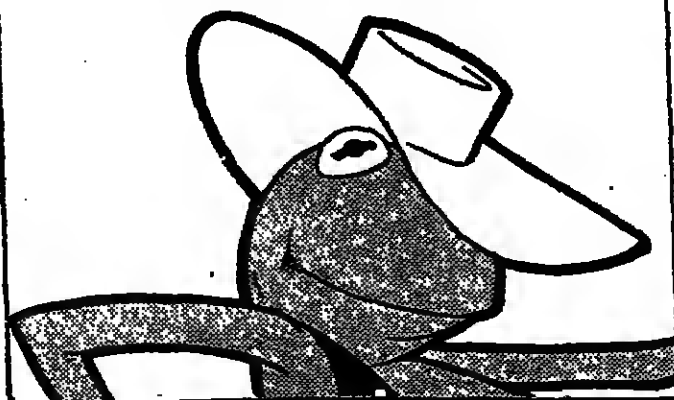
La présidence de la République a annoncé, jeudi matin 27 mars, que « les autorités de la République démocratique du Vietnam ont informé les autorités françaises de leur intention de restituer la dépouille d'un soldat inconnu tombé en Indochine ».

Monica, celle-ci est invalidité. Les deux autres, défilées, ont été accueillies à l'aéroport de Roissy. Charles-de-Gaulle vendra 200 000 28 mars, à 10 heures. Les honneurs militaires lui seront rendus. Elle sera ensuite transférée à Saint-Louis des Invalides à 11 heures, pour être provisoirement installée dans la chapelle de la gouverneur, après une cérémonie militaire et religieuse, laquelle assistera Mme Valérie Giscard d'Estaing, et placée sous la présidence de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Les cérémonies de la commémoration de la libération de la capitale au musée national Notre-Dame-de-Lorette (Paris-16) seront fixées à une date ultérieure.

Le porte-parole de l'Unité africain note : « Les ennemis d'indochine et le monde combattant, socialistes, espèrent depuis longtemps que soient levés les obstacles à une véritable indépendance africaine ».

Le président de la République a souligné l'importance de ce mouvement qui rappelle le sacrifice et les souffrances de nombreux militaires français, héros de la guerre d'Indochine. L'Exposition d'Orléans lui souhaite que les cérémonies qui seront organisées à Notre-Dame-de-Lorette, où repose déjà le Soldat inconnu d'Afrique du Nord, soient l'occasion d'une manifestation nationale de reconnaissance et de soutien aux combattants d'Indochine.

“Le nouveau James Dean, c’est moi.”



“La nouvelle Marilyn, c’est moi.”



ÉDUCATION

LES PROTESTATIONS CONTRE LES FERMETURES DE CLASSES

Tandis que le conseil départemental de l'enseignement primaire de Paris se réunit pour décider des ouvertures et fermetures de classes à la rentrée prochaine, les instituteurs de la capitale sont appelés à faire grève, ce jeudi 27 mars, par la section parisienne de leur syndicat national (SNI-P.E.G.C.). La section de l'Essonne appelle aussi à une grève ce même jour, soulignant notamment que « subsistent à l'heure actuelle cent quarante-cinq propositions de fermetures que ne compensent pas, et de loin, les soixante-trois propositions d'ouvertures nouvelles ». La section de Seine-Saint-Denis du SNI devait organiser ce jeudi matin une manifestation de la piscine à la préfecture de Bobigny. Des grèves et occupations spontanées continuent dans divers

Le mouvement se durcit en Côte-d'Or

De notre correspondant

Dijon. — Le conseil syndical du Syndicat des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) Côte-d'Or a décidé, mercredi 26 mars, de réunir un comité technique paritaire public de témoignages et de l'initiative le mercredi 27 avril à la suite du travail de Dijon. L'inspecteur d'académie avait suspendu, le mercredi 12 mars, les travaux du comité portant notamment sur des propositions de fermeture de soixante-quatre classes et d'ouverture de quarante-quatre dans l'enseignement préscolaire et élémentaire, à la suite de l'interruption de la réunion par des délégations de parents d'élèves et d'élus venus manifester leur mécontentement. Cet incident avait suivi l'envoi de pétitions et des rassemblements de protestation devant l'inspection académique.

Entre-temps, les occupations de classes ont continué dans le département. Depuis le lundi 24 mars, une classe primaire et une classe maternelle de Meursault sont occupées alternativement pendant une heure chaque jour. Pour autant, le groupe scolaire neuf de cette commune de mille huit cents habitants avait été inauguré en grande pompe jeudi précédemment. Les parents de Meursault sont d'autant plus inquiets que l'école libre voisine fonctionne plutôt bien. Depuis le 17 mars, les parents du groupement pédagogique d'Échavigny-Chabrey-en-Plaine, Magny-les-Ambloy n'envoient plus leurs enfants à l'école. Là aussi, une fermeture est envisagée. L'école Jules-Ferry à Chenove dans la

banlieue dijonnaise est occupée chaque samedi matin pour les mêmes motifs. Le conseil municipal de Côte-d'Or a décidé, mercredi 26 mars, de suspendre jusqu'à nouvel ordre les propositions de fermeture de classes dans la ville.

Les protestations se multiplient, les parents estimant qu'il faut continuer à exercer leur pression jusqu'à la réunion du conseil départemental de l'enseignement. Le conseil syndical du SNI les a appelés à « durcir le mouvement » par des manifestations et des occupations à compter du 3 avril. Contrairement à ce qui s'est passé jusqu'à présent, les instituteurs ont pris l'initiative d'arrêter le travail. Dans de nombreuses écoles, menacées de fermeture ou pas, les maîtres se sont mis en grève pour vingt-quatre heures.

Lors de la journée nationale du 20 mars, dans le second degré, le SNI avait appelé ses adhérents à suivre le mouvement, qui a connu une très grande ampleur dans le département. Si la mobilisation reste importante dans le premier degré, on observe aussi depuis le 17 mars plusieurs mouvements dans les collèges et les lycées où sept suppressions et onze transferts de postes ont été envisagés. Au recensement d'académie, qui accuse les enseignants de « fabriquer un mythe, celui de la dégradation du service public », les syndicats répondent que « face à l'agression Beullac contre l'école, il faut écarter le raisonnement budgétaire important ».

CHARLES MARQUES.

Une rencontre entre la FEN et la Fédération Cornec

< Ras le bol de cette politique de détérioration »

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.) ont annoncé, mercredi 26 mars, qu'elles s'apprêtent à mener une action commune pour dénoncer la politique de détérioration de l'école. M. André Henry, secrétaire général de la FEN, en soulignant que M. Beullac « semble avoir pris son parti d'un budget de résignation », et qu'il apporte son appui à ceux « qui refusent de se laisser occuper de la baisse démographique pour mettre en œuvre une politique d'émiettement qualitatif du service public ».

M. André Henry a confirmé les propos qu'il avait tenus mardi à Lille (le Monde du 27 mars). La FEN vient d'adresser une lettre au premier ministre et au ministre de l'éducation leur demandant que des moyens supplémentaires soient accordés pour la rentrée scolaire de 1980. « Si des réponses correctes, et par conséquent nouvelles, ne sont pas apportées », prévient M. Henry, un bureau fédéral extraordinaire de la FEN, après une réunion de ses syndicats nationaux, examinera à avril « l'opportunité, voire la nécessité, d'une action syndicale nationale pour la fin du mois d'avril ».

La Fédération Cornec, pour sa part, a décidé de faire du samedi 27 mars une journée « d'actions décentes » : elle demandera aux parents de ne pas envoyer leurs enfants à l'école ce jour-là. Les centrales ouvrières ont été invitées à soutenir ce mouvement. Aupa-

APRÈS SON CONGRÈS
Le Syndicat national des collèges n'exclut pas une grève générale au troisième trimestre

Le Syndicat national des collèges (S.N.C.) indépendant estime que « toutes les conditions semblent remplies pour que le troisième trimestre de l'année scolaire connaisse une conjonction que le pays n'a pas connue depuis longtemps, et qui pourrait aboutir à une grève générale dans l'éducation ». M. André Züber, secrétaire général du S.N.C., a commenté en ces termes la situation scolaire après, notamment, les 50 mars, dont son syndicat était l'un des cinq organisateurs (le Monde du 13 mars).

Pour le S.N.C., qui vient de réunir son congrès annuel du 20 au 23 mars à Arles, ce sont « le renouveau des promesses officielles et le refus de négociation » qui imposent de telles actions aux enseignants. Comme les établissements du second degré sentent les effets du « redéploiement », sans même que ce niveau d'enseignement connaisse la pause démographique. Le S.N.C. cite le cas de l'académie du Nord où cinquante-sept postes d'instituteurs spécialisés exercent en collège et sont quant à eux vingt-huit postes et demi de professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) seraient supprimés à la rentrée. Cent vingt et un étant créés dans cette dernière catégorie, le déficit serait de soixante-sept postes.

Mais le S.N.C. affiche aussi des revendications moins circonstancielles. Ainsi les deux cent quarante-deux délégués à Arles, représentant les trente et un mille adhérents que revendique le syndicat parmi les P.E.G.C., ont réclamé la création d'un corps

« unifié et spécifique », regroupant, « sans léser aucune d'elles », la dizaine de catégories d'enseignants qui exercent actuellement dans les collèges.

Ce nouveau corps recevrait une formation théorique sanctionnée par la licence. Le S.N.C. remet en cause « la bivalence » (enseignement dans deux disciplines) des P.E.G.C. et demande que la polyvalence soit possible à ceux qui la souhaitent. Les horaires hebdomadaires devraient être ramenés de vingt et une à dix-huit heures de service et la durée globale des congés et particulièrement des vacances d'été, respectée. Le S.N.C., enfin, veut obtenir pour les principaux et principaux adjoints qui dirigent les collèges une égalisation des rémunérations et des conditions de travail, quel que soit leur corps d'origine.

Le S.N.C., qui, à deux reprises depuis le début de l'année scolaire, le 11 décembre 1979 et le 20 mars, a participé à des actions nationales aux côtés des deux syndicats de la FEN, et de deux autres affiliés à la C.F.D.T., l'autre à la C.G.T., est décidé à poursuivre, et à « étendre le front syndical dans le second degré ». Le congrès d'Arles a rejeté « sur le ministère de l'éducation et le gouvernement la lourde responsabilité d'un conflit social, et si leur intransigence se maintient, vu détériorer de plus en plus gravement le climat dans les collèges et l'ensemble du second degré ».

Manifestation d'étudiants à Grenoble. Plus de sept mille étudiants et des enseignants universitaires ont manifesté mercredi 26 mars, à Grenoble, pour la défense des étudiants étrangers dont ils demandent la libre inscription dans l'université de leur choix. Les manifestants ont réclamé la suppression de l'examen de français institué récemment pour les jeunes étrangers avant leur inscription à l'université. Sur les deux cent vingt convoqués, à Grenoble, lundi 24 mars, pour passer cet examen, dix-huit seulement s'étaient présentés.

(Publié)

RENTRE SCOLAIRE 1980-1981. — Les dossiers de candidature pour l'inscription à l'École Supérieure de Technologie FAX peuvent être retirés, dès de jour, au Secrétariat des Études, 6, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Le nombre de places est limité à 100 par année de B.T.S. informatique. Gestion ou Secrétariat étant limité, la date de remise des dossiers déterminera l'ordre d'admission. École Supérieure de Technologie FAX, établissement privé fondé en 1950.

(Publié)

M. EDOUARD BRIDOUX
DIRECTEUR DE CABINET
DU MINISTRE DES UNIVERSITÉS

M. Edouard Bridoux, chargé de mission au cabinet de Mme Alice Saubier-Sellé, doit être nommé directeur de cabinet du ministre des universités, en remplacement de M. Pierre Tabatoni, nommé recteur de l'académie de Paris au conseil des ministres du 26 mars. Né le 19 août 1925, Bridoux (Nord), M. Bridoux avait été le plus jeune président d'établissement universitaire en France à l'École Supérieure de Technologie FAX, dans des conditions précises. Mme Alice Saubier-Sellé, « val », en effet, insoumise officiellement à la loi de 1971, alors que le premier ministre n'avait pas la création. Le décret transformant le centre universitaire en université n'est paru que le 28 décembre 1973.

(Publié)

LA FORMATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ
DE PARIS III SOUS-NOUVELLE

ORGANISE UN STAGE :
Formation à l'écriture de scénario
DU 21 AVRIL AU 6 JUIN 1980

Les lundi, mercredi et vendredi de 17 heures à 20 heures
Renseignements et inscriptions :
Centre de Formation Permanente de l'Université Paris III
13, rue de Sautail, 75005 Paris
Tél. 337-56-26 - 570-12-90 poste 414

(Publié)

Institut Supérieur Franco-Allemand
de Techniques et d'Economie de Sarreguemines

Université de Metz Fachhochschule des Saarlandes
FINALE. — L'Institut dispense une formation franco-allemande de niveau supérieur dans les domaines suivants : ELECTROTECHNIQUE, CONSTRUCTION, MECANIQUE, ECONOMIE D'ENTREPRISE ET DE GESTION. Sous réserve d'une motivation et d'un entretien préalable, l'enseignement est donné en allemand au premier semestre et en français au deuxième semestre.

DIPLOMES. — Les études de l'Institut sont sanctionnées par le certificat franco-allemand de l'Institut et par deux diplômes nationaux : une licence française : le diplôme de la Fachhochschule.
OBSERVATIONS. Les diplômés acquiescent par leur présence à l'Institut à l'échange économique, technique et commercial entre l'Allemagne et la France.

AMMISSION. — L'Institut peut accueillir des étudiants possédant un DUT, un BTS, un B.T.S., après examen du dossier par la commission d'admission franco-allemande, ou de tout autre titre jugé de niveau suffisant par cette commission.

ORGANISATION DES ETUDES. — Les enseignements dispensés ont une durée professionnelle de deux années : la première année est précédée d'un stage linguistique intensif d'une durée totale d'environ 10 semaines. Actuellement la première année est précédée d'un stage linguistique intensif de deux semaines.

BOURSE. — Une bourse d'études pourra, sous certaines conditions, être accordée aux candidats retenus pour la durée des études poursuivies dans le pays partenaire.

DEBUT DES COURS. — Août 1980 (cours de langue en Allemagne), pour le prochain cycle d'études.
RESEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS. — Pour tous renseignements complémentaires et pour le formulaire de pré-inscription, s'adresser à :
UNIVERSITÉ DE METZ, Secrétariat ISFAR, 10, rue de Sautail, B.P. 704, 57012 METZ CEDEX - Tél. (0) 730-26-83.
Date limite du dépôt des demandes d'admission : 30 MAI 1980.

La compétition pour les postes de cadres

(Suite de la première page.)

Pour l'atteindre, il fallait multiplier le nombre de bacheliers et élargir l'enseignement secondaire à tous les enfants. Cette pénurie en scientifiques et en ingénieurs, bien oubliée aujourd'hui, fit l'objet en Occident de présentations dramatiques à partir du retour à la guerre froide — conflit de Corée, de 1950 et de l'explosion, en 1953, de la première bombe H soviétique.

A partir de 1954, se multiplièrent les rapports alarmistes sur la production forcée d'ingénieurs par les Soviétiques : deux fois plus de diplômés par an que les États-Unis et trois fois plus en 1960. L'« Office for Defense Mobilization » écrivait en 1955, dans un rapport au président des États-Unis : « Nous courons un grand danger si le « leadership » dans les domaines de la technologie fondamentale et appliquée passait entre les mains de nos ennemis potentiels ».

En Europe occidentale, le triplement des promotions d'ingénieurs diplômés fut réclamé par différents organismes officiels aussi bien en Allemagne qu'en Grande-Bretagne ou en France. Les accords restèrent lents, et dans ce climat de grande peur, un professeur de physique à l'université de Londres, le Dr Manders demanda fort sérieusement, dans un rapport de 1958, au comité scientifique de l'OTAN : « Si on ne peut mettre au point continuellement des méthodes supérieures à celles de l'U.R.S.S. (pour former plus de jeunes à la science et à la technologie), il faut alors se préoccuper sérieusement d'adopter et d'adapter les méthodes soviétiques ».

L'arrêt du quantitatif

En France, la production d'ingénieurs diplômés était passée d'environ deux mille en 1940 à plus de cinq mille en 1960. Les besoins annuels étaient alors estimés à douze mille. Au cours de la décennie (1960-1970), le nombre de nouveaux diplômés allait croître régulièrement mais sans jamais rattraper celui des estimations officielles de besoins toujours en hausse. Le sommet fut atteint en 1971 où pour le VI^e Plan, les besoins furent estimés de quinze à vingt mille ingénieurs par an.

Dans la plupart des pays développés — capitalistes et commu-

nistes, — et malgré l'augmentation des diplômes, planificateurs et prévisionnistes annonçaient une aggravation croissante de la pénurie en ingénieurs menaçant pour le développement et la puissance économiques.

Les Soviétiques, qui s'étaient lancés les premiers et le plus à fond dans cette production en masse d'ingénieurs, furent également les premiers à renoncer à ce quantitatifisme à outrance.

« Je pense, écrit V. Terechenko dans la *Komsomolskaja Pravda*, du 3 mars 1973, que notre pays compte beaucoup trop d'ingénieurs. De 1950 à 1972, le nombre d'ingénieurs diplômés actifs n'a été multiplié que par 6,8. Il est passé de 400 000 à 2 millions 650 000. Or, pendant le même temps, le personnel d'exécution n'a augmenté que d'une manière infime ».

Des tâches subalternes

Après avoir indiqué que, faute de techniciens et même de secrétaires qualifiés, les ingénieurs sont de plus en plus employés à des tâches subalternes, « ce qui multiplie le coût du travail par deux ou trois », l'auteur donne les États-Unis en exemple pour la qualité de leurs secrétaires. « Au cours de cette même période 1950-1972, le nombre des ingénieurs américains a été multiplié grosso modo par trois (de 310 000 à 930 000). Par contre, voyez le taux de croissance de leur personnel d'exécution (3). »

Quel singulier retournement de perspective et du modèle à imiter ! Visant désormais la qualité, les pays communistes européens ont stoppé, voire réduit le débit d'ingénieurs et plus particulièrement celui des formations par correspondance ou par cours du soir. Celles-ci, qui avaient permis une expansion aussi rapide, étaient vivement critiquées par les dirigeants d'entreprises. Ils se plaignaient de la médiocre compétence de la plupart des ingénieurs ainsi formés et à qui on « donnait » souvent le diplôme. Le cas le plus extrême est peut-être celui de la République démocratique allemande dont le nombre d'ingénieurs diplômés, après une période de « production forcée », a été considérablement réduit : 1960, 2 662 ; 1970, 5 060 ; 1975, 11 489 ; 1978, 7 997 (4).

En France, les promotions d'ingénieurs sont montées de 5 300 en 1960 à 10 300 en 1971, et à 10 900

en 1978. Quant au nombre d'écoles autorisées à délivrer le titre d'ingénieur, il est passé de 82 en 1945 à 151 en 1978. Il faut y ajouter l'Université de technologie de Compiegne et les rares universités qui ont été autorisées à disposer d'une cinquième année post-maîtrise en sciences et techniques et à délivrer un titre d'ingénieur : Clermont-Ferrand, Lille, Montpellier et Paris-XXII. Cette entrée des universités sur le territoire des écoles a réclamé de longues négociations. La commission du titre d'ingénieur ayant manifesté, écrit prudemment le CEFPI, « une certaine hésitation à voir cette formule s'étendre à l'exceps (5) ».

Quelle va être l'évolution des promotions d'ingénieurs ? Personne n'a pu donner de chiffres. A l'époque du délire « prévisionnaire » a succédé celle du mitigeant des experts, en France et dans d'autres pays. C'est ainsi que, dans un rapport pour le VII^e plan publié en 1978, il est seulement indiqué (6) : « Il apparaît difficile de mesurer exactement les besoins potentiels d'ingénieurs d'ingénieurs pour les prochaines années ». Il convient donc de ne pas exclure a priori la création de nouveaux diplômés. Ces difficultés sont réelles : incertitudes sur les taux de croissance ou de décroissance de l'économie en général et du secteur industriel en particulier, incertitudes sur les types d'emplois pour lesquels dans une période d'abondance en diplômés — les ingénieurs seront préférés ou non à d'autres diplômés, par exemple leurs concurrents directs, ceux des écoles de commerce.

Deux hypothèses

Le CEFPI, comme d'autres organismes, malgré la mission dont il avait été chargé à ce sujet, a renoncé à se lancer dans une prévision globale des besoins. Tout en menant des études de besoins par secteurs, il s'est contenté au niveau global de travailler sur deux hypothèses :

« Arrêt total de la croissance à 10 300 diplômés par an ».

« Maintien du rythme constant des dernières années et stabilisation à 20 000 diplômés par an ».

« Dans la seconde hypothèse, prévoit-il, le total de 600 000 ingénieurs actifs est atteint avant 2010. Soit trois fois le chiffre actuel ».

Mais, même dans la première hypothèse, une forte augmentation des ingénieurs diplômés en activité va se produire. Elle va être particulièrement rapide au cours des prochaines années, fait qui ne paraît à la retraite, et jusqu'en 1987, que les marges générées par la guerre de 1914. Selon le CEFPI, le chiffre de trois cent mille ingénieurs sera atteint dès 1987. Ensuite — toujours dans l'hypothèse d'un gel des promotions de diplômés — la croissance se ralentira, les quatre cent mille étant atteints vers 2010.

En ne raisonnant plus seulement en termes de flux, mais de « stocks », le CEFPI fait apparaître des dangers « explosifs ». Les effectifs disponibles d'ingénieurs diplômés, écrit-il, vont croître rapidement, quelle que soit la politique menée pour les formations d'ingénieurs. « Et même un avancement de l'âge de la retraite modifierait peu cette croissance pour les prochaines années, compte tenu du petit nombre de personnes concernées ».

« L'accroissement du nombre d'ingénieurs diplômés actifs, écrit le CEFPI, aura des incidences certaines sur leurs statuts. Mais n'y aura-t-il pas d'autres, et plus fortes, sur les statuts des diplômés d'autres formations et sur les possibilités pour les techniciens et les cadres moyens d'accéder, en cours de carrière, à des fonctions d'ingénieurs ? »

BERTRAND GIROD DE LAIN.

Prochain article :
PLUS OU MOINS
DE PROMOTION INTERNE ?

(3) La Documentation française. Problèmes politiques et sociaux. Série économie, n° 245, Paris, 27 décembre 1974.

(4) Annuaire statistique de la République démocratique allemande. Édition de 1979. Berlin. Dans les statistiques officielles, il existe une correspondance stricte entre la hiérarchie des diplômés et celle des fonctions dans les entreprises. Il n'y a donc pas de promotion au grade d'ingénieur sans acquisition du diplôme correspondant. Pour être comparés avec ceux de la R.D.A., les chiffres français devraient donc être augmentés de 30 à 40 % pour tenir compte des nombreux promoteurs chaque année sans avoir obtenu le titre d'ingénieur.

(5) CEFPI. La formation d'ingénieurs en France, 1979.

(6) Rapport de la commission Éducation et Formation, la Documentation française, Paris 1978.

مركزنا الأصل

marée noire en Bretagne
VIVE INQUIÉTUDE
POUR LA SAISON TOURISTIQUE

Au-delà des problèmes proprement techniques que pose le naufrage du Tania, on commence, en Bretagne, à mesurer les effets que la marée noire ne manquera pas d'avoir sur la saison touristique. L'Office de tourisme de Trégastel, directement touché par la catastrophe, a enregistré une baisse de 50 % des demandes de renseignements et 10 % d'annulations de location. « Pour autant, souligne l'un des responsables, les douze plages de Trégastel seront propres dans un mois et demi. Nous serons prêts pour les vacances. » Mais c'est en fait toute la Bretagne qui a été touchée par le phénomène. « Nous avons constaté un ralentissement pour les réservations de tous les départements mais surtout un arrêt brutal dans les demandes de renseignements, affirme-t-on à la délégation régionale du tourisme. Les autres départements, allemands et anglais notamment, paraissent hésiter à prendre une décision.

TOURISME

Grève à Nouvelles Frontières. Le bureau lyonnais de l'agence de voyages Nouvelles Frontières est en grève illimitée, depuis le 24 mars, pour obtenir une augmentation uniforme de salaires de 500 F. Les quatre salariés concernés dénoncent la faiblesse de leur rémunération mensuelle (moins de 3 000 F, en général), les journées de dix heures de travail sans paiement d'heures supplémentaires, la semaine de travail de six jours pendant l'été, sans récupération, le refus de négociations de M. Jacques Maillet, directeur général. L'arrêt de travail du bureau lyonnais est la première grève officielle touchant l'agence Nouvelles Frontières. Créée en 1967, celle-ci compte dix-huit bureaux en France et huit à l'étranger. (Corresp.)

LE MONDE
est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des chiffres d'actualité immobilière.
Venez y travailler paisiblement.
L'APARTÈMENT
est votre rendez-vous.

M. d'Ornano : la pollution atmosphérique a diminué en France

La pollution atmosphérique a diminué en France, a constaté M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, en présentant à la presse le futur réseau de surveillance de la pollution atmosphérique, qui sera installé à Paris et dans les trois départements limitrophes (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne). (« Le Monde » du 31 janvier).

Depuis de nombreuses années, les laboratoires d'hygiène mesurent la présence dans l'air des villes des divers polluants. En 1972, le comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement a décidé d'installer dans les principaux centres industriels et urbains de véritables réseaux de mesures modernes. L'Etat a lui-même consacré 66 millions de francs à cette opération. Ainsi, au 1^{er} janvier 1980, il existait deux mille capteurs mis en place dans plus de cinq cents communes appartenant à une quarantaine d'agglomérations. Paris, Marseille, les villes du Nord, sont en train de finir de s'équiper. « L'ensemble des zones sensibles du territoire (...) est déjà actuellement couvert par un dispositif moderne de surveillance ou en passe de l'être dans les deux années à venir », constate M. d'Ornano.

Constatant le mal ne suffit pas, il faut aussi intervenir pour tenter de l'atténuer. Certains de ces réseaux le permettent ou le permettent. Ainsi au Havre et à Rouen lorsque les prévisions météorologiques sont « mauvaises », et que le taux de soufre contenu dans le pétrole est élevé, les responsables du secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles interviennent auprès des gros consommateurs de fuel pour qu'ils baissent les feux, utilisent un carburant moins chargé en soufre, voire passent à la pompe à diesel. Les points de pollution ont diminué de 60 % depuis deux ans. Dans les mois de juin, les réseaux de Fos-Berre et de Calais-Dunkerque vont eux aussi passer au stade de réseau d'alerte. Plus tard ce sera le cas, entre autres, de Paris.

La réglementation tant nationale qu'européenne a en outre permis de réduire sensiblement la quantité de polluants contenus dans les combustibles. Ainsi la teneur en soufre du fuel-oil domestique a diminué de 57 % en six ans. La teneur en plomb de l'essence a été réduite de 25 % environ en moins de trois ans;

Une carrière dans le site de Saint-Benoît-sur-Loire ?

De notre correspondant

Orléans. — En cette année du patrimoine, qui devrait inciter les pouvoirs publics à faire preuve de plus de vigilance, un des sites les plus célèbres du val de Loire, Saint-Benoît-sur-Loire, dans le Loiret, se trouve menacé. Une entreprise d'extraction de matériaux projette d'ouvrir une carrière dans la courbe du fleuve, à l'intérieur du site protégé, à quelques centaines de mètres du bourg serré autour de sa basilique romane.

La municipalité de Saint-Benoît a l'intention, par le suite, d'aménager sur les lieux une base de loisirs avec un plan d'eau d'une vingtaine d'hectares.

En 1975, une demande d'extraction, qui avait soulevé une certaine émotion, était restée sans suite; mieux, elle avait entraîné une extension du site protégé le long du fleuve. Mais, depuis, les projets de carrière ont repris. La municipalité de l'époque, qui souhaitait déjà aménager une base de loisirs, dut abandonner son projet.

Une nouvelle entreprise revient à la charge en plein site protégé, et la municipalité repense à un plan d'eau : « Nous ne pouvons nous opposer à cette demande, explique le maire de Saint-Benoît, M. Sousselle (majorité), toutes les précautions pour l'environnement ont été prises. Il n'y aura pas de déboisement. Nous avons opposé le maximum de contraintes à l'entreprise. L'opération est bénéfique pour

la commune où le tourisme peut encore se développer. »

Face à ces projets, les administrateurs de Saint-Benoît, où plusieurs manifestations sont organisées, cette année, dans le cadre du quinzième centenaire de la naissance du fondateur de l'ordre, commencent à se mobiliser. Le bouloversement du site leur paraît inévitable, malgré les assurances données par la municipalité. Si des aménagements légers sur les bords de la Loire s'imposent, on se méfie du projet présenté. Les écologistes, qui ont observé que l'île des Mahys, botaie et encore sauvage, servait à plus de deux mille mouettes venues des pays de l'Est et à d'autres espèces, manifestent leur inquiétude.

La décision incombe maintenant à l'administration qui doit valider les autorisations d'exploitation des carrières et pourra difficilement ignorer les recommandations du rapport Chapon, qui préconise une limitation sévère des extractions du fleuve (le Monde du 13 mars).

Dernier des poètes qui ont célébré le site de Saint-Benoît, Maurice Genevoix écrit, voilà plus de dix ans : « Le beau malheur si le Loire obéit, elle aussi, au progrès, servante des hommes qui s'annoncent, réserve d'énergie productive (et lucrative), guirlande de plans d'eau pour les hors-bords et les édis nautiques, en annexe aux paradis-casernes ! ». Les poètes ont toujours raison... REGIS GUYOTAT.

LES COMMUNISTES FONT LEUR PROPOSITION POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE

(De notre correspondant.)

Tours. — M. Claude Foppen, membre du bureau politique du P.C., a présenté, il y a quelques jours à Tours, la proposition de loi déposée par son parti pour l'aménagement de la Loire. Le choix de Tours pour cette présentation n'est pas dû au hasard. C'est M. Jean Royer, son maire, qui depuis qu'il a créé l'association pour l'aménagement de la Loire (A.L.O.), a pris en main l'ensemble du dossier Loire.

Pour M. Foppen, il s'agit de la LIGRE est une opération politique de M. Royer avec les forces de droite et les forces socialistes et, de plus, « c'est un plan d'aménagement au rabais car l'objectif est de faire payer l'essentiel des dépenses par les collectivités locales qui n'en ont pas les moyens ».

Pour trouver les moyens de lutter contre les crues et de soulever les niveaux d'égout du fleuve, le P.C. propose que l'aménagement de la Loire ait une place prioritaire au VIII^e Plan et fasse l'objet d'un engagement financier de l'Etat. Les responsables socialistes, appuyés par des syndicats mixtes, associant les communes et départements, ainsi que par une institution interrégionale représentant les huit régions concernées.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

LES ASSOCIATIONS LANÇENT UNE CAMPAGNE ANTI-BRUIT

Si l'abandon du projet de lot-cadre contre le bruit initialement présenté par le gouvernement (le Monde du 13 février) donne satisfaction aux associations qui se sont réunies, à Paris, le 15 mars dernier, pour le premier congrès anti-bruit des associations S.O.S.-Environnement, la Ligue cause contre le bruit, Bruit et environnement et de nombreuses associations locales ont néanmoins décidé, selon un communiqué commun, de lancer une « campagne nationale et permanente » afin de mobiliser « les 50 % de Français qui souffrent de nuisances sonores (1) ».

Ce « flux national » transforme des adolescents en vieillards et dégrade la santé, a été vigoureusement dénoncé. La « tolérance inacceptable des autorités, la multiplication des nuisances sonores par les technologies qui persistent à construire des autoroutes et des aéroports dans les agglomérations », ont été critiquées.

Les associations demandent au Parlement de rejeter le projet de loi qui prévoit d'exonérer les compagnies aériennes de toute responsabilité et souhaitent qu'on utilise une partie des crédits autoritaires pour réparer les dommages causés aux riverains des voies existantes.

M. Jean-Claude Delarue, président de S.O.S.-Environnement, a rappelé les objectifs de la campagne anti-bruit : application réelle des textes existants ; reconnaissance du droit des Français au repos nocturne, réexamen des projets de routes et d'aéroports, établissement du principe « bruiteur-payeur ».

(1) 31, rue d'Angoulême, Paris (10^e).

CONSTRUCTION NAVALE

LA FRANCE AU TROISIÈME RANG

Londres (A.F.P.). — La France est passée, l'an dernier, du onzième au troisième rang des pays constructeurs de navires marchands, indiquent les statistiques du Lloyd's Register of shipping. Les chantiers français ont accru leurs livraisons de 63 % avec un total de 715 000 tonnes de jauge brute. Ces résultats sont dus pour partie à l'achèvement et à la sortie en 1979 du super-pétrolier *Pratviel* (556 000 tonnes de port en lourd).

Cette performance de la France — qui la place avant la Grande-Bretagne — contraste avec celle de la plupart des autres pays, car la production mondiale de navires a été, en 1979, la plus faible depuis treize ans. Le Japon reste le premier constructeur mondial mais ses livraisons ont diminué de 30 %. Les Etats-Unis ont progressé de la quatrième à la deuxième place grâce à un accroissement de 30 %.

Malgré la récession pétrolière, les pétroliers ont représenté 23,9 % du tonnage livré au lieu de 26,5 % en 1978 (37,1 % en 1977).

PÊCHE

LE PORT DE HENDAYE BLOQUÉ PAR DES PÊCHEURS ESPAGNOLS

(De notre correspondante.)

Hendaye. — Une soixantaine de bateaux de pêche du Golpuzcoa (port du Pays basque espagnol) bloquent depuis le mardi 25 mars en fin d'après-midi le port de pêche d'Hendaye pour demander que les autorités maritimes françaises rendent au navire espagnol *Santa-Goma-III* le rôle — livre de bord — qu'elles lui ont confisqué alors que le bateau était en train de pêcher dans la zone interdite de la fosse de Capbreton.

Dans la soirée de mardi, les autorités maritimes espagnoles avaient essayé en vain d'obtenir que les maritimes livrent leur siège qui interdit tout trafic à l'embouchure de la Bidassoa. Mais les pêcheurs n'ont rien voulu entendre et le blocus se poursuivait ce jeudi matin.

Du côté français, les autorités maritimes conservaient un ton très ferme et annonçaient leur intention de faire suivre le dossier à Bruxelles pour suite à donner, ainsi que les procès-verbaux dressés contre dix-sept autres maritimes espagnols pris en train de pêcher dans la zone qui leur est interdite.

FRANCINE MOREAU.

URBANISME

Il reste au moins 1000 hectares de terrain à bâtir en région parisienne

estiment les responsables de la Caisse des dépôts

Les logements se vendent bien, trop bien. La période est particulièrement brillante pour les ventes de logements, mais les raisons de ce succès sont malvenues et la tendance peut se retourner du jour au lendemain, a déclaré M. Jean-Etienne Striber, inspecteur des finances, soixante-deux ans, ancien directeur du cabinet de M. Robert Galley et nouveau président de la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts (S.C.I.C.). Les responsables de la S.C.I.C. présentent à la presse, le mercredi 25 mars, les résultats de cette société pour 1979. Le stock commercial est de onze mille logements (soit quatorze mois de ventes) ; l'objectif des ventes a été fixé à neuf mille ventes en 1980, mais trois mille ont déjà été conclues à la fin de mars.

L'année 1979 a connu une « commercialisation record » avec douze mille cent soixante-dix-neuf appartements vendus alors que le chiffre le plus élevé dans le passé avait été de dix mille sept cent quinze en 1974. Le prix moyen des logements est de 3 200 F à 4 500 F le mètre carré en province et de 4 000 à 5 500 F en région parisienne.

D'autre part, 15 800 logements ont été lancés en 1979 (dont plus de la moitié seront mis en location) au lieu de 13 400 en 1978. La région parisienne accueillera 30 % des mises en chantier. Cette proportion confirme le « ralentissement constant des lancements d'opérations en région parisienne ».

La S.C.I.C. possède environ 3 000 hectares de terrain en région parisienne.

exceptionnel !
le spitzberg

11 jours Paris/Paris
départs
25 juin - 5 et 15 juillet
(avion de Paris à Bergen)
toutes cabines extérieures
grand confort
prix par personne
cabine à 2 7.495 F
cabine à 4 8.395 F
renseignements et inscription
SCANDITOURS
122, Chemin des Eglises - 75008 Paris
tél. 562.12.12 - Lits. 58 A
ou chez votre agent de voyages.

Air Inter accepte de nourrir ses passagers

Du conard à l'orange dans les avions d'Air Inter... La compagnie intérieure proposera des coffrets-repas à ses passagers, à compter du lundi 8 avril, au départ de Nice et de Paris-Orly. On est le prix de vente de ces coffrets a été fixé à 50 francs, vin compris.

Air Inter s'était jusqu'alors, toujours refusé à offrir des prestations à bord de ses avions, faisant valoir la brièveté des vols qui, en moyenne, ne dépassent pas quarante-cinq minutes. Notre vocation est de transporter des passagers, pas de les nourrir », affirmait M. Robert Verneud, son président. Mais celui-ci convient aujourd'hui qu'il faut répondre à la demande des hommes d'affaires — la composition des trois quarts de la clientèle de la compagnie intérieure — qui souhaitent parfois gagner à bord le temps du repas.

Aussi, Air Inter vient-elle de concevoir un coffret-repas à consommer froid, que ses responsables ont voulu « d'une très grande simplicité, mais d'une très haute qualité ». Ainsi, la société périgourdine Rougès, spécialisée dans le traitement des foies gras, se chargera des plats cuisinés, tandis que le boulanger parisien Pollane — toujours lui — fournira le pain. Le repas sera arrosé de vin de Cahors, de vieux bordeaux ou de vin corse. Au total, six menus dont deux au choix sur chaque vol.

Le passager achètera son coffret-repas en salle d'embarquement et pourra le régler en espèces. Si cette expérience est concluante, elle pourrait être étendue, d'ici la fin de l'année, à d'autres aéroports : Marseille, Ajaccio, Bastia, Calvi notamment.

« Nous n'avons pas les moyens d'offrir ce service à notre clientèle, précise M. Verneud. De toute façon, c'est une opération sur laquelle nous ne ferons aucun bénéfice. » Air France, quant à elle, avait imaginé, sur le ligne Paris-Nice, qu'elle exploite en commun avec Air Inter, de ne pas faire payer le coffret-repas à ses passagers. Finalement, elle a consenti à le vendre 40 francs. Histoire de ne pas débloquer une guerre autour d'un « casse-croûte ». L'affaire ne le mérite pas... — J.-J. B.

TRANSPORTS

SI VOUS MESUREZ 1,80 M
OU PLUS (jusqu'à 2,10 m),
SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT
JOHN RAPAL
Grandes tailles prêt-à-porter.
COSTUMES LÉGERS DEMI-SAISON VESTES SPORT
BLAZERS BLOUSONS TOILE MODE
IMPER TRÉCHES ENSEMBLES SAHARIENNES
BLOUSONS CUIR OU DAIG, EXCLUSIVITÉ
MAC DOUGLAS
PANTALONS LÉGERS, JEANS, VELOURS
CHEMISES VILLE ET SPORT PULLS
40, Av. de la République - Paris 11^e - Tél. 353.66.00 - Ouvert le lundi

HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS
L'UNIVERSITÉ DE PARIS I - PANTHÉON - SORBONNE
ORGANISE UNE FORMATION INTITULÉE
« VIE ASSOCIATIVE »
Répondant à l'essor du mouvement associatif, cette formation donnera aux participants, déjà impliqués dans des actions concrètes du développement associatif, des éléments pour une réflexion critique. Elle leur permettra également de réfléchir sur leurs propres projets associatifs.
DURÉE : 90 heures réparties sur 3 semaines :
21-25 avril 1980,
18-20 juin 1980,
15-17 octobre 1980.
Pour tous renseignements s'adresser au
CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS I
14, rue Cujas, 75005 PARIS
Tél. : 354-67-80, 328-12-13 Poste 33-17.

CAPEL
PRÊT-À-PORTER
74, bd de Sébastopol Paris 3^e • 28, bd Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE QUOTIDIENNE

Comment est réparti le fuel domestique

La répartition du fuel domestique est soumise à répartition et à contrôle depuis le 1^{er} juillet 1978. La façon dont est calculé le contingent attribué à chaque consommateur a donné lieu à des contestations diverses. M. Jacques Lavédra, député P.S. du Puy-de-Dôme s'en est ouvert dans une question écrite au ministre de l'Industrie. Celui-ci lui a longuement répondu dans le « Journal officiel » du 17 mars. Il explique ceci :

« L'arrêté du 28 juin 1978 reconnaît à chaque consommateur des droits d'approvisionnement trimestriels — voire mensuels pour les consommateurs les plus importants — proportionnels aux livraisons reçues entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 1978, compte tenu d'un taux d'encadrement de 90 % pour les usages ordinaires et de 100 % pour les usages de production. »

« Par ailleurs, le choix de l'année 1978 comme période de référence ne devrait pas nuire aux consommateurs de fuel-oil domestique, puisque, en raison d'un hiver long, d'enneigements anticipés en mai-juin et en décembre 1978, les ventes de 1978 ont été les plus importantes depuis 1973. »

« Cependant, l'utilisation d'un système d'encadrement de la consommation fondée sur les livraisons reçues au cours d'une période de référence peut présenter, par définition, un risque pour les consommateurs qui ont commandé avant le début ou après le fin de cette période. Pour cette raison, le dispositif d'encadrement contient de nombreuses souplesses qui devraient permettre aux consommateurs d'obtenir le produit nécessaire. »

« En effet, rien n'empêche certains consommateurs et certains revendeurs de sa voir attribuer des quantités supplémentaires si le reste de la clientèle n'enlève pas l'intégralité de ses droits. C'est ainsi que tout consommateur qui aurait des besoins excédant ses références peut, dans un premier temps, demander à son fournisseur de lui livrer les quantités supplémentaires qui lui sont nécessaires. En effet, ce distributeur peut conserver des disponibilités en raison de la disparition dans la clientèle qui a ses références auprès de lui, de certains consommateurs de fuel-oil domestique (cessation d'acti-

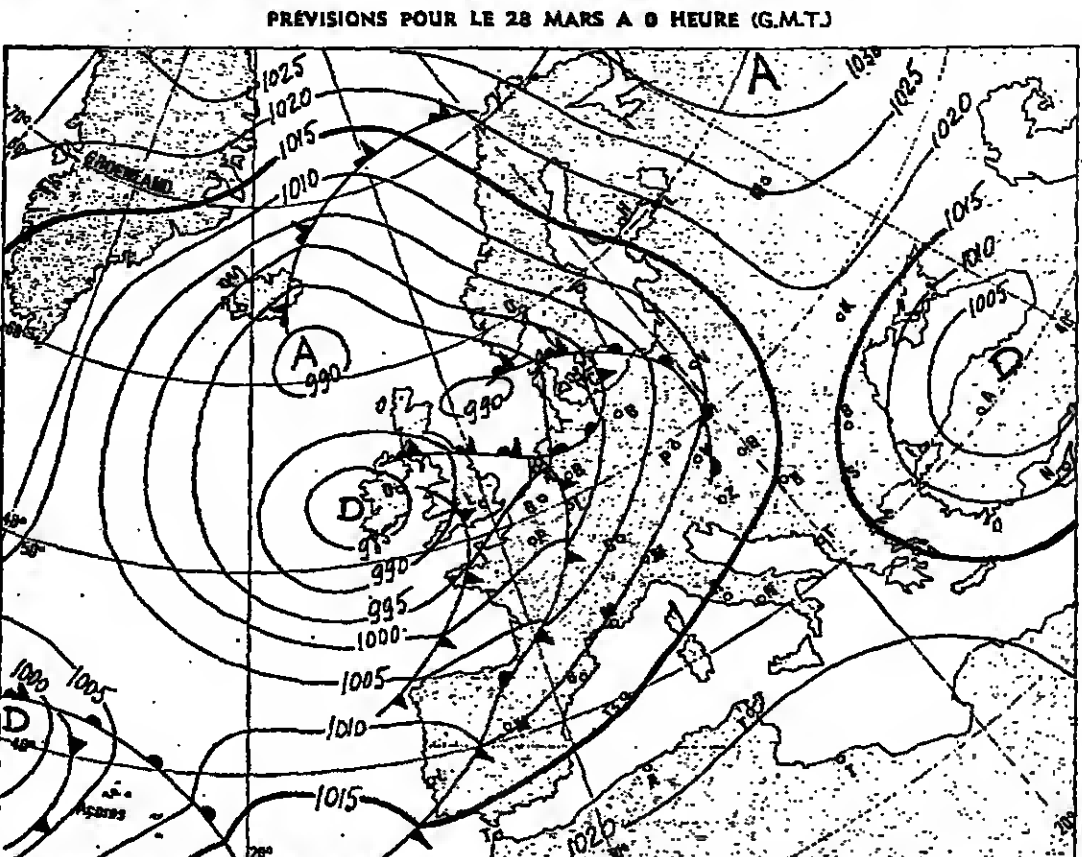
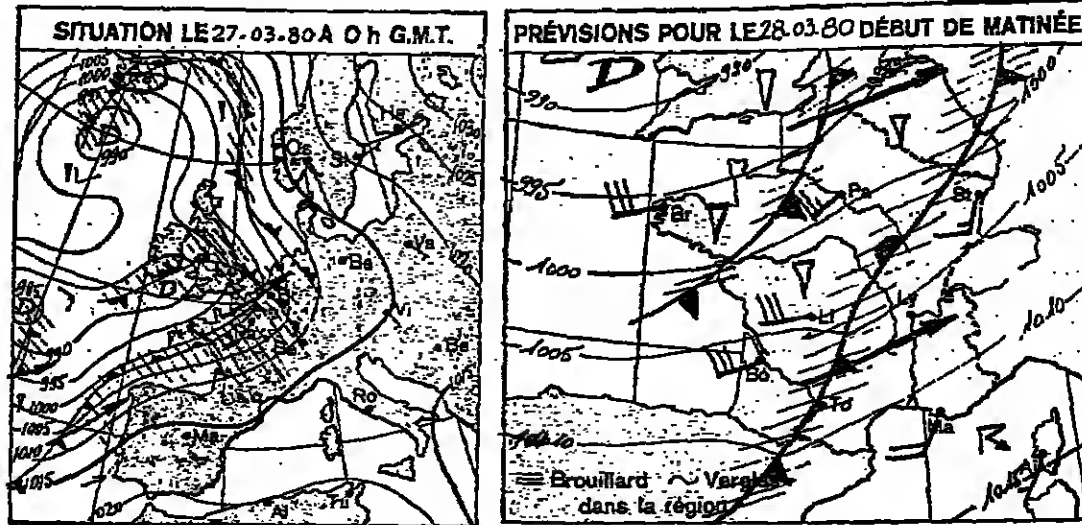
été, conversion vers d'autres sources d'énergie...) ou du fait de la réduction des enlèvements d'une partie de ses autres clients. »

« Dans une deuxième étape, ce consommateur peut s'adresser à un autre distributeur pour qu'il lui apporte un complément de livraison. En effet, si un distributeur sait qu'une partie de sa clientèle ne lui réclamera pas ses droits, il dispose alors de ressources qu'il a intérêt à vendre à des consommateurs qui en ont besoin. »

« Enfin, et ces démarches s'avèrent insuffisantes, il appartient au consommateur de saisir la préfecture, en l'occurrence le cellule-fuel-oil domestique, pour y exposer sa situation. Ce service examine le bien-fondé de la demande et peut, le cas échéant, déterminer de nouvelles références en tenant compte de la consommation des dernières années. Lorsque la demande est acceptée, la préfecture peut alors indiquer au consommateur les fournisseurs locaux ayant des disponibilités. A défaut de l'existence de disponibilités, il délivre au consommateur un bon pour une allocation de fuel-oil domestique qu'il peut faire honorer par le fournisseur de son choix. »

« Cette procédure peut sembler complexe, mais elle ne devrait pas intéresser, en raison du choix de la période de référence, qu'un nombre limité de consommateurs. Elle est également rendue nécessaire par le soul de chaque préfet de ne pas délivrer de bons indûment sans être assuré, au préalable, de l'absence de disponibilités locales. En effet, l'émission de ces bons autorise le titulaire à la consommation des quantités supplémentaires équivalentes, ce qui a pour effet d'atténuer certains effets de l'arrêté. »

MÉTÉOROLOGIE



évolution probable du temps en France entre le jeudi 27 mars à 6 heures et le vendredi 28 mars à 24 heures :

La vaste zone dépressionnaire, qui persistera sur l'Europe occidentale et la proche Océan, maintiendra sur la France un courant maritime de sud-ouest à ouest, qui deviendra plus instable après le passage de la perturbation qui nous affectera jeudi.

Le jeudi 27 mars, à 6 heures, la pression minimum se situera au sud-ouest de la France, à 1000 millibars, soit 750 millibars de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 17 ; Amsterdam, 11 et 10 ; Athènes, 17 et 11 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 11 et 5 ; Bruxelles, 11 et 6 ; Calcutta, 24 et 23 ; Casablanca, 22 et 16 ; Copenhague, 2 et 0 ; Genève, 13 et 8 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 17 et 10 ; Moscou, -2 et -6 ; New-York, 9 et 4 ; Palma-de-Majorque, 20 et 15 ; Rome, 16 et 9 ; Stockholm, 2 et -5 ; Téhéran, 21 et 13 degrés.

orages sur le pourtour méditerranéen. La zone pluvieuse, se déplaçant vers l'est, affectera encore la nuit le sud des Alpes et la Corse. Plus à l'ouest, un type de temps un peu variable s'établira avec des nuages encore abondants.

Le jeudi 27 mars, à 6 heures, la pression minimum se situera au sud-ouest de la France, à 1000 millibars, soit 750 millibars de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 17 ; Amsterdam, 11 et 10 ; Athènes, 17 et 11 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 11 et 5 ; Bruxelles, 11 et 6 ; Calcutta, 24 et 23 ; Casablanca, 22 et 16 ; Copenhague, 2 et 0 ; Genève, 13 et 8 ; Lisbonne, 18 et 12 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 17 et 10 ; Moscou, -2 et -6 ; New-York, 9 et 4 ; Palma-de-Majorque, 20 et 15 ; Rome, 16 et 9 ; Stockholm, 2 et -5 ; Téhéran, 21 et 13 degrés.

17 et 10 ; Moscou, -2 et -6 ; New-York, 9 et 4 ; Palma-de-Majorque, 20 et 15 ; Rome, 16 et 9 ; Stockholm, 2 et -5 ; Téhéran, 21 et 13 degrés.

Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

BREF

LES STAGES DE LA « VIE CRÉATRICE »

L'édition 1980 des cahiers de « La Vie créatrice » présente des fiches, entièrement remises à jour, sur les stages d'initiation artisanale et artistique.

Les stages de province sont classés par départements dans deux premiers cahiers, et en supplément dans un troisième cahier avec les ateliers de Paris et de la région parisienne.

Ces fiches donnent les informations indispensables : prix, activités enseignées, dates, durée, hébergement, stages agréés, formation permanente. Sont mentionnés aussi les objectifs du stage et l'esprit dans lequel il est pratiqué, ce qui devient de plus en plus déterminant pour bien choisir un atelier.

Une plus grande place est réservée, cette année, à l'exposé de la nouvelle pédagogie des stages que veulent développer les animateurs de « La Vie créatrice ».

* « La Vie créatrice », 9, place Saint-Alphard, 45130 Meung-sur-Loire ; le cahier, 14 F. + frais d'envoi ; 4 F. pour un ou deux cahiers ; 6 F. pour les trois cahiers.

PARIS EN VISITES — VENDREDI 28 MARS

« Manufactures des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie », 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Huiot.

« Exposition Monet », 15 h., Grand Palais, Mme Chapuis.

« Hôtel des Notables de Paris et histoire du vieux Châtelet », 15 h., devant le Théâtre du Châtelet, Mme Lévêque.

« Renouveau de Paris : le Marais autour des jardins Saint-Paul », 15 h., métro Saint-Paul, Mme Oweid.

« Arts et artistes de la Renaissance au dix-neuvième siècle », 15 h., entrée du Petit Palais, Mme Penno.

« La Biennale de l'humour et de la contre-réforme », 15 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thiébaud (Calme nationale des monuments historiques).

« Monet », 16 h., entrée avenue de Selva, Grand Palais, Mme Angot.

« Chez un grand restaurateur d'orfèvrerie », 15 h., métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'Art et d'Architecture).

« Exposition Dali », 15 h., 126, rue Saint-Martin, Mme Hager.

« Trésors d'art du dix-huitième siècle : la vie à la cour de Louis XV », 15 h., 23, boulevard des Capucines, M. de La Bouchère.

« La place des Vauges, hôtel du Marais », 15 h., 2, rue de Sévigné, M. Teurlier.

CIRCULATION

LES ROUTES DE PAQUES SERONT TRÈS ENCOMBRÉES

Plus de 2 500 000 personnes vont quitter la région parisienne, à bord de 830 000 automobiles, pendant les deux week-ends des fêtes pascales.

Le samedi 29 mars, le vendredi 4 et le lundi 7 avril seront les trois journées les plus difficiles. Dans une déclaration à la presse, M. Michel Fève, directeur des routes et de la circulation routière, conseille aux 330 000 automobilistes qui quitteront la région parisienne le samedi 29 mars d'éviter de partir entre 5 et 12 heures, et même, entre 5 et 12 heures.

Les principales difficultés se manifesteront sur l'autoroute du Soleil. Pour éviter les bouchons habituels, « Bison Futé » conseille aux automobilistes de quitter Paris par la porte de Bercy pour rejoindre l'autoroute à Austerre. D'un autre côté, les responsables de la gendarmerie viennent de présenter les statistiques déli-

nitives concernant les accidents de la route pour 1979.

Depuis dix ans, ils notent une diminution de 20,1 % du nombre des accidents corporels, et de 25,5 % du nombre des accidents mortels. La situation s'est dégradée en 1979, avec une augmentation de 2,4 % du nombre des accidents corporels et de 2,9 % des accidents mortels ; cela par rapport à 1978. Les causes de ces augmentations sont le plus souvent l'inobservation des règles élémentaires de la circulation, notamment de la limitation de vitesse, en particulier sur les autoroutes.

* Inter Service Route donne des renseignements généraux au 838-23-53.

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière : Bordeaux (56) 96-23-33 ; Lille (20) 91-39-33 ; Lyon (78) 34-23-33 ; Marseille (91) 75-75-18 ; Metz (33) 62-11-22 ; Rennes (35) 59-73-32.

La neige toujours exceptionnelle le ski fantastique. la vraie détente, c'est VAL D'ISERE Office de Tourisme Tél. : (79) 06.10.83

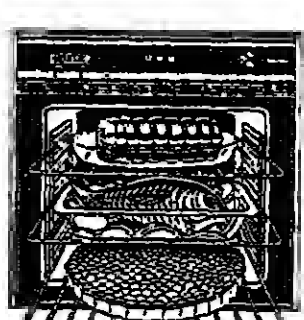
Nouveau

Au 260.80.80 Scholtès répond à toutes les questions sur les fours Pyrolair

Grande première mondiale dans l'électroménager : un fabricant français, Scholtès, répond lui-même, par téléphone, à toutes les questions du public sur un nouvel appareil de cuisson qui rencontre un immense succès.

Cet appareil c'est le four Pyrolair dans ses sept versions différentes. Un nouveau four qui réduit de quatre à cinq fois le temps passé à l'énergie consommée jusqu'aujourd'hui avec les fours classiques. Un nouveau four capable de cuire plusieurs plats ensemble, à la française, sans imprégnation d'odeurs, et de se nettoyer tout seul par pyrolyse, moins souvent que d'autres.

Le poisson, les gâteaux et la viande sont désormais enfournés en même temps dans le Pyrolair. Pourquoi ? Comment ? Selon quels procédés ? Faut-il apprendre à s'en servir ? Modifie-t-il les



Pour votre plaisir plus épanouissant.

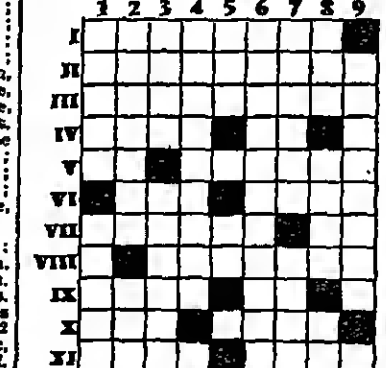
habitudes culinaires et alimentaires ? Quelles sont les différentes versions de fours Pyrolair ? Où les trouve-t-on ?

A toutes ces questions, et à bien d'autres, Scholtès répond directement tous les jours, sauf le dimanche, de 8 heures à 20 heures, il suffit d'appeler, à Paris, le 260.80.80.

Scholtès 260.80.80 La cuisine y gagne

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2638



HORIZONTALEMENT

I. Exigé quand le père est inconnu. — II. Qualités des précautions qu'on prend parfois avant de s'endormir. — III. Est toujours très cordial. — IV. On est soigné dans son hôtel. On peut traiter de mollusque celui qui n'en a pas. — V. Pronom. Traiter comme une alouette. — VI. Vient avant lui. Fonde plusieurs évêchés. — VII. On en fait des joints. — VIII. Qui ne semble pas très solide. — IX. Peut se porter sur le côté. Note. — X. Nom d'un chien. Met en quatre par exemple. — XI. Patrie de philosophes. Fruit.

VERTICALEMENT

I. Doit être solide pour les danseurs. Peut se vendre à la pièce. — 2. Qui devrait donc s'arrêter. Dans sa tête, il y a beaucoup de pointes. — 3. Qui semble coussu d'or. On y faisait des ragots. — 4. Mettait le feu aux poudres. — 5. Comme un chérien qui est une vraie pierre. Conjonction. — 6. Peut revenir à tout bout de chant. — 7. Humaniste hollandais. Fait réfléchir. — 8. Dix, à l'étranger. Fit circuler. Pour lier. — 9. Qui n'auroit donc aucune portée.

Solution du problème n° 2637

Horizontalement
I. Consigne. — II. Oiseau. — MI. Solin. — V. Aligoté. — VI. Mégare. — PL. — VII. Et. — VIII. Nis. — Perte. — IX. Embelle. — X. Rallumet. — XI. Meute ; Eu.

Verticalement
1. Contamineur. — 2. Oie ; Lé ; Indam. — 3. Négligeable. — 4. Saragat. — 5. Ille ; Or. — 6. Gé ; Ste ; Elme. — 7. Noé ; Brie. — 8. Enol ; Patène. — 9. Innéité ; Tu.

GUY BROUTY.

LOTTERIE NATIONALE					
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS					
TRANCHE DES JONQUILLES					
TERMI- NATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES A PAYER	TERMI- NATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES A PAYER
1	691 3 161	500 5 000	6	326 0 606 9 376 9 086	570 1 070 1 070 10 070
2	62	150	7	5 727 7 227 9 337	1 000 1 000 1 000
3	2 403 7 183	1 000 1 000	8	698 758 9 178 1 568	500 500 1 000 5 000
4	4 5 264	70 5 070	9	39 079 60 069	150 500 50 000
5	65 5 335 6 075 8 358 232 475 180 015	150 5 000 5 000 10 000 500 000 3 000 000	0	4 780 9 200 66 340	1 000 5 000 100 000
6	6 46	70 220			

PROGRAMME TIRAGE : TRANCHE DU PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LE SAMEDI 28 MARS 1980 à CASIMIR (Vaucluse)

LOTTO 4 10 18 35 41 46 TIRAGE N° 13 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 27

PROCHAIN TIRAGE LE 2 AVRIL 1980 VALIDATION JUSQU'AU 1^{er} AVRIL APRÈSMIDI

LE JOUR DU

Le Plus Bel Age

« L'occasion de voir, pour la première fois, les cahiers de « La Vie créatrice » présentés à jour, sur les stages d'initiation artisanale et artistique. Les stages de province sont classés par départements dans deux premiers cahiers, et en supplément dans un troisième cahier avec les ateliers de Paris et de la région parisienne. Ces fiches donnent les informations indispensables : prix, activités enseignées, dates, durée, hébergement, stages agréés, formation permanente. Sont mentionnés aussi les objectifs du stage et l'esprit dans lequel il est pratiqué, ce qui devient de plus en plus déterminant pour bien choisir un atelier. Une plus grande place est réservée, cette année, à l'exposé de la nouvelle pédagogie des stages que veulent développer les animateurs de « La Vie créatrice ».

Calendrier

des spectacles
Le Prince de la nuit, par Jean-Pierre Laroche, 20 h, 21, rue de la Harpe, Théâtre de la Harpe.
Le Prince de la nuit, par Jean-Pierre Laroche, 20 h, 21, rue de la Harpe, Théâtre de la Harpe.
Le Prince de la nuit, par Jean-Pierre Laroche, 20 h, 21, rue de la Harpe, Théâtre de la Harpe.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 27 mars 1980 :

UN DÉCRET

« Portant statut du personnel de l'enseignement du musée national d'histoire naturelle. »

DES ARRÊTES

« Autorisant l'ouverture en 1980 de concours de recrutement des personnels du cadre des professeurs agrégés et fixant la répartition par discipline des candidats qui pourront être admis à ces concours. »

RELATIF à la formation spéciale du brevet d'état de ski

(option ski alpin, 1^{re}, 2^e et 3^e degré).

UN grand spectacle

Yves Montand, 20 h, 21, rue de la Harpe, Théâtre de la Harpe.

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 08 C.C.P. Paris 4207-53

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M. 174 F. 326 F. 422 F. 545 F.

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 380 F. 560 F. 680 F. 860 F.

ÉTRANGERS (par mandat) 1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG 265 F. 355 F. 445 F. 565 F.

2. - SUISSE-TURISME 230 F. 320 F. 410 F. 530 F.

Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse (doux sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Centre Georges-Pompidou Centre Georges-Pompidou Centre Georges-Pompidou

France-Culture et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

Théâtre et Centre Georges-Pompidou

LE JOUR DU THÉÂTRE

Le Plus Bel Age de la vie.

A l'occasion de la biennale Théâtre, rois et musiques d'aujourd'hui, vient d'être donnée à Nanterre une série de représentations du Gripteat de Berlin, l'un des plus célèbres théâtres pour enfants du monde. Dix ans d'expérience, un théâtre en propre, exemplaire, en plein Berlin, vingt-deux pièces, la plupart de Volker Ludwig, l'auteur permanent du Gript, traduit en dix-neuf langues. Le Plus Bel Age de la vie, présenté à Nanterre, a été joué plus de quatre cents fois en Allemagne. Incité partout, du Brésil au Japon, le Gript préfère organiser des séminaires sur son style et ses conceptions, afin de garder le plus étroit contact possible avec son public. Le Gript (« comprendre vite, avec plaisir », nous dit-on) procède du cabaret brechtien, les comédiens chantent, dansent et jouent avec l'assurance de sportifs sur-entraînés.

Le Plus Bel Age de la vie reprend fidèlement les recettes éprouvées du Gript : une série de sketches sur un thème donné (ici le chômage des jeunes et la délinquance juvénile) alliant la caricature et le réalisme social : des caves de H.L.M. comme si vous y étiez, des loubards à débarrasements plus vrais que nature, le tout en trois heures et demie, établissant un décompte minutieux des responsabilités, avec un orchestre rock curieusement pour occuper les intermèdes et des chansons-résumés à la fin de chaque séquence. Travail efficace, plaisir sérieux et ne comprend pas l'allemand et que, malgré tout, la leçon est évidente après deux minutes de spectacle.

★ Dernière représentation du Gript à la Maison de la culture de Nanterre, ce jeudi 27 mars, à 20 h 30.

Calendrier

des spectacles.

Le Prince heureux, d'Oscar Wilde, par l'Atelier du Chaudron. Musique, ombres, comédiens et marionnettes, pour une histoire, sur plusieurs espaces et plusieurs temps, d'une aventure en route pour l'Égypte et retardée par l'amour d'un royaume, d'une sagesse de prince, de pluie et de larmes. Le côté lumineux et le côté d'ombre d'un jardin. Pour ceux qui trouvent à la simplicité une étrange subtilité. (Jusqu'au 27 avril à la Cartoucherie. Sam. 16 h. et 20 h 30, dim. 16 h. Tél. : 328-97-04.)

Deuxième Festival de clown, d'Arcades, Noyé-le-Grand. Une vingtaine de spectacles, parmi lesquels le Trio Fratellini, les Zappata fils, les Chicos, etc. (Jusqu'au 29 mars ; ren. : 201-12-50.)

Chansons, François Imbert et François Moreau chantent jusqu'au 11 avril à la Gaîté-Montparnasse tous les jours à 18 h 30 pendant les vacances de Pâques (26, rue de la Gaîté. Tél. : 322-16-19). Et, du 2 au 20 avril, à la Tanière, Claude Fontède chante aussi pour les enfants. (45 bis, rue de la Glacière. Tél. : 749-03-13.)

Un grand sec de contes d'Ivoire. Manjet Oba et Adépo Yapo font revivre la magie des veillées africaines. Une épopée animée sur le cycle de la tortue, du Forain, du héros, quel chant et instruments traditionnels. (Ren. : Centre culturel noir, 23, rue des Carrières. Tél. : 797-85-141516.)

La Belle et la Bête : de fort belles marionnettes à la, une adaptation contestable de Marie Perrier, qui transpose l'histoire et en fait une pièce sur le racisme. Par la Compagnie de Madeleine et Lucien Morisse. (Théâtre Oblique, jusqu'au 12 avril, à 20 h 30, 76, rue de la Roquette. Tél. : 355-02-94.) B. R.

■ A l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, organisée par l'Union internationale du théâtre, un message d'Edwige Fenech est lu dans les salles de spectacle et diffusé sur les chaînes de radio ce jeudi 27 mars.

■ Théâtre ouvert organisé, au Centre Georges-Pompidou, deux rencontres publiques enregistrées par France-Culture le 28 mars, à 15 heures : « Théâtre et Radio », avec Yves Jaigo, directeur, et Francis Arléon, responsable des émissions dramatiques de France-Culture. Le 29 mars, à 10 h 30 et à 15 heures : conditions et perspectives de la création théâtrale, avec les délégués des organisations professionnelles. Entrée gratuite.

« LE CONTE D'HIVER » à la Cartoucherie de Vincennes

Le Conte d'hiver (1611) est, avec Le Marchand de Venise, Cymbeline, et La Tempête, l'une des quatre pièces par lesquelles Shakespeare s'engage dans l'écriture d'idées qui agita profondément les milieux intellectuels de Londres de 1580 à 1640 environ. Lutte qui fut marquée par des publications, pièces de théâtre, discussions privées et publiques, et qui pouvait prendre un tour tragique puisqu'elle semble avoir déterminé, par exemple, l'assassinat de Christopher Marlowe.

L'ampleur de ce mouvement est un peu difficile à concevoir aujourd'hui, à quatre siècles de distance, car la France fut bien moins atteinte par lui que l'Angleterre et l'Allemagne : il s'agit d'écouter. Mais, si l'on veut jouer le Conte d'hiver, on est bien obligé de jouer ce qui en est le cœur, la vie, sinon la pièce n'existe plus.

Cette lutte d'idées opposait les théologiens disciplinés aux illuministes à propos d'une doctrine ésotérique qui se situait si l'on veut au confluent d'un gnosticisme chrétien, d'un hermétisme platonicien et de la cabale juive. Les partisans de cette doctrine avaient le sentiment de sauver les âmes, de promouvoir un humanisme nouveau.

Lorsque Shakespeare est l'un des hommes en vue de la vie intellectuelle de Londres, les discussions s'orientent autour d'œuvres comme La Reine des Jees, d'Edmund Spenser, l'Ombre de la nuit, de Chapman, la Femme dans la lune, de John Lily. Et le Conte d'hiver est l'adaptation fort fidèle d'un roman de cette famille, l'Histoire de Dorastus et Fawnia, de Robert Greene, à ceci près que Shakespeare tire certains détails de cette fable vers un illuminisme plus résolument militant.

En deux mots, une première partie de la pièce présente l'hiver, l'humanité prisonnière de ses passions, dénuée de foi et de raison, un monde de faux vivants, ou de « corps-tombeaux » comme dit Platon (mais la sauterie qu'il faut peut-être trop). Tout cela pour conduire à une allégorie du printemps, du retour de l'âme à son état éternel, la pièce s'achève dans la résurrection, la rédemption, la bénédiction des élus.

Les figures de Prosperine l'âme avant la chute, de Psyché, de Cérès, sont tout simplement cette allégorie qui oppose la chair, la volupté, la couleur rouge à l'innocence, à la chasteté, à la couleur blanche. Entre le moment, au début de la pièce, où un petit garçon annonce sa naissance qu'il va lui dire un « conte d'hiver », l'histoire d'un homme qui habite près d'un cimetière, et la « résurrection » de cette femme qui boucle en apothéose le dernier acte, la pièce d'un bryenne à la « seconde naissance » des Illuminés.

Les idées de Spenser, Chapman, Lily, Greene, sont à présent si étrangères au « gros » du public français que le Conte d'hiver n'est pas une œuvre facile à lui faire partager, mais ce n'est pas du tout impossible, parce que la pièce de Shakespeare est très simple et très « récréative » et construite. La montée d'un « soufflé pur » dans les deux derniers actes du Conte d'hiver est l'une des plus belles créations de Shakespeare, c'est, justement, cette animation progressive d'un mystère spirituel, et de la célébration de ce mystère, reste l'une des missions de l'art du théâtre, trop peu exercées.

Jean-Claude Fall présente au

jour d'hui à la Cartoucherie de Vincennes une mise en scène du Conte d'hiver assez fragmentaire, car l'adaptation qu'il en a faite avec Jean Jourdeuil s'en est prise, que entièrement, la raison d'être et l'élément de la pièce : la position illuministe de Shakespeare.

Pail a apporté tous ses soins à la première partie de la pièce, celle des « corps-tombeaux ». La mise en scène opère une analyse surtout psychanalytique de cette première partie, plutôt en porte à faux. Cela dit, les quatre premiers actes sont joués avec intelligence et soin, notamment par Jean-Pol Dubois, Marie Gazon, François Michaux et Louis Mérimé.

Mais, dès que le « printemps » arrive de Shakespeare « donne » à plein, la mise en scène et l'adaptation hésitent, entre l'annulation pure et simple de la pièce et sa dérision, sa contestation radicale.

Il n'est pas possible d'entrer ici dans les détails, mais par exemple l'un des points forts de l'allégorie de Shakespeare repose sur une très belle mise en théâtre du « langage » des fleurs, l'héroïne principale se faisant la militante des fleurs de la pureté. Et c'est un contresens énorme, sûrement voulu, que de n'avoir

mis dans les bras de cette jeune vierge que des fleurs rouges, alors que dans le texte elle récite violemment ces fleurs et le couleur rouge dans sa totalité, couleur du meurtre et des passions. Mais Jourdeuil et Fall ont, aussi, plusieurs fois supprimé les phrases-clés du texte.

Le Conte d'hiver n'étant pas assumé par la mise en scène et le jeu, mais plutôt « moqué », cette seconde partie ésotérique se défile en fragments obscurs, quand des intentions de jeu comiques ne prennent pas Shakespeare à rebrousse-poil. Les comédiens Rebecca Pauly, Chantal Bronner, Marie-Paule André, Michel Oumet, mettent leurs dons au service d'une cause arbitraire.

Peste, dans les limites de son interprétation analytique, la présentation de la première partie, jouée avec délicatesse, mise en scène avec cette alliance de rigueur et de poésie propre à Jean-Claude Fall, accompagnée de quelques pages de musique de Lucien Rosengart.

MICHEL COUNOT.

★ Théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, 27 h 30.

■ 8 - Pour bien saisir les images et les allégories du Conte d'hiver, il est recommandé de lire le livre de Paul Aron paru en 1955, Esotérisme de Shakespeare.

DES COMÉDIENS « DIFFÉRENTS »

Un monde vivant

Le décor est une montagne de boîtes en carton kaki, un escalier, une vieille T.S.F. sur une table. Les comédiens viennent prendre la parole, ils représentent des pentes, ils parlent des collants de mimes et des masques joufflus roses ou blancs, aux fronts bombés, déchirés en deux par des traits obliques, barrés de bouches sangelantes ou de lèvres profondément ourlées en rond.

Une grand-mère toute courbée des coutures pour les présenter à un jeune couple. Le radio diffuse des chansons d'Aristide Bruant. Enroulé, dans la nuit, les pentes se mettent à vivre pour eux-mêmes, miment un jeu à biqu mltendré, mi-sadique avec la grand-mère. La musique pour remplacer Bruant, ils dansent en groupe, imprégnés de rythme, dans un mouvement intense, qui vient de leurs fibres, de leurs muscles, quelque chose de simple, d'innocent, insolite.

Et puis ils se défilent.

Ils l'ont voulu ainsi. Ils ont d'abord dessinés les faces roses ou blanches, les dessins ont été réalisés. Chacun a choisi le masque qui lui convenait. Ils ont voulu cette approche progressive de leurs différences : ce sont des handicapés mentaux. Ils travaillent depuis deux ans avec Hervé-Luc, qui les a cherchés ou plutôt les a laissés choisir par eux-mêmes. « J'ai eu la chance, dit-il, de passer mon enfance avec une petite fille handicapée. » Il a voulu retrouver le bonheur de ces jeux sans paroles. Il est devenu mime professionnel.

Dans la région de Lille, où il habite, il a parcouru les établis-

sements spécialisés et a rassemblé ces garçons et ces filles. Il a dû valoir les réserves des parents et des éducateurs, et offrir aux forces. « Je ne parle pas de thérapie mais du théâtre. » Il a obtenu une aide du FIC (Fonds d'intervention culturelle) et veut aujourd'hui tourner le spectacle, le vendre, transformer son groupe en « compagnie théâtrale des handicapés mentaux adultes » pour que les comédiens entrent dans une existence professionnelle, salariée, responsable, pour qu'ils participent à la vie sociale, autant que faire se peut.

C'est une entreprise gigantesque que monter un spectacle avec des mongoliens sans les donner en spectacle, sans jouer sur une fascination malsaine, sans essayer de les pousser à croire qu'ils sont « comme les autres ».

Hervé-Luc espère les voir inventer les gestes d'une comédie d'adulte qui leur permette d'apprendre ce qui se passe en dehors de leur enfermement, et peut-être de communiquer ce qu'ils ressentent.

Forcer les portes, effacer le génie, le peur et cette sorte de racisme honteux. La tâche est immense. Il n'existe pas en France de creux pour ce genre d'expérience, l'occasion est offerte de la créer. L'occasion est offerte, peut-être, de nous faire entendre et voir un monde vivant que nous ne savons pas reconnaître.

COLETTE GODARD.

★ Festina d'été, dimanche 30 mars, 11 h, à Bellevue-Lille, salle Léo-Lagrange 1133, rue Roger-Salengro, à l'occasion du deuxième Festival du mime.

JAZZ

Les cinq jours de Grenoble

Derek Bailey et sa « Company »

Ateliers, expositions, films, concerts et animations : les cinq jours de Grenoble ont fait encore le pari de la diversité. Musique improvisée à l'europpéenne, jazz, Brésil, musique contemporaine ou « grande musique noire », ils ont présenté du 17 au 23 mars toutes les tendances actuelles, et pour la première fois en France, Company, le groupe rassemblé par le guitariste anglais Derek Bailey.

Par ou juste retour des choses, les arches du groupe linéent le concert en queue de cheval ; et pourtant il n'y a pas d'hygiène, pas de culte du paroxysme dans Company. Ils pourraient à loisir pousser leur sens de l'improvisation collective vers toutes les extrémités sonores. Or l'on est surpris de leur discrétion et de leur retenue.

Il y a surtout avant-gardisme dans la démarche de Company : c'est même par son attitude que l'on a pu commencer de penser que la notion d'avant-garde avait fait long feu. Aucune provocation ou plus : qui accuse d'ailleurs, dans une manifestation que de fréquentes ou bourgeois et mondaines ? Pas de caquet, à bon marché encore : Company se veut enraciné dans la conscience et dans la décision systématique.

Company, groupe aux dimensions et notes variables, réuni par Derek Bailey, propose son idée hétéroclite de la musique. Imperturbablement, si cette idée n'est pas une idée de « dans », une idée qui comprendrait les choses générales, l'ensemble, c'est très bien, l'idée d'aujourd'hui, à laquelle Derek Bailey s'emploie depuis une quinzaine d'années, regroupant les plus libres des improvisateurs venus du jazz ou du classique, et reconstruit un public fidèle, attentif, amusé.

L'outil de voir dans l'entreprise aux cordes désaccordées l'envers de la musique, son « reste » bizarre ou sa décision agité qui pèterait jusque dans l'instrumentation très classique : basses, violoncelles, violons, alto, etc. Il y a encore Company sans guitare. Postivement. Ne pas les prendre pour la doublette comique des autres musiques. Et ce qui frappe alors, c'est à quel point le jeu de l'improvisation qu'ils développent avec Derek Bailey est une incantation, une propédeutique au plaisir. Un concert de Company vous apprend mille fois mieux que d'autres démonstrations à écouter les musiques, à regarder les gestes et à deviner les relations personnelles qui se jouent en scène. Pour toutes les musiques qui imposent leur loi et leur volume, à prendre ou à laisser, c'est une chance incomparable.

Alors on comprend qu'il n'y ait jamais avec Company de repli dans la facilité. Ici, jamais une mélodie, ni

Trois gracieux effarouchés sortaient en grémillant, histoire de ne pas laisser à vide tomber le rôle du bourgeois sûr de ses valeurs : c'est ce qui est de la musique c'est du bruit. « Diable, quelle musique n'est-ce pas ? Fastidieux qu'on ait à ce point les oreilles englobées (comme un fœtus de Basso par exemple) par les sapes de musiques dominantes, par les symphonies militaires des modes, pour qu'on soit à ce point sourd à l'ensemble de la Derek Bailey Company ? Pour qu'on soit aveugle à leur délicieuse pantomime (si peu que rien), pour qu'on bémone à ce point nos incantations qu'ils ne se laissent même plus caresser par les échevres et les débâcles de musique de Company ?

FRANCIS MARMADE.

« SAX PARTY » avec Dexter Gordon

Dexter Gordon vient d'être désigné, par deux fois, comme le tout premier saxophone rénové du monde : l'« International critics poll », puis l'« Aesop readers poll » de la revue américaine Down Beat l'ont placé, en effet, en position de meneur du peloton de tête, où se côtoient aussi Zoot Sims, Sonny Greer et Johnny Griffin. Il se trouve, en son royaume, en une situation semblable à celle de Dizzy chez les trumpeters, et de la même manière plébiscité. On peut se méfier de ce genre de consécration, comme de divers autres systèmes d'élection. Il est cependant impossible, à moins de se

considérer comme sourd de la terre, de ne rien sentir comme complice.

L'aspect savoureux de l'affaire vient de ce que Dexter Gordon n'aura pas bénéficié de moins de trois découvertes de lui-même par un public incertain. En 1947, il enregistra The Chase (un de ses duos - avec Wardell Gray - dont il avait inventé la formule, trois ans plus tard, chez Billy Eckstine, en compagnie de Gene Ammons). Il mourut au pinacle, puis on l'oublia. En 1962, il cria « Go ! ». On se souvient qu'il existe, son disque a été réédité, on le porte aux nues. Mais il décide de vivre au Danemark. Il y restera près de quinze ans. Gordon est revenu au pays natal maintenant. On l'y accueille en fils prodigue.

LUCIEN MALSON.

★ Espace Gardin, jeudi 27 mars, à 20 h 30, « Sax Party » avec le Goli Firo de Jean-Pierre Desbarrats et le Dexter Gordon Quartet.

■ M. Jean-Philippe Leca, ministre de la culture et de la communication, en remettant, mercredi soir 26 mars, la plaque d'argent du ministre à l'Orchestre du Capitole de Toulouse et le centre de chevalerie de la Légion d'honneur à son chef, M. Michel Fléau, a annoncé que cet orchestre figurera prochainement dans la petite troupe d'été à 55 orchestres régionaux promus à la dignité d'orchestres nationaux.

■ Le groupe de musique reggae Culturo se produira, le vendredi 28 mars à 20 h 30, au Sataclan, 38, boulevard Voltaire à Paris-11.

■ Concert de musique « grokka », le vendredi 28 et le samedi 29 mars à 20 h 30, avec le chanteur, batteur, compositeur guadeloupéen Guy Conquète et le groupe Ka, au 28, rue Danlos, Paris-12.

PIERRE GRANVILLE.

★ Bibliothèque nationale, salle Mortuori, jusqu'au 13 avril.

EXPOSITION

Eugène Carrière à la Bibliothèque nationale

La donation de M. Ivan Liliassu, gendre d'Eugène Carrière, est l'occasion d'une exposition de son œuvre. Elle est « situation » d'un artiste indépendant, détaché de tous les courants artistiques de son temps. Si l'on résume d'un mot cette « situation », on peut dire d'Eugène Carrière, d'écrit à cinquante-sept ans en 1906, qu'il est l'exemple même d'un créateur créant à contre-courant.

Notons d'abord que, si cette exposition se présente à nous de manière assez sommaire — à supposer que notre regard mental puisse reconstruire la course d'un tel homme — elle donne l'impression d'un parcours minime pour donner une idée de la puissance de l'artiste, de sa technique très spéciale et de son isolement au moment même où s'élevait la grande vague naturaliste du XIX^e et où s'affirmait la révolution impressionniste.

Eugène Carrière n'a pas été seulement un peintre de sa propre manière, mais aussi un admirable lithographe qui avait fait valoir sur la pierre toutes les valeurs du levé de son pinceau. Sa technique, opposée à celle d'un Lautrec contemporain, est par essence recherche d'ombres et de lumières. Les traits et les sources lumineuses et les moins, toujours si travaillés, se modifient

dans la pénombre. La pénombre n'est pas celle où l'homme vit dans la crasse d'un jour trop éblouissant. Elle est celle qui enveloppe les brins, élimine du même coup toutes les tâches colorées, quand les apparences au grand jour, l'être se voit alors réponné par une brasse et le tonalité éclipse, plus ou moins dorée ou bistre. Et cette élimination de toute couleur donne au modèle, dont le peintre sait l'être intérieur, une existence faite plus de volume sculptural que de rétablissement du spectre solaire.

Cependant, Carrière n'a pas quitté le colorisme dès ses débuts. Dans une première période, il sut faire l'usage de la couleur en guise d'admiration. Revenons aux lithographies, qui forment le ton de l'exposition, petite perle de la collection, petite œuvre qui permet de saisir la lumière vive et leur gré. Cela n'empêche pas Gauguin d'exécuter au pastel vibrant de couleurs un portrait de Carrière, à lui dédié en guise d'admiration. Revenons aux lithographies, qui forment le ton de l'exposition, petite perle de la collection, petite œuvre qui permet de saisir la lumière vive et leur gré. Cela n'empêche pas Gauguin d'exécuter au pastel vibrant de couleurs un portrait de Carrière, à lui dédié en guise d'admiration. Revenons aux lithographies, qui forment le ton de l'exposition, petite perle de la collection, petite œuvre qui permet de saisir la lumière vive et leur gré. Cela n'empêche pas Gauguin d'exécuter au pastel vibrant de couleurs un portrait de Carrière, à lui dédié en guise d'admiration.

Ainsi voit Carrière seul hors de cet éblouissement de la couleur dont les impressionnistes s'ébrièrent en plein air, après que les Millet et les Théodore Rousseau eurent littéralement fait vivre le clair-obscur et le mystère de la forêt. Quel de plus étonnant que cette position de Carrière à l'écart, alors que, suivant les Monet, Renoir et autres adeptes du mouvement, les Van Gogh et Gauguin vont faire surgir dans le même temps où Carrière s'en est obstiné le riche d'une palette lumineuse vive et qui permet de saisir la lumière vive et leur gré. Cela n'empêche pas Gauguin d'exécuter au pastel vibrant de couleurs un portrait de Carrière, à lui dédié en guise d'admiration. Revenons aux lithographies, qui forment le ton de l'exposition, petite perle de la collection, petite œuvre qui permet de saisir la lumière vive et leur gré. Cela n'empêche pas Gauguin d'exécuter au pastel vibrant de couleurs un portrait de Carrière, à lui dédié en guise d'admiration.

donc les courbes baignent dans une lumière au-delà de la lumière. Toutefois la gravité de l'art d'Eugène Carrière se trouve concentrée sur ses proches, sur ces figures étiolées, sur les étiolés d'un temps dont les prunelles brûlent intérieurement à regard. Ainsi, le linceul Verlain se reconnaît en son « image », à tel point qu'un précieux document de l'exposition nous révèle un poème de Verlain écrit par son autopsie d'après le portrait qu'en avait fait Carrière.

Pas plus que le symbolisme auquel on avait associé consciemment Carrière à l'exposition du centenaire de l'artiste à l'Orangerie des Tuileries en 1949, un sentimentalisme facile n'est attribuable au peintre. Car celui-ci élève le sentiment de la tendresse enfantine au plus haut degré — il élève le sentiment de l'amour conjugal et maternel comme l'expression la plus haute de la pureté. Il élève le sentiment de noblesse qu'il y a dans tout destin humain — on le perçoit dans son Théâtre de Belleville — (Muebe Rodin). La pensée, tout comme chez Rodin, s'échappe d'une attitude, d'un regard inoubliable et enfin d'un sourire qui se voit dans son œuvre.

PIERRE GRANVILLE.

LES MUPPETS

en version originaln sous-titrée

AU CINÉMA GAUMONT-LES-HALLES

GOGOL & LE REVIZOR
Théâtre des quartiers d'Ivry • mise en scène d'Antoine Vitez
au Théâtre d'Ivry • 1 rue Simon-Denure, métro Mairie d'Ivry
jusqu'au 30 mars 1980, renseignements et location : 072 37 43

DROUOT

Etudes annonçant les ventes de la semaine

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.
EDSIGHARD, DE HEGCKEREN, 33, Jg Montmartre (75008), 70-66-84.
DEURBEGUE, 292, boulevard Saint-Germain (75009), 556-13-43.
DUMONT, 1, rue de Valenciennes (75019), 266-96-88.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAU, TAILLEUR, anciennement
RHEIMS-LAURIN, 1, rue de Lille (75007), 260-34-11.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 824-51-20.
DGER, 22, rue Drouot (75009), 523-39-66.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, 16, rue de la Grange-Saint-Hippolyte (75018), 266-11-22.

BOBINO

RENAUD

Inter Soirées 20h45 - Matinée-Dim. 17h - Relâche Dim. et Lun. soir
Location Théâtre-Agences-FNAC - Tel. 322.74.84

“DES CHANSONS SANS PAILLETES” MICHEL BÜHLER



MUSIQUE "ÉLECTRIQUE" ET POÉSIE
CE SOIR JEUDI 27 MARS AU GRAND ÉCHOUER (A2)

SPECTACLES

théâtres

Opéra (749-57-30), 19 h. 30 : Spectacle de ballet.

Cornélie - Française (826 - 10 - 20) : Les Femmes savantes.

Chaillet-Gémier (777-81-15), 20 h. 30 : La Passion selon Pier Paolo Pasolini.

Odeon (335-70-33), 20 h. 30 : La Folie de Chaillet.

Pech (325-72-70), 19 h. 30 : L'Amant d'un jour.

A cinquante ans elle décauchouille la mer.

Tout va bien (777-86-07), 20 h. 30 : A cordes et à cria.

Le grand bal des ténors (777-86-07), 20 h. 30 : Dialogues d'une prostituée avec son client.

Théâtre de la Ville (RSF-54-43), 18 h. 30 : Académie of Saint Martinin.

Comédie-Française (239-36-30), 20 h. 30 : Ensemble intertemporel.

Centre Pompidou (77-12-33), débats, 20 h. 30 : Le monde est un théâtre.

Siate ! 18 h. 30 : La musique contemporaine ; 20 h. 30 : La musique contemporaine.

Musée d'Art Moderne du Grand Palais (77-54-34), 20 h. 30 : Caste Diva.

Galerie Nationale (77-54-34), 20 h. 30 : Moïse.

Centre culturel du Marais (77-56-85), 20 h. 30 : Les Logiques.

Aïre libre (22-70), 18 b. 30 : Do ré mi pa sol la té : 26 b. 30 : Amélie.
Antoine (Schaer-Tri), 20 b. 30 : Une
Artaise — Athénas (72-26-27), 20
b. 30 b. 30 : Un silence à son.
Aurélien (Lafont), 20 b. 30 : 45
l'ours ; Aurélien ou le marguerite.
Autier (1806-1894), 21 h. : Audience :
Souffles — Far niente (1296-60-24).
Belle et bien (Gilleson) 20 b. 30 :
Carillon de l'esprit (1838-46-65), 20
b. 30 : les Dieux de la belle.
Cercueil, Théâtre de l'Aquarium, 20
b. 30 : Flaubert — Théâtre de
la ville (1298-60-26), 20 b. 30 :
Contes d'Ivoire.
Centre d'Art ecclésiastique (1234-97-63),
20 b. 30 : Les deux frères.
Centre culturel de Belgique (1271-26-18),
20 b. 45 : Une soirée
Chapelle Saint-Roch (296-56-46),
20 b. 30 : Sautour.
Chapelle Saint-Roch (296-56-47), Gale-
rie, 20 b. 20 : Le Songe d'une nuit
d'été.
Chapelle Saint-Roch, 20 b. 30 : Collat-
ral d'Orléans.

An Bre fin (288-28-35), 19 h. 45
 21 h. : **La famille** ; 22 h. 30 :
 la Revanche de Nana.
 Bistrot des Indes 123-33-30, 23 h.
 Le Bon Dimy.
 Blaues-Manteaux (187-16-78)
 20 h. 15 : **Aram** = MC 2 ; 21 h. 30 :
 Les Femmes de l'Alcazar ; **Chaus-
 & moë** ; 22 h. : **ma tête est malade**
 23 h. 45 : P. Triboulet.
 Café de la Paix 123-33-30 : h. : **Phébé** ;
 à repasser ; 22 h. 15 : **Si l'ère**
veux élasti cont.
 Cécile 123-33-30, 19 h. 45 :
Charlotte ; 22 h. : **Les Deux Sultanes** ;
 23 h. 15 : **Couple-moi le souffre** -
 22 h. 30 : **Thaïs** ; 23 h. 45 :
Charlotte ; 23 h. 45 : **22** ; 20 h.
 Joker Lady 23 h. : **Mollien** chant.
 Argon.
 Café Gary 1276-52-51, 20 h. 30 :
L'avein est pour demain ; 22 h. 30 :
Quand revendra le vent du nord.
 Café de la Paix 123-33-30 : h. :
Mou ; 22 h. : **Six points** de sus-
 pension ; 23 h. 45 : J.-P. Rambal.
 C o r s 123-33-30 : **R. Bröhrer** ; 21 h. 30 :
 H. **Christiano** ; 22 h. 45 : **Sesazey**
 cont. sans pédales.
 Coeur de Paris 123-33-30, 20 h. 30 :
Claude Astier ; 21 h. 45 : **Domini-**
que Mac Arc ; 22 h. 30 :
L'éléphant ; 23 h. 45 : **Le**
Beobok ; 22 h. 30 : **M. Pagan**.
 L'Europe 524-71-18, 30 h. 30 :
 J.-F. **Réginal** ; 22 h. : **Michèle**

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 27 mars

Duver (1874-82-53), 20 h. 45 : U
habité pour l'éternel.
Orsay (1948-38-31), K. 20 h. 30 : EU
ca la... II. 22 h. 30 : Esord d'

Palais des Glaces (1947-49-30), 20 h 30
Le silence.
Paris (1946-50-31), 20 h 30
Joyeux Paquet.
Pistole (1845-32-30), 30 h. 30 : Le Cava

Plaisance (1930-00-06), 22 h. 30 :
Rome, les splendeurs du passé.
S... (1948-92-57)
21 h. : Une place au soleil.
Fotinière (1981-14-10), 20 h. 45
Préface (1932-92-55), 20 h. 30 : l'Asie
Ampélis, 30 h. 30 : La dernière
S... Champs Elysées
1723-35-10), 30 h. 45 : Les orléans
à l'étrange mieux qu'un s'es

Studio-Théâtre 14 1827-13-88), 21 h
le Grand Secret.
Théâtre de l'Espace (1974-11-51)
20 h. 45 : Artiste red.
Théâtre d'Edgar (1922-02-30), 20 h. 45
20 h. 45 du p'tit plus grand s'es
taire.
Théâtre en Boite (1937-73-38)
Théâtre du Métais (1978-03-30)
20 h. 30 : Les Amours de Don
Bernard.
Théâtre de la Ville

Le Faocal (333-71-19), 19 h. 45 :
F. Smuland; 21 h. 15 : le Président.
L'Opéra - Grand Opéra (1727-43-41) :
21 h. : Ploatel
Le Marech-Pied (638-12-49), 21 h.
Petit Casino (278-30-80), 12 h. 15 :
Racoties mol rotre
L'opéra de la Comédie-Française (l'est pas sourd : 23 h. 30 : Chansonnets;
Le Point-Virgule : Ca s'attrape par les
— : 21 h. 30 : Les Femmes d'alors
Elmoli-Virgile (278-67-03), 20 h. 30 :
Droback, Bagatelle; 21 h. 30 :
Séjante (334-43-14), f. 21 h. 30 : D
faudrait essayer d'être heureux —
— : 21 h. 30 : Les Femmes d'alors
Sprindé, 20 h. 45 : Bile voit des
nains partout.
Sous l'éclairage, 21 h. 30 : Le
Pain Frit; le Défunt.
La Tanière (237-74-39), 20 h. 30 :
M. A. Tome, C. Mochel
D. Massila.
Théâtre de Dix-Breux (696-67-81).
— : 21 h. 30 : Les Femmes d'alors
21 h. 30 : les Jumeaux; 21 h. 30 :
Dito Wessely.
Théâtre de la Galette - Crém - Congo
(332-39-39), 20 h. 30 : le Plus Beau
Matériau du monde; 21 h. 30 : Magni-
fique, le Jeune; 22 h. 30 : Les
Dames d'honneur.

Dobino (374-74-81). 20 h. 45 : Renaud.
 Fontaine (877-74-41). 21 h. : Jacques
 Douai.
 Form n° 30 : Salles (297-52-47),
 18 h. 30 : Bernard.
 20 h. 30 : Négropon-Express.
 Galté - Montparnasse [522 - 18 - 18],
 20 h. 40 : Mikiéle Bernard.
 Négivy (258-04-21). 21 h. : Thierry
 L.
 Montparnasse (329-82-80). 20 h. 45 :
 Michel Bernou.
 Olympia (742-25-49). 21 h. : Enrico
 Ades.
 Palais des sports (828-40-90). 21 h. :
 Holiday on Ice.
 Porte-Saint-Martin (307-37-53). 21 h. :
 Le grand spectacle du Splendid.
 Théâtre du Marigny (288-54-41).
 20 h. 40 : J.-C. Vannier.

Luccarneil, 18 h. 30 : A. Ascell
 (Scarnatli, Beethoven, Paganini).
 Salle Garçon, 29 h. 30 : Orchestre
 du Conservatoire de Paris, dir.
 J. Col. T. Toyoda (Beetho-
 ven, Toyoda).
 Salle Cortot, 21 h. : C. Joly (Prok-
 ofiev, Liszt, Chopin, Bech).
 Salle Cortot, 21 h. : J. Bellan-
 ger, F. Bouyer (Mozart, Schu-
 mann, Ravel).
 Salle Pleyel, 21 h. : Orchestre de
 Paris, dir. Koehnstein (Mou-
 sorskii, Saint-Saëns, Tchaikowski).
 Centre culturel canadien, 20 h. 30 :
 J. Hendrickson (Haydn, Beethoven,
 Copland).
 Nodding, 20 h. 30 : Orchestre
 national de France, dir. L. Maazel
 (Srahman).
 Salle Pleyel-Debussy, 21 h. : O. Vol-
 kokhine (Chopin, Schumann,
 Prokoffiev).

Radio-France, studio 106, 18 h. 15 :
Ensemble J.-C. Veilhau (Aubert
Mondonville, Campra).
Eglise Saint-Roch, 21 h. : Ensemble
d'artistes français, dir. S. Bardot
Maitres de la Résurrection (Mozart,
Beethoven).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 :
J. Bream (Dowland, Britten, Villa-
Lobos, Henze).
Centre culturel suédois, 20 h. 30 :
Ensemble de Régionsmusiken de
Stockholm, dir. P. Lyng (Sve-
n Nilsson).
American Center, 21 h. : D. Staro-
vin, B. Frisch (Bland, Machover,
Kolb, Vuorinen).

Cité internationale universitaire
1589-38-69), 20 h. 30 : Free Dance
Song.
Théâtre Dbligne (808-58-51), 22 h. :
Martine Harmel.
La Forge (371-71-39), 20 h. : Miché-
le Lellèvre et Noël Claude.
Théâtre de Plaisance 1320-04-08),
18 h. 30 : S. Fiébel, J. Siriz,
M. Vossen, S. Kassap (dances-
créations).

Caveau de la République (278-44-45).
21 h. : Sans le mot con, monsieur,
le dialogue n'est plus possible.
Deux - Anes (806 - 10 - 28), 21 h. :
Pérole... Ana.

Caveau de la Brochette 1828-65-09;
21 h. 30 : Olivier Franc Quinot;
Chapelle des Lombards 1236-65-11;
21 h. 30 : Olivier Franc Quinot;
Azziquia au Molao;
Club Saint-Germain 222-51-00;
22 h. 30 : Olivier Franc Quinot;
A. Cular;
Dreher 1381-66-01; 21 h. 30 : Nnah
Quinot;
Discochape 1232-61-61; 21 h. 30 : Nnah
Quinot;
Espana 1534-72-00; 30 h. 30 : Lumière
Bé Band;
Expos 1266-17-30; 30 h. 30 : Lumière
Bé Band;
Club Pire de J.-P. Debarhat, Quer-
est Dexter Gordon;
Maurice 636-68-68;
21 h. 30 : J.-Y. Lacombe,
J.-C. Asselin;
Musée Moderne de la Ville de
Paris;
Petit Martin 1236-61-36; 21 h. 30 :
Nacare Pereira;
Riversip, 21 h. 30 : Fochkoeffert;
Slow-Club 1233-84-31; 31 h. 30 :
Dicle-Franc Jazz Group.

Bolognino - Billancourt, T. B. 8 :
1893-60-44, 20 h. 30 : les Hauts
de Burenstein.
Cherbourg, 20 h. 30 : Art
et Industrie de Chicago.
Ciechy, Théâtre Royal (264-51) :
Le grand mystère.
Cristini, M. A. C. André : Malraux
et la France, 20 h. 30 : Marguerite
et Bonifacio.
Joinville, Centre Jacques - Prévert
et la France, 20 h. 30 :
Susan Borge.
Jouy, Théâtre (972-37-43), 20 h. 30 :
Le grand mystère.
Malakoff, Théâtre 71 (833-33-45),
20 h. 30 : Le grand mystère
perdu ses barreaux.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe
(833-33-45), 20 h. 30 : Attention
au travail.
Sartrouville, Théâtre Jean-Vilar
(833-33-45), 20 h. 30 :
Le grand mystère.
Villepreux, Théâtre (862-49-87),
20 h. 30 : Le grand mystère.
Vincennes, Théâtre Daniel - Sorano
(862-49-87), 20 h. 30 :
Le grand mystère.
Vincennes, Théâtre Daniel - Sorano
(862-49-87), 20 h. 30 :
Le grand mystère.

LA PASSION SELON

Pier Paolo
Pasolini

de René Kalisky
Mise en scène : A. A. Lheureux
Théâtre de l'Esprit Frappeur
de Bruxelles
GÉMIER (727.81.15)

1980 année
AUDI BERTI
NOUVEAU
THEATRE
NATIONAL

opéra
parlé

MARSEILLE (dernières)
25 au 29 Mars

En Mai et Juin :
LAUSANNE-NICE
T.N.P. - VILLEURBANNE

le cavalier
seul

MARSEILLE:
1^{er} au 3 Avril
22 au 27 Avril

C^{ie} MARCEL MARÉCHAL

CHANSON AU LICEANAIRE

du 17 mars au 29 avril

— A 21 h.: ALAIN AURENCHE, accompagné au piano par Philippe SISSMAN.
« LOUR DU RON-RON des « il-parades ». Il chante comme un prendrait la Bastille... »

Le Canard Enchaîné.

— A 22 h 30 : SHOW BIZZART, de et par JEAN-LUC DESBASTICE.
« C'est tient au théâtre, de la parodie, de l'hallucination, de la folie furieuse, c'est désopilant et bouleversant... »

Le Monde de la Musique.

هكذا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

Les ambiguïtés de Christopher Isherwood

● Sage, Anglais et dandy...

LES spectateurs du film de Bob Fosse, *Cubaref*, qu'interprétaient Lisa Minnelli et Michael York, connaissent Christopher Isherwood sans le savoir. C'est que ce film baroque, tendre, violent, est inspiré d'un des ouvrages les plus insolites de l'auteur anglais : *Adieu à Berlin*, qui nous est donné enfin dans une bonne traduction française.

Christopher Isherwood n'était pas un inconnu ; et nombreux, l'imaginaient, sont les lecteurs qui se souviennent de *l'Ami de passage* ou de *Mr. Norris change de train*. Il s'agit d'un univers inconnu, mais qui semble cependant témoigner pour le vrai. Ces héros un peu mineables ont le courage, par éclairs, d'être eux-mêmes. Ils dansent sur un volcan — ainsi les personnages imprévisibles de *Adieu à Berlin* — ou bien s'enchantent avec des héros d'une civilisation qui glisse vers sa ruine — comme le héros de *Un homme nu singulier*. On jurerait d'un Tchekhov qui aurait lu Kafka.

Un autre titre de lui définit bien cette vision douce-amère : *Le Monde au crépuscule*. Le narrateur de *Adieu à Berlin* complète cela d'un mot : « Cette soirée est la répétition générale d'un désastre. Ou bien la dernière représentation d'une époque. » Un trait de ce genre a manifestement requis Bob Fosse lorsqu'il tourna son film : il en est le fils conducteur.

Anglais, Christopher Isherwood est né en 1904. Il publie son premier roman, *Tous les conspirateurs*, puis il s'en va en Allemagne donner des cours privés d'anglais. Nous sommes en 1928. Et ce que raconte *Adieu à Berlin*, c'est ce qui va se passer de 1930 à 1933 : l'effondrement de la démocratie, la montée du nazisme, la prise du pouvoir, l'érosion d'un mode de vie. Il ne s'agit aucunement d'une fresque : notre professeur d'anglais ressemble au pré-nom de Stendhal lors de la bataille de Waterloo : il contemple tout de biais, par l'autre bout de la lunette, au ras des épaules singuliers, parmi lesquels il vit. Sous-locataire d'appartements pauvres, il est marginal parmi les marginaux : un garçon de café, une prostituée, une petite actrice mythomane, une riche femme juive... C'est une galerie d'humains ; ils sont emportés — sans le percevoir ni le comprendre — dans une tourmente qui les dépasse : ils appartiennent à la classe des victimes.

Ceux-là, Christopher Isherwood les fixe sur son papier, les rend inoubliables. Il a, pour eux, un regard un peu brouillé de larmes. Il va quitter Berlin au moment où Berlin va changer pour tout de bon. Il a croisé des nœuds un peu tièdes, et des communistes sans doctrine. Un jeune garçon, Rudi, joue au bolchevisme, mais c'est un jeu ; « Le jeu pour faire semblant, le jeu romanesque de Rudi est désormais quelque chose de sérieux. Les nazis sont si méchants à jouer avec lui. Les nazis ne riront pas de lui ; ils le prendront pour ce qu'il imagine être... »

On l'a vu, les personnages à l'au-delà de la vie, qui peuplent les livres de Christopher Isherwood, témoignent pour cette seule chose normale et agréable : le romanesque. Ce qui conduira l'auteur de ce roman-prose, de ce roman-miroir, à conclure ses souvenirs berlinois par ce mot : « *Même à présent, je ne parviens pas à croire que rien de tout cela ait vraiment existé !* »

Par ailleurs, en même temps que *Adieu à Berlin*, un homme au singulier reprend le même thème, mais autrement, et ailleurs. Personne ne peut s'y tromper : le narrateur, lui et là, est le même. Jeune professeur d'anglais à Berlin, le voici, vieillissant, professeur d'anglais dans une université de San-Francisco. Toujours séparé, toujours singulier, toujours éloigné du pays natal, et — de surcroît — homosexuel. La coupe est pleine. Le regard, toujours aigu et critique. George, l'homme singulier, vient de perdre son ami Jim, victime d'un accident d'automobile. Il vit seul, dans une maison isolée, et parmi une civilisation de l'anonymat et de la mécanique. Il observe les êtres, autour de lui, qui ôtent à des règles qui n'ont pas de sens, qui admettent l'être atomique, qui se consacrent dans des besognes inutiles, qui ont exclu le romanesque, une fois pour toutes. Dès lors, George se dédouble : il y a lui, l'homme singulier ; et il y a cet autre homme qu'il devient sous le regard des autres, mimant les gestes et les sentiments communs. Un visage ensanglanté, et un message !



Portrait de Christopher Isherwood. Dessin de Boris GLEBEV.

Que est le refuge de George ? La mémoire, d'abord. Dans un bar aussi mal fréquenté que le Tribord venait jadis se « défourler » des marins : « Aujourd'hui, les soldats auto-stoppeurs sont rares ; et domestiqués pour la plupart ; ils ont la nanette entre la base de fusées et la demeure où règne leur épouse. L'ordre règne, dit George. Les choses sont moches. Le romanesque s'évade et disparaît. Il reste Charlotte, une Anglaise, elle aussi, et marginale en diable. Il reste la sœur du passé, l'inconfort du présent et la détresse de l'avenir. Mais Christopher Isherwood n'est pas un écrivain apocalyptique : c'est un sage. Il sait deux ou trois choses, apprises depuis Londres, depuis Berlin, et depuis San-Francisco — et il s'y tient. Ce n'est pas un secret, mais une idée d'être soi. Christopher Isherwood n'est pas un loup, c'est un dandy à la fois maigre et noir — et qui écrit, à mi-voix, des merveilles.

HUBERT JUIN.
* *ADIEU À BERLIN*, par Christopher Isherwood, traduit par Lucienne Svatky, « Bibliothèque anglaise », P.O.L., Sebeville, 301 p., env. 51 F.

* *UN HOMME AU SINGULIER*, par Christopher Isherwood, traduit par Lucienne Svatky, « Bibliothèque anglaise », P.O.L., Sebeville, 165 p., env. 35 F.

La prouesse de Christian Charrière

● Pérégrination sur l'autoroute initiatique.

CHRISTIAN CHARRIÈRE donne cette année son cinquième roman, *La Forêt d'Islande*, qui est certainement le plus original, le plus riche, le plus échevé de son œuvre. Le lecteur est ici convié à un déplacement radical, bien que son voyage fantastique ne lui fasse pas quitter la France, ni l'autoroute A 6, et que les noms de lieux soient bien connus de tous. Mais qui peut s'attendre à trouver Vézelay, enroulé sous terre, ses ruines et ses maisons soigneusement entretenues par des termites de proportions gigantesques ?

C'est que le cataclysme s'est produit il y a longtemps déjà. Les bombes ont fait leur œuvre, et Paris n'est plus qu'une ville morte, où aucun homme n'a plus mis le pied. Les vestiges de notre civilisation, carcasses rouillées, ruines incompréhensibles, gisent dans un paysage totalement renouvelé : le climat est devenu tropical, une flore, une faune sont apparues, qui ne ressem-

blent à rien de ce qui existait. Le midi de la France, relativement épargné, est le lieu où les descendants des survivants travaillent aux rizières, sous la direction du bureau politique, dont le siège est à Marseille, et pour qui l'économie est roi. Une police sournoise et cruelle, la « biogoutelle », traque tous les écarts, et punit impitoyablement quiconque s'interroge sur ses fins dernières ou sur des joies lointaines.

Rien ne peut faire pourtant que certains ne se sentent épiés à la connaissance suprême. Ce sont les « laines », dont l'esprit cherche la lumière. La légende d'une ville antique, Paris, enfouie dans la forêt d'Islande, leur promet, au-delà de tous les dangers à traverser, et des monstres à affronter, la remonte de l'unité intérieure, après quoi le pèlerin sera digne d'accéder aux radieux archipels.

Un vieux laineux et son disciple, échappés à la surveillance de la biogoutelle, prennent la route et montent vers le nord, traversant la vallée d'Eméraude, où les champs sont encore soigneusement entretenus, et pénètrent dans l'énorme forêt inter-

dite, suivis de loin par un jeune homme, l'ivan l'archer, qui s'efforce de les rejoindre, et rencontre seul les épreuves qu'ils affrontent à deux.

Il n'y a plus de chevaux ni de bœufs pour porter les bagages, mais des « choupins », gros animaux moutonnés à figures lunaires, qui sont hermaphrodites et gémissants. On rencontre des mouches grandes comme des vagues, qui se nourrissent d'une herbe bleue à odeur de cacou-chou brûlé. On entend se lementer les sinistres « clepattes », créatures mi-humaines mi-végétales, spongieuses, huileuses, mousseuses, qui dorment debout, les pieds enfoncés dans le « noiroir », humus profond et nourricier.

Il n'en va pas autrement d'un terme de 5 mètres de long et tra geyroyer contre les fourmis géantes — un marmoset perché sur son épaule. Ce marmoset, de la taille d'une bouteille, n'est autre que le docteur Kko-Kho, unique survivant de son espèce, que l'effondrement de la tour Montparnasse a fait disparaître entièrement. JOSANE DURANTEAU.
(Lire la suite page 21.)

Une invention française : la démographie historique

● Des chiffres passionnants qui permettent de mieux connaître les populations du passé.

LA démographie historique est l'étude quantitative des populations qui ont vécu dans le passé ; cette invention française est l'une des plus remarquables parmi celles qu'ont données au monde nos compatriotes pendant le vingtième siècle. Au premier rang des pionniers de cette histoire démographique bien de chez nous, on trouve Jacques Dupâquier et quelques autres. Dupâquier a publié une bonne grosse thèse sur le peuplement du Bassin parisien et, tout récemment, un excellent petit livre de vulgarisation qui, bien souvent, est de première main. L'époque préférée de notre homme correspond aux dix-sep-

tième et dix-huitième siècles, quand les Français naissaient en foule comme des indonésiens d'aujourd'hui et mouraient comme des monches hérités à la manière des habitants du Bangladesh contemporain. Les documents utilisés se composent de registres paroissiaux (baptêmes, mariages, sépultures), de recensements d'André Régime, de rôles de contribuables, etc.

Les hécatombes du dix-septième siècle

Essayons d'abord avec Dupâquier de chiffrer la population française de jadis en ses frontières actuelles : il y a plus de 50 millions de Français en notre temps ; il y en avait 19 millions vers 1600, et 22 millions au début du dix-huitième siècle. Comme on le voit, le dix-septième siècle n'est pas entièrement de crise ou de stagnation.

Mais cette croissance s'opère à travers une série de catastrophes. Elles n'arrêtent pas de causer l'essor qui réussit quand même à se faire jour.

L'« apocalypse » (modérée) du dix-septième siècle coïncide avec la peste de 1628-1632. Deux millions de morts environ (10 % de la population « française » de l'époque). Une minuscule armée française, pestiférée, se chargera de disséminer partout les microbes ! Richelieu ne songeait, en bongeant ce pion militaire et mortiférant sur son échiquier, qu'à humilier le protestantisme et les ennemis de la France. Les autres grandes pestes du dix-septième siècle, en deux ou trois vagues, font chacune deux cent mille à quatre cent mille victimes sur notre territoire ; puis la terrible maladie disparaît de France après 1670, avec l'exception fulgurante de Marseille : des dizaines de milliers de pestiférés y décéderont encore en 1720. On pense en général que les rideaux de

soldats qui, sous Louis XIV, encerclaient délibérément les zones pestiférées furent responsables de cette atténuation du fléau : ils s'allongeaient sur des centaines de kilomètres.

Les œuvres de Dupâquier sont littéralement bourrées de chiffres qui sont passionnants pour le spécialiste, et même, à la réflexion, pour l'homme de la rue. Les protestants notèrent avec intérêt que leurs ancêtres étaient chez nous au nombre de 350 000 vers 1670, et que 173 000 d'entre eux, soit un sur cinq, prirent le chemin de l'exil à cause de la révocation de l'édit de Nantes (1685). Sur cent « Français » au début du dix-huitième siècle, on compte dix-huit « citadins » qui habitent des bourgs ou des villes d'au moins 2 000 habitants. La localité française typique, un village en général, dénombre en moyenne, vers 1700, cent feux, soit 450 habitants.

E. RY LADURIE.
(Lire la suite page 25.)

BARDÈCHE, FERNANDEZ, SAINT-PAULIEN

Balzac, mine à théories

IL y a des périodes où, sans aucun motif apparent d'anniversaire ou d'adaptations télévisées, les éditeurs semblent s'être donné le mot pour remettre un classique au centre de l'actualité. C'est le cas, ce mois-ci, avec Balzac. La nouvelle collection « Bouquins » de chez Laffont réunit le tour de force de rassembler en un seul volume de 1 240 pages les trois monuments par lesquels devrait commencer toute lecture de Balzac, le Père Goriot, *Illusions perdues*, *Splendeurs et Misères des courtisanes*. Balzac, c'est vrai, ne classait pas ces titres à la suite. Mais on a appris à ne pas trop tenir compte de ses classements après coup. Féliçien Marceau, qui préface l'ouvrage, n'a pas de peine à justifier ce regroupement, par la succession chronologique et les répartitions de personnages.

De son côté, Gallimard ajoute aux quelques vingt-cinq titres de Balzac déjà parus dans « Folio » Louis Lambert, les *Proscrits* et *Jésus-Christ en Flandre*, avec une introduction de Raymond Abellio. Comme on pouvait le prévoir, le préfacier avance une explication nocturne, ésotérique, à la schizophrénie de Louis Lambert.

Sauf Marceau, que sa vaste érudition laisse net et docile devant l'œuvre, il faut bien constater que les balzaciens ont une forte propension, où entre probablement une part de mimétisme, à proposer « leur » théorie de la Comédie humaine. On devrait presque dire : leur « dade ».

Les essais qui accompagnent ces rééditions confirment le phénomène.

COMME son titre l'indique — *Napoléon Balzac ou l'Empire de la Comédie humaine*, l'idée fixe de Saint-Paulien, auteur de plusieurs romans et d'une étude sur le mythe de Don Juan, est que Balzac, non content d'admirer Napoléon, se « prendrait » littéralement pour lui, ainsi qu'il arrive aux fous.

Sur l'admiration portée par l'écrivain à l'Empereur, il n'y a plus grand-chose à découvrir. Sans occuper le centre d'aucun roman, sauf peut-être le *Médecin de campagne*, le per-

par Bertrand Poirot-Delpech

sonnage historique apparaît dans une vingtaine de titres et les hante tous, comme il hante l'auteur. Rue Cassini, ce dernier a écrit sous un buste du Corse, faisant allusion à la phrase célèbre sur l'infirmité du sabre face à l'esprit, qu'il accomplirait par la plume ce que l'autre n'a pu achever par l'épée. A Mme Hanska, il livra son ambition d'égalier les trois plus grands hommes, à ses yeux : Cuvier, O'Connell et l'Empereur.

Quand il tombe malade, Balzac soupire (la 28 mars 1848) : « Je suis un Napoléon sans troupes. » Hugo, l'apercevant sur son lit de mort, en août 1850 rue Fortunée, notera : « Il ressemblait à l'Empereur ! »

LA fascination, encore une fois, n'est ni contestée ni surprenante, malgré la conversion de Balzac à la monnaie. Entre 1810 et 1850, tous les jeunes Européens subissent le mythe impérial.

Ce qui a été moins aperçu, ou foulé, c'est le véritable identification de l'écrivain à l'homme d'Etat, et plus précisément au chef militaire. Seul quelqu'un comme Jean Dautour l'a bien senti, en tenant des deux hommes et en connaissant du champ de bataille à quoi ressemble toute création romanesque.

Pour Balzac, c'est plus qu'une ressemblance. Il le dit nettement, dans la *Trilogie des excursions modernes* : « Les idées s'élançant comme les bataillons de la Grande Armée. » Les deux mille cinq cents personnages répertoriés que l'écrivain porte « dans sa tête » s'y déplaçant comme une troupe en marche. La société antérieure qu'ils figurent s'avance en formation de combat.

Aura-t-il la force de commander à toute cette troupe ? Telle est l'angoisse qui le porte, et la mine. Pour triompher, il lui faudrait ce que Stendhal admirait aussi chez Napoléon, et que haïra tant Tolstoï : l'énergie, cette boue magique...

POUR Ramon Fernandez, l'essayiste de la N.R.F. disparu en 1944 et dont on réédite l'ultime essai (1943), toute la stratégie balzacienne se ramène à un processus déductif.

L'expression ne doit pas effrayer. Elle ne fait que traduire en concept une observation que n'ont pas manqué de faire tous les lecteurs de la Comédie humaine. On n'en divertit qu'un an après, il est bien connu que Balzac est incapable de présenter directement une scène ou un personnage de son invention. Non seulement il s'impose des décors descriptifs aux longues mémorables, mais il encadre ses décors dans un ensemble de références philosophiques, politiques et sociologiques sans lesquelles les personnages ne seraient ancrés en scène. Ils ne lui paraissent pas plausibles, ou mieux : légitimes.

Prenez l'apparition de Rosalie dans *Albert Savarus*. Elle ne lève pas les yeux sur Albert. Elle le regarde « nécessairement », l'adverbe est là en toutes lettres, parce que les sentiments d'abord, c'est bien connu, aont réprimés par l'éducation et surgissent avec d'autant plus de violence. Ailleurs, un jardin annonce forcément une vieille fille, ou des yeux bleus : l'innocence. L'imagination ne va pas de soi : elle doit se chercher une justification dans un réseau de syllogismes et d'idées sur le monde.

(Lire la suite page 22.)

Michel
Bataille
Les
sacrilèges

« Un écrivain qui vous prend la tête et le cœur »

LUCIEN GUISSARD « LA CROIX »

ROMAN / JULLIARD

littérature fantastique

Les contes merveilleux de Frédéric Tristan

● **Sérieux et malice** se mêlent dans cet inventaire des fables sacrées.

FREDERICK TRISTAN est-il un de nos derniers alchimistes ? La revue qu'il dirige, dont le titre suffirait à le donner pour tel : *les Cahiers de l'herméneutique*, cinq romans étranges depuis le *Dieu des mouches* (Grasset, 1979) jusqu'à la *Geste serpentine* (1981), de la *Différence* (1978), la connaissance qu'il manifeste dans toutes ses œuvres, fiction ou essai, des diverses mythologies occidentales et orientales (cabaïles juive et chrétienne, traditions islamiques et hindoues), qu'il appelle d'ailleurs des métaphysiques, les échos et les correspondances qu'il se plaît à faire surgir entre elles, son aisance à manier et à déchiffrer les symboles, lui assignent une place très particulière dans notre littérature.

Cette place, son dernier livre ne fait que la confirmer. S'offrant comme un roman, il prétend rapporter l'histoire sérieuse et drôle de l'homme sans nom, qui est aussi un homme sans âge traversant les siècles et les pays, renouant de ses morts diverses, surréalistes héros a'il en fut, qui se paie le luxe d'être l'incarnation des frères Schlegel, fondateurs du romantisme allemand. Mais ce personnage a moins d'existence encore que la Shéhérazade des *Mille et Une Nuits*. Comme elle, il sert de support à une cascade de contes où miroitent les feux de l'imaginaire que le sacré hante.

Ainsi verrons-nous l'homme sans nom » subir les savants ar-

tifices d'un magicien irlandais du dix-huitième siècle, visiter, autour de l'an 1800, les collections d'œuvres d'art prodigieuses réunies par l'empereur d'Allemagne Rodolphe de Habsbourg, se promener dans la bibliothèque d'un alchimiste célèbre du dix-septième siècle, Gobineau de Montisuland, assister au meurtrier théâtre d'eau monté par un prince de la Renaissance italienne, encourir la mort pour une femme de Bédriche dans la Pise du Quattrocento, risquer la folie pour avoir, à Dantes en 1340, souhaité contempler le visage d'une princesse où s'était imprimé l'airait trépassé de l'ange de la mort et devenir enfin le confident de Christine de Suède, dont le règne tumultueux nous est livré comme la plus belle des légendes initiatiques.

Frédéric Tristan conte fort joliment, dans une écriture sobre qui emprunte à l'érudition, vraie ou fausse, une patine ancienne, mais il sait provoquer l'enchantement. Ecoutez le silence qui s'abat sur une ville allemande de la fin du quinzième siècle, dont le prince a juré d'assister à ses propres funérailles tant il les a préparées avec minutie et somptuosité : « Tout devient feutré, rigoureux et précis, le moindre glissement d'un oiseau sur le fleuve prend un sens, et chacun en son recueillement écoute le murmure de l'infini... »

Il y a plusieurs attitudes possibles en face de ce livre. Et Frédéric Tristan — c'est là sa supposée malice — les autorise également. Ou bien nous voyons en lui un amateur gourmand « de ces raretés spirituelles » qui compose à partir d'elles un bric-à-brac étonnant. Ou bien nous

le prenons pour un maître en sagesse ancienne qui tente de redonner un sens au chaos que nous vivons. Dans cette seconde hypothèse, la leçon conduit au plus extrême dépouillement, celui dont Christine de Suède, et dernière « station » du livre, nous donne l'exemple. Ces contes seraient alors à déchiffrer comme un parcours initiatique dont les obstacles sont franchis les uns après les autres.

La difficulté, avec Frédéric Tristan, c'est qu'il n'a pas assez d'innocence. Trop de culture et trop d'esprit l'en préviennent. Il sait parfaitement à quels abus peut conduire cette prétention à enseigner la vérité. Et il en joue ironiquement, faisant de ses interlocuteurs d'anges d'épaves bruyères ou de mangroves de saucisses, quand il ne les transforme pas en escrocs. A cet égard, ces contes sont pleins d'avertissements et remplis de modèles qu'il faut fuir.

Sur cette voie de la sagesse, on le soupçonne néanmoins de complaisances très justifiées envers la littérature, qui vont jusqu'à nous donner une perception profonde de ce que celle-ci peut être : une quête, une recherche, qui aboutissent à une apothéose. Les prophètes, les poètes, les conteurs, les écrivains, qui balaient des théâtres d'ombres seraient, selon Frédéric Tristan, les seuls à recueillir le souffle de l'esprit que les religions, trop mêlées de pouvoir et d'administration, auraient laissées fuir.

JACQUELINE PIATIER.
★ HISTOIRE SÉRIEUSE ET DRÔLAIQUE DE L'HOMME SANS NOM, de Frédéric Tristan, Baidand, 256 pages, environ 55 F.

UNE BEAUTÉ VÉNÉNEUSE

ANNE HÉBERT est avant tout l'auteur de poèmes au lyrisme dépouillé et puissant, « comme tracés dans l'os par le point d'un poignard » (pour reprendre la formule de Pierre Emmanuel). Son univers romanesque est hanté par le vertige du mal, par le bouillonnement de forces obscures : la violence intérieure, le monde terrible d'un aurore dans le Tor-rent, la sauvagerie des passions dans l'angoisse de *Kamou-raske* (prix des Libraires 1971), le surréalisme dans *les Enfants du seigneur*. Dans son dernier roman, Anne Hébert quitte les paysages d'eau, de forêt et de neige du Québec : l'aventure fantastique d'*Héloïse* a pour principal décor le métro parisien.

La glace et le feu

Tout paraît simple, trop simple au début. Christine est danseuse à l'Opéra, Bernard étudiant. Ils vont se marier, habiter un studio vaste et clair. Un jour, dans le métro, Bernard aperçoit Héloïse, une femme à la beauté singulière, à la « meigreur souveraine », qui semble porter la mort au creux de ses os pols. Bernard, certes, est rêveur, prédisposé à l'hésitation. Mais il lui suffit d'un court instant, d'un regard, pour penser que « l'autre versant du monde ». Tout ce qui l'enlève lui paraît soudain trop bryant, trop coloré, absurde et débouillonné. Un unique désir, revoir Héloïse, le plonge dans un état de tension épuisante et de prostration.

A partir de là, les événements semblent obéir à un déroulement « grave et nécessaire ». Un enchaînement mystérieux conduit Bernard et Christine dans un appartement suranné, dont les meubles tarabiscotés provoquent une vague malaise. Tandis que Christine tente vaillamment de marquer son « territoire », Bernard se laisse entraîner, absorber, séquestrer par le charme délectable de l'appartement, dont il ne sort que pour parcourir un Paris nocturne et insolite. Pour Christine et pour Héloïse, Bernard est l'enjeu d'une lutte entre les forces de vie et de mort, entre ce bord-ci du monde et « la glace et le feu » souterrains.

En exergue à *Héloïse*, Anne Hébert a placé une phrase qui revient comme un refrain dans presque tous ses livres : « Le monde est en ordre, les morts dessous, les vivants dessus. » Que s'inverse cet ordre, et une beauté vénérable peut naître de l'insupportable. — Un jeune dalmatien à la nuit dans le jardin des Plantes, ou la douceur lanifante d'Héloïse, son odeur de vase et de varch qu'elle mêle à la « promiscuité odorante et forte » d'un métro fantasmagorique. Ce court récit, magistralement mené jusqu'à son noir dénouement, trouble moins par son côté vampirique et sulfureux que par la fascination révolue des ténèbres.

MONIQUE PETILLON.
★ HELOÏSE, d'Anne Hébert. Le Seuil, 124 p. Environ 35 F.

Les hantises de Marcel Schneider

● **L'envers des choses.**

TOUT ce qui porte les contours de la nuit et du mystère ressortit pour Marcel Schneider au fantastique. « Tout ce qui nous angoisse, nous bouleverse, nous pétrifie, porte ce nom », écrit-il dans le *Discours du fantastique*. C'est un levier de rêves pour soulever ce qui nous écrase, une façon de sentir et de désirer qui nous relie aux sources obscures de la vie, aide à composer avec le « mal d'être homme ». C'est, moins par nostalgie que par sens de la transgression, la recherche d'un « second monde », de l'envers des choses, du côté ténébreux du soleil. Ainsi, issu de l'Inquiétude, le fantastique, « liturgie de l'éphémère comme de l'indicible », se manifeste avant tout comme une déchirure.

Deux livres de Marcel Schneider, paraissant en même temps, répondent dans des tonalités différentes à cette définition large du fantastique. *Le Prince de la terre* oscille entre l'an-

goisse et le sourire, entre le mystère essentiel et l'« attrape-nigaud », entre la parabole et le conte à dormir debout. La veille de Noël, Augustin Delacour, fils prodigue, revient au bercail. « On a couru le monde, fait le coup de feu à Zanzibar, vendu de la poudre de perlimpinpin à Vancouver... » Ces aventures exemplaires d'Augustin dans les contrées d'un faux « semblant », peut-être d'ailleurs, au creux d'un repli du temps, qu'une escapade buissonnière, étolée par l'« imagination noire » d'un enfant.

Le retour à la maison paternelle est aussi décevant que désolant, car le père, parodiant la fugue d'Augustin, a pris lui aussi la poudre d'escampette, se faisant passer pour mort. Tandis que le fils échoue dans sa recherche tumultueuse et douloureuse, le père, lui, réussit dans l'irrationnel, la mystification, la désillusion. Plus joueur, il accepte le désordre d'un monde où règne le mal, la « cruauté à gogo ». Quant à Augustin, il ne

lui reste qu'à accepter ses chimères et déchirements, en chantant sa « petite chanson, insignifiante, infinie ». Mais lorsqu'il cultive sagement son jardin, n'est-il pas encore au creux d'un de ces « pertuis » qui communiquent avec un autre monde ?

Une admirable légende

Chimère, allégories, apparitions, talismans, obscurité bue comme un vin de lumière, tels sont les « signes », les brèches dans le rationnel que l'on retrouve d'un livre à l'autre. Mais si le *Prince de la terre* intrigue et déroute par le « dévergondage de l'imagination », tout concourt à faire de l'apparition de la rose, qui est aussi un conte de Noël, un admirable récit légendaire et symbolique où les hantises familiales à l'auteur sont encloses dans un réseau serré d'échos et de correspondances. Une fleur « émergeant comme nos amours... comme tout ce qui nous meurtrit », la rose de Wasserbourg, sert d'emblème à ce récit qui reprend et modifie totalement une anecdote évoquée dans *Sur une étoile* (Grasset 1976).

Cela se passe en 1945 dans un village d'Alsace dominé par une tour en ruine, la Strohburg, que le narrateur, promeneur solitaire en proie au désarroi, prendra « à fief et à destin ». L'apparition d'un ami mort pendant la guerre semble lui désigner cette tour, « vigie de l'au-delà ». Rose, c'est le nom de l'aubergiste qui conte au narrateur ses amours perdues et la légende de l'introuvable rose de Wasserbourg, éblouissante au cœur enflammé. Rose à demi surgie d'un rêve et d'un souvenir d'enfance, rose trouvée un soir de Noël dans les pier-railles de la Strohburg : lui commence une secrète ronde, échange de talismans, substitutions de désirs et de nostalgies, autour d'un brasier où brûle un ruban mordoré.

M. P.
★ LE PRINCE DE LA TERRE, de Marcel Schneider, Grasset, 217 p. Environ 40 F.
★ L'APPARITION DE LA ROSE, Baidand, « l'instant romanesque », 93 p. Environ 45 F.

La prouesse de Christian Charrière

(Suite de la page 19.)

Guidés par ce qui reste de l'autoroute A6, et tenant en main le précieux fragment d'une très ancienne carte routière, le labeur et son disciple cheminent péniblement et couchent dans les anciens temples qui jalonnent la voie mangée par les lianes. Ils saluent le dieu total, et méditent sur l'« espoir », union de l'essence et du super. Ils dissertent sur l'essentialisme ainsi découvert de la civilisation disparue ; le dieu Antiar, la déesse Shelli les inspirent, et les encouragent à continuer en dépit des horreurs du voyage. Ne sont-ils pas presque noyés et tout à fait engloutis par les flots de bave d'une limace rouge plus grande qu'une maison, qui se traîne dans une des rares clairières de la forêt ? Mais, à mesure qu'ils avancent, leur fièvre et leur joie les exhaussent loin de ces misères. Ils découvrent en eux l'homme parfait, celui qui ne craint pas de descendre au plus bas de ses plus noirs mystères, noirs comme le noir, et de monter au plus haut de l'« espoir », espérance indéracinable des radieux archipels. L'autoroute A6, dit l'autoroute du Soleil, conduit, bien sûr, au soleil intérieur, à travers la forêt d'incan-ces, à Marseille, et dans la vallée d'Eméraude, l'homme du travail soumis au bureau populaire comme le pèche capital :

l'horizontalité. Car il est coupé à la fois de ses racines animales, cosmiques, et de l'« espoir » qui porte en avant les labeurs.

Les péripéties du voyage sont si diverses et tellement inattendues, les personnages si étonnants (comment oublier la reine Blancheboudine, termitte pondeuse grosse comme une colline, et pleine de vague à l'âme ?) qu'on suit comme un merveilleux roman d'aventures la quête des pèlerins. Mais aussi, avec une truculence et une gaieté de langage qui évoquent souvent Rabelais, Christian Charrière sait mettre en évidence, à travers le folsonnement poétique des images et des couleurs, une pensée claire et profonde. Le cataclysme qui a tout détruit autrefois, n'était-il pas provoqué par le pèche d'horizontalité — celui-là même qui renait chez les hommes de Marseille soumis aux lois de la blagoulette ? Pourtant, rien de l'humain ne sera vraiment perdu, tant qu'il y aura un labeur quelque part, et donc, c'est un message d'espoir que l'auteur nous envoie.

Son langage est contagieux. On sort ébloui du long voyage à travers la forêt d'incan-ces, comme on est toujours ébloui au sortir d'un grand livre. Et celui-là en est un.

JOSANE DURANTEAU.
★ LA FORÊT D'INCAN-CE, de Christian Charrière, J.-C. Lattes, 355 pages, environ 55 F.

Un psychanalyste, un musicien, un généticien, un philosophe, une cinéaste, un sociologue, un peintre, une cover-girl, des écrivains...

la Séduction

Vingt auteurs réunis par Maurice Olender et Jacques Sojcher

AUBIER

JOSEPH GIBERT


25% DE REMISE sur les prix marqués (livres neufs) Du 8-12-80 au 31-3-81

- LA PLÉIADE
- DICTIONNAIRES LAROUSSE
- BANDES DESSINÉES
- ASSIMIL
- ATLAS
- MUSICASSETTES

26, BOULEVARD ST-MICHEL (6^e)
MÉTRO : ODEON - R.E.R. LUXEMBOURG
AUTOBUS : 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89
Arrêts : Cluny, Écoles, Luxembourg
Titres disponibles chez les éditeurs

Jeanne Bourin-TRES SAGE HELOISE

Au tour d'Héloïse, revit une époque minutieusement reconstituée et observée à partir des détails les plus familiers, les plus authentiques aussi.



JEANNE BOURIN
Tres Sage Heloise
romen

Editions de La Table Ronde

Viviane Forrester

La violence du calme

“Le génial de ce livre c'est d'avoir su rassembler dans un même souffle la vie et la mort de tous dans le réel, et la puissance des textes dans l'imaginaire... L'un des plus beaux textes que l'on puisse écrire sur la nostalgie.”
Catherine Clément
Le Matin



Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche
224 pages

(Publiété)

ABDELLATIF LAABI EN PRISON au Maroc pour DELIT D'OPINION vient de publier : « Histoire des 7 crucifiés de l'espoir » chez La Table Ronde, B.P. 23 77240 Cesson-la-Forêt (25 F. franc).

S.O.S. MANUSCRITS

chaque personne est un livre qui s'ignore. Des professionnels de l'écriture à votre service pour corriger, remanier ou rédiger le livre que vous portez en vous ou que vous détenez dans vos tiroirs.

S.O.S. MANUSCRITS
3, avenue Constant-Coquelin
75007 PARIS - Tél. 567.24.79.

TOLKIENNERIE

illustration du livre BILBO LE HOBBIT de TOLKIEN

album 30 x 40 cm, 68 pages
B.DIFFUSION
40 Bd St Germain 75005 PARIS

écrits intimes

Un prince de nulle part

● Georges Henein à travers ses carnets.

QUAND tous se cherchent des racines voici le prince du déracinement. Mort depuis près de sept ans (il en avait cinquante-huit) le poète Georges Henein revit dans l'Esprit frappeur, ses carnets de 1940 à 1973.

Né au Caire d'un père copte, il a humé les civilisations d'Europe au gré des postes diplomatiques paternels. Il s'est fait musulman pour épouser une musulmane, la petite-fille de Chawki, sorte de Victor Hugo égyptien. « Oh ! cessons-nous d'être de passage ? Trois fois nulle part, je le crains », dit-il. Pour devenir poète, il avait le choix des langues d'accueil : l'arabe, l'italien, l'anglais... Ce fut le français qu'il honora, s'insérant ainsi dans cette « légion étrangère » où figuraient, selon lui, non seulement les illustres, d'Apollinaire à Flaubert, mais aussi les « pieds noirs » et « les milliers de transfuges et d'émigrés qui viennent déposer leur fardeau de nostalgie à la consigne de la gare de Lyon ».

Grand écrivain que nul ne voyait écrire, il se lia aux surréalistes au temps des études, à Paris. An Caire, il demeura surréaliste, et trotskyste, comme Breton. Plus tard, il initia sa revue à la *Port du sable* et se prétendit « le plus futile des hommes », lui qui consentait si



* Dessin de JULEM.

mal au « langage à la chaîne » et dans chaque phrase pèse son poids de papillon moiré. L'amitié avec André Breton n'empêcha pas celle de son adversaire en poésie, Henri Michaux, ni de son contraire, Melancthon. Plus tard, venant s'installer à l'Égypte choisissaient pour guides cotisés Georges et son épouse Boula.

Vint le temps de l'exil, de la « résignation subversive ». « Les graminées abstraites de l'âge moderne », de Saint-John à Léonine, et les philosophes, de Hegel à Nietzsche, ont subi l'ironie décapante de son examen : « Il existe des guerres justes. Mais le propre des guerres justes est de ne pas le demeurer longtemps. » Alors, que reste-t-il ? Contre

les religions du ciel et de la terre Henein dresse son esprit fort favori : Julien l'Apôstat, « contre-prophète » qui prend à rebrousse-poil le cours de l'histoire et auquel il consacre un portrait aérien et profond. La littérature ? Port de sa longue passion pour la langue française, il y a cru. A celle du moins qui corrode la bonne conscience, à Céline, « le Bossuet de la voirie contemporaine ». A mesure que se révèle la trop intime association des mots « mort » et « liberté », le poète se déprend des œuvres : « Je ne crois ni aux Héros ni à la sainteté ». Pourtant, il a besoin d'écrire « des phrases décausées... comme de l'herbe mal broyée », et dont chacune atteint en nous sa cible, accord ou désaccord. Il prône « la vie non calculée, sans report et sans caution ».

Ce poète de l'indicible sans pitié rend hommage à celle dont la vitalité l'a fait vivre : Boula, sa femme, à laquelle nous devons que son œuvre soit publiée : Notes sur un pays inutile, le Signe le plus obscur, la Force de sauter et aujourd'hui cet Esprit frappeur. « La vision des brumes s'est rabattue sur nous. On n'y voit plus derrière, soi. Une amnésie romancée prend la place des occasions perdues. »

DOMINIQUE DESANTI.

* L'ESPRIT FRAPPEUR, CARNET DE NOTES 1940-1973, de Georges Henein. Editions Encre, 222 p. Rivarion 49 F.

La chronique d'un amour

● Les « choses simples » de Bourbon-Busset.

LE Journal de Jacques de Bourbon-Busset n'a guère d'équivalent. Prenons garde à son titre général : le *Journal de la Laurence*. Tout journal intime est un livre du moi ; celui-ci est le livre de l'autre. L'autre unique, mais qui s'est fait aussitôt l'introduit et l'intercesseur de tous les autres, y compris Dieu et la Création.

Autre titre, apparu avec le troisième fragment et qui donne son sens au journal entier, comme au reste de l'œuvre : l'Amour durable. C'est-à-dire, de l'aveu même de l'écrivain, ce qui le justifie d'écrire.

L'Amour durable demeure la substance de ces *Choses simples*, huitième cahier du journal : « Je ne rougis pas d'être le chroniqueur d'un amour chronique. » Et unique : « S'il n'est exclusif, l'amour n'est rien. » Non moins rien, sans l'amour, la vie intérieure, matière de tout journal. Or « ma vie intérieure consiste à sortir de moi ». Puisque pour lui l'éternité est de nouveau une idée nouvelle, en Europe et ailleurs, il va de soi qu'il « rêve d'une éternité à deux ». Aussi, son livre, qui toujours recommence, et pour épigraphe en filigrane le dernier vers de Jodelyn qui réunit, comme par hasard, les mots « amour, éternité » au nom de Laurence. Bon, encore Lamartine, le plus démodé des romantiques !

Est-il encore besoin de préciser que ce livre d'amour d'un « païen mal christianisé » est un livre de foi : celle qui est nourrie du doute ? Aussi je ne trouve pas très juste cette remarque, d'ailleurs pleine de sel, sur Malraux : « De Gaulle le déstabilise comme successeur, mais il ne pouvait se faire à l'idée d'un roi de France incroquant ». Regardez bien les livres de la fin. Le croyant n'est pas souvent celui qui défie son petit credo, mais celui qui hantent et tourmentent l'interrogation, l'inquiétude et sa propre incertitude.

On parlait d'épigraphe. C'en est presque une que la citation

de Freud au début : « Il n'y a plus place dans notre vie civilisée pour l'homme simple et naturel de deux êtres humains. » Je ne sais pas le contexte, mais, eu égard à la théorie freudienne des « perversions », on tient justement l'amour civilisé, on peut craindre qu'il ne s'efface là que de l'acte sexuel réduit à sa plus « simple », « naturelle » et expéditive expression. Or il y a tout dans les « choses simples » de Bourbon-Busset, excepté celle-ci. Excepté ce qui ne nous regarde pas.

Je songeais au Journal de Gide, où, comme chacun sait, l'inspection se dispute au militantisme sexuel ; où le divorce de l'amour et du désir accompagne la réflexion philosophique et critique. Dans ce déroulement de sincérité contrôlée et sélective, soudain, cet arrêt imprévu d'un Gide troublé devant ses urines troubles, puis courant noter un fait certes capital. Je ne jurerai pas que dans cette notation ainsi placée il n'y ait un effet stylistique de surprise et de contraste, quelque chose comme la minuscule touche rouge dans un paysage de Corot. Aujourd'hui, le

Journal intime, et pas seulement lui, est devenu l'urne intime. Ce récipient transparent ne compte pas non plus au nombre des choses simples de Bourbon-Busset.

Simple ou non, l'esthétique : oui, et, bien sûr, la littérature. Racine, Baudelaire : « Le grand art, c'est toujours de l'érotisme camouflé. » Camouflé ? J'aimerais peut-être mieux quelque chose comme : l'érotisme qui ose ne pas crier son nom. Il y est orfèvre : « Le corps de la femme sait rêver. »

La politique n'est pas absente. D'autant moins que Bourbon-Busset croit que la politique (au sens plein) se vit dans le couple. Voulez-vous sa doctrine, à propos de « la politique n'est pas une érotique » de Maurras ? « Eh bien, justement, elle en est une. Quand la politique n'est pas une érotique, elle est tout simplement une saloperie. »

Or la politique, fait-ce le plus inconstant, se fait bisbille. Le « journalier » saisit une date pour s'arrêter longuement à un anniversaire : celui du 7 mars

1936, jour de la réoccupation par l'armée allemande de la Rhénanie démilitarisée. Il charge Albert Sarraut, qui voulait agir, de la responsabilité écrasante de l'inaction : « On décide seul... » (il ajoute : « Comme on meurt seul. ») Hélas, non ! Arrêtons-nous aussi à cette histoire mal connue (il se trouve que je dispose d'un témoignage direct), elle en vaut la peine. Un président du conseil de la III^e République avait seulement le pouvoir personnel de remettre la démission de son gouvernement ; non pas de décider, contre ses ministres. En mars 1936, l'opposition au sein du cabinet était galvanisée par l'état-major dont l'inconscient préparait déjà Sedan. De plus, on était à la veille d'élections dont on attendait un changement profond (Hitler avait choisi son temps). Le gouvernement était pratiquement révoqué aux élections courantes. Et cette affaire-là ne pourrait que vers la catastrophe. La règle — par un lâche abus de démocratie — était de voter au conseil sur la décision à prendre (le scénario devait se reproduire à Bordeaux en juin 1940). Il y eut une voix de majorité pour le rien-faire.

Les nouvelles générations ne comprennent guère qu'après si longtemps ce 7 mars obéisse encore. C'est qu'il reste dans la mémoire collective comme l'instinct ultime où le destin se décide. Même un enfant d'alors doit pouvoir éprouver encore que, ce jour-là, l'histoire était à prendre ou à laisser. Pour quelle ne hasarde pas, il suffisait de pres- que rien : pas même la présence d'un homme de volonté et de courage, mais la simple absence statistique, en un point donné, d'une individualité anonyme, sans caractère ni lucidité. Moins encore : d'une boule noire ; pas même : d'un bras levé, ou plutôt baissé. Jacques de Bourbon-Busset, très sensible à l'histoire, croit, on sait, que, contrairement à ce que certains nous racontent, l'histoire n'est pas faite d'avance : elle est à faire — ou à laisser faire.

YVES FLORENNE.

* LES CHOSES SIMPLES. Journal VIII de Bourbon-Busset. Gallimard, 272 p. Rivarion 45 F.

Une sagesse provocante

UNE bonne idée : on demande à un auteur connu de rassembler les grands textes qui ont inspiré sa vie. Cela donne de surprenante morceaux choisis : ainsi se présente la collection « Enseignements ». Les textes qu'a retenus Jacques de Bourbon-Busset ne forment pas, comme on pouvait le craindre, un banal florilège de l'amour fidèle : on trouve, dans son recueil, des auteurs peu connus, des poèmes comme ceux de Robert et Elizabeth Browning, de beaux extraits de philosophes, et même un passage inattendu, admirable, de Georges Sataille. Une brève introduction ouvre le volume : l'auteur y a concentré l'essentiel de son expérience, celle d'un amour « inclusif », c'est-à-dire qui inclut toute l'existence en le colorant de sa chaleur.

La libération moderne de la sexualité fait peser par contraste un tabou sur la vraie tendresse. Perler désormais de l'amour généreux et durable dérange les idées reçues. Bourbon-Busset a osé lever le tabou. Il a redécouvert un type de relation qui est dans le droit-fil du désir humain. Il ne prêche pas, il témoigne : pris au piège de l'instabilité, il a trouvé dans l'amour le seul fondement solide. Se via, dès lors, est devenue « un cheminement éclairé par un visage ». Nul lyrisme, mais une conviction qui se coule en formules de bronze, une sagesse provocante, un bonheur qui donne à réfléchir.

JEAN ONIMUS.

* LA DIFFERENCE CREATRICE, de Jacques de Bourbon-Busset. Ed. du Car, 144 p., env. 33 F.

TONY CARTANO

Blackbird

roman

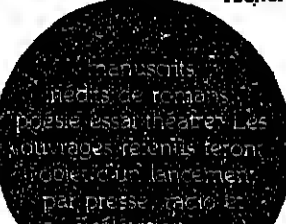
Ce roman, qui se lit à plusieurs niveaux, nous mène, à travers les jeux subtils de l'écriture, au plus profond de l'âme humaine sans jamais perdre l'humour produit par cette maîtrise remarquable du récit et du verbe.

Buchet/Chastel

15, rue de Condé, 75002-Paris

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections



Adresser manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Chateaugay, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habrout est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Florence DELAY

L'INSUCCÈS DE LA FÊTE

roman

Une fable historique, actuelle éternelle. Jean-Louis Ezine - Les Nouvelles Littéraires

Gallimard

«Le monde de Marcel Schneider n'est pas notre monde. C'est celui du fantastique, celui d'Hoffmann, de Nerval, d'Edgar Poe, de Lovecraft. Cet attrait de l'étrange pourrait n'être qu'un jeu. Il ne l'est pas pour Marcel Schneider. Sa conviction est si forte et son art si sûr que nous nous laissons entraîner aveuglément.»

André Bourin / La Nouvelle République du Centre-Ouest.

«Secret, demiurge, collectionneur de songes merveilleux, le romancier Schneider entend bien nous étonner.»

François Rivière / Les Nouvelles Littéraires.

Marcel Schneider

Le Prince de la terre

GRASSET

Isaac Bashevis Singer
PRIX NOBEL 1978
PASSIONS

STOCK
Nouveau
Cabinet
Cosmopolite

Anais Nin
LES PETITS
OISEAUX
EROTICA 2

Shirley Ann Grau
PREUVES
D'AMOUR

Ichchokas Meras
SUR QUOI
REPOSE
LE MONDE

Yoram Kaniuk
ADAM
RESSUSCITE

LA PENSÉE UNIVERSELLE

essais

Karoly MATES
« MANIFESTE COMMUNISTE »
suivi de « LOGIQUE BOLCHEVIQUE » et de
« LA DISSIDENCE EST-EUROPEENNE »
Vers une civilisation européenne unie dans la liberté
320 pages, 45,00 F T.T.C.

Antoine DE NOBILI
« NOUS LES JUGES »
suivi de « SAMPIERO CORSO »
et de « ENFANTS DE CORSE »
La rigueur de juriste et la sensibilité de l'homme
256 pages, 42,00 F T.T.C.

Alexandre EMBIRICOS
« INTERPRÉTATION
DE LECONTE DE LISLE »
Préface d'Edmond Haraucourt
L'œuvre et le caractère du grand poète méconnu
192 pages, 32,00 F T.T.C.

Renée BOVIATIS
« L'HUMANISME DE SAN-ANTONIO »
Étude d'un monument de la littérature contemporaine
180 pages, 27,00 F T.T.C.

Henri LAVERRIERE
« REPENSER CE BRUIT
DANS LEQUEL NOUS BAIGNONS »
Un essai de synthèse claire d'utilité quotidienne
224 pages, 34,00 F T.T.C.

Pierre ATTARD
« L'ÈRE COMMUNALE »
réforme des responsabilités des collectivités locales
112 pages, 24,00 F T.T.C.

Henri MOET
« L'ENTREPRISE
AU SERVICE DE L'HOMME »
Pour l'arrangement d'une plus grande justice sociale
256 pages, 48,00 F T.T.C.

Aloin SOURNIA
« DIX MILLIARDS DE NEURONES »
Encore un essai sur l'Homme !
Révélation biologique originale sur la condition humaine
192 pages, 32,00 F T.T.C.

Habib KASSIDI
« HISTOIRE D'UN PAUME
OU LE THÉOREME DE DIEU »
Hypothèse sur l'origine et la finalité de l'univers
192 pages, 30 F T.T.C.

JORY
« UN JOUR QUELQU'UN M'A DIT »
Réflexion sur notre époque d'un ancien mineur de fond
180 pages, 27,00 F T.T.C.

romans

Ginette GONTIER
« ANGOISSE AU LONG DES JOURS »
Des images qui témoignent de l'éclatement de la femme
240 pages, 34,00 F T.T.C.

Arlette MAUGÉ
« BRICA-BRAC »
Les merveilles du monde réel dans lequel nous vivons
128 pages, 25,00 F T.T.C.

Chris DE BELDER
« DIS M'AM, QUAND EST-CE QU'ON MANGE ? »
Une réflexion pudique sur la vie du couple
224 pages, 34,00 F T.T.C.

Jean-Jacques GIRARD
« LE SIMPLE PASSÉ »
Le charme attachant des confidences chuchotées
304 pages, 42,00 F T.T.C.

Victor SAINT-LOUIS
« LE VILLAGE AUX LAURIERS ROSES »
Un jeune pied-noir dans l'Algérie d'avant la tourmente
160 pages, 27,00 F T.T.C.

Alain-Maurice GARROUSTE
« LA MUSIQUE ADOUCIT LES MŒURS »
Les ironies de la vie quotidienne britannique
152 pages, 25,00 F T.T.C.

Marie-Claire CHOLEY
« LA LOI DE LA JUNGLE »
Douze adolescents à la recherche de leur authenticité
160 pages, 27,00 F T.T.C.

Jean-Marc RICHARD
« LES ROSIERS SECS DE L'HIVER »
Les angoisses d'un homme simple aux prises avec son destin
160 pages, 27,00 F T.T.C.

Geneviève BEAUDOIN-FONSON
« LES SENTIERS FLEURIS DU PÉVÈLE » suivi
de « TROIS VŒUX DE VIOLONE »
Faire de sa vie un chant d'amour et d'amitié
128 pages, 25,00 F T.T.C.

Eva PIERREHUMBERT
« EMMA ET SON ÉTOILE »
La victoire sur la vie d'une femme tyrannisée
208 pages, 32,00 F T.T.C.

Esther VIEU-LARGUIER
« L'HOMME AUX RUBANS VERTS »
Une quête de la vérité, de l'apaisement, de la sagesse
92 pages, 30 F T.T.C.

ODETTE
« LE CHATEAU DE LA PROVIDENCE »
La combat d'une femme pour que justice soit rendue
152 pages, 30 F T.T.C.

Huguette BERGER
« PRENDS GARDE VÉRONIQUE ! »
Une femme passionnée face aux dangers de l'existence
320 pages, 42,00 F T.T.C.

Eric DUFOUR
« L'ALBATROS »
Le refus de la normalité et ses tragiques conséquences
192 pages, 30 F T.T.C.

Marie-Claude BUISSEL
« LE RETOUR AUX SOURCES »
Le choc des cultures au cœur de l'Afrique
288 pages, 48,00 F T.T.C.

Maurice MERCIER
« LE PAROISSIEN »
Une histoire d'âme, sensible, naïve et poétique
192 pages, 30 F T.T.C.

Jean-Claude ROLINAT
« PRONONCIAMENTO
SOUS LES TROPIQUES »
Amour, violence et politique en Amérique latine
192 pages, 30 F T.T.C.

Max FROMIOT
« LA MAIN DE MA SŒUR »
Des folles aventures aussi imprévues que cocasses
192 pages, 30 F T.T.C.

Philippe PICARELLE
« SÉQUENCE »
Le remembrement d'un homme filmé à la loupe
224 pages, 34,00 F T.T.C.

Philippe ZÉVACO
« LE VALLON DES SORCIÈRES »
Deux êtres ennemis dans un univers diaboliquement sordide
224 pages, 34,00 F T.T.C.

Henri CANNEVELLE
« LA MAISON DE L'OMBRE BLEUE »
Une merveilleuse histoire d'amour au sein de Vimeu
128 pages, 25,00 F T.T.C.

Gérard VILLAT
« POUR QUE CESSENT LES HAINES »
Une dramatique prise d'otages et ses douloureuses conséquences
208 pages, 31 F T.T.C.

Gilbert BONNET
« LA VILLE DE LA PLUIE »
Un homme en quête de joie, d'amour et de paix
256 pages, 42,00 F T.T.C.

recits

Denise GUITTON
« LES ÉMERAUDES DE JUAN COLÉDON »
Du rêve, du mystère et de l'aventure exotique
96 pages, 23,00 F T.T.C.

Yannick RAOUX
« DÉLIRE »
Souvenirs personnels détachés du monde présent
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Françoise HEMMERLING
« ADELIAIDE LA PORTUGAISE »
Le récit fidèle des péripéties d'une existence passionnée
160 pages, 27,00 F T.T.C.

Maurice BOUQUANT
« VIVRE MON QUATRIÈME ÂGE »
Quatre fois vingt ans d'une vie bien remplie
288 pages, 42,00 F T.T.C. - Nombreuses illustrations

Bertin ANTOINE
« TEMPS FORTS »
suivi de « ÉLÉPHANTAIQUES »
Joies et drames de quarante années de navigation
180 pages, 27,00 F T.T.C.

Reza HOSSEIN-ZADEH
« COUPS DE PIED AUX FESSES »
L'enfer quotidien en Iran, il y a vingt ans
304 pages, 48,00 F T.T.C.

André MORNAND
« JEUNESSE CONFISQUÉE »
Un témoignage amer sur l'armée dite d'armistice
208 pages, 31,00 F T.T.C.

Jean-Marie Charles MONTIBUS
« PÉRIPE EN AFRIQUE NOIRE
ÉQUATORIALE »
Une passionnante invitation au voyage et à l'aventure
128 pages, 27,00 F T.T.C.

Marcel MALAVAL
« IL NE FAUT PAS ASSASSINER LES ROSES »
Une philosophie de la fraternité et de l'amour universels
64 pages, 21,00 F T.T.C.

Poètes du temps présent

Gérard LAMBERT
« LE GOUT DE LA PAIX »
32 pages, 19,00 F T.T.C.

Maryse REVOL
« L'ENFANT BLEU COULE DE SOURCE »
48 pages, 19,00 F T.T.C.

Christian SULFOURT
« SOUVENIRS »
192 pages, 32,00 F T.T.C.

Joëlle DI SANGRO
« COMME UN TRÈFLE
À QUATRE FEUILLES »
64 pages, 22,00 F T.T.C.

Bernard BERTHO
« QUAI DES MUSARAINES »
160 pages, 32,00 F T.T.C.

Nelly NICOLAS
« LA RONDE DES SONGES »
48 pages, 21,00 F T.T.C.

Benoît MARTIN
« BANLIEUE DE L'AMOUR »
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Jean-Marie DESNOS
« LES YEUX GREFFÉS »
48 pages, 19,00 F T.T.C.

Marc SPACCESI
« LES DANGEREUX VOYAGES »
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Gildas CADIC
« LES DÉRIVES DU CIEL »
96 pages, 23,00 F T.T.C.

Denis-Blaise HORTH
« AGHONÉ »
112 pages, 25,00 F T.T.C.

Jean-Baptiste COTTINEAU
« NOUVELLES ÉBAUCHES »
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Robert TILLIER
« PASTORELLES »
32 pages, 19,00 F T.T.C.

Dominique LORENTZ
« BROUILLARDS ET ÉCLAIRCIES »
304 pages, 32,00 F T.T.C.

Jean-Pierre MINAR
« FAIBLES APPELS »
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Paolo TRUFFA BACHI
« MES ENTRACTES »
suivi de « LA LIMITE DE MA JOIE »
84 pages, 21,00 F T.T.C.

Gérard DESFONTAINES
« TRANSPARENCES ET FERVEURS »
144 pages, 32,00 F T.T.C.

Maurad HADADE
« CHEMINS DE CŒUR »
80 pages, 25,00 F T.T.C.

Guy MONLON
« POÉSIE DE LA VIE »
176 pages, 32,00 F T.T.C.

Renée MARIE
« L'ŒIL DU CŒUR »
48 pages, 19,00 F T.T.C.

Daniel THONNELIER
« QUESTIONS ?... »
84 pages, 21,00 F T.T.C.

Jacques RIOU
« J'AI ENVIE DES AILES EN TOI »
48 pages, 21,00 F T.T.C.

Philippe ALEXANDRE
« CHIMÈRES AU CŒUR DORMANT »
112 pages, 25,00 F T.T.C.

Patrick DAMIANI
« AU ROYAUME DE DIEU »
176 pages, 27,00 F T.T.C.

Hélène HUET
« ATTITUDE »
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Antoine RICHARD
« JE VISE AU CŒUR »
112 pages, 24,00 F T.T.C.

Thierry BOUQUET
« LES NUITS DE PLEINE LUNE »
80 pages, 23,00 F T.T.C.

Géry GÉRARD
« LE LONG DU CHEMIN »
32 pages, 19,00 F T.T.C.

Jean-Michel DELANEAU, Stéphane VICTOR
« ATTEINTE »
128 pages, 25,00 F T.T.C.

Roger BALSIER
« L'ÉTOILE DU POÈTE »
64 pages, 21,00 F T.T.C.

Jean-Claude CHEDAL-BORNU
« DÉLIRES D'ÉCLIPSE »
64 pages, 21,00 F T.T.C.

Jeanne COMINU
« LES ANNÉES MORTES »
96 pages, 23,00 F T.T.C.

Maurice VINCENS
« TERRES VIVES »
56 pages, 21,00 F T.T.C.

NOUVELLE ADRESSE : 4, RUE CHARLEMAGNE • PARIS-4^e • TÉL. : 887-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre propre librairie
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne - PARIS (4^e) - Tél. : 887-08-21 ou aux 17 C.R.D.L. Hachette

مكتبة الأصل

histoire
COLBERT

De la

mythe.

Tout

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

mythe.

que

le

mythe

est

un

histoire

COLBERT ET LOUIS XIV

De la vérité au mythe.

TOUT au long de leur entreprise, les hommes d'Etat changent, évoluent, se façonnent. Philippe Erlanger a montré naguère dans son *Richelieu* (1) que le cardinal qui prend le pouvoir fait une politique très différente de celle qu'il préconisait quand il s'impatriait de la prendre: l'ultramontanisme de la veille devient assez vite l'artisan de la grande politique capétienne que Louis XIV va pousser au paroxysme.

De même, dans le très remarquable ouvrage que la princesse Inès Murat lui consacre, Colbert se forge, avec sa politique, sous nos yeux. Du jeune intrigant cupide, modèle éternel du technocrate qui se pousse (et sa famille avec), au ministre combié, las, austère, qui achève sa carrière dans l'apathisme à soixante-quatre ans, en 1683, il y a une continuité, une logique, que l'auteur fait apparaître sans la moindre insistance, parce qu'elle a une intelligence naturelle de l'histoire qu'elle explore avec nous à partir d'archives de famille, de documents exceptionnels et inédits (Inès Murat, par sa famille, les Luyne, descend de Colbert dont une fille avait épousé le duc de Chevreuse).

Je ne ferai pas les mêmes compliments au prince Michel de Grèce qui se livre à une agression à l'encontre de son aïeul Louis XIV (dont il descend, quant à lui, par sa mère, Françoise d'Orléans). Pour Michel de Grèce, Louis XIV n'est qu'un prince de théâtre, on dirait aujourd'hui de cinéma, formé par la jalousie et l'envie, ignorant de tout (sans doute eût-on par ailleurs si les savants font de grands hommes d'Etat?), qui se voit curieusement reprocher d'avoir plus de caractère que de personnalité, et qui — pour faire mode — est décrié misogynie et phalocratie.

Mégalomane ?

C'est-à-dire que Louis XIV est un mégalomane qui se prenait pour Louis XIV mais qu'on n'a pu boucler parce que, par un de ces hasards comme il en existe peu, il se trouvait en même temps être réellement Louis XIV. Un ciseau dont le siècle a été grand malgré lui, il va de soi, et qui n'aurait rien de plus, mais qui par son obsolescence, même s'il leur a tout de même permis, en les aidant — heureux sobriquets ! — d'écrire et de jouer. C'est un point de vue. Je le donne, pour ce qu'il paraît. Il satisfait tous les manques de la démystification, ce qui ne manque pas.

A travers son analyse approfondie de Colbert et de sa politique, Inès Murat montre beaucoup mieux les véritables défauts, les limites de Louis XIV. Car l'originalité de Louis XIV fut d'être à la fois un prince éclairé, sachant s'en remettre aux autres plus qu'on ne le croit, mais aussi un homme d'Etat. Le prince éclairé, qui donne sa confiance, est celui qui écrit un jour à son ministre : « Je vous ordonne de faire ce que vous voudrez ». L'homme d'Etat, c'est le roi tirailé comme son siècle entre les structures encore féodales de la France, qu'il va choisir de paralyser sans les détruire, et cet Etat moderne qui va naître de sa volonté tenace, mais dont il n'accepte pas encore toutes les conséquences à l'égard de sa fonction, à l'égard de sa personne sacrée.

Colbert, lui, a compris la naissance de l'Etat national, ses exigences. Là où Michel de Grèce dépeint la lutte de Colbert contre Fouquet comme une mesquine et abjecte querelle personnelle, Inès Murat va au fond des choses et écrit : « L'étude des papiers personnels de Colbert sur cette affaire montre que le futur ministre du roi a préparé en même temps l'arrestation de Fouquet et la véritable prise de pouvoir du roi dans le domaine des finances publiques », où il était jusqu'alors considéré comme un simple particulier empruntant sur la place publique à des taux exorbitants. Les hommes de lettres ont toujours adoré Fouquet. Mais sa gestion est insoutenable et, beaucoup plus que Louis XIV, imbu de sa mission et son sacre, le mégalomane, c'est lui, Fouquet. Seulement, comme cette mégalomanie ne couvrait ni ne servait aucun grand dessein, elle ne gênait personne : elle fut donc admise et le demeura.

(1) Librairie académique Perrin, 3 vol.

gagée par la respectable fidélité de la Fontaine.

Colbert, plus modeste sinon moins âpre, n'a pourtant pas fait moins que lui pour les arts et les lettres. La liste est impressionnante de ses entreprises et de ses actions. Il sera à l'origine de l'Académie des inscriptions et belles lettres, il fondera l'Académie des sciences et protégera le *Journal des sçavants*, il installera la Bibliothèque royale rue Vivienne et l'enrichira inlassablement, il prendra l'initiative du Cabinet des médailles, il constituera pour lui-même une fabuleuse bibliothèque qui sera plus tard acquise par le roi. Il protégera les plus grands écrivains de son temps. Le tout, il est vrai, pour la plus grande gloire de son maître, c'est-à-dire en fin de compte de la France : on ne peut rien faire pour changer l'esprit des gens aux yeux de qui un tel dessein ne saurait que diminuer l'intention et le mérite.

Les contradictions de Colbert sont celles de son temps, où le dogme ne le cède pas encore au progrès dont les idées s'impatrient. Et pourtant, écrit Inès Murat, Colbert croit de toutes ses forces au progrès scientifique, comme au progrès de la justice et à celui de la condition matérielle du plus grand nombre. Son volontarisme colbertin est aussi une forme d'optimisme. Cette dualité de sentiments se retrouve très précisément dans son action économique. Il croit au progrès du machinisme, des techniques industrielles imaginées par les scientifiques. Mais ses *thèses économiques* portent la marque d'un pessimisme fondamental qui conduit nécessairement à la guerre économique.

Cette guerre, c'est la guerre avec la Hollande. Mais Louis XIV ne gagna pas contre les Provinces-Unies la guerre de Colbert, il gagna celle de Louvois, une guerre territoriale qui recouvrait une autre politique.

Quant à ce qu'il est convenu d'appeler le *colbertisme*, rien de plus mal nommé et l'on entend par là une doctrine étonnamment. Colbert avait les idées de l'Europe de son temps et, en les accommodant aux structures de la France, il faisait d'abord preuve de pragmatisme. Il n'avait certes pas inventé le « mercantilisme ». Ce qu'on appelait le « bullionisme », c'est-à-dire la croyance en la valeur intrinsèque des espèces monétaires, était pratiqué par tous les Etats, sauf précisément la Hollande, qui était tout le monde, mais qui s'est aussi trouvée, lorsqu'elle fut attaquée, sans arme pour la défendre, car la médaille avait son revers.

Le clan Louvois

On sait, enfin, la passion qu'entendait Colbert, la passion de la France d'une marine à la mesure de la politique. On sait sa volonté d'unifier le droit et la justice aux dépens des « mille tyrans » qui mettaient le royaume en coupe réglée, volonté qui l'a porté à un excès de réglementation. On sait moins à quel point il fut opposé à Versailles. On sait moins qu'il lui arrivait d'écrire au roi : « A l'égard de la dépense, quoique cela ne me regarde en rien, je supplie humblement Votre Majesté de me permettre de lui dire qu'en s'errant et en paix, elle n'a jamais consulté ses finances pour résoudre ses dépenses, ce qui est si extraordinaire, qu'assurément il n'y en a point d'exemple. »

S'il est vrai que, à la fin de sa vie, Colbert voit le clan Louvois supplanter le sien dans l'esprit du roi, c'est sans doute de la part de Louis XIV l'effet d'un choix politique et non d'une désaffection personnelle. Inès Murat fait justice, lettres inédites à l'appui, de la prétendue disgrâce du ministre. Au contraire, la très sincère amitié personnelle du roi enveloppe Colbert jusqu'à ses derniers instants, et sa famille au-delà de sa mort.

Ce portrait d'un homme de courage, Colbert, porte nécessairement témoignage des qualités du prince qu'il a servi puis que ce n'était pas un prince faible ou subjugué. Louis XIV, à travers le prisme de son ministre, résiste donc à la peinture que, pour nous amuser en s'amusant, nous en donne Michel de Grèce.

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

* COLBERT, par Inès Murat, 416 pages, Fayard éd., environ 80 F. * LOUIS XIV, par Michel de Grèce, 488 pages, Olivier Orban éd., environ 75 F.

De la démographie historique à l'histoire de la démographie.

LES historiens ont contracté envers l'Institut national d'études démographiques (INED) une double dette. L'Institut, mené en ce domaine par Louis Henry, leur a d'abord donné cet extraordinaire instrument d'analyse des équilibres économiques et des mentalités d'Ancien Régime qu'est la démographie historique. Dans un deuxième temps, l'INED a commandé de publier les ouvrages classiques, inconnus et souvent étrangers des « primitifs » de la démographie.

Il y a deux ans paraissaient les *Observations naturelles et politiques sur les bulletins de mortalité*, de John Graunt, ouvrage remontant au dix-septième siècle. Nous arrivons aujourd'hui, traduit pour la première fois en

français, l'œuvre d'un personnage encore plus exceptionnel, Johann Peter Süssmilch, pasteur luthérien, prussien, statisticien ivre de Dieu, selon l'expression qui lui est habituellement appliquée. L'Ordre divin, écrit par cet ecclésiastique en 1741, dépasse en intérêt les *Observations* de Graunt, rédigées par un marchand drapier : au-delà de l'histoire de la démographie, il introduit à une réflexion sur les rapports de la science et de la religion que l'on résume trop souvent par un antagonisme de principe.

Comme tous les démographes de son temps, Süssmilch est d'abord fasciné par la régularité des taux de mortalité et des indices de fécondité. Il écrit au chapitre I^{er} de son grand œuvre : « Comme il sera prouvé ici que sur un nombre déterminé de personnes il en meurt chaque année un pourcentage égal, qu'à différentes périodes le nombre

d'enfants, de jeunes gens, d'adultes et de vieillards qui meurent est identique, que les maladies communes qui sévissent toujours causent à peu près toujours les mêmes maux, que les deux sexes restent dans une proportion constante, etc., il faut avouer que dans toutes ces choses, non seulement l'ordre règne, mais que c'est un ordre particulièrement grand, harmonieux et parfait. »

La mort et la naissance perdent leur caractère individuel et semblent soumises à des lois statistiques. Les existences particulières sont pulvérisées par la loi des grands nombres. Mais Süssmilch ne voit pas, dans ces régularités, la preuve d'une non-intervention du Seigneur dans les affaires des hommes. Au contraire : l'ordre divin, c'est cet ensemble de lois qui domment l'humanité et qui assurent la réalisation sur terre du programme biblique : « Croissez et multipliez. » L'expérience confir-

mera ce que proclament les répétitions divines : la multiplication des habitants sur la terre est le résultat de ces ordonnances. » Dieu ne s'intéresse plus à chaque homme, pris individuellement. Véritable ordinateur métaphysique, il règle les destinées de masses statistiques.

L'interprétation scientifique-religieuse de Süssmilch s'intègre bien dans le schéma weberien d'une rationalisation et d'une simplification progressive de la religion, du polythéisme gréco-romain jusqu'au protestantisme, religion abstraite, hostile aux saints et à la magie. La régularité statistique de la mort pousse à la rigueur d'un catholique, adepte du rachat par les œuvres ; elle pousse, au contraire, à l'enthousiasme d'un protestant, qui croit que comme fer à la prédestination, l'Eternel de Süssmilch est une étape entre le Dieu aveugle et sourd de Luther et le Grand Horloger de Voltaire.

Dans ce schéma, la science ne naît pas contre la religion. Elle n'est que l'ultime étape d'une ascension de la religion vers l'abstraction. Elle naît des interrogations religieuses.

EMMANUEL TODD.

* L'ORDRE DIVIN, AUX ORIGINES DE LA DÉMOGRAPHIE, de Johann Peter Süssmilch, traduction originale, avec des notes et commentaires rassemblés par Jacqueline Becht, Volume I, études critiques, biographie, correspondances, Bibliographie, 298 p. Volume II : L'œuvre de J.-P. Süssmilch : l'Ordre divin, 320 p. Institut national d'études démographiques, 21, rue du Commandant, 75014 Paris. Environ 100 F.

Une invention française

(Suite de la page 19.)

Sous Louis XIII, le peste est le personnage le plus redoutable. Sous Louis XIV, c'est la famine. En 1693-1694, la pluie et le froid détruisent ou paralysent les semailles : 2 000 000 de morts, une fois de plus ! Les gens ne meurent pas tellement de faim, mais d'infection contagieuse, causée par la misère et par les migrations des affamés, porteurs d'épidémies. D'une façon générale, sous l'Ancien Régime, on meurt, en hiver, de maladies broncho-pulmonaires, comme aujourd'hui, en été ou en automne, on décède surtout de graves infections intestinales.

Autorégulation

Dupaquier n'a pas que la mort en tête. Il s'intéresse au mariage, à l'amour, à la naissance : la démographie historique lui révèle des détails intimes : en mars-avril, sous Louis XIV, beaucoup de couples ralentissent ou interrompent leur vie sexuelle ; le carême abolit celle-ci à cause des interdits religieux qu'il promulgue, ou par suite des fatigues qu'occasionne le jeûne. D'une façon générale, on se marie tard sous l'Ancien Régime. Motif : éviter d'avoir les trop nombreux enfants qu'engendrerait inévitablement, dans un régime sans contraception, le mariage « pubertaire » à l'âge de seize ans (comme en Inde en 1980). La statistique relative aux naissances illégitimes et aux conceptions prémaritales, peu nombreuses, les unes et les autres, démontre dans la plupart des cas l'admirable vertu de nos arrière-grands-mères avant leur mariage. L'Angleterre du dix-septième siècle, j'ai le regret de le dire, n'était pas toujours aussi prude. Dans l'ensemble la France de Louis XIV et même de Louis XV vivait dans un système cruel d'auto-régulation démographique.

Contraception et révolution

An dix-huitième siècle, un nouveau régime démographique émerge progressivement : des statistiques comme l'abbé Exilly en observent les effets par leurs propres yeux. La population française de 1700 à 1800 augmente beaucoup plus vite qu'elle ne faisait au dix-septième siècle. Elle passe de 23 millions en 1700 à 29,1 millions en 1800, soit un essor de 33,3 %. Cette croissance est substantielle, certes, mais inférieure à celle qu'on enregistre simultanément en Irlande (+ 110 %), en Russie d'Europe (+ 80 %), ou même en Angleterre (+ 61 %).

Les pertes militaires de la Révolution et de l'Empire (1 390 000 hommes de 1793 à 1815, dont 465 000 pour les années révolutionnaires et 925 000 pour l'Empire) de Bonaparte puis de Napoléon) assombrissent sur le tard l'expansion fraîche et joyeuse de notre peuplement. Avant ces hécatombes guerrières, le dix-huitième siècle avait vu s'espacer les grandes mortalités, provoquées par la faim et par les microbes. L'agriculture française de 1750-1780, nourrit son monde un peu moins mal que par le passé. Les couples, après 1770, commencent à s'ouvrir

aux « funestes secrets » de la contraception. On vit légèrement plus vieux ; les barbes blanches prolifèrent.

La Révolution a des effets contrastés. D'une part, elle fait régresser l'urbanisation, elle entrave momentanément l'essor d'une économie moderne, elle constitue pour notre industrie et notre commerce extérieur une véritable « catastrophe nationale ». Mais, en même temps, elle prépare un monde différent, plus heureux. Les couples y calculent davantage que par le passé l'efficacité de leur progéniture. Moins prolifiques, ils peuvent désormais s'offrir le luxe de se marier plus jeunes et de jouir davantage de l'existence. Ils s'accroissent même quelques privautés avant le mariage ou hors de celui-ci.

Devons-nous pour autant battre notre couple, parce que la France a limité, après 1800, le nombre de ses citoyens ? Il n'est pas question bien sûr de

prononcer l'éloge du malhousianisme ultra-systématique des années 1970, qui fait aujourd'hui quelques ravages en Occident. Mais n'ayons pas trop honte : si la planète entière imitait aujourd'hui les prudences contraceptives du petit bourgeois français des décennies 1800-1880, elle s'épargnerait pour le vingt et unième siècle quelques milliards d'habitants supplémentaires. Décidément, les petits bourgeois, ces êtres lucides, sont les grands calamités de notre histoire.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

* LA POPULATION FRANÇAISE AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES, de Jacques Dupaquier, Presses universitaires de France, 128 p. Environ 11 F.

* LA POPULATION RURALE DU MASSIF PARISIEN À L'ÉPOQUE DE LOUIS XIV, de Jacques Dupaquier. Publications de l'université de Lille et Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 428 p. Environ 280 F.

Votre signe extérieur de culture : le Littre.

Si vous croyez que tous les dictionnaires se valent ou qu'un dictionnaire n'est autre chose qu'un volume compact où l'on a empilé, pour la commodité de l'usage, le sens courant des mots, alors il est grand temps de vous détromper.

La grande famille des dictionnaires rassemble, en effet, les sujets les plus divers. Il y en a des gros, des petits, des généraux et des particuliers, des dictionnaires de langues, des dictionnaires de techniques, des dictionnaires de grammaires, des dictionnaires de sciences, des dictionnaires de lettres, des dictionnaires de biographies, des dictionnaires de géographie, des dictionnaires de numismatique, des dictionnaires de philologie, des dictionnaires de droit, des dictionnaires de médecine, des dictionnaires de musique, des dictionnaires de peinture, des dictionnaires de sculpture, des dictionnaires de littérature, des dictionnaires de philosophie, des dictionnaires de théologie, des dictionnaires de sciences exactes, des dictionnaires de sciences humaines, des dictionnaires de sciences sociales, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences navales, des dictionnaires de sciences militaires, des dictionnaires de sciences administratives, des dictionnaires de sciences politiques, des dictionnaires de sciences économiques, des dictionnaires de sciences juridiques, des dictionnaires de sciences médicales, des dictionnaires de sciences vétérinaires, des dictionnaires de sciences agricoles, des dictionnaires de sciences forestières, des dictionnaires de sciences n

La mort de

Roland

Le plaisir des sens

(Suite de la première page)

Ce culte physique de l'écriture découle de deux fatalités biographiques.

D'abord, la mort de son père, en 1916, quand Barthes n'a qu'un an. Cette disparition le prive de sa mère et de son milieu à la fois. Il se consacre alors à l'écriture, à la langue comme à l'enfant autour de sa mère, sur la plage de Biarritz. La gêne maternelle liée à sa situation donnera à ce tendre manège le caractère d'une compensation secrète.

Le deuxième coup du sort, c'est la maladie. Comme Gide, encore lui, et avec Camus, Barthes aura été une des dernières victimes de la tuberculose, rendue « rétro » par les progrès de la médecine vers 1950. La longue récidive des années de guerre lui coûte l'égrégation. Elle exaspère le manque de sociabilité et l'attention à soi héritée de l'enfance. Barthes aura beau jouer par la tenture, pour soigner de tout comble, le morceau de côté qu'on lui a extrait, il gardera de sa phobie et de l'ennui une certaine économie « orientale » du désir, à la fois goût des groupes clos, tels les séminaires d'étudiants ou les bandes de noctambules.

Le choc Brecht

Né vingt ans plus tôt, et avec moins de pudeur, il aurait mis cette vie roclée en roman, au moins à la fois journal intime. Ce n'est pas un hasard si ses premiers textes publiés traitent de Gide, de la langue originelle. Les souvenirs éparpillés dans *Barthes par lui-même* se lisent comme les têtes de chapitre d'une *Recherche du temps perdu* que Barthes ne se serait pas interdite.

Après la mort de son père, il a semblé-t-il, que les années 1950 n'avaient étouffé l'instinct littéraire sous la philosophie, l'idéologie et la rhétorique.

Pour beaucoup d'écrivains, l'intimidation venait de Serre. Chez Barthes, il l'a clamé, le choc fut Brecht. Avant la venue à Paris du Berliner Ensemble (1964), qui l'éblouit comme une synthèse indépassable d'intelligence dialectique et de raffinement esthétique, il a trouvé chez Marx et Brecht une théorie et une pratique politiques de l'art qu'il rêva d'appliquer à la littérature.

Le Degré zéro de l'écriture (1953) répond à ce projet. Barthes ne se borne pas, tel Lucien Goldmann, à débusquer la réalité économique et sociale sous l'étude littéraire. Il pro-

teste que toute écriture est politique, issue d'une histoire propre, porteuse de l'idéologie. La forme n'est pas le contenant innocent d'un fond immuable, mais participe au jeu mouvant qu'est toute production de sens. Fleuret, le primar, a compris que le style avait valeur péroratoire de conduite, et non de simple ornement. Si la littérature est dans l'impasse, c'est que la société elle-même, à laquelle elle sert d'elbi, y est auei.

Donnez-nous une bonne société, nous vous donnerons une bonne littérature : tous les artistes des années 50 ressentaient plus ou moins ce préalable chimérique.

Mythologies (1957) étend la logique marxiste du Degré zéro à des manifestations culturelles plus triviales : les jouets, le catch, l'astrologie. Ralues après la mort que l'on sait, les réflexions sur le déesse, automobile prennent un tour macabre. Elles ne perdent rien du brio journalistique et de l'humour qui ont commencé d'ouvrir Barthes aux non-universalités.

Dix ans plus tard, *Système de la mode* (1967) élargira cette audience en appliquant le même principe de démythification émoussée à la façon dont les journaux féminins parlent de la haute couture. L'auteur met en pratique ce qui deviendra sa conception de la sémiologie, en scrutant la halo de significations qui entoure la prose apparemment vide de ces magazines, en particulier les idéologies de classe qui y circulent en contrebande et s'y donnent pour des faits de nature irréfutables.

A l'époque, Freud est généralement associé à Marx dans l'explication du fait érotique. Barthes n'échappe pas à un de ces effets de mode qu'il a pourtant si bien démontés. Son *Michélet par lui-même* (1954) équivaut à une psychanalyse bachélienne du « mangeur d'histoire ». Sur Racine (1963) erre une poète réputée le plus transparent de la langue française l'aveu d'obsessions insoupçonnées. Avec une assurance et un triomphisme qui lui sont peu familiers, l'auteur conclut ses révélations capitulantes sur Racine, puis un recueil d'articles — « Essais critiques » (1964) — en proclamant la supériorité de son interprétation sur le médium universitaire, coupable à ses yeux d'ignorer les « approches » nouvelles, d'en rester aux sources biographiques, au sens commun, au positivisme de Lanson...

La réaction ne se fait pas attendre. Dans un article du Monde (1964) et un pamphlet de la collection

« Libertés » chez Pauvert (1965), le professeur Raymond Picard dénonce ce qu'il appelle l'« imposture » de la « nouvelle critique ». Il lui reproche notamment de subir des idéologies dont elle conteste elle-même la légitimité, de retourner à la biographie par le biais de l'inconscient freudien, de céder au conformisme d'avant-garde en diffusant l'Univer-

L'ÉQUIVALENT DES CATHÉDRALES...

« Je crois que l'automobile est un équivalent assez exact des cathédrales gothiques. Je veux dire : une grande création d'époque conçue par des artistes inconnus, consommée dans son image, sirota dans son usage, par un peuple entier, qui s'approprie en elle un objet parfaitement magique. » (Mythologies, 1957.)

alté sans preuve, en cultivent le pire jargon et l'esprit de chapelle. Les intellectuels français ne manquent jamais une occasion de ramener leur chamaille endémique à l'antique et moderne, la quelle se prolonge quelques mois à l'échelle, comme c'est désormais l'usage, par... un colloque.

Fin 1978, le professeur René Pommier a tenté de réouvrir les hostilités en lançant *Barthes d'éclaircir les labordes* par son « ébri », ses « labordes » à ses lectures ou « mero de café » (Assez décoché !). De leur côté, les pleureurs d'Actualité, Burnier et Rambaud, ont pesté assez durement celui qui était devenu entre-temps professeur au Collège de France, et le coqueluche, il faut bien le dire, de toute une génération d'étudiants (Barthes sans peur). Mais ces attaques tardives visant davantage les épigones, à un snobisme imputable à l'époque plus qu'à son bénéficiaire.

Dès le lendemain de 1968, Barthes prend ses distances d'avec les sciences humaines et leur jeune manie de légitimer. Il leur prête sa fanfreluche. Sous l'appellation fantaisie de « lecture plurielle », le découpage en séquences de la nouvelle de Balzac *Sarrasine* (SZ, 1970) cache une revendication de l'arbitraire subjectif. A chacun la liberté de laire ériger comme il lui plaît les échafauds des œuvres. *L'Empire des signes*, paru le même année, vante le Japon de n'avoir jamais naturalisé ni rationalisé ce par quoi on y communique,

A propos de Sade, Fourier et Loyola, professeur Raymond Picard dénonce ce qu'il appelle l'« imposture » de la « nouvelle critique ». Il lui reproche notamment de subir des idéologies dont elle conteste elle-même la légitimité, de retourner à la biographie par le biais de l'inconscient freudien, de céder au conformisme d'avant-garde en diffusant l'Univer-

Le *Plaisir du texte* (1973) consacre ce passage hétéroclite du terrain de la connaissance à celui de l'érotique. Barthes ne manie plus la tarrou des concepts ; il donne des recettes de kamasutra littéraire. Pau importe comment se produisent les sens, pourvu qu'on y dérive à l'aise, qu'on savoure le feuilleté et le grain des mots.

Barthes par lui-même (1973), *Fragments d'un discours amoureux* (1978) et *La Chambre claire* (1980) achevant ce glissement vers une autobiographie indirecte, détournée. Tout ce qui compose la secret d'une vie, c'est-à-dire les rencontres, les amours, les joissances, les peurs, les indignations, ce que Barthes appelle les « ramassements », ne figure pas expressément dans ces trois dernières œuvres, mais dans leur nuée de notules, de digressions, d'incidents, tel un souvenir de tramway dans Beyonnia, là des sensations de migraine et des rêves d'anshélie douce, auxquels le coma des jours passés donne après coup un poids ténébreux. Ici, quelques lignes sur l'attente amoureuse, dont Stendhal ou Proust auraient tiré des centaines de pages ; là, la exultation mat des photographies, avec leurs sourires écarquillés de « jamais plus », leur grisaille de mort...

Savoir contre savoir

L'entrée au Collège de France, en 1977, peut passer pour un retour à la rigueur savante. La chaire ne porte-t-elle pas la titre précis de « sémiologie littéraire » ? Mais l'enseignement qui y sera dispensé durera trois ans et sera dispensé d'une longue leçon de méfiance à l'égard du savoir, comme annoncé dans le cours inaugural.

C'est Saussure, le premier, qui a parlé de sémiologie, en 1916. La linguistique, le langage, la philosophie, la sociologie, ne devaient constituer que des parties de cette nouvelle « science des signes », applicable à tous les objets culturels manés par les hommes. Il s'agit de repérer les lois de ces systèmes généraux de communications, donc de significations, et l'idéologie qu'ils masquent en traits de nature. La critique sociale devait bénéficier de cette science à la manière la.

Telle fut du moins la première « lecture » de Saussure par Barthes vers 1956, sous le coup de Serre et de Brecht. Se sémiologie a perdu bientôt ce caractère scientifique et politique, pour n'être plus qu'une attitude globale de « déniement », opposable aux sciences humaines elles-mêmes, et manifestée dans sa propre écriture. L'écrivain n'est plus la dépositaire en secret de valeurs réelles supérieures. Son engagement de citoyen importe peu. Le force libératrice de son œuvre se mesure à la façon dont il casse le pouvoir oppressant, et proprement « fasciste », de toute langue. La conigne de l'enseignement oral de Barthes était terrible : « Nul pouvoir, un peu de savoir, un peu de sagesse, et le plus de savoir possible ! »

Lorsqu'il prend la plume, Barthes traduit ce programme par un refus de tout discours articulé et didactique. La liberté de l'auteur et du lecteur exigent, selon lui, des séquences brèves à évasives. Comme Nietzsche, il érige la fragmentation en morale. Contrairement aux essais du début, ses textes des dernières années se découpent en digressions d'au maximum quelques pages, qu'il appelle des « excursions ». Les notations quotidiennes y alternent avec



* Dessin de ZORAN GELIC.

les étymologies rares, dans un dédale de tirets et d'artifices typographiques. Pas de sujet centré ni de conclusion ferme : des larcins, des chipotages gracieux, de la brique de messages, du tricot de sens...

Le procédé meracé, et le maniérisme. Les parodistes n'ont pas grand mérite à le faire ressembler. La postérité s'étonnera sans doute de l'emphase avec laquelle les admirateurs trop zélés ont enlucé cette esthétique du détournement, et mesuré son humour. Car l'idole se grand bien moins au sérieux que ne le voudraient ses « fans ». Il est conscient de la préciosité vaine qu'il ramène son envie : « Tout ce que j'écris, note-t-il, en 1973, dans le *Plaisir du texte*, n'est peut-être qu'un effort clandestin et ophtalme pour faire réapparaître un jour le thème du journal gidel. » Nous y revolv.

Au fond, ce n'est pas à la critique professionnelle que ce sennalisme érudit aura apporté le plus, mais à la lecture tout court, ce mystère suprême. A une époque où les bascules de réel et de rêve sont satisfaites par d'autres voies, images et sons, Barthes rappelle à point nommé le mérite spécifique et irremplaçable de la communication écrite : un contact inépuisable avec les sources les plus indicibles de l'être et de la création.

C'est le seul plaisir, de surcroît, qui s'accommodent de tous les niveaux de culture, sacrée de la liberté à l'infini, et délie le temps. Dans mille ans, un enfant sachant tout juste lire pourra encore découvrir chez Homère ou Proust quelque chose qui y était forcément à l'état de limbe, et que personne n'y avait vu, pas même Homère et Proust ; surtout pas eux.

En préface à *Sade-Fourier-Loyola*, Barthes envisageait cette éternité d'écriture, à quelques défilets, à quelques goûts, à quelques hétéroclites, dont la distinction et la mobilité pourraient voyager hors de tout destin à venir, à la fois leçon des stromes épi-curiens, quelque corps tuer, promis à la même disparition...

Ce vau-là, aucun automobiliste n'empêchera qu'il soit un jour exaucé.

E. P.-D.

LA VIE

1917 (12 nov.) : naissance à Oberbourg ; père, officier de marine, meurt l'année suivante à la guerre.

1918-1924 : enfance à Bayonne, 1924-1934 : lycées Montaigne et Louis-le-Grand, à Paris.

1934-1935 : tuberculose pulmonaire ; cure dans les Pyrénées.

1935-1941 : Sorbonne, licence de lettres classiques, professeur de lycée à Biarritz, puis à Paris.

1941-1947 : recrudescence de tuberculose, séjours en sanatorium.

1948-1950 : lecteur de français à Bucarest et Alexandrie.

1950-1952 : détaché à la direction des relations culturelles.

1952-1954 : enseignant au C.N.R.S. (lexicologie).

1954-1955 : conseiller littéraire aux Éditions de l'Arche.

1956-1962 : chef de travaux, puis directeur d'études (sociologie des signes) à l'École pratique des hautes études.

1961-1965 : coauteur sous la « Nouvelle Critique ».

1966 : « Visiting professor » aux États-Unis.

1970 : cours à l'université de Rabat.

1977 : professeur au Collège de France (sémiologie littéraire).

LES ŒUVRES

1953 : *Le Degré zéro de l'écriture*.

1954 : *Michélet par lui-même*.

1957 : *Mythologies*.

1958 : *Sur Racine*.

1959 : *Le plaisir du texte*.

1966 : *Collège de France*.

1967 : *Système de la mode*.

1970 : *S/Z*.

1971 : *Sade, Fourier, Loyola*.

1973 : *Le Plaisir du texte*.

1975 : *Barthes par lui-même*.

1977 : *Fragments d'un discours amoureux*.

1980 : *La Chambre claire*.

Sauf mention contraire, tous ces titres ont été publiés au Seuil dans les collections « Points ».

Essais sur Barthes :

M. Eberbach et G. de Mallac (Ed. Universitaires) ; L.-J. Calvet (Payot) ; S. Heath (Payot).

Numéros spéciaux des revues *Tel Quel* (automne 1971) et *L'Arc* (1974), *Colloque de Cerisy* (10-18, 1978).

IRINA IONESCO
CENT ONZE PHOTOGRAPHIES
ÉROTIQUES

Irina IONESCO, déjà célèbre dans le monde entier pour ses photographies d'un érotisme raffiné, reproduites dans de nombreux magazines, nous donne, avec ce sixième volume d'IMAGES OBLIQUES, son recueil le plus riche et le plus original.

Cent onze photographies, pour la plupart réalisées spécialement pour ce volume, rendent un hommage d'une poésie rare au corps de modèles (parfois célèbres et que les amateurs reconnaîtront au passage) complices des phantasmes qu'ils illustrent.

Une belle préface de Pierre BOURGEOISE situe dans le travail d'Irina IONESCO une nouvelle conception poétique de la photographie.

C'est sans aucun doute, dans le domaine du nu féminin, l'une des œuvres les plus belles d'aujourd'hui.

Collection IMAGES OBLIQUES - Volume 6 - IRINA IONESCO - CENT ONZE PHOTOGRAPHIES ÉROTIQUES - Un volume particulièrement somptueux - 112 pages sur Couvert. Format 13,5x21 cm - Reliure Pleine Toile Or, fers et gardes noirs. Tranche file. Prix : 175 F. Envoyé sous emballage de protection, contre toute commande accompagnée de son règlement.

Attention : quantités limitées.

OBLIQUES - B.P. 1 - LES PILLES - 26110 NYONS - FRANCE.

NOM :

ADRESSE :

☐ Je désire recevoir le volume IRINA IONESCO CENT ONZE PHOTOGRAPHIES ÉROTIQUES

☐ Je vous prie de trouver ci-joint la somme de 175 F. (CCP ou chèque bancaire à l'ordre des Éditions BORDERIE).

DATE :

SIGNATURE :

Le nouvel album de

LUCKY LUKE
PAR MORRIS

LE MAGOT DES DALTON

Rastaplan, Jolly Jumper, Joe, Averell... la distribution est au complet pour vous faire rire.



DARGAUD ÉDITEUR

Nathalie SARRAUTE
L'USAGE DE LA PAROLE

Avec Nathalie Sarraute, nous pénétrons dans une dimension nouvelle, à la racine des êtres, des mots et des choses.

André Brincourt - Le Figaro.

Gallimard

مكتبة من الأصل

Roland Barthes

L'émerveilleur

La trace que laisse un homme dans l'histoire des émotions est, apparemment, en raison inverse de celle qu'il laisse dans l'histoire des théories. Les fins égalements tragiques, stupides et injustes de Lavoisier et d'Évariste Galois n'ont jamais eu de retentissement qu'anecdotique ou politique pour des raisons contingentes : elles nous laissent à vrai dire sans ressentiment rétrospectif.

Mais celle de Roland Barthes touche en nous une fibre plus profonde que celle de la théorie, plus même que celle des idées. Elle insulte et meurtit la qualité exceptionnelle d'émotion qu'il avait fait naître et qu'il a nourrie durant près de trente ans, sans artifice, sans abus et presque sans usage d'un vouloir : et non sans quelque distance nonchalante à son œuvre même.

Il faut rendre à cette émotion son sens le plus fort : elle a été une mise en mouvement des intelligences et des cœurs. Pour quelques milliers d'entre nous, et de proche en proche pour des millions, Roland Barthes a été d'abord l'émerveilleur. Chacun des coups de fillet qu'il lance régulièrement, à partir de 1954, sur le spectacle de l'actualité française (et qui deviendront, au début de 1977, les cinquante-trois *Mythologies*) remonte des pro-

fondeurs, en même temps qu'un mollusque surnois, bête et méchant, son lot de complicités désormais acquises.

Emerveilleur, éveillé ; si la contiguïté des deux mots n'est qu'un hasard du vocabulaire, il n'est pas indifférent que le premier soit gros du second. L'émerveillement naissait des premières lignes, des retrouvailles pour les moins jeunes, de la découverte pour les autres, d'une écriture accomplie : sobre, mais non sèche ; maintenue, mais non resserrée ; savante et incisive, acérée, rigoureuse et chaleureuse. Le temps ni l'évanouissement dans l'histoire de ce qu'il traitait alors de l'actuel n'ont en rien altéré l'émotion d'une première lecture. La dixième et d'autres encore la restituent intacte. Il n'est pas certain qu'il en aille de même pour l'œuvre théorique de Roland Barthes ; et il est certain qu'elle n'est pas également lisible par beaucoup. Mais la jubilation féroce qui emporte et soutient chaque ligne des *Mythologies* est trop contagieuse pour n'être pas perdurable.

Un journaliste inspiré

Jubilant, certes. En écrivant de Voltaire qu'il fut « un écrivain heureux, mais (ce) que fut son doute le dernier », quel dément attendait-on attendait se donner Roland Barthes ? Vingt ans après la première des *Mythologies* et le premier des « Essais critiques », le *Plaisir du texte* redonne formellement et avec un peu de lassitude que comprendre et s'empêcher de ne sont sans cesse que l'une et l'autre marche d'un même escalier. Et, pour autant que nous sachions ce qu'est le bonheur, comment celui d'écrire un texte serait-il inférieur à celui de le lire ?

Au demeurant, si la pudeur et le goût du jeu (de jouer, et de jouer comme on dit bizarrement et significativement qu'une pièce doit « avoir du jeu » pour ne pas s'immobiliser) lui interdisent de s'attarder au sien plaisir d'écrire, ce plaisir se lit indirectement et clairement dans telle page sur Proust (1) ; « Le renversement des apparences (...) procure toujours ou narrait un étonnement délicieux : essence de surprise, et non essence de vérité, véritable jubilation, si entière, si pure, si tromphante (...) que ce monde d'inversion ne peut visiblement relever que d'une érotique (du discours), comme si le tracé du renversement est le moment même où Proust jouit d'écrire. »

Ce qui ajoute sans doute encore à la jubilation partagée des *Mythologies*, c'est qu'elles furent et demeurent (aussi ? d'abord ?) une œuvre de journaliste. Inspiré, cela va sans dire ; mais c'est à ceux-là que les contraintes du métier sont le plus pesantes et le plus profitables. Le « mois après mois » auquel accepta de se soumettre le journaliste Barthes, et qui fut plutôt dans la pratique un « quinquaine après quinquaine », n'a pas été pour peu dans la formation (et au moins la confirma-

tion) de son écriture, et dans le regard qu'il portait sur d'autres. Prémonition ? Hasard des calendriers et des tâches ? Instinct des priorités et des urgences ? Le fait est que le moment des *Mythologies* est aussi important que ce qu'elles disent. Sorties tant soit peu cabossées de cinq ans d'une époque incertaine, les certitudes nationales (c'est-à-dire petites bourgeoises) se réinstallent à marches forcées dans les casernes du confort intellectuel. On efface tout et on recommence !

Le cabotin du Boulevard retourne se faire tirer en portrait par d'Harcourt, on interviewe l'écrivain en vacances, le sang bleu croise en Méditerranée, Omo lave plus blanc, la France a son François d'Assise en canadienne, ses romancières-mamans, son Jean Chrysostome, d'ailleurs andrécain, sa mystérieuse enfant-prodiges et son Tour (de France). Et, sûr d'être de barthélemy, la publicité travaille activement à la débarrasser de ces préjugés ridicules et qui nous coûtent si cher. Celui, en premier lieu, d'une imprescriptible liberté de l'esprit.

Le journalisme se fait Histoire. S'il est évidemment mieux connus après Barthes qu'avant lui, Racine, Michelet, Balzac et Sade ne lui doivent pas l'existence. Mais de l'abbé Pierre, de Minou Drouot, de Billy Graham,

demeureront certainement que les pages vengeresses de Barthes journaliste.

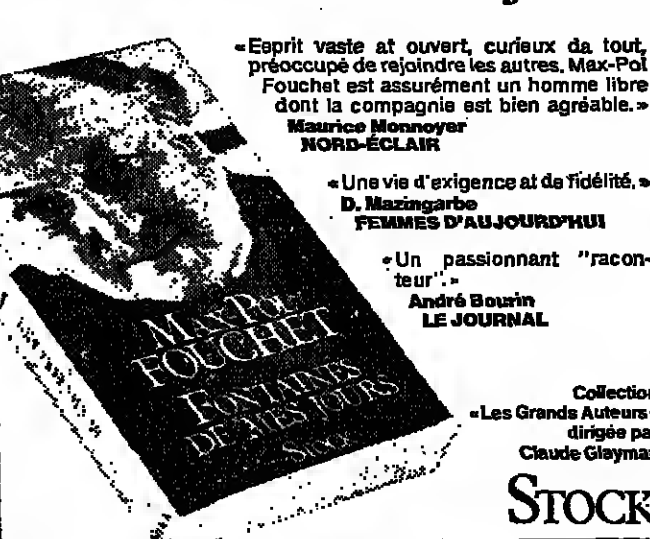
Ce n'est pas le diminuer que le revendiquer pour un des nôtres. C'est l'aimer autrement. L'émerveilleur est un éveillé. Il (c'est encore de Voltaire vu par Barthes qu'il est question, mais comment s'y tromper ?) « sut ouvrir ce regard malin et tendre (...) dont le pouvoir de rupture a été de porter simplement la vie au milieu de ces grandes masques aveugles qui régimentent encore la société ».

Moyen privilégié de cet éveil en effet, la « malignité » du regard (ni voyant ni voyant) ; mais « viseur » à tout coup saisi des premières lignes des premiers « Essais ». Il n'est sans doute ni innocent ni insignifiant que celles des *Mythologies* se portent sur un degré pléthorique du spectacle, le catch : « Attrape comme tu peux », et trappe ! Et celles des « Essais critiques » sur le degré sévère de la peinture : « Saccageant peignant inlassablement l'inférieur d'épaves vides, réduites au velouté beige et inoffensif d'une glace à la noisette ». Ici l'absence d'indices ; là leur surabondance : de l'une à l'autre, le va-et-vient du même regard.

Ce mouvement polémique, rageur, drôle, à la fois (mais le vocabulaire ne nous trahit) pleinement pertinent et suprêmement impertinent, n'a pas été celui d'Alain, ni de Valéry. Il est celui de Voltaire, plus encore de Diderot, rêvant tout seul, assis sur le banc d'Argenson, aux renversements comiques ou sérieux des situations du « Grand Échiquier ». Barthes a, de Diderot, la force picaresque, la lucidité, la vertu d'indignation. Il les a eues à l'extrême de ses forces, en une époque où (il le laisse deviner) « contrario à propos de Voltaire », les masques que le profit plaquait sur l'histoire pour la travestir en nature se font à la fois plus grossiers et terriblement plus efficaces. Mais l'éveillé reste un veilleur. Il fallait demeurer près de nous, car le soir tombe.

JACQUES CELLARD.

Max-Pol FOUCHET FONTAINES DE MES JOURS



« Esprit vaste et ouvert, curieux de tout, préoccupé de rejoindre les autres. Max-Pol Fouchet est assurément un homme libre dont la compagnie est bien agréable. » Maurice Monroyer NORD-ÉCLAIR

« Une vie d'exigence et de fidélité. » D. Mazingarbe FEMMES D'AUJOURD'HUI

« Un passionnant "raconteur". » André Bourin LE JOURNAL

Collection « Les Grands Auteurs » dirigée par Claude Gleyman

STOCK

Islande



Terre de contrastes, Terre de feu et de glace, Pays des amoureux de la nature.

La brochure « Saga Tours 80 » vous propose :

- **Tours classiques**
- **Expéditions camping** (pour ceux qui désirent vivre une aventure)
- **Islande en toute liberté** (louez une voiture et découvrez l'Islande)
- **Randonnées** (voyage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)
- **Tours spéciaux** (ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris - Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

ICELANDAIR

PHRASES

Le bifteck saignant

« Manger le bifteck saignant représente donc à la fois une nature et une morale. Tous les tempéraments sont censés y trouver leur compte, les sanguins par identité, les nerveux et les lymphatiques par complément. Et de même que le vin devient pour bon nombre d'intellectuels une substance médicamenteuse qui les conduit vers la force originelle de la nature, de même le bifteck est pour eux un aliment de rachat, grâce auquel ils procèdent leur cérébralité et conjurent par le sang et la pulpe molle la sécheresse stérile dont sans cesse on les accuse. » (*Mythologies*, 1957.)

L'ennui serait-il mon hystérie ?

« Enfant, je m'ennuyais souvent et beaucoup. Cela a commencé visiblement très tôt, cela s'est continué toute ma vie, par bouffées (de plus en plus rares, il est vrai, grâce au travail et aux « amis»), et cela s'est toujours vu. C'est un ennui panique, allant jusqu'à la détresse ; tel celui que l'éprouve dans les colloques, les conférences, les soirées étrangères, les amusements de groupe ; partout où l'ennui peut se voir. L'ennui serait-il donc mon hystérie ? » (*Barthes par lui-même*, 1975.)

La langue est fasciste

« Parler, et à plus forte raison discourir, ce n'est pas communiquer, comme on le répète trop souvent, c'est assujettir : toute la langue est une réaction généralisée (...). La langue, comme performance de tout langage, n'est ni réactionnaire ni progressiste ; elle est tout simplement fasciste ; car la fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire (...). » (*Extrait du discours au Collège de France*.)

DES RÉACTIONS

J.-Ph. LECAT, ministre de la culture et de la communication : « Toutes ses recherches d'écriture et de pensée tendaient vers l'opprobriement de la connaissance de l'homme pour l'édifier à mieux se connaître et vivre mieux en société. »

M. MITTERRAND : « Pour toute une génération, il a ouvert un champ à l'analyse des médias, de la communication, des mythologies et des langages. L'œuvre de Roland Barthes demeure au cœur de chacun comme un appel vibrant à la liberté et au bonheur. »

Guy BIERMIE, membre du bureau politique du parti communiste : « C'est à l'intellectuel qui consacre l'essentiel de son travail à une réflexion nouvelle sur l'imaginaire et la communication, le plaisir du texte et la matérialité de l'écriture, que nous rendons aujourd'hui hommage. »

Le magazine *L'Ére* d'avril publie un long entretien de Roland Barthes avec Pierre Bon-

Le Gai Pied
mensuel homosexuel
entretien exclusif : **SARTRE** et les homosexuels
Le Gai-Paris des Années Folles
SOIRÉE ANNIVERSAIRE 30 avril - OPERA NIGHT
en kiosque : 8 F
abonnement : ouvert 80 F - fermé 120 F
LE GAI PIED - BP 183 75523 PARIS CEDEX 11

LE QUOTIDIEN EST UN PLAISIR
LA TECHNIQUE ALLEMANDE - L'ESTHÉTIQUE FRANÇAISE
Vous avez une pièce ronde, carrée, à pans coupés ou voutée ? Peu importe, nous avons votre cuisine ! Nos cuisines, créées en fonction de chaque pièce... au millimètre près... sont "sur mesure"...
Chez TIELSA, chacun de vos interlocuteurs est un spécialiste qui vous conseillera, de l'établissement du plan d'implantation de votre cuisine... au choix des carrelages ou peintures.
TIELSA, à Paris, c'est aussi un magasin d'exposition de 400 m², où vous pourrez tout à loisir regarder, toucher, presque vivre dans 25 modèles de cuisines.
De plus, comme tout grand couturier, TIELSA sort dès le 10 mars sa nouvelle collection de cuisines. Venez la voir : et si jamais, dans nos anciens modèles l'un vous plaisait vraiment, nous pourrions vous le solder, mais sans le dégriffer !
tielsa
BONNE A VIVRE
281, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris
tél. : 372.46.27-372.47.27 méro Nation

e SARBAUTE DE LA PAROLE
nouveau magazine de la parole
Gallimard

SPECIAL

immobilier côtes de France montagne

ARGELES PLAGE

A 300 m. de la plage
2 pièces avec loggia cuisine équipée - parking aux CALANQUES



existe aussi en 3 pièces
réservez avec 7250 F
Prix fermes et définitifs
Gestion et location assurée
renseignements et ventes sur place
tous les jours même le dimanche

145 000 F

Jacques Ribourel
carrefour Maillet 66200 St. Cyprien plage
Tél. (68) 81.19.44 & 21.11.80
veuillez m'envoyer votre documentation Calanques

Nom : Adresse :
Tél. : Tél. bur. :

POUR L'ETE PROCHAIN
Le Petit Prince

au calme, à 1 km des plages de Juan-les-Pins
PENTHES LUXUEUSES
documentation gratuite : Le Petit Prince
Angle avenues Gal. Ferris et Lasserre
06000 Antibes (33) 81.21.17
Réalisation
ALTA CONSTRUCTIONS

AU CŒUR DES VACANCES EN CÔTE D'AZUR
"Les Heures Claires à Mandelieu"
Près centre, beaux appartements. Grand confort
Chauffage individuel - Label Promotelec

LANDING 3° TRANCHE
Bureau Promoteur
sur place : 400 rue des
Vaparies - 06210 Mandelieu
Tél. (93) 47.44.40
Documentation gratuite sur simple demande

COTE D'AZUR VAROISE
TOULON - CAP BRUN
"PORT MEJEAN"
19 appartements très haut standing dans parc
naturel de 2 hectares, accès direct à la mer.
Renseignem. SONECO - R.P. 594 - 83400 HYERES.
Tél. (94) 65-39-30 ou sur place :
3018, avenue de la Résistance - 83100 TOULON.
Tél. (94) 41-31-14.

résidence club de LA ROCHELLE



LE BOIS DORÉ résidence
de 2 à 3 pièces dans un parc
boisé, du studio au 3 p.
LOISIRS : piscine, tennis, billard,
autorail, mini-golf, piscine, etc.
SERVICES : accueil, service ménage,
entretien, restauration, minibus.
SECURITE : gardiennage, anti-
effraction, alarme...

UNE QUALITE DE VIE
Une ville à l'échelle humaine avec
ses nombreuses rues piétonnes
où l'on a le temps de vivre...

ENSEMBLEMENT
Sa lumière et son micro-climat en font l'idéal
le Saint-Tropez de la côte atlantique...
VENEZ VISITER NOTRE
APPARTEMENT MODÈLE

le bois doré
LA ROCHELLE
171, av. Carnot / 7000
Tél. 46/67.13.13
PARIS Agence Scott
43, rue d'Alsace 75014
Tél. 327.10.10

CHARDY PROMOTION
4, rue de la République 92000
Tél. (1) 899-50-28

NOM :
ADRESSE :
Tél. bureau :
Tél. domicile :
Je souhaite un supplément d'information sans aucun engagement de ma part.

Le Bateau
Pointe Vermeille

Des marines de standing au bord du lac marin,
avec piscines, bords de station,
quais à bateau.

Du studio + cabine au 3 pièces.

Studio + cabine: 140 000 F
avec 7 000 F comptant



Je désire recevoir la documentation gratuite concernant:
☐ studio + cab. ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces

NOM :
ADRESSE :
Tél. :

LA LONDE LES MAURES

Côte Varoise
18 appartements de luxe
équipements rénovés
1-2-3 pièces dans

IMMEUBLE 1900
RESTAURE

Superbe parc avec piscine,
vue directe sur la mer
Réalisation

Cabinet MARCHAND
29, rue du Bât-d'Argent, 69001 LYON.
Tél. : (7) 828-76-88

Je suis un bâtisseur, je construis des maisons hors
du commun avec des matériaux traditionnels
une maison signée
Robert Vaccares
c'est la beauté allée au fonctionnel où il fait bon vivre



PRIX à partir de 400 000 F
Pour recevoir une documentation
Envoyer à : LES MAISONS DE ROBERT VACCARES
7, rue Rossy - 30000 NIMES - Tél. : 21.04.59

LE DOMAINE DE CARHEL

à 45 km de La Baule
220 TERRAINS A BATIR
OISE UN CADRE PRIVILEGE
LIBRES DE CONSTRUCTION

20 hectares de verdure, l'eau et de la mer.
20 ans d'expérience. C'est nous.
B.P. n° 9 - S. M. A. V. L. L. E.
DE 111.500 F - T.T.C. (5340 m2)
A 151.500 F - T.T.C. (5340 m2)

Renseignements et vente
Pavillons de l'Atlantique
Route de Vannes - Le Lézard
B.P. n° 9 - S. M. A. V. L. L. E.
Tél. (40) 72.32.58
ou (40) 72.32.66

Je désire recevoir gratuitement votre documentation :
Nom et Prénom :
Adresse :
Tél. Domicile :
Bureau :
M. 20

DEAUVILLE
Résidence l'ARMORIAL

Boulevard Cornuché

GRAND STANDING
Du studio au 4 p., duplex et terrasses
Cuisines et salles de bains équipées
(6.000 à 7.500 F/m2) LIVRAISON EN COURS

Renseignements : Week-end, sur place
32, rue des Villas-Tourguilleville - 14800 DEAUVILLE
Tél. (116-31) 88.67.15, En semaine: 250.88.78

Sagecim

DEAUVILLE et ses environs
pour vos loisirs et placement dans nos résidences
de grand standing du studio au 4 pièces
Profitez des dernières affaires
RENTABILITE EXCEPTIONNELLE
INFORMATION ET DOCUMENTATION

LUC GÉRALD 93, Champs-Élysées
75008 PARIS
Tél. : 723-68-18

NOM :
ADRESSE :
Tél. :

Offrez-vous Monte-Carlo à des prix défiant ceux de Monte-Carlo

Quelques appartements dans une résidence en lisière de Monte-Carlo

Guisines tout équipées A partir de 479.000 F prix définitif
Livraison printemps 80.



L'ACAZAR
3, av. du Gal. Leclerc - Beausoleil

Renseignements sur place
Melle THUIN (93) 78.29.12.
Paris Mme CHANCEL (1) 265.88.60

Une réalisation ETUPTRO
12 rue de Penthièvre 75008 - PARIS

LOISIRS

TELEPHONIQUE DES GLACIERS DE LA MEJE

OUVERTURE permanente
jusqu'au 15 octobre
de 9 h. à 16 h.
pour les
SKIERS
TARIF SPECIAL
50 F offrant
21 de
5.250
SAUTES-ALPES
LA GRAVE (76) 89-07-78
Offices du Tourisme
Briançon
(92) 21-66-30

BIEN SITUÉS, BIEN CONSTRUITS.



Dans les Alpes à Megève
au Mont d'Arbois
"Ski et Golf"
Un ensemble de chalets
de 9 à 10 appartements
du studio au 4 pièces
en pied de piste
et en limite du golf.
Renseignements :
VRINS, 5, rue Boudreau,
75009 Paris
Tél. (1) 742.44.60,
ou Madame ROCHE,
Agence immobilière
du Mont d'Arbois,
B.P. 143 - 74120 Megève
Tél. (50) 21.12.91.

A la mer Port Gruissan
(15 km de Narbonne)
"Les Méridiennes"
du studio au 5 pièces -
appartements 1er-2e-3e-4e
en maitre (appartement privé).
"Les Terrasses du Port"
des appartements de
2 à 5 pièces avec terrasses de 20 à 25 m².
"La Résidence du Port"
du studio au 3 pièces avec garage
au bord du nouveau port de Gruissan.
Renseignements :
URBIPLAN BREDERO, Les Méridiennes,
11430 GRUISSAN - Tél. (68) 45.02.69,
ou VRINS, 5, rue Boudreau,
75009 Paris - Tél. (1) 742.44.60.

URBIPLAN BREDERO
36, rue TRONCHET 69006 LYON TEL. (7) 889.12.25
tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, sauf samedi, dimanche

M. Mlle :
Adresse :
Désire recevoir des informations sur les programmes
☐ Ski et Golf ☐ Les Méridiennes ☐ Les Terrasses du Port ☐ La Résidence du Port ☐
Urbiplan Bredero - 36, rue Tronchet - 69006 Lyon.

à Sète
vivez vos prochaines vacances
la Corniche
votre appartement plein sud.
dominant la mer
studios 2 et 3 pièces
copra le triangle
34000 Montpellier
Tél. (67) 58.52.58

NOM :
ADRESSE :
COPRA le triangle 34000 Montpellier Tél. (67) 58.52.58

UNE VRAIE TERRASSE
FACE AU GOLFE DE STROPEZ

résidence LES BOSQUETS
à 500 m de la mer
de luxe investissement
STUDIOS 2 pièces
avec équipements au 1er étage
prix 5980 F

BUREAU DE VENTE
RUE DES BOSQUETS
FRAUCOURT 83100
Tél. (94) 65.39.30

Avoriaz

104.000 F de moins
sur votre deux pièces.

Investissez 234 000 F au lieu de 338 000 F pour devenir
propriétaire. Cette diminution consentie (50% environ) est
rendue possible notamment par la location de votre appartement
à une société de gestion qui le meublera et lui fournira, au
moment de l'achat, de 9 ans de loyers.
Aucune charge à payer pendant 9 ans. Pas d'apport person-
nel, 5 semaines par an à Avoriaz. Echange avec d'autres stations.
* Plus d'un 2 pièces meublé, 6° étage des "Néiges".
côte Est de Chavannaz.

Bon pour une documentation gratuite.
Nom :
Prénoms :
Adresse :
Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris - Tél. 1265.18.64.

ÉTRANGER

Au Soleil! Costa Brava
PROFITEZ de la BAISSÉ de la PESETA.

- Terrain à partir de 28 500 F
- Studio avec garage 69 500 F
- Terrain avec annexe 10 m 79 000 F
- Villa à partir de 89 000 F
- Possibilité de crédit jusqu'à 80%



Pour tous renseignements, retourner ce bon à :
FUNDAMENTA S.A. PLAZA SAN PEDRO 4. ROSAS
GERONE-ESPAGNE. Tél. (19) 34.72.25.68.54.

NOM :
ADRESSE :

immobilier côtes de France
montagne

MEGEVE (Haute-Savoie)
DANS CHALETS NEUFS
T 2 45 m2 315.000 F - T 4 84 m2 550.000 F
PRIX PROMOTIONNELS
VALABLE JUSQU'AU 20 AVRIL 1980
Tél. (50) 38-15-52.

Il est évident que les masses des peuples latins ne peuvent exiger une abaissement double sans de l'indignité, des masses et les traditions politiques. Cela est évident dans les lacunes de l'histoire, l'absence d'instincts politiques peuvent être expliqués. Lorsque les masses politiques ont une base solide et que les masses d'une suite continue de la planification aussi difficile. Les masses être réduits à l'indignité — vendre les plans des patriotes — en faisant, leur contribution.

SALOU Espagne!
location et vente :
DUBOIS & Ed. MIRAMAR

مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ

DEVELOPPEMENT • SYCIE • WARSZAWY • EL MOUDJAHID • Magyar Nemzet • EL PAIS • JORNAL DO BRASIL • Frankfurter Rundschau •
LA STAMPA • ПОЛИТИКА • Die Presse • EXCELSIOR • INDIAN EXPRESS • Le Monde • DAWN • le soleil •



Supplément mondial pour un nouvel ordre économique international

« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement... »
(Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1^{er} mai 1974 par la Soixante-septième assemblée spéciale des Nations unies.)

INFORMATION ET DÉVELOPPEMENT

COMMENT réduire l'inégalité entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde dans le domaine de l'information, devenu partout un enjeu politique capital ? Comment libérer l'information des pouvoirs de l'argent et de la propagande ? Ce sont les questions auxquelles la commission McBride, composée de grands noms de la presse et de l'information mondiales, s'est efforcée de répondre dans le rapport qu'elle vient enfin de publier et qui fera l'objet de débats, sans doute passionnés, à Belgrade, l'automne prochain, lors de la vingt et unième conférence générale de l'UNESCO.

« Partout aujourd'hui, constate ce rapport dont « la Stampa » présente plus loin une analyse, se manifeste l'aspiration à un ordre social plus juste, plus démocratique, fondé sur le respect des droits fondamentaux de l'homme. Elle ne peut être satisfaite que par la compréhension et la tolérance qui dépendent largement d'une communication libre ouverte et équilibrée. »

« Les pays en développement, poursuit ce rapport, qui ont besoin de réduire leur dépendance, revendiquent un nouvel ordre de la communication, plus juste et plus équitable. Ils sont convaincus, en effet, qu'ils ne parviendront à conquérir leur pleine souveraineté économique et à vaincre leur sous-développement que s'ils ne dépendent plus des moyens de grande information sur lesquels les Occidentaux, et surtout les États-Unis, exercent aujourd'hui un quasi-monopole, et si ces moyens sont équitablement redistribués entre les pays de l'Ouest, de l'Est et du Sud. »

L'exigence d'un nouvel ordre de l'information suscite, en revanche, de vives méfiances dans un grand nombre de pays industrialisés de l'Ouest. Ceux-ci n'y voient qu'une tentative d'encadrer et d'étatiser les « mass media », risquant de priver les individus et les groupes d'une information libre. Personne, cependant, ne peut refuser aux pays en développement le droit de disposer des moyens de connaître les autres pays et de se faire connaître d'eux, sans passer par des intermédiaires du Nord, et qualifiés soient-ils. « Nous voulons entendre les Africains sur les événements en

Afrique, et donner l'explication des événements en Inde », déclarait, en juillet 1976, Mme Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, lors de la conférence de New-Delhi, visant à élaborer un statut du pool des agences des pays non alignés.

Tel est précisément le premier but du supplément « Un seul monde », donné à tous les participants, et particulièrement ceux du tiers-monde, comme d'ailleurs à toutes les organisations du système de l'ONU, la possibilité de publier dans tous les autres journaux du groupe leurs vues sur les différents aspects du nouvel ordre économique international. Celle-ci leur a permis d'échanger entre eux, sur un pied de parfaite égalité, et de totale indépendance les uns envers les autres, un large dialogue qu'ils ont la ferme volonté d'approfondir. Aujourd'hui, le dialogue s'ouvre sur le problème même de l'information.

Invités fin janvier à Belgrade par leur confrère « Politika », les directeurs de tous les quotidiens participant à ce supplément ont reconnu la grande importance de ce dialogue, si imparfait soit-il encore, qu'ils ont décidé l'année dernière d'engager entre leurs journaux, fondamentalement parce qu'il offre aux pays en développement pauvres en moyens de communication et d'expression une possibilité de se faire entendre dans le monde entier et en particulier dans les pays industrialisés, dont les opinions publiques et les « mass media », obsédés par leurs propres problèmes, ne s'intéressent guère à ceux du tiers-monde. C'est pourquoi ils ont décidé de poursuivre cette expérience une année encore, et accueilli parmi eux un nouveau membre, le journal grec « To Vima ». A l'occasion de cette rencontre, ils ont réaffirmé leur volonté de contribuer concrètement, par la publication du supplément, à l'instauration d'un ordre économique plus juste, plus solidaire et plus efficace, soulignant l'importance qu'ils attachent à leur collaboration professionnelle avec le système des Nations unies dans le cadre de ce supplément, et sont convenus de la nécessité d'accroître le caractère de dialogue auquel (ce dernier) doit tendre... »

JEAN SCHWOEBEL
coordonnateur.

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

Lever les barrières de la communication

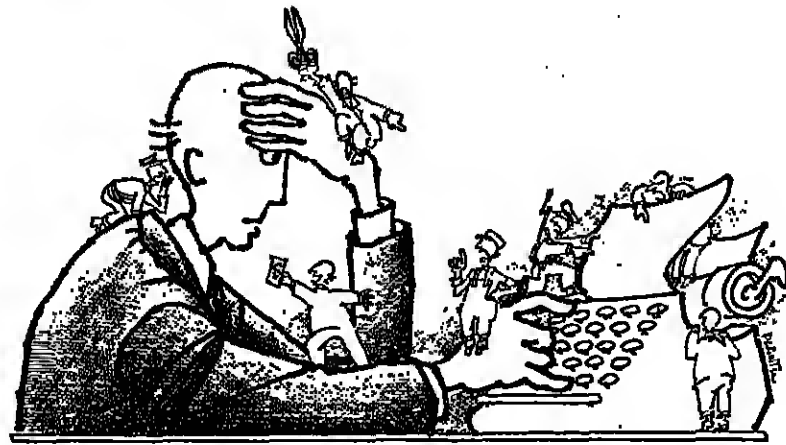
EN coopération avec les Nations unies et plusieurs institutions spécialisées du système des Nations unies, l'Unesco joue un rôle actif et important dans le domaine des communications. Parmi les problèmes de communication qui suscitent de graves inquiétudes, M. Makaminan Makagiansar, sous-directeur général pour la culture et la communication de l'Unesco, identifie dans cet article trois problèmes auxquels on devrait accorder davantage d'attention dans l'avenir.

C'est dans les années 70 que les problèmes de la communication ont véritablement surgi sur la scène internationale. Le nouvel ordre mondial qu'il s'agissait d'instaurer n'était plus

seulement un nouvel ordre économique : il s'agissait désormais aussi d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. Dans ce domaine aussi le tiers-monde présentait des revendications, entendait modifier des structures et des comportements sur la scène internationale. Mais c'est dans les pays eux-mêmes, et cela depuis beaucoup plus d'une décennie, que les transformations des systèmes, des moyens et des technologies intéressant la communication sont devenues une préoccupation constante des hommes politiques, des professionnels et des chercheurs.

MAKAMINAN MAKAGIANSAR.

(Lire la suite page 33.)



Dessin de PLANTU.

DAWN (Karachi)

Les médias doivent présenter les vœux des populations

LA plupart des pays du tiers-monde considèrent qu'il existe un lien indissoluble entre leur aspiration à un nouvel ordre économique international et le succès de leurs efforts de développement. Le processus de négociation Nord-Sud ne pourra aboutir à une situation plus équitable que si ces pays parviennent à faire comprendre leur point de vue, ce qui exige un nouvel ordre de l'information et une coopération accrue entre les médias du tiers-monde.

Il importe également qu'en accomplissant les tâches longtemps différées qui leur incombent dans les domaines de la rénovation sociale et de la redéfinition de leurs priorités, ces pays optimisent leur effort de développement, de manière à promouvoir le bien-être des peuples et à renforcer ainsi leurs arguments en faveur d'un ordre mondial plus équitable. Dans ce contexte, la structure et l'orientation des communications de masse peuvent être vitales.

Un triple rôle

Il est évident qu'une mobilisation massive des peuples pour le développement exige une libre circulation à double sens de l'information entre les masses et les responsables des politiques. Cela est essentiel pour combler les lacunes de l'information qui, en l'absence d'institutions représentatives, peuvent être assez considérables. Lorsque les structures gouvernementales ont une base politique étroite et que les responsables proviennent d'une élite occidentalisée, l'orientation de la planification devient elle aussi élitiste. Les médias peuvent alors être réduits à une fonction peu enviable — vendre aux plébéiens les plans des patriciens — et perdre ce faisant, leur crédibilité.

Pour contribuer à atteindre les buts

d'un pays en développement, les médias doivent s'attacher à jouer un triple rôle dans la formulation de ses politiques économiques. Premièrement, dépeindre le milieu socio-économique dans lequel le processus de planification intervient. Deuxièmement, favoriser une redéfinition et un reclassement des priorités en faisant connaître au gouvernement les vœux de la population. Troisièmement, remplir la fonction d'une force qui contrebalance l'action des groupes de pression et de tous ceux qui, pour défendre une position acquise, déforment les conceptions du gouvernement.

ZUBEIDA MUSTAFA.

(Lire la suite page 34.)

Frankfurter Rundschau (Frankfurt)

Le monde à travers les lunettes occidentales

IL y a quelque soixante-dix ans, un écrivain allemand, Hans Paasche, créait un personnage globe-trotter africain. Ce voyageur s'appelait Lukanga Mukara. Il envoyait de Berlin et des provinces allemandes des lettres imaginaires dans lesquelles il rapportait les coutumes de ce qui était alors l'empire germanique. Lukanga Mukara s'étonnait de voir les Européens manger et boire de façon normale (avalant sans la mâcher la nourriture, en l'arrosant simplement de liquide), mutiler leur visage selon certaines rituels, n'avoir jamais le temps, et vivre malheureux une vie trépidante, célébrer par d'interminables palabres certains hauts faits parmi lesquels il en était de totalement absurdes (le héros étant décoré de boutons de métal que l'on fixait à son vêtement), ou bien encore de les voir porter toujours on feutre sur la tête et emprisonner leurs pieds dans des poches de cuir qui les blessaient et les empêchaient presque de marcher.

Lukanga Mukara informait ainsi son roi resté dans l'île de Ukerewe, sur les rives du plus grand lac d'Afrique. Il écrivait à la manière des Européens auteurs de récits d'aventures, retournant le miroir dans lequel ces derniers observaient les « tribus exotiques », par cette démarche ethnocentrique qui en dit plus long sur l'auteur que sur son sujet.

Les lettres de Paasche (on de

Lukanga) sont encore aujourd'hui révélatrices. La plupart des stéréotypes dont il use dans un style parodique sont encore, soixante-dix ans plus tard, d'actualité. Dans les journaux et les livres scolaires, les feuilletons télévisés et les nouvelles d'agence, les modes de pensée européennes continuent de prévaloir.

En Allemagne, les médias n'ont eu,

Des êtres inférieurs

L'Afrique sub-saharienne reste, malgré le sous-développement et la pauvreté, le pays des nègres heureux, d'un peuple infantile, incapable d'assumer son indépendance. C'est du moins ce que pensent les lecteurs de la plupart des périodiques à grand tirage et que montrent beaucoup de films et d'émissions de télévision. Parfois, on laisse entendre qu'ils pourraient être encore cannibales. Certains destinations humoristiques aiment à les représenter avec un os humain dans les cheveux, ou en « nègres typiques » dansant autour d'un chaudron dans lequel un missionnaire blanc mijote.

Les exemples foisonnent — du terrible « Masere, noir comme le charbon et la pots » d'un livre pédagogique au style alambiqué pour enfants de moins de six ans, jusqu'aux publicités pour le café ou le chocolat.

KARL GROBE.

(Lire la suite page 34.)

pendant des années, que peu de choses à dire de l'Iran, en dehors des potins de palais dans lesquels, suivant le cours des événements, Soraya Esfandiary ou Farah Diba tenaient les rôles principaux. Parfois, l'Iran devenait « notre fournisseur de pétrole ». Rarement nous parvenaient des informations sur les bidonvilles du sud de Téhéran, la lutte des paysans pour leur survie, la révolte des intellectuels, les tortures de la SAVAK. Aussi la révolution iranienne prit-elle par surprise la plupart des Allemands, bien qu'ils aient pu, à l'occasion, trouver une information de première main dans certains journaux et périodiques de qualité.

Les mêmes exemples à peu près s'appliquent à l'Est. Ces barbares de Russes et de Polonais sont toujours agressifs, « des êtres inférieurs », disent les journaux de droite, et une série de télévisions ne parle que de péril rouge. (Aux États-Unis, en revanche, d'imbéciles bourreaux nazis continuent à monopoliser une bonne part des heures d'antenne réservées aux feuilletons.)

Ces stéréotypes sont produits et reproduits chaque jour. Tout ce qui est imprimé dans cet esprit se vend tous les jours, car une certaine catégorie d'acheteurs aime à lire ce qui répond à ses préjugés et à ce qu'ils attendent, et, le croira-t-on, les préjugés s'enracinent. Sombre tableau.

La famille Dangiri de Nairobi construit sa maison

EN dernière analyse, l'aide au développement n'est qu'un moyen de la vie des gens qui luttent également à leur façon pour améliorer leur condition. Il est rare que ces deux efforts se rejoignent directement. Quand c'est le cas, l'aide devient alors association.

Grace Dangiri et sa famille vivent dans une nouvelle mini-banlieue appelée Dandora aux abords de Nairobi, la ville au développement le plus rapide d'Afrique orientale. Comme leurs voisins, les Dangiri paient un modeste loyer au conseil municipal pour une petite parcelle de terrain, et économisent avec un groupe d'autres familles pour construire ensemble, une à une, leurs maisons. Dandora fait partie du projet de logement « terrain et services » parrainé par la Banque mondiale, destiné à six mille familles et conçu de la manière suivante : la municipalité fournit le terrain, tandis que la banque finance l'installation d'eau, d'électricité, de routes, et consent des prêts. L'UNICEF, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, se charge de l'équipement de centres sanitaires et de la formation d'agents communautaires. Les familles qui travaillent ensemble par groupe d'une vingtaine de familles, fournissent la main-d'œuvre et une certaine somme d'argent.

La construction de la nouvelle maison des Dangiri n'avance qu'à très faible allure, car elle dépend, en partie, de leurs ressources. La maison se compose de trois petites pièces en enfilade faites de briques, chacune comprenant une porte donnant sur l'extérieur, et, au bout, d'une cuisine plus petite encore. Grace Dangiri est impatiente de voir la maison familiale. Ce sera la première fois de sa vie qu'elle habitera dans une maison en dur recouverte d'un vrai toit. Mieux encore, les Dangiri pourront louer une

des chambres et alléger ainsi considérablement leur situation financière.

Il y a neuf ans, lors d'une année où les pluies s'étaient montrées rares et les récoltes mauvaises dans l'est du Kenya, Grace Dangiri avait quitté son village et pris l'autobus pour Nairobi, accompagnée de sa famille. « Chez moi, à Ukambani, raconte-t-elle, les gens ont de petites chambres (fermes). La terre y est aride et le sol épuisé. Mon mari était le quatrième fils de la seconde femme de son père. Alors il n'a reçu qu'une toute petite part de la shamba familiale, et ce n'était pas assez pour vivre là-bas. »

Comme d'innombrables autres familles poussées vers la ville par le manque de terre et par la pauvreté, les Dangiri s'étaient construits un abri de fortune à l'aide de cartons et de caisses d'emballage dans le quartier le plus misérable de Nairobi, Mathare Valley. Tous les matins, dès l'aube, Grace parcourait à pied plus de 3 kilomètres pour aller au marché central acheter des légumes qu'elle revendait ensuite dans les petites boutiques de Mathare Valley. M. Dangiri, charpentier, n'a jamais pu s'adapter à la vie urbaine. « Chaque jour, mon mari va chercher du travail. Quelquefois, il en trouve. Mais jamais pour longtemps », explique Grace. Comme la plupart des femmes kényanes des régions rurales, elle accepte son rôle de principal soutien de famille. En ville, elle a besoin d'argent pour acheter de quoi nourrir sept personnes (les Dangiri ont quatre fils et une fille) : elle ne peut plus, comme à la campagne, cultiver elle-même les produits nécessaires. A Dandora, elle doit aussi payer le loyer de la parcelle, rembourser le prêt consenti pour les matériaux de construction et verser une contribution mensuelle à la caisse commune du groupe de familles pour couvrir les menues dépenses sur le quartier. En plus de cela, il lui faut habiller sa famille.

cardiaques. Grace est sceptique, mais, en attendant l'ouverture du nouveau centre sanitaire de Dandora, il n'y a guère d'autre choix.

La construction du nouveau centre sanitaire de Dandora, situé à moins de 500 mètres de chez les Dangiri, a nécessité plus de temps encore que celle de leur maison, en raison de complications dues aux règlements de construction du conseil municipal. Le jour où enfin il fonctionnera pleinement, les perspectives de maladies seront moins menaçantes. Une large part de l'équipement pour les soins à la mère et à l'enfant proviendra de l'UNICEF, et, lorsque aura été mise en œuvre, en 1980, la campagne d'immunisation parrainée par l'O.M.S., les jeunes enfants de Grace, tout au moins, auront les moyens de résister aux maladies infantiles, qui ont si souvent une issue tragique. C'est ainsi que Grace a perdu sa dernière-née, il y a deux ans, à la suite d'une rougeole et d'une pneumonie. Elle avait parcouru à pied plus de 15 kilomètres pour chercher de l'aide chez des amis habitant à l'autre bout de la ville, mais il était trop tard.

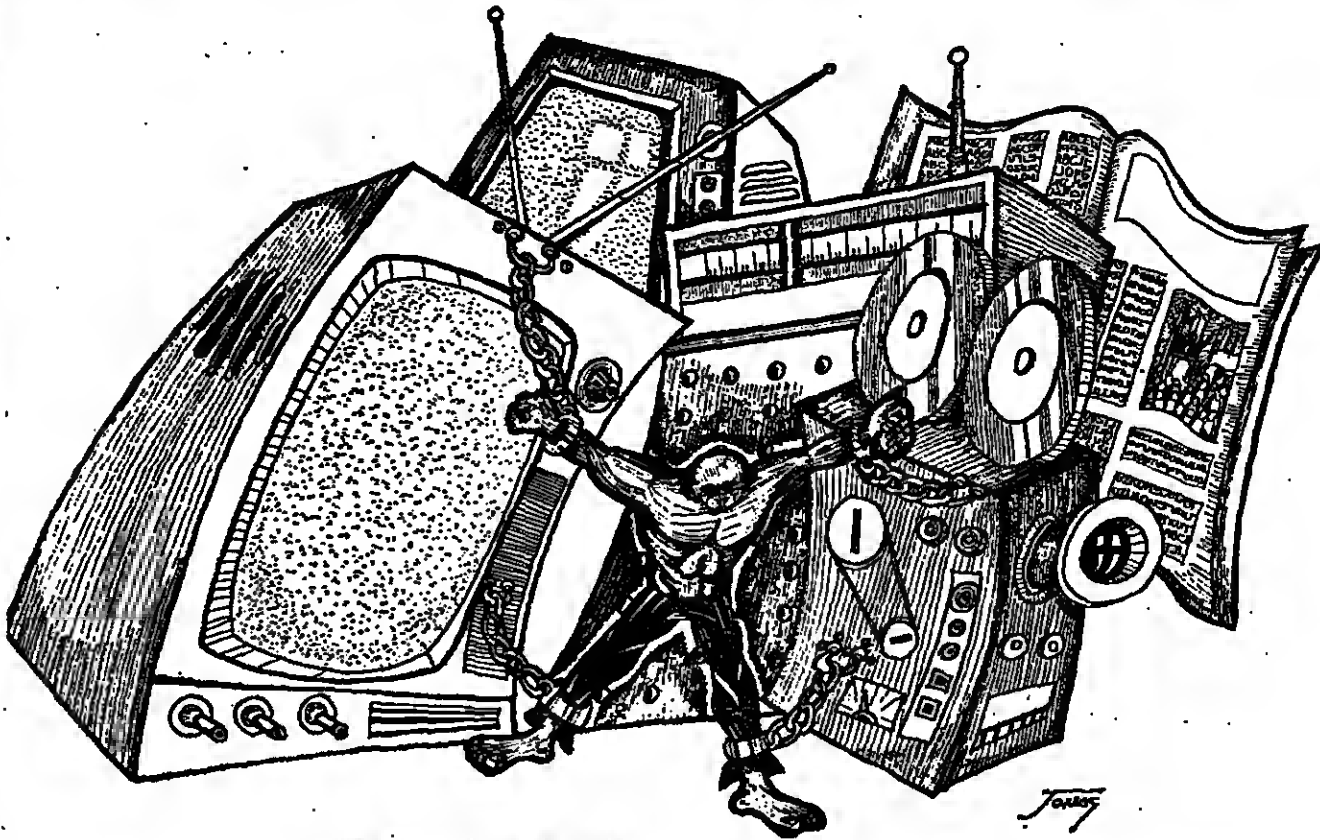
bution au Fonds des Nations unies pour l'enfance. En 1979, en l'honneur de l'Année internationale de l'enfant, ce fonds était destiné à « contribuer à assurer aux enfants une vie meilleure ». Chez les Dangiri, l'entraide et la générosité sont une façon de vivre. Grace et Nicholas ont passé une demi-matinée à couper de l'herbe pour gagner cet argent. En récompense de sa contribution, Nicholas a reçu un bel insigne, qu'il porte épinglé à son tricot.

L'eau et le « posho »

Tous les enfants aident aux tâches domestiques, en particulier Marietta, âgée de quatorze ans, qui va chercher l'eau à la fontaine communautaire — autre avantage, fort apprécié, prévu par les auteurs du projet de Dandora. Le principal problème est l'approvisionnement en combustible pour faire la cuisine. La plupart des gens ici utilisent du charbon de bois, mais Grace peut rarement se permettre d'en acheter. C'est ainsi que Marietta va régulièrement chercher du bois dans

conseil municipal et en faisant du jardinage en ville pour les grandes maisons. Une journée de travail lui rapporte en moyenne l'équivalent d'un dollar seulement. Ses frais pour le loyer et la construction de la maison s'élevant à 18 dollars par mois, il ne reste plus grand-chose pour la nourriture et le reste. Un sac de posho, qui dure une semaine, coûte 4 dollars. Grace possède maintenant un petit potager, qu'elle cultive et entretient avec l'aide de Marietta.

En dépit d'une vie difficile, les Dangiri sont des gens souriants, et Grace est une femme pleine de charme et de courage, qui s'efforce sans relâche de faire face aux difficultés. Les enfants jouent sur un tas de sable avec les voitures que leur fabrique George à l'aide de bouts de fil de fer ou ils jouent aux dames en se servant de vieilles capsules et d'un morceau de carton. Certes, il s'agit, sous bien des aspects, de personnes défavorisées et démunies ; mais leur vie n'est pas non plus dépourvue de richesse. Il y a, par exemple, la nouvelle maison dont ils



• Dessin extrait du Journal du Brésil.

Le projet de logement de Dandora

Lorsque le conseil municipal de Nairobi avait entrepris, vers le milieu des années 70, la mise en œuvre du projet de logements de Dandora, grâce au financement et à l'aide de la Banque mondiale, Grace Dangiri s'était immédiatement inscrite pour obtenir une parcelle et un prêt pour la construction de sa maison. Dandora offrait comme avantage supplémentaire la promesse d'une école primaire, d'un centre communautaire comprenant un jardin potager et un groupe d'entraide, d'un dispensaire et d'un marché où elle pourrait vendre ses produits, tous avantages qui n'existaient pas dans les quartiers de bidonvilles. Malheureusement, bien que les Dangiri aient reçu leur parcelle l'an dernier, ils sont presque les derniers à voir leur maison achevée. Les membres de chaque groupe participant à la construction d'une vingtaine de familles — sont censés bâtir tout à tour les maisons de chacun des membres, et continuer à verser leurs contributions jusqu'à ce que tous les logements soient achevés. Mais certains, dont les maisons sont déjà terminées, négligent de payer leur part. Ainsi, Grace a-t-elle des difficultés à finir sa maison, d'autant que le prix des cadres de portes et de la toiture ne fait qu'augmenter. Aidée des aides de ses enfants, elle a porté des sacs entiers de sable et de gravier destinés à la fabrication du mortier, parcourant à chaque fois plus de 2 kilomètres à travers la plaine, depuis la carrière la plus proche. En attendant, les Dangiri continuent à vivre dans l'abri provisoire fait de bouts de ferraille qu'ils s'étaient construits au moment de leur arrivée à Dandora. La pièce unique est pleine à craquer. Elle comprend trois lits à une place pour sept, quelques tabourets en guise de sièges et deux pans de tissu tendus à un fil de fer servant de rideaux.

Sur les murs de la chambre sans fenêtre, on a collé des pages de vieux magazines pour égayer un peu la cabane. Sous un des lits, on aperçoit une poule couvant ses œufs, et sous un autre des sacs de ciment destinés à la construction de la nouvelle maison. Un centre unique a accueilli la venue de M. Dangiri. Les autres membres de la famille disposent chacun, pour ranger leurs affaires, d'une petite corbeille suspendue à un clou au-dessus de leurs lits.

De ses deux fils aînés, Benedict, quinze ans, et George, douze ans, c'est de George que Grace est la plus satisfaite. « En voilà un qui est actif, toujours en train d'essayer de gagner quelques shillings à rapporter à la maison », George, comme beaucoup de garçons des quartiers pauvres de Nairobi, se passionne pour les voitures. Il traîne souvent du côté des ruelles où des mécaniciens improvisés répareraient les moteurs à l'aide de pièces récupérées dans les décharges de la ville. Il aide aux réparations, par exemple, en tenant la clé à molette. Son rêve est de conduire un jour un taxi, un de ces taxis communautaires dont les rues de Nairobi sont pleines.

Ni Benedict ni George n'ont jamais

fréquenté de véritable école primaire, mais depuis l'arrivée de leur famille à Dandora, ils ont été placés dans une école spéciale appelée *Undugu* (ce qui signifie « fraternité »), dirigée par un prêtre catholique et bénéficiant du soutien de nombreuses agences bénévoles. L'école reçoit les enfants inadaptés, trop âgés et trop en retard pour être inscrits à l'école primaire de Dandora, et souvent livrés à eux-mêmes dans les rues de Nairobi. Benedict, qui a sept ans et est de santé faible, s'efforce tant bien que mal d'apprendre à lire et à écrire.

« Mon fils me donne bien du souci, car il est toujours malade, raconte Grace. Il souffre de la poitrine et tousse beaucoup. » Comme les services médicaux sont gratuits au Kenya, Grace n'est restée un jour avec Benedict à l'hôpital Kenyatta, situé de l'autre côté de la ville. L'aller et retour en autobus coûte 6 shillings (0,90 dollar environ). Après avoir attendu toute la journée, ils ont été priés de revenir le lendemain pour voir le spécialiste. Mais Grace n'avait plus de quoi payer un deuxième trajet et elle a perdu courage. Depuis, elle échappe parfois pour Benedict quelques gouttes d'une espèce de mélange stupéfiant chez le charlatan du coin, qui prétend tout guérir, des rhumatismes aux troubles

Les services de santé ne sont pas les seuls qui offrent aux jeunes Dangiri une meilleure chance dans la vie. Le cadet de la famille s'appelle Kariyoki, ce qui, en langue kikamba, signifie « celui qui reste en arrière » ; puis il y a Nicholas, six ans et demi. Cette année, Nicholas a commencé l'école primaire, dans le nouveau bâtiment situé juste en face de la maison des Dangiri. Les cours sont gratuits, mais il faut tout de même de l'argent pour l'uniforme, les crayons et diverses autres dépenses. Ce sont les prêtres de l'école *Undugu* qui ont acheté à Nicholas son uniforme et son cartable vert. Mais il a lui-même aidé sa mère à gagner ses 50 centimes de contri-

but à la nouvelle communauté de Dandora. Ils ont progressivement accès à toute une série de services sociaux, soutenus par l'aide gouvernementale et extérieure. Or les avantages que ceux-ci leur confèrent transforment peu à peu la vie de Grace Dangiri et de ses enfants. Bien évidemment, si l'on dispose de ressources nationales et d'une aide internationale plus importantes, cette transformation pourrait s'opérer plus rapidement.

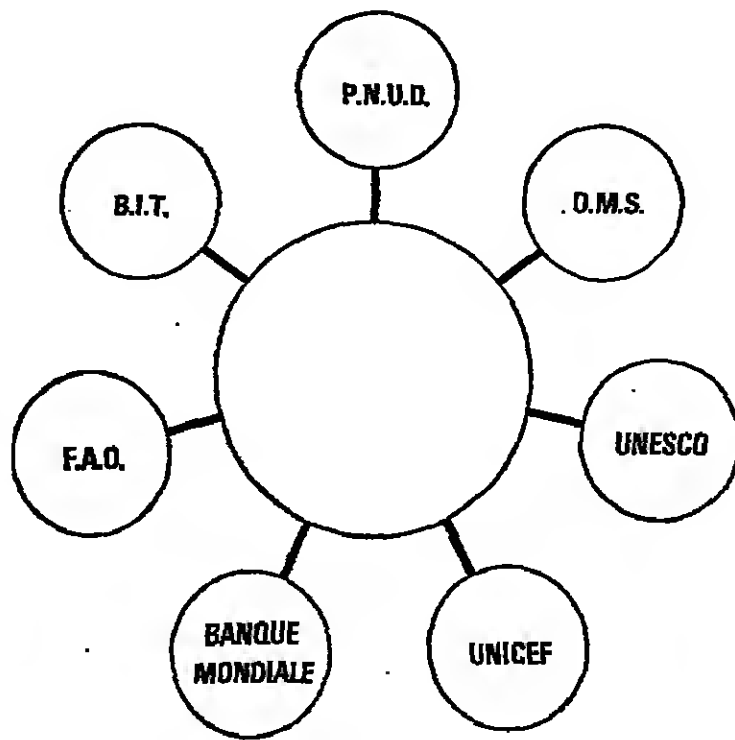
Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

MAGGIE BLACK.

L'aide du système des Nations unies

La famille Dangiri de Dandora, comme beaucoup d'autres familles rurales et urbaines pauvres du Kenya et d'autres pays du tiers-monde, bénéficie directement de l'aide fournie par un certain nombre d'agences multilatérales et indirectement de l'aide apportée par certaines autres (voir tableau ci-contre). Du fait que les agences de l'ONU soutiennent principalement le développement et l'expansion de services gouvernementaux et fournissent formation, assistance technique et équipement au personnel et à la direction gouvernementaux (et non en assurant elles-mêmes les services), il n'existe pratiquement aucun lien direct entre une famille comme les Dangiri et les programmes locaux de la plupart des agences internationales de l'ONU. Toutes les agences de financement, qu'elles fassent partie de l'ONU ou qu'elles soient bilatérales ou bénévoles, sont généralement séparées par un, voire deux échelons, des personnes qui bénéficient de leur aide.

Le tableau ci-contre fournit quelques exemples des liens directs et indirects existant entre certaines des principales agences de l'ONU et une famille comme celle des Dangiri : PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). — Soutien au bureau des femmes du ministère du logement et des services sociaux. Le bureau des femmes



consent des prêts à des groupements féminins entreprenant des activités lucratives, comme c'est le cas à Dandora par exemple.

B.I.T. — Étude, en 1972, sur l'emploi au Kenya : par conséquent, reconnaissance, actuellement, au Kenya de la nécessité d'assurer davantage d'emplois aux travailleurs urbains pauvres et ruraux, tels que M. Dangiri.

O.M.S. — Programme d'immunisation générale des enfants et des nourrissons à l'échelle nationale, entreprise dès 1980 à Nairobi ; promotion de centres sanitaires ruraux et aide à leur planification.

F.A.O. — Le « Programme pour une meilleure vie familiale » enseigne des principes de nutrition et d'éducation aux mères dans des régions urbaines pauvres et rurales.

UNESCO. — Aide au ministère de l'éducation pour l'établissement et le fonctionnement de l'Institut de Technologie où les jeunes reçoivent une formation de mécaniciens, etc.

BANQUE MONDIALE. — Projets de logement « terrain et services » pour relever les conditions de vie dans les quartiers de bidonvilles à Nairobi, contribution financière et technique à Dandora.

UNICEF. — Soutien aux services de développement communautaire, en particulier à l'éducation nutritionnelle aux groupements féminins et aux services sanitaires pour la mère et l'enfant.

A l'heure où s'ouvre l'Année internationale de l'enfant, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé une campagne internationale pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

La nouvelle campagne vise à sensibiliser le public sur les problèmes de l'enfance et à encourager les gouvernements à prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Accueil

Plus de 100 millions de personnes dans le monde ont été touchées par la crise alimentaire. Les Nations unies ont lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance a également lancé une campagne pour attirer l'attention sur les besoins des enfants dans le monde entier.

Plus que jamais, il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la situation des enfants dans le monde entier.

INTERNATIONALES

Objectifs pour la nouvelle Décennie de développement

A l'heure où s'élabore, dans le cadre des Nations unies, une stratégie internationale en vue de la troisième Décennie pour le développement (1981-1990), le directeur général du Bureau international du travail, M. Francis Blanchard, expose dans l'article ci-dessous les objectifs jugés prioritaires par l'Organisation internationale du travail.

Une nouvelle Décennie pour le développement. Quelle importance ? demandent les sceptiques. Est-il besoin de rappeler que, pour des millions de gens sur notre terre, dix ans représentent le tiers de leur vie active ?

En effet, dans nombre de pays en développement, l'espérance de vie ne dépasse guère quarante ans. Elle est tout juste égale ou même inférieure à ce seuil pour la plupart — à l'exception d'une dizaine seulement — des trente-sept pays les plus pauvres du globe.

La le jeune homme ou la jeune femme ayant commencé à travailler en 1960, au début de ce qui fut appelé la première Décennie pour le développement, n'a que peu de chances de voir l'aube de la quatrième.

Accentuer la lutte contre la pauvreté

Face à ce bilan, qu'est-on en droit d'espérer de la troisième Décennie pour le développement, celle des années 80 ? Devant les périls, la communauté internationale semble résolue à mener d'urgence la tâche ardue qui consiste à élaborer une nouvelle stratégie, dont il faut espérer qu'elle sera bien plus qu'un catalogue d'aspirations et de vœux pieux. L'assemblée générale s'y emploie.

Plus que jamais, il importe, au cours des années 80, de réaliser une synthèse des objectifs essentiels de croissance et des exigences de justice sociale.

« La pauvreté, où elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous », affirme la constitution de l'O.I.T. Cela n'a jamais été plus vrai que dans le monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi l'O.I.T. accentue sa lutte contre la pauvreté. A cet effet, elle encourage les gouvernements à fixer clairement, dans le cadre de leurs plans de développement, des objectifs précis de création d'emplois productifs. Elle plaide pour une politique vigoureuse de la main-d'œuvre et de la formation professionnelle, plus nécessaire que jamais, répondant non seulement aux besoins découlant de l'introduction de technologies nouvelles, mais aussi aux besoins du monde rural, à ceux des petites entreprises, qu'il convient de soutenir et de multiplier. Dans les mêmes perspectives, il faut désormais s'attacher avec énergie à réguler les relations douloureuses et exploitantes qui surgissent dans ce qu'il est convenu d'appeler le secteur non structuré, ou informel, qui est celui des catégories plus ou moins marginalisées, à la périphérie des grandes concentrations urbaines ou dans les zones rurales sous-développées. Il est urgent de se persuader de l'absolue nécessité de relever le niveau des plus pauvres.

Loin de s'en remettre en tout à l'Etat et aux pouvoirs publics, il faut résolument jouer la carte d'une participation des populations aux tâches de développement. A cet égard, les gouvernements ont le devoir de favoriser la création ou le renforcement d'orga-

A qui la faute ? Ceux qui jugent sévèrement les résultats des deux Décennies écoulées n'ont peut-être pas tort. Les années 60 ont privilégié l'objectif de croissance économique en ignorant la dimension sociale du développement. Contrairement aux prévisions, les fruits de cette croissance n'ont pas atteint les couches les plus pauvres de la population.

Certes, la stratégie proposée pour la deuxième Décennie, couvrant les années 70, a été corrigée et fortement marquée par le souci de lier progrès économique et justice sociale, mais là encore le bilan montre l'écart considérable entre les résultats escomptés et la réalité.

Ainsi donc, au moment où débute la troisième Décennie de développement, la misère n'a pas reculé, bien au contraire. Si les taux de natalité ont baissé dans quelques pays, l'accroissement démographique se poursuit. Des emplois sont créés, mais à un rythme trop faible au regard du milliard d'emplois que, selon les experts du B.I.T., il faudrait créer, avant la fin du siècle, pour éliminer chômage et sous-emploi.

nisations professionnelles libres et indépendantes d'employeurs et de travailleurs, mais aussi de groupements tels que les coopératives, les travailleurs sociaux et autres.

Mais, pour vigoureuse que soit l'action menée au plan national, il devient vital qu'elle soit soutenue par des mesures arrêtées au plan international. C'est là l'objet du débat qui se poursuit depuis plusieurs années sur le thème du nouvel ordre économique international, débat difficile s'il en est. Si chacun accepte le principe et l'instauration progressive d'un nouvel ordre économique plus équitable, de graves interrogations demeurent sur l'évolution des rapports entre les pays industrialisés et les autres.

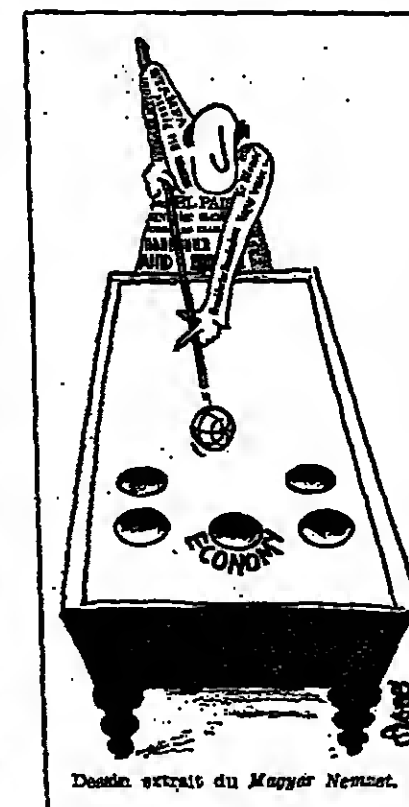
Au-delà du fardeau écrasant que font peser sur les premiers les dépenses d'armement et les effets de la récession économique, et au-delà des difficultés que la sous-développement et la misère infligent aux seconds, c'est la compétition internationale qui, devenant sévère, altère les relations économiques et commerciales, d'autre part affectées par le désordre monétaire. Il faut éviter à tout prix que le processus de développement ne soit remis en cause par, d'un côté, la tentation du protectionnisme et, de l'autre, le risque d'une compétition poursuivie à l'im-

« Les stratégies de développement devraient incorporer des politiques de la communication conformes au diagnostic des besoins ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre des priorités retenues. Dans ce contexte, la communication doit être considérée comme un élément fondamental du développement, un vecteur qui permet d'assurer une participation politique réelle à la prise de décisions, une base d'information centrale pour la définition des grandes options et un instrument favorisant la prise de conscience des priorités nationales (...). » (Extrait du rapport final de la commission McBride)

porte quel prix, y compris au prix des souffrances et de la liberté des hommes et des femmes. L'O.I.T. a, pour sa part, pris position contre le protectionnisme, pour le développement des échanges, mais aussi pour le respect des droits des travailleurs et la sauvegarde de leurs intérêts.

Les dernières conférences réunies par l'O.I.T. ont clairement fait apparaître la nécessité de mesures d'adaptation économiques et sociales dans les pays industrialisés.

S'agissant des pays en développement, il est significatif de constater qu'ils portent un intérêt croissant aux programmes concrets que l'Organisation propose en vue de stimuler à la fois le développement de l'appareil industriel, et le développement rural.



Alors qu'au lendemain du dernier conflit mondial le mot « développement » s'appliquait dans beaucoup d'esprits, au sein même des pays dits « développés », il est clair qu'aujourd'hui il recouvre une réalité nouvelle en ce sens qu'il comporte des obligations pour l'ensemble des pays qui composent la communauté internationale. Aucun d'entre eux ne peut échapper à l'effort essentiel qui doit être le sien sur le plan interne, mais aucun ne peut échapper ni aux conséquences de l'ordre international qui, au-delà des textes et des résolutions, se modifie si rapidement sous nos yeux, ni aux obligations qui découlent de l'étroite et nécessaire collaboration sur laquelle devraient, pour le meilleur ou pour le pire, reposer les relations internationales.

Mais aucun progrès sensible ne pourra s'accomplir si l'opinion publique ne parvient pas à avoir une claire perception des problèmes et de la nécessité de les aborder avec la volonté requise et dans un esprit de solidarité non plus verbale mais réelle.

FRANCIS BLANCHARD, directeur du B.I.T.

LE RAPPORT McBRIDE

LA STAMPA (Turin)

Un compromis sur la voie d'une meilleure compréhension mondiale des problèmes d'information

A PRES deux années de débats, convenus par toutes sortes de dissensions politiques et idéologiques, la Commission internationale d'étude des problèmes de communication, parrainée par l'UNESCO, plus connue sous le nom de commission McBride, a enfin remis le rapport longtemps attendu qu'elle a rédigé sur le rôle de l'information dans le monde.

L'homme de la rue sera, à juste titre, surpris de voir combien il aura fallu de temps et d'efforts avant de parvenir à un accord sur l'un des principes de base et l'une des exigences de notre époque, à savoir que chacun de nous doit pouvoir s'exprimer librement et avoir accès à une information complète.

Cependant, nous le savons, les choses simples peuvent souvent devenir extrêmement compliquées. Ainsi le citoyen moyen qui lit la presse, écoute la radio et regarde la télévision trouvera étrange et pour le moins déconcertant que le document de deux cent quatre-vingt-deux pages auquel ont travaillé seize spécialistes sous la direction de M. Sean McBride, ancien ministre irlandais des affaires étrangères et lauréat des prix Nobel et Lénine de la paix, n'offre pas de réponses nettes aux principales questions qu'il est censé traiter.

Quel que soit l'angle sous lequel on le considère, ce rapport a un caractère de compromis ; et, parce que les compromis ont toujours un double visage, ils satisfont et déplaisent en même temps. C'est l'image de l'optimisme et du pessimisme qui regardent le même verre à moitié rempli d'eau : le premier le dira à moitié plein, le second à moitié vide.

Mais revenons en arrière et essayons de voir quelles sont les questions qui se posent, et, en premier lieu, « Qu'est-ce que la communication ? » Selon les conclusions du rapport, « ce peut être aussi bien un instrument de pouvoir qu'une arme révolutionnaire, un produit commercial ou un moyen d'éducation ». Quatre facettes d'un même concept qui en soulignent la diversité et mettent l'accent sur la difficulté, et même l'impossibilité, où l'on se trouve de parvenir à une application universelle de modèles préconçus.

Ici, trois écoles de pensée s'opposent. Le modèle dit « occidental » réalise une diffusion intégrale de l'information, que cette dernière soit, ou non, « utile », qu'elle émane de groupes de pression ou se révèle même nuisible. Tel est le dilemme qui nous vient d'Italie, où la presse a été critiquée pour avoir imprimé les « bulletins de guerre » diffusés par les Brigades rouges et autres organisations terroristes clandestines. Pour l'école « occidentale », ces informations, qui constituent un appel à la violence et visent à la désintégration de la société, sont malheureusement des informations « légitimes ».

L'école « socialiste » a pour objectif premier la défense de la cause socialiste, l'exaltation de ses réalisations dans le domaine de la coopération internationale entre les peuples et les nations. C'est un modèle où les opinions dissidentes, parce qu'elles sont considérées comme « non constructives », n'ont pas leur place. L'école « tiers-mondiste », enfin, considère l'information comme facteur de développement national et de réalisation de soi ; c'est un modèle où la critique, là non plus, « ne doit pas jouer ».

Vingt-quatre propositions

Ce classement sommaire aide à saisir la portée de l'objectif que s'est fixé la commission McBride. Ses vingt-quatre propositions pour la création d'un « nouvel ordre mondial de la communication », sorte de grande charte éthique de l'information, visent à l'établissement d'un terrain d'entente dans ce domaine contesté de la liberté de la presse. En résumé, le rapport condamne toute forme de censure ou de contrôle arbitraire concernant l'accès à l'information et sa circulation, il appelle la presse de tous les pays à « soutenir la juste cause des peuples qui luttent pour la liberté et l'indépendance, pour le droit de vivre en paix, sans ingérence extérieure », il enjoint toutes les nations à mettre en place leurs propres réseaux nationaux d'information afin d'éviter le danger que représente une information « manipulée » de l'étranger.

« Ces objectifs ne pourront être atteints que dans un climat de compréhension et de solidarité que contribueront en grande partie à créer des communications libres, ouvertes et équilibrées », poursuit le document. Tout le monde sera d'accord sur ce point : le texte pourtant édulcoré de la déclaration a cependant suscité quelques réserves officielles. Concer-

nant la censure, Sergei Losev, directeur général de l'Agence de presse soviétique Tass et membre de la commission, écrit en effet que « le problème est affaire de législation nationale et doit être résolu dans le cadre légal de chaque pays qui devra prendre en considération ses intérêts nationaux ».

Ainsi réapparaît le cercle vicieux : les interventions gouvernementales sous toutes leurs formes, flanquées de la main de la censure, resurgissent par la fenêtre. Il en est de même de la demande de limitation des concentrations et du monopole de la radiodiffusion dans le monde, du libre accès aux sources d'information, « condition indispensable pour réaliser un répertoire exact, fidèle et équilibré », autant de problèmes qui risquent d'en rester au stade stérile des déclarations de principe.

Abstraction faite de ses insuffisances patentées, le rapport McBride constitue, néanmoins, un grand pas en avant sur la voie d'une meilleure compréhension internationale. Il sera débattu, peut-être réécrit lors de la conférence de l'UNESCO prévue pour l'automne à Belgrade. L'objectif est noble ; mais la nature humaine, malheureusement, a souvent ses faiblesses.

PIERO DE GARZAROLI.

Lever les barrières de la communication

(Suite de la page 31.)

Graduellement, l'accent a été mis sur les déformations et distorsions intervenant dans la circulation internationale des nouvelles et des messages, sur le déséquilibre et le manque de réciprocité dans les échanges d'informations et de produits culturels sur les conséquences inévitables néfastes de la doctrine de « free flow » entre partenaires très inégaux. La revendication simultanée pour les « deux ordres » est partie d'un même processus : celui de l'aspiration des peuples à l'indépendance, au développement endogène et à l'identité culturelle. Il ne s'agissait de rien moins que de repenser, de remodeler, de renouveler, et de développer la communication sociale dans son sens le plus large en tant que processus socio-culturel d'échange des messages par signes et symboles entre les nations.

Peu à peu, la conjugaison des effets est parvenue à mettre en relation les pratiques nationales et internationales de la communication : il n'est pas possible de résoudre les problèmes nationaux, si les conditions sur le plan international ne sont pas modifiées. Si les pratiques de communication au sein des pays restent centralisées, verticales, orientées essentiellement du haut vers le bas, au service des privilégiés, il n'est pas possible d'aboutir à des échanges internationaux qui seraient au bénéfice des populations, du progrès social et de la paix mon-

diale. Si la communication entre les centres et la périphérie nationale reste aussi précaire qu'elle l'est encore aujourd'hui, comment aboutir à un renouvellement des liaisons entre les métropoles et la soi-disant périphérie du monde ?

Il ne s'agit pas seulement de transférer les technologies et quelques moyens financiers vers les pays pauvres, afin d'y renforcer des infrastructures de communication ; encore faut-il que tous les partenaires — dans tous les systèmes socio-politiques et à tous les niveaux du développement — remettent en cause et repensent leurs attitudes et leur comportement, leurs réactions ethnocentriques et toutes sortes de distorsions dont ils sont, parfois involontairement, responsables, et qui traduisent des situations d'inégalité et de domination. A ce prix seulement, pourra-t-on agir efficacement au niveau mondial.

Mais la communication humaine n'est pas seulement un phénomène social, ni l'information le simple produit de cet échange entre les individus ou les communautés. L'information est aussi, nous nous en rendons compte de plus en plus, une ressource répondant à certaines caractéristiques. C'est une ressource renouvelable à satiété, une ressource dont l'abondance accrue s'annonce pour les décennies à venir. Une ressource aussi indispensable à la satisfaction des besoins humains immatériels — tels que la liberté, l'indépendance dans la dignité, la prise de conscience et le

respect de l'identité culturelle, la « self-reliance » et la participation à la vie publique — qu'un processus de libération des contraintes matérielles (et aussi vitales que celles qui ont trait aux carences, à la famine et à la pauvreté, aux maladies, à la mortalité infantile, etc.). Au-delà de la circulation des informations politiques ou des produits culturels, il s'agit tout autant des informations et données économiques, sociales, scientifiques, technologiques, éducatives, démographiques et autres, qui permettent la définition d'une stratégie pour la prise des décisions à tous les niveaux. Plusieurs obstacles se dressent sur la voie de cette répartition plus équitable. Les deux principaux problèmes sont, en bref, les suivants : d'une part, les inégalités dans la répartition des moyens et des ressources à l'intérieur des pays et entre eux, en particulier entre les pays industrialisés et les autres ; d'autre part, les disparités du point de vue du contenu, entre les informations et d'un domaine à l'autre. C'est ici, me paraît-il, qu'il faudrait mettre en relief un aspect particulièrement : l'insadaptation des informations à certains pays, compte tenu de leur identité culturelle et de leur droit à l'indépendance.

En effet, l'information superficielle, éphémère, sensationnelle et redondante, menace l'identité culturelle et sa circulation n'obtient souvent qu'à des impératifs commerciaux. Pourtant, de nombreux avocats de la doctrine du « free flow » sous sa forme dépas-

sée, ne semblent concernés que par l'information futile. En revanche, l'esprit ne peut que gagner à l'échange de la véritable information, dont dépend le progrès de l'humanité. L'identité culturelle n'est pas, en effet, menacée par les informations utiles ou nobles que sont les données de la recherche et, d'une manière générale, les connaissances scientifiques, techniques, économiques et artistiques. C'est là, pourtant, que la libre circulation est le plus réduite, sans que les défenseurs de la liberté de l'information s'en soucient particulièrement. Dans

ce domaine, l'équilibre consisterait à soutenir l'échange dans ces secteurs et à ne pas garder l'information la plus précieuse au bénéfice de quelques-uns. Là encore, nous sommes loin d'une situation satisfaisante : la tentation de garder le monopole sur certains contenus n'est que trop évidente.

Ou ne saurait oublier que les appels en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre mondial de la communication trouvent une de leurs origines essentielles dans le fossé qui sépare les pays nazis du reste de l'humanité.

Créer des conditions de réciprocité

Les disparités constatées se vérifient tout autant au niveau des échanges qu'à celui des moyens. Fait rarement invoqué, ces inégalités affectent pas exclusivement les pays qui luttent pour leur développement : on les retrouve dans — et entre — les pays de tout bord. Il suffit de penser aux groupes ethniques, raciaux et communautaires tenus à l'écart de la communication ou qui n'y ont pas un plein accès, sous toutes les latitudes. Il est bien connu que les systèmes et procédures d'information peuvent grandement contribuer à répandre la vérité et à encourager le sens critique, tout autant qu'à masquer et déformer la vérité, à manipuler et à modeler les opinions. Il suffit aussi de penser que les technologies les plus avancées, comme les satellites de télécommunications, l'informatic et la mise sur ordinateurs des données peuvent conduire soit à une centralisation et une bureaucratisation très poussées, soit à une décentralisation des pou-

voirs et une participation accrue des citoyens dans les processus de prise de décision. En d'autres termes, en dépit de tous les progrès réalisés, la pratique de la communication contribue aujourd'hui trop souvent à maintenir des barrières entre les groupes sociaux, les nations, les peuples et les pays.

C'est dans ce contexte très large que l'on s'oriente de plus en plus pour rechercher une démocratisation de la communication. Notion complexe : il s'agit non seulement de réduire les inégalités et des privilèges, mais aussi de multiplier la diversité d'information : il s'agit de créer des conditions de réciprocité dans la circulation des nouvelles, mais aussi d'élargir et de libérer l'accès aux sources ; il s'agit de renforcer l'autodépendance des médias, mais aussi d'encourager une participation plus réelle au processus de communication et de prise de décision.

MAKAMINAN MAKAGIANSAR.

EL MOUDJAHID (Alger)

Une tâche prioritaire et plus qu'ardue

Au risque de nous voir reprocher de «ressasser des lieux communs», nous croyons utile, des l'abord, de rappeler quelques vérités qui, pour être élémentaires, n'en sont pas moins trop souvent ignorées, voire dissimulées. La première d'entre elles est que l'instauration du nouvel ordre économique exige, entre autres, une transformation profonde des mentalités, notamment dans l'opinion publique des pays développés; que cette transformation ne saurait être spontanée et qu'elle ne peut résulter que d'un travail opiniâtre d'information, d'explication et de persuasion auquel les mass media doivent prendre une part majeure. Il s'agit, en effet, de détruire des mythes solidement établis depuis parfois des siècles, surtout dans la foule de l'époque coloniale; il s'agit également de dénoncer des injustices aussi nombreuses que soigneusement cachées par le voile de l'hypocrisie. Il s'agit enfin de convaincre les hommes et les femmes de ce monde — et d'abord les plus favorisés — de la nécessité de faire montre concrètement d'un esprit de solidarité commandé par l'unité de destin des populations de la planète.

Pour un organisme de coopération multilatérale

Ce déséquilibre frappant dans l'information est de plus en plus perçu comme un obstacle important à l'établissement du nouvel ordre économique international. C'est en ce sens que, notamment depuis la dixième session de sa conférence générale à Nairobi en 1978, l'UNESCO, sous l'impulsion des pays en voie de développement, s'est préoccupé de parvenir à un nouvel ordre mondial de l'information, «corollaire et partie inté-

« Mass media et nouvel ordre mondial » sera le thème du 24 au 28 août, au château de Lauberitz près de Sainte-Foy (Gironde), des travaux de l'Institut Pléiades mondialiste. Une de ses rencontres et de discussions sur les thèmes et projets mondialistes. Les prix Nobel Sean Mac Bride et Lord Philip Noel-Baker participeront à ces travaux. Adressez la correspondance à Citoyens du monde, 15, rue Victor-Duray, 75015 Paris.

Le second constat est que l'ordre actuel de l'information mondiale rend quasiment impossible, pour le moins très illusoire, l'accomplissement de cette tâche prioritaire. Sans vouloir relancer une polémique notoire, il faut dire néanmoins que l'information demeure un quasi-monopole de quelques grandes agences «multinationales» de l'Occident, qui fournissent le plus souvent pour soutenir les desseins impérialistes et les privilèges iniques des nantis, tandis que les pays en voie de développement sont forcés de se contenter d'une part extrêmement congrue dans les échanges. Quelques chiffres le démontrent: une quarantaine de pays en voie de développement ne possèdent pas d'agences d'information; 20 pays africains (près de la moitié de ceux du continent) n'ont pas la télévision; les pays développés, qui représentent environ le tiers de la population mondiale, disposent de 83 % des récepteurs de radio et de 90 % des téléviseurs; les journaux des pays en voie de développement — les deux tiers de la population mondiale — ont un tirage qui n'atteint pas 15 % de l'ensemble des tirages des organes de presse du monde entier.

grante du nouvel ordre économique international », comme l'a souligné M. M'bow. Il va sans dire que les pays non alignés, en particulier à Lomé en avril 1979 et au sommet de la Havane en septembre 1979, n'ont pas manqué de réclamer avec insistance des actions concrètes pour la promotion de ce nouvel ordre de l'information qui apparaît toujours davantage comme une condition essentielle pour l'instauration d'une plus grande justice dans les rapports mondiaux.

Il faut inscrire dans ce contexte l'adoption par l'UNESCO, en novembre 1978, de sa déclaration sur l'information et la coopération d'une «conférence intergouvernementale de planification en vue de définir un mécanisme institutionnel de consultation systématique sur les activités, les besoins et les programmes relatifs au

développement des communications», laquelle doit se tenir le mois prochain, du 14 au 21 avril à Paris. La tâche est ardue, plus qu'ardue. Non seulement du fait de la complexité même du problème, mais aussi et peut-être surtout parce que les réticences sont énormes du côté des privilégiés à changer une situation qui leur est scandaleusement favorable et qui leur permet toutes les manipulations à l'échelle du globe.

Pour leur part, les pays non alignés, qui s'identifient pratiquement avec les pays en voie de développement, ont élaboré un projet concret pour la création d'un tel mécanisme international destiné à rééquilibrer l'information et les communications, projet qu'ils comptent soumettre à la conférence intergouvernementale. L'idée est de créer un organisme disposant effectivement des compétences et des moyens de remplir sa mission dans le cadre d'une coopération multilatérale fructueuse, placée sous l'égide des organisations internationales et en particulier de l'UNESCO.

Mais il ne faut pas se laisser de nombreuses oppositions se manifestent envers ce projet de la part des pays développés, et la preuve en a été faite lors d'une rencontre préparatoire d'experts qui a eu lieu au début de novembre 1979 à Washington. Bien qu'étant soutenu par tous les experts originaires des pays non alignés et, avec quelques réserves, par les experts des pays socialistes et de quelques pays occidentaux, le projet des non-alignés, présenté par l'ambassadeur tunisien Masmoudi, s'est heurté à un refus acharné de la part des représentants de certains États d'Occident, et en premier lieu des États-Unis, ce qui a empêché tout consensus.

C'est une évidence que la prochaine conférence intergouvernementale revêtira une grande importance pour l'accomplissement de projets concrets en vue du nouvel ordre mondial de l'information. Le choix lui sera donné de créer un instrument réellement efficace en approuvant les idées contenues dans le projet des non-alignés, ou, victime de manœuvres aisément prévisibles, de se cantonner dans des demi-mesures qui ne feront que perpétuer une situation aussi anachronique qu'injuste. Ce sera la mission des pays en voie de développement de faire en sorte que, par leur solidarité sans faille et par un nécessaire effort d'imagination, la première partie de l'alternative soit retenue.

NOUREDDINE NAIT-MAZI.

Magyar Nemzet (Budapest)

Le mythe du dialogue Nord-Sud

La notion d'information cause beaucoup de soucis aux rédacteurs des journaux aussi. Naturellement, tous les journaux valent ce qu'ils valent. Le plus grand nombre de lecteurs possible. Souvent, ce n'est pas le côté lucratif qui les pousse à cette direction, mais plutôt le volontarisme démocratique d'informar. Si leur intention est de faire à pas de dizaines de milliers ou même des centaines de milliers de lecteurs, ils sont inévitablement poussés vers la simplification. Et aussi, ils créent des mythes qui contiennent des inexactitudes.

Probablement, au cours des dernières années, l'un des mythes qui relèvent d'une grande simplification est le dialogue Nord-Sud. Pour quel est-ce un mythe — peut-on le dire? — puisqu'il contient beaucoup d'éléments de vérité? Est-il vrai que la plupart des pays importateurs de pétrole et de matières premières se trouvent dans la partie nord de notre hémisphère? Incontestablement. Il est aussi vrai que, en ce qui concerne le système politico-social de ceux-ci, il y a des pays capitalistes et des pays socialistes. Et, enfin, peut-on nier que la plupart des pays exportateurs de matières premières se trouvent au sud, les uns plus que les autres? Non, car cela est vrai aussi.

C'est pourquoi, la notion de dialogue Nord-Sud a un avantage: c'est une définition claire, bien concrète, et elle peut montrer très brièvement aux lecteurs de quel il s'agit.

Et c'est exactement là où le mythe commence. Cette définition claire et concrète, qui correspond bien aux buts de communication de masse en raison de sa simplification extrême, est aussi inexacte. La mention trop superficielle des notions géographiques peut cacher le côté social des choses.

Les pays se situant du côté nord de notre hémisphère, selon qu'ils sont capitalistes ou socialistes, évaluent différemment les efforts de solidarité sudiste, pour arriver à une relation plus équitable dans le système international des prix. De la part des capitalistes, il ne s'agit souvent que d'un simple «chantage» ou d'une «exploitation injuste» de leurs situa-

tions monopolistiques, et c'est pour cela qu'ils parlent des sudistes d'une façon péjorative. Ils voient des différences entre eux seulement quand ils se réfèrent à des pays plus proches d'eux-mêmes — à la fois du fait de leurs sentiments et de leur stratégie politique — comme dans le cas de l'Arabie Saoudite, «plus modérée», ou bien des Emirats arabes.

Les pays socialistes du «Nord» ne peuvent écarter cette analyse sommaire. Pour eux, ce n'est pas la situation géographique qui est la plus importante, mais le contenu social. La volonté qu'ont les pays en développement d'établir un système de prix plus équitable, qui reflète plus fidèlement les relations de l'échange, est-elle juste? Incontestablement. Et pour cela, le point crucial n'est pas la situation géographique d'un pays ou d'un autre, mais la volonté sincère de corriger les injustices sociales.

Les mythes et les déceptions ne sont pas capables de refléter la réalité, et, pour cette raison, l'information basée sur eux ne peut que les exacerber. A juste titre, le langage des journaux simplifie nécessairement. Mais ils ne sont pas toujours capables d'expliquer en détail les vérités sociales et politiques. Dans cette circonstance cependant, les journaux ont la tâche, nous le dirons, de refléter la plus fidèlement possible cette vérité et les processus de notre époque. Cela est vrai aussi pour les livres qui sont nécessairement plus complexes.

On peut tout aussi bien dire que si nous perdons la notion de «producteurs et consommateurs», ou bien d'«exportateurs et importateurs», au lieu de «dialogue Nord-Sud», cela ne refléterait pas plus la vérité. C'est pour cela qu'il est à la fois plus simple et plus juste d'appeler les choses par leur nom et de parler aussi de la lutte pour un nouvel ordre économique international où tous les participants ont leur place selon leur système social. Et il faut éviter de simplifier par une répétition de slogans qui — soyons sincères — sont parfois plus populaires. Le lecteur n'a rien à y perdre, mais tout à y gagner.

TIBOR VARKONYI.

DAWN (Karachi)

Présenter les vœux des populations

(Suite de la page 31.)

Considérons d'abord l'environnement socio-économique. L'évolution normale des sociétés de tiers-monde a été retardée par une longue période de domination coloniale, caractérisée par la stagnation et l'effritement des institutions et des valeurs sociales d'autrefois. Cette mutilation culturelle se répercute directement sur l'activité économique.

Les sociétés émergentes doivent, pour reprendre leur marche en avant et donner son sens au développement, revitaliser leur culture grâce à des réformes sociales et à l'éducation des masses. Dans de nombreux pays en développement, la planification officielle, qui est essentiellement axée sur la politique monétaire et l'élaboration détaillée de projets, néglige cette exigence préalable de révolution culturelle. Il arrive aussi parfois qu'elle méconnaisse les tensions qui sous-tendent les inégalités dans les modes de redistribution et l'incidence de la modernisation sur les sociétés traditionnelles. Les médias sont évidemment qualifiés pour aborder ces problèmes liés à l'environnement social et d'autres questions du même ordre.

Les responsables de la planification économique se soucient plus de mobiliser les capitaux financiers que le capital humain. Ils tendent à mesurer les progrès en fonction d'indicateurs de base comme l'accroissement du P.N.B. et l'expansion du commerce. Mais les multitudes de pauvres qui vivent dans les campagnes et dans les villes ne bénéficieront peut-être jamais des effets de cette croissance.

Une presse socialement engagée devrait être en mesure de procéder à sa propre évaluation des projets des planificateurs. Ce doit pouvoir être atteint s'il lui est permis de mettre en place un mécanisme de rétro-information et d'écouter à toutes les informations indispensables. Les médias pourront alors se faire l'écho des réactions de la population face aux projets prévus et appeler l'attention sur les secteurs dont les exigences doivent être prises en compte lorsque sont fixés les priorités des plans de développement.

Les ressources sont limitées et les demandes, rivalisant l'une avec l'autre. Il est rare que les transports en commun soient négligés et que des voitures soient importées pour les classes supérieures ou que des banlieues luxueuses soient aménagées aux frais du Trésor public, alors qu'aucun plan

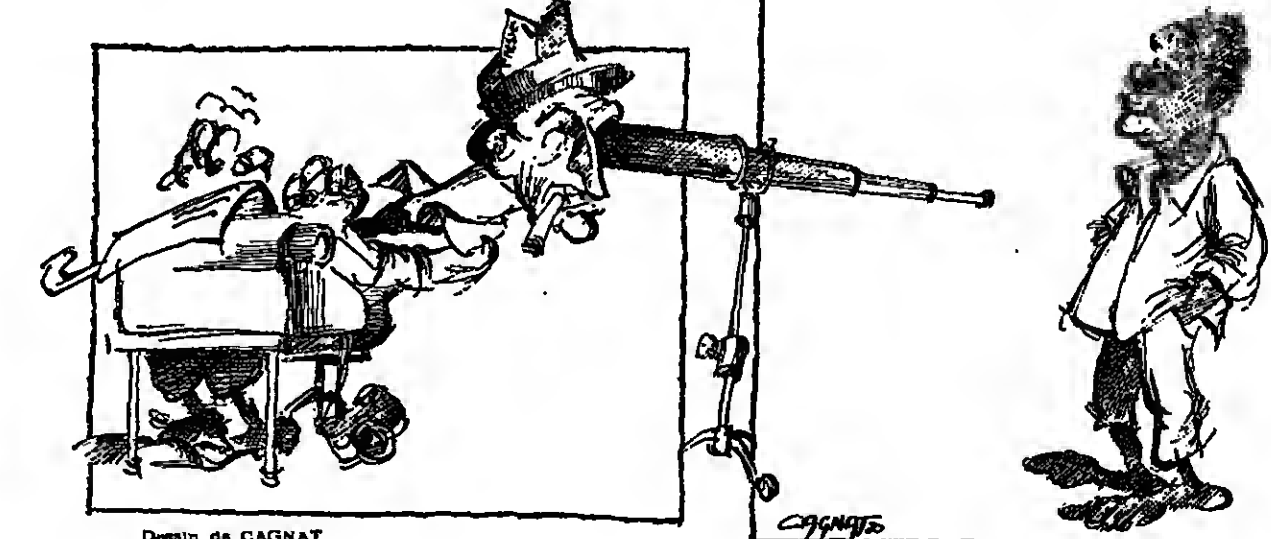
n'est prévu pour améliorer les quartiers les plus déshérités. Des bureaux modernes et climatisés, au sol revêtu de moquette, sont aménagés dans des tours pour quelques milliers de bureaucrates dans des pays où des millions de personnes croulent dans la chaleur. Un nombre bien trop grand d'universités sont créées pour une minorité de privilégiés, qui se voient aussi accorder des facilités pour continuer leurs études à l'étranger, alors que près de la moitié des enfants d'âge scolaire restent exclus de l'enseignement primaire.

Des priorités mal conçues résultent parfois du désir de copier des modèles étrangers, sans tenir compte, bien souvent, de la nécessité d'appliquer des technologies intermédiaires, auxquelles sont préférés des projets gigantesques. Certains gouvernements du tiers-monde, en particulier, adoptent des politiques économiques imprudentes sous la pression d'intérêts puissants et bien établis. Ces groupes de pression peuvent être des multinationales toutes-puissantes dont les efforts pour s'assurer une position de monopole conduisent à des anomalies ridicules: c'est ainsi qu'on voit des articles de luxe, comme des coûteuses boîtes de beauté monder les marchés de pays où des millions d'enfants souffrent de malnutrition.

Il peut aussi s'agir de puissants groupes de pression internes représentant les intérêts de féodaux et d'industrialiers qui cherchent à protéger leurs privilèges. Les médias, s'ils n'en sont pas eux-mêmes les instruments, ont le devoir d'exposer et de contre-carrer leurs manœuvres en créant un mouvement d'opinion favorable à l'établissement de priorités dont profiteront des couches aussi larges que possible de la société.

Pour que les médias soient à même de jouer un rôle vigoureux dans le développement en fournissant des informations et des éléments de réflexion critique, il faut que les pouvoirs publics fassent preuve d'une très large tolérance en leur permettant de rendre compte objectivement des faits et d'exprimer des opinions diverses. Lorsque les médias tendent à être considérés comme un instrument de relations publiques pour les pouvoirs en place, leur croissance est freinée et leur rôle neutralisé. Cela élimine un moyen très important de donner une orientation correcte à la planification officielle du développement.

ZUBEIDA MUSTAFA.



Frankfurter Rundschau (Frankfurt)

Le monde à travers les lunettes occidentales

(Suite de la page 31.)

Il y a cependant quelques troupes de lumière. Pendant quinze ans, un organe inter-étatique, la Commission germano-polonaise, sur les livres scolaires, a essayé de débarrasser certains manuels des préjugés propres à l'ère de l'après-guerre. Les Allemands se posaient en messagers de la culture. L'«Ostkolonisation» (colonisation des pays de l'Est) n'était rien moins qu'une politique expansionniste. Il fallait aux peuples slaves «qu'on leur montre tout simplement les bonnes manières». De leur côté, les manuels polonais faussaient les Allemands des oppresseurs des impérialistes de la première heure, des despotes. La haine était inculquée aux enfants avant même qu'ils n'aient en classe et rien ne semblait moins probable qu'une compréhension mutuelle. L'idéologie nazie des «Untermenschen» (êtres

inférieurs) n'était pas encore totalement disparue que le nationalisme slave naissait regardant l'Allemagne comme l'ennemi héréditaire.

Des milliers de réunions furent consacrées à comparer les manuels et à travailler sur l'héritage commun. Les membres de la commission parvinrent à comprendre les valeurs communes de l'histoire de l'Europe centrale, issues de diverses tendances et intérêts nationaux, économiques, spirituels. L'histoire telle qu'elle est enseignée dans les nouveaux manuels est un ensemble de faits sur lesquels les deux côtés s'accordent. Il reste que la Pologne n'a pas abandonné son interprétation de la dialectique matérialiste, tandis que l'Allemagne s'en tient à l'historicisme.

En ce qui concerne le tiers-monde, ce n'est que l'année dernière qu'une maison d'édition ouest-allemande a publié la traduction d'une histoire de l'Afrique écrite par un Africain (Joseph Ki-Zerbo), et un seul éditeur s'intéresse aujourd'hui à la littérature du continent noir. Les manuels scolaires ouest-allemands traitent des pays non européens dans l'optique européenne. Rares sont les exceptions. Il n'existe pas de commission germano-africaine et peu d'articles dans les journaux uniformes, de ce qui se passe hors de la sphère chrétienne, capitaliste et démocratique.

Mais, même là, tout est en train de changer. Le ministère de la coopéra-

tion économique (responsable à Bonn de la stratégie pour le développement) a commencé la publication d'une série de documents sur la vie sociale, culturelle et économique de certaines régions que visitent les touristes ouest-allemands. Ces plaquettes sont illustrées et vont véritablement à l'encontre des préjugés européens. C'est encore un oiseau rare — mais pourquoi les oiseaux rares ne donneraient-ils pas l'exemple?

Beaucoup reste à faire. La plupart des gens ne se rendent pas compte des stéréotypes qu'ils ont hérités. C'est pourquoi la compréhension mutuelle des hommes dans la rue est difficile. Mais elle est essentielle. Le courage, l'ouverture d'esprit et les capacités de communication, voilà vers quoi il faut tendre, car «mieux vaut voir une fois qu'entendre dire cent fois», comme on dit le proverbe — un proverbe qui n'est pas allemand, mais chinois.

KARL GROBE.

« Les médias des pays développés — et notamment les «gatekeepers», les rédacteurs et les producteurs de la presse écrite et des organes de radio-télévision, qui choisissent les nouvelles devant être publiées ou radio-diffusées — devraient se familiariser davantage avec les cultures des nations en développement et les conditions qui y prévalent. Bien que le déséquilibre actuel affecte la circulation des nouvelles, appelle le renforcement des capacités des pays en développement, les organes d'information du monde industrialisé ont une contribution à apporter en vue de corriger cette inégalité (...). » (Extrait du rapport final de la commission McBride.)

MONDIA

le soleil

S'enrichir de...

Dans le monde que nous vivons, il y a une grande diversité de cultures, de langues, de religions, de traditions. Cette diversité est une richesse pour l'humanité. Mais elle est aussi une source de conflits et de tensions. C'est pourquoi il est si important de chercher à comprendre les autres, à apprendre à vivre ensemble dans le respect de nos différences. C'est le défi que nous devons relever aujourd'hui.

Un monde plus juste, plus équitable, plus solidaire, c'est un monde où tous les hommes ont leur place, où tous les peuples ont leur voix. C'est un monde où la justice et la paix règnent. C'est un monde où l'humanité est unie. C'est un monde où nous pouvons tous vivre ensemble dans la harmonie et la fraternité.

MONDIAL DE L'INFORMATION ?

le soleil (Dakar)

S'enrichir de toutes les différences

Il est même que personne ne remet plus en cause le nécessaire avènement d'un nouvel ordre économique, un consensus s'est fait sur l'urgence de remédier au déséquilibre qui est celui de l'information dans le monde. Un élément fondamental échappe pourtant à l'opinion générale sur cette question. Bien plus inquiétant que le déséquilibre entre le Nord et le Sud en matière d'information, la qualité de l'information généralement diffusée devrait préoccuper davantage.

A Washington, comme à Paris, le fait divers, le scandale et le sensationnel sont le plus lus, le plus écouté, le plus regardé. Cédant aux contraintes commerciales, les journaux, dans leur grande majorité, ont tendance à privilégier au détriment de la réflexion sur des problèmes d'une portée autrement plus grande, plus inquiétante pour l'humanité. Les journaux encore assez volontaires pour ne pas trop en tenir compte, pour continuer à leur réserver la place marginale qu'ils méritent s'éloignent de la masse pour ne plus être que des journaux d'élite.

Voilà le premier grand problème auquel la presse, dans le monde, est confrontée. A ce premier déséquilibre s'ajoute un second qui, du reste, s'explique par le premier. C'est la part

congrue du tiers-monde en matière d'information. Tant qualitativement que quantitativement, le tiers-monde reçoit trop peu d'informations ; d'autre part, il est trop peu souvent question de lui dans les informations. Et quand il est question de lui, c'est à travers le prisme déformant de toute une conception de la vie, à travers des préjugés qui font apparaître le tiers-monde comme le lieu de prédilection des crises, de la révolte, du tribalisme dépeint. Autant de valeurs qui provoquent le mépris quand ce n'est pas le paternalisme. Cette vision erronée du tiers-monde par la presse occidentale procède, malgré les apparences, de la « privatisation » du fait divers, de la contingence quotidienne sur la réflexion à long terme, la prospective. Or le tiers-monde, c'est bien le contraire. Il se vend donc mal, sans si ce n'est pour renforcer les préjugés qu'on a sur lui.

L'alternative qui semble se dégager inéluctablement à ce niveau de la réflexion est qu'il faut attaquer le problème par l'un de ces deux bouts : résoudre l'équation que constitue le penchant immodéré pour le fait divers avant de s'attaquer au déséquilibre Nord-Sud ou renverser l'ordre ?

Un plus grand souci d'éduquer

Une troisième voie s'offre. De la réhabilitation du tiers-monde peut surgir une nouvelle approche de l'information, peut naître une presse plus soucieuse d'éduquer, capable de surmonter la contradiction entre les préoccupations commerciales et les préoccupations de développement.

S'il est facile de s'entendre sur la nécessité de mieux informer le tiers-monde et sur le tiers-monde, il en est autrement des moyens à mettre en œuvre. Les moyens envisageables sont multiples et aucun n'est exempt de réserves. Chacun connaissant le mieux ses réalités, faut-il que chacun reste chez lui et fasse connaître ce qui s'y passe, jugeant de ce qui vaut la peine d'être su et de ce qui ne le mérite point ? Cela supposerait que partout le journaliste puisse, en âme et conscience, en toute liberté, tout en tenant compte des impératifs nationaux — qu'ils soient d'unité de développement ou autres — faire son travail. C'est loin d'être acquis. Rejoignant en cela le camp socialiste, de nombreux pays du tiers-monde estiment que l'information doit être celle du pouvoir, nécessairement compréhensible pour être jugée bonne. Au-delà de cet écueil sur lequel toutes les réunions internationales consacrées à l'information ont buté, cette solution ne ferait pas cas de la nécessité de connaître le public auquel on s'adresse.

Autre hypothèse, chaque zone culturelle aurait ses journalistes partout dans le monde. Aux moyens matériels comme humains que cela suppose, et que le tiers-monde n'a pas pour l'heure, s'ajoute la divergence sur la notion de liberté de la presse pour faire échec à cette autre possibilité.

Alors, faut-il pour autant conclure que le nouvel ordre de l'information restera du domaine de l'idéal, que le déséquilibre, bien loin de s'amenuiser, ira s'accroissant au profit du plus fort ? Certainement non. Le tout est de se convaincre qu'aucune solution ne sera immédiatement l'idéal. Quelle que soit l'hypothèse arrêtée, elle comportera un certain nombre de limites qu'il faut s'attacher à dépasser. Cela suppose que certaines contraintes soient prises en considération dans le tiers-monde.

La radio, comme la télévision, comme la presse, coûte cher, et, du fait de l'analphabétisme, du sous-développement, les entreprises de presse y sont fatalement défavorisées, à quelques exceptions près. La publicité ne rapporte pas beaucoup, le pouvoir d'achat des lecteurs est faible, etc. Seul l'Etat, pour assurer le droit à l'information, accepte ainsi de prendre en charge le secteur. En l'absence d'initiative privée, l'information est donc la sienne. Il veut en toute légitimité s'en servir. Ce n'est pas une raison pour éussitôt dire qu'il n'y aura alors jamais d'information dans le tiers-monde. Être au service de l'Etat ne signifie pas nécessairement le soutien aveugle au gouvernement en place, le black-out sur tout ce qui ne va pas. Le service de l'Etat n'est pas d'abord le service d'un gouvernement. La différence n'est pas suffisamment faite entre l'Etat, structure permanente, émanation de toute

« Les droits de l'homme, dont la défense est l'une des tâches primordiales des organes d'information, ne sauraient exister en dehors de la liberté de parole, de la presse, de l'information et de réunion. L'élargissement de ces libertés en un droit individuel et collectif plus large de communiquer est un principe en évolution dans le processus de démocratisation (...). (Extrait du rapport final de la commission McBride.)

EXCELSIOR (Mexico)

Guerre et mise en condition

Il est essentiel de connaître les causes des conflits : l'attitude à adopter devant les événements en dépend. Il en résulte que l'information et son maniement font partie intégrante du conflit, au point de prolongement jusqu'à dans les consciences. Mais quel rôle jouent les moyens de grande information dans les conflits politiques armés ? Quelle a été leur fonction ?

Dans les différents types de conflits armés — qui ne sont pas rares dans le monde actuel — les médias, et parmi eux la presse qui donne l'information quotidienne plus détaillée, ont une triple mission : a) informer, en premier lieu, la population d'un pays engagé dans une entreprise militaire ; b) informer en vue de déconcerter l'ennemi, dans le cadre de la guerre psychologique qui accompagne inévitablement un conflit armé ; c) informer trompeusement et désinformer pour obtenir sinon l'appui, du moins la passivité de l'opinion publique mondiale. Ces fonctions sont monopolisées par un petit nombre de sociétés internationales liées aux différents intérêts qui s'affrontent directement, indirectement, ou de façon cachée. Il va de soi qu'il en résulte une restriction de l'information : la vérité est sacrifiée à l'idéologie.

La décennie qui commence voit s'opérer une redistribution des forces dans le monde. Dans ces conditions,

JORNAL DO BRASIL (Rio de Janeiro)

Au Brésil, la censure est efficace

On pourrait croire, au premier abord, que le contrôle de la presse est une caractéristique des seuls pays socialistes. En fait, si 1,5 milliard d'hommes vivent aujourd'hui dans quinze pays — excepté la Chine où le mode de production est socialiste — est dans le tiers-monde (quatre-vingt-deux pays totalisant près de 1,3 milliard d'habitants) que ce contrôle est le plus sévère. Du strict point de vue de la popu-

lation, ces chiffres révèlent un profond déséquilibre. Mais si l'on considère le nombre d'exemplaires des journaux tirés dans le monde entier, la ligne de démarcation entre contrôle et liberté se précise. Sur un tirage quotidien de 411 millions d'exemplaires, 237 millions sont « contrôlés » et 174 millions seulement « contrôlés ». Ainsi, les rotatives produisent chaque jour plus de journaux « libres » que de journaux « contrôlés ».

Un monde où l'opposition constitue le seul mal

Cette contradiction — prédominance du contrôle du point de vue de la population et prédominance de la liberté du point de vue des tirages — indique qu'il y a, d'une façon ou d'une autre, dans le monde capitaliste, un lien entre l'arbitraire et la censure, en particulier si l'on tient compte du fait que, dans le monde socialiste, le contrôle est en matière de rédaction est très dynamique. On est donc fondé à penser que le problème de la liberté de la presse est au moins aussi important que l'élimination des maudits tropicaux et qu'il serait utile de consacrer plus d'attention à l'étude des modes d'application de ces contrôles.

Par exemple, on croit que dans les pays socialistes la censure est non seulement très sévère, mais uniforme. C'est inexact. Jane Leftwich Curry, professeur à l'université Columbia, a montré qu'il existe en Pologne, de surprenantes négociations entre journalistes et censure, ce qui serait inimaginable en U.R.S.S. et dans la République démocratique allemande. N'oublions pas que la direction de

l'hebdomadaire polonais *Polityka* a la faculté de passer outre aux ordres de la censure, quitte à se justifier a posteriori devant une juridiction supérieure. De plus, en Pologne, tout membre de la presse qui devient fonctionnaire est immédiatement exclu du syndicat des journalistes. On a peine à croire que cette pratique a cours dans un pays socialiste, surtout lorsqu'on connaît les nombreux cas où, dans les pays capitalistes, les journalistes ont perdu leur liberté avec l'Etat, au Brésil et au Nigeria par exemple.

Une analyse des moyens de contrôle utilisés par divers gouvernements devrait jeter quelque lumière sur la question de la liberté. Il faudrait, par exemple, avoir connaissance des ordres de censure qu'e emportés avec lui un haut fonctionnaire polonais réfugié en Suède depuis quelques années. Il faudrait aussi lire les consignes données par la SAVAK iranienne sous la dynastie Pahlavi et les centaines de directives qui ont été publiées par la censure brésilienne entre 1972 et 1976. Tous ces documents, qui sont autant de manifestations de la même

maladie, pourraient servir de bouillons de culture pour la mise au point de certains antidotes intellectuels.

Le premier antidote est amer. Il nous révèle que la censure n'est ni ridicule ni stupide. Elle a peut-être l'air d'être l'un et l'autre, mais elle est efficace. Certes, elle ne peut pas empêcher la chute d'une tyrannie, mais il ne faut aucun doute que, avec un bon système de censure, n'importe quelle tyrannie peut survivre un peu plus longtemps. La deuxième antidote nous montre que la censure s'exerce sur le même genre d'informations, qu'elle soit le fait des autorités polonaises, iraniennes, brésiliennes, et même indiennes, au cours de la brève période de censure qui a accompagné l'état d'urgence de 1975 à 1977. Toutes les directives concernant la censure montrent que les gouvernements tentent d'empêcher la publication d'informations relatives aux tremblements de terre et aux épidémies ; et comme ils interdisent toute critique à leur endroit, ils finissent par créer un monde idéal où le mal est absent — sauf celui qu'incarne l'opposition.

La morale est redoublée. A l'Inde, à la Pologne et au Brésil d'un précieux savoir politique ; les arcanes de la censure. Ayant réussi à conserver un échantillonnage des ordres de censure donnés aux journaux locaux, les pays ont constitué la base d'une étude sérieuse de la censure qu'ils ne pouvaient jusqu'alors se fonder que sur les archives du fascisme italien. Un aperçu du fonctionnement des bureaucraties et des journaux en période de censure est peut-être plus utile à l'apprentissage de la liberté que la simple répétition de textes qui priment cette liberté — en particulier du fait que, même en période de censure, les journaux ne sont pas écrits par les censeurs. Au Brésil, aujourd'hui libéré de la censure, nous en apprenons tous les jours. Nous apprenons surtout que la censure est efficace.

ELIO GASPARI.

EL PAIS (Madrid)

La difficile élimination des contrôles franquistes

La liberté d'expression en Espagne, consacrée aujourd'hui par la Constitution, a exigé une longue et dure expérience qui n'est pas encore tout à fait terminée. Les normes issues des différents temps de l'autocratie, et dont l'application suppose une nette restriction de la liberté de la presse de la part du gouvernement, sont toujours en vigueur.

Pendant les quarante dernières années, les journalistes espagnols ont vécu — ou plutôt survécu — d'abord sous une censure de fer et une domination absolue de l'Etat, ensuite sous une liberté théorique, abstraite et toujours surveillée. Une loi promulguée en pleine guerre civile (1938) est restée en vigueur durant trois décennies. Au cours de cette période, avec des moments d'application plus ou moins rigoureux, selon le bon vouloir des membres du gouvernement, l'information, les journalistes et les entreprises de presse ont appartenu de fait au monopole de l'Etat.

Il n'y avait aucune liberté, ni pour

créer de nouveaux journaux, ni pour choisir de nouveaux directeurs, et même les rédacteurs étaient nommés par le gouvernement. Celui-ci était, à son tour, le seul détenteur de l'information, aussi bien nationale qu'étrangère, et c'était lui qui imposait les éditoriaux.

Pour contrôler la presse encore davantage, le gouvernement avait imposé la censure préalable à tout le contenu rédactionnel des journaux : les nouvelles, les articles, les reportages, les chroniques, les photos, les dessins et, bien entendu, aussi les annonces, qui pouvaient être censurées — c'était souvent le cas — pour des raisons politiques. Rien — y compris le sport et les corridos — n'échappait au censeur.

En 1966, une loi appelée loi de presse et d'imprimerie vint remplacer celle de l'époque de la guerre. La nouvelle loi reconnaît la liberté et supprime la censure préalable obligatoire, mais en même temps elle restreint la liberté proclamée et établit que tous

les journaux doivent déposer dans des dépendances officielles leurs éditions une demi-heure avant leur distribution. Ainsi le gouvernement peut interpréter comme bon lui semble, et sans avoir à faire appel à la justice, les limites de la liberté fixées par la loi : « Le respect dû à la vérité et à la moralité ; l'observation de la loi des principes du Mouvement national (parti unique) ; les exigences de la défense nationale, de la sécurité de l'Etat et de la paix extérieure ; le respect que l'on doit aux institutions et aux personnes dans la critique de l'action politique et administrative ; l'indépendance des tribunaux et la sauvegarde de l'intimité et de l'honneur des personnes et des familles. »

Quand le gouvernement considère qu'un journal a transgressé un de ces principes, il réagit immédiatement. Le directeur est possible d'un procès, d'une amende, voire d'une interdiction de fonctions ; l'entreprise peut être amendée, une saisie et même fermeture du journal. En dernière instance, journalistes et directeurs peuvent faire appel au tribunal suprême, mais tandis que l'instruction peut durer des années, ces sanctions sont déjà effectives.

Les leçons de l'expérience

La presse espagnole est en train de sortir de ce sombre tunnel juste au moment où la communauté internationale ressent le besoin d'un nouvel ordre de l'information. Beaucoup de professionnels du journalisme et des nombreuses entreprises de presse d'Espagne ne cachent pas leurs craintes face à quelques-unes des propositions formulées pour atteindre un si juste objectif. L'expérience vécue pendant quarante ans sous le contrôle et la tutelle du gouvernement leur dit que l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'information allait toujours de pair avec les atteintes à la liberté. Dans les meilleurs des cas, la lourde machine bureaucratique s'est chargée de fausser les déclarations solennelles sur le bien commun, la justice, et la haute mission sociale et culturelle qui revient à la presse. Ces invocations aux objectifs supérieurs de la société ont tendance à devenir des alibis grossiers des intérêts politiques, idéologiques, partisans, économiques, des groupes ou des particuliers. Derrière les réglementations, les codes, les conseils, les assemblées et les autorisations, se cache le plus souvent une évidence et très efficace forme de contrôle de la liberté d'expression. En définitive, elle aboutit à son anéantissement.

Si à présent on peut affirmer que la presse a été la plus importante promoteur de la démocratie en Espagne, il faut bien reconnaître que ce rôle lui a coûté des dommages, des persécutions et d'innombrables risques. Le droit humain à une communication honnête et juste, réclamée par tant de peuples, est aujourd'hui en période de gestation. Il a une longue histoire, souvent pathétique, à laquelle la presse espagnole peut apporter des leçons de première main.

PATRICIA TREJO.

LES EFFORTS DE COOPÉRATION DU TIERS-MONDE

ПОЛИТИКА (Belgrade)

Le pool des agences de presse des pays non alignés : une collaboration exemplaire

Il y a cinq ans, compte tenu de la nécessité que la politique étrangère des pays non alignés fasse l'objet d'une information adéquate, compte tenu aussi de l'absence totale d'information mutuelle, les agences de presse d'une dizaine de pays non alignés ont décidé une action commune : créer un pool.

Au tout début, le pool groupait les pays qui n'étaient pas en mesure d'assurer par leurs propres moyens leur information mutuelle et même encore celle des pays tiers. C'est pourquoi douze agences de presse ont décidé d'unir leurs forces et d'offrir, par l'intermédiaire du pool, un échantillon de grandes informations sur leur propre pays qui seraient transmises en outre à tous ceux qui seraient

en développement des communications dans les pays sous-développés, en dehors des organisations existantes et universellement reconnues (Unesco) ou des agences de coordination des agences de presse et des organisations de radiodiffusion des pays non alignés.

Alors que ce pool groupait à l'origine douze agences de presse, il en comptait trente-huit à la fin de la conférence de New-Delhi. A la deuxième conférence, à Belgrade, cinquante-sept agences de presse participaient à l'une ou l'autre de ses activités et plus de quarante agences échangeaient régulièrement des informations par l'intermédiaire du service quotidien de télétype rétransmis aujourd'hui par six agences de presse (contre une à la création du pool).

Le flux d'informations du pool a quadruplé. Aujourd'hui, il compte de cinquante à soixante rubriques totales.

« Les inégalités en matière de moyens de communication qui se retrouvent partout résultent des disparités économiques ou de modèles politiques et économiques, ou tiennent à des négligences ou à des abus de caractères culturels. Mais quelle qu'en soit la cause, on ne saurait tolérer ces inégalités choquantes. Le notion même de nouvel ordre mondial de l'information et de la communication présuppose la promotion de la coopération internationale qui comprend deux secteurs principaux : l'assistance internationale et la contribution à la compréhension internationale (...). » (Extrait du rapport final de la commission Mec Bridge.)

en mesure de les recevoir. Tout commença le 21 janvier 1975 avec la transmission, par l'intermédiaire du radiotélétype de Tanyoung, d'informations choisies par les agences de presse nationales.

A l'époque, bien que nous ne fussions pas sans ambitions, nous ne nous attendions ni que la nouvelle forme d'échange d'informations égalitaire fût si largement et si rapidement acceptée dans le monde non aligné comme l'une des modalités de coopération les plus concrètes ni que la première conférence consacrée au pool et à l'adoption de ses statuts, tenue à New-Delhi en 1976, devint une conférence ministérielle au cours de laquelle des principes et un programme seraient définis pour l'action des pays non alignés dans le domaine de l'information.

En adoptant les décisions prises à New-Delhi en 1976, le cinquième sommet des non-alignés tenu à Colombo a précisé les principes fondamentaux du pool, celui-ci devait constituer non une nouvelle agence de presse internationale, mais une forme de coopération entre partenaires égaux à la recherche de moyens permettant de promouvoir une circulation de l'information aussi large que possible et la diffusion d'une information non altérée dans le monde entier.

Réaction des monopoles

La rapidité avec laquelle s'est créé et développé le pool, grâce à l'expansion des pays participants et à l'amélioration qualitative de l'information fournie, devait fatalement susciter la réaction de ceux qui détenaient le monopole de l'information. Jusqu'à la première conférence, leur attitude avait manifestement consisté à minimiser ce mouvement et à tenter de dissuader les participants potentiels, sous prétexte que l'entreprise était irréaliste et utopique.

Toutefois, lorsqu'une soixantaine de pays se réunirent à la première conférence pour soutenir le pool et statuer sur son développement, les attaques se firent brusquement très vives. Le pool fut accusé de vouloir créer un nouveau monopole, d'entraver l'exercice de la liberté de la presse, de constituer une information libre par une information étatique, d'être conçu pour lutter contre les grandes agences existantes, etc.

La deuxième conférence sur le pool, tenue à Belgrade fin novembre 1979, a réuni les délégations de cinquante-six pays. Les quatre agences de presse qui n'avaient pu s'y rendre firent parvenir des messages. Pour la première fois, cinq agences de presse européennes y participèrent en qualité d'invités. Y assistèrent également le directeur général adjoint de l'Unesco, un représentant de l'ONU et des représentants des organisations d'agences de presse des pays d'Afrique, des pays d'Asie et des pays arabes, etc.

Les délégués soulignèrent le développement continu du pool, son entrée dans une phase de consolidation, l'amélioration du niveau professionnel de son information et les efforts déployés pour améliorer les télécommunications et l'emploi de satellites.

Entré désormais dans une nouvelle phase, le pool est plus que jamais un système de coopération auquel les participants adhèrent de leur plein gré. Ainsi sont incompatibles avec le pool aussi bien la constitution d'agences de presse supranationales groupant pays développés et pays en développement que la privatisation de l'aidé

sant plus de quarante mille mots et transmises en quatre langues — anglais, français, arabe et espagnol.

Entre les deux conférences, plus de vingt agences de presse nationales ont été créées dans le monde non aligné. Les plus récentes, l'agence A.N.N. du Nicaragua et l'agence S.A.P. des Seychelles, ont immédiatement adhéré au pool et participé à la conférence de Belgrade.

Les instituts de journalisme de New-Delhi, Belgrade, La Havane et Bagdad assurent la formation des futurs journalistes non seulement de leurs propres pays, mais aussi d'autres pays non alignés.

Certains pays ont sensiblement réduit les tarifs des satellites de communication et de nombreux pays non-alignés sont parvenus à des solutions bilatérales favorables en matière d'échange d'informations.

Les décisions de la deuxième conférence sur le pool, qui ont toutes été adoptées par consensus, justifient l'espoir de voir se confirmer la tendance positive dont témoignent le développement du pool et l'unité d'action de ses participants.

PERO IVACIC,

Directeur général de Tanyoung.



Dessin de CAGNAT.

INDIAN EXPRESS (New-Delhi)

Le besoin d'une restructuration dans une optique professionnelle

TROIS ans et demi risquent de ne pas offrir assez de recul pour porter un jugement catégorique sur le fonctionnement d'une expérience aussi récente que le pool des agences de presse des pays non alignés. Mais il est possible — et souhaitable — de voir s'il tend, comme on l'a proclamé, à révolutionner l'information en instaurant une circulation objective et équilibrée des nouvelles à destination, en provenance et au sein des pays du tiers-monde.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater que le pool n'a pu répondre jusqu'à maintenant aux espoirs qu'on avait placés en lui. Cet échec ne peut être imputé, du moins entièrement, aux maux de jeunesse qu'on évoque invariablement en pareil cas. Il ne saurait non plus s'expliquer en grande partie par l'hostilité que lui ont manifestée dès le

début le monde développé et ses monopoles de l'information.

Cela ne veut pas dire que l'idée de créer une agence de presse internationale sous les auspices des pays non-alignés ait été mauvaise en soi. A l'origine, on trouve en effet un grist raisonnable et fondé : les activités de collecte et de diffusion des nouvelles, presque entièrement dominées depuis longtemps par A.P. et U.P.I. aux Etats-Unis, A.F.P. en France et Reuters au Royaume-Uni, ignoraient et continueraient d'ignorer gravement les intérêts des pays en développement.

Dans une certaine mesure, ce n'est là qu'un des aspects du peu d'égards et de la discrimination dont les pays en développement ont toujours souffert et dont ils continuent de souffrir dans l'ordre mondial actuel. Mais cela ne saurait en aucune façon servir d'excuse pour ne pas tenter de remédier à cette situation.

La coloration « nationale » et gouvernementale

Cela dit, quand il s'agit de mettre sur pied ce nouvel outil d'information, les pays en développement ont précipitamment opté pour la formule qui consistait, à partir des moyens et des services déjà en place, d'écarter des agences de presse nationales des pays non-alignés (ce qui, soit dit en passant, est pour effet d'écarter de l'entreprise jusqu'à vingt-deux pays non-alignés qui ne possèdent pas, et qui ne possèdent toujours pas, d'agences de presse nationales).

Cela aurait été la façon logique de procéder si ces agences, à quelques exceptions près, n'étaient pas entièrement contrôlées par l'Etat. Autrement dit, la « coloration » nationale et régionale des agences de presse occidentales a été remplacée par la « coloration » nationale et régionale des pays du tiers-monde.

L'argument selon lequel le développement des médias, comme beaucoup d'autres choses dans ces pays, doit être subventionné et encouragé par l'Etat est en soi compréhensible. Ce qui ne l'est pas, c'est la comparaison

avec les agences de presse occidentales qui bénéficient, elles aussi, de subventions passablement généreuses. Deux considérations tout à fait différentes.

La première est que « les agences de presse occidentales se voient imposer une certaine retenue par leur clientèle mondiale », il est évident, encore que ce ne soit pas admette par tout le monde, qu'aucun journal d'Argentine, de Chypre, de Zambie ou encore de New-Delhi ne publiera une dépêche de Reuters, de l'A.F.P. ou de l'A.P., si elle ne présente pas un minimum de crédibilité. La seconde considération, qui est liée à la première, tient à la concurrence acharnée à laquelle se livrent les quatre agences de presse — sur le plan de l'objectivité, de la qualité et de la rapidité.

La pool des pays non-alignés se heurte aussi à une toute de problèmes techniques (signe de son relatif sous-développement), qui l'empêche de rivaliser avec les agences occidentales, lesquelles peuvent transmettre presque

Le Monde (Paris)

L'agence panafricaine d'information : un projet en voie de réalisation

A l'indépendance de la majorité des pays africains à l'indépendance, les fondateurs de l'O.U.A. réunis à Addis-Abeba, décidèrent d'accorder une attention particulière à l'information et envisagèrent la création ultérieure d'une agence de presse à l'échelle du continent. Cet intérêt pour l'information était l'expression d'une prise de conscience très nette du rôle qu'elle pouvait jouer dans la réalisation de l'unité africaine. C'était souligner que le processus par lequel les pays africains parviendraient à une connaissance mutuelle croissante et à une solidarité effective dans leur lutte contre toutes les tentatives de substitution d'une exploitation de type impérialiste et néo-colonialiste à l'ancienne mainmise étrangère, était subordonné, entre autres conditions, à la mise en place d'un système d'information qui

ne fût pas grevé des séquelles de l'ancienne dépendance.

En tant qu'élément de la souveraineté politique, l'information se devait de n'être plus soumise aux influences extérieures à l'Afrique et opposées aux aspirations des peuples africains à la paix, au bien-être et à une réelle émancipation. Il était, par conséquent, indispensable d'en faire un instrument qui ne serve plus la cause néo-colonialiste aux plans politique, économique ou culturel.

Véhicule d'information et d'idéologie, la presse constituerait un outil de parachèvement de la souveraineté de chaque Etat africain et un lien entre les peuples, ainsi qu'un lieu de dialogue et d'expression des préoccupations et aspirations communes.

Dès lors, comment mettre à la disposition de l'Afrique un réseau d'informations débarrassé de toute tutelle capable non seulement de satisfaire le besoin et le droit à l'information de chaque citoyen, mais également de répondre aux critères élémentaires d'objectivité ?

Dans la plupart des pays africains, l'infrastructure était inexistante, au mieux fragmentaire et archaïque, soumise à des insuffisances tant matérielles qu'humaines. Des progrès ont été réalisés et il a été établi que, à mesure que se sont développés des liens de coopération technique et scientifique entre les pays africains.

D'autre part, la deuxième session de la conférence des ministres africains de l'information tenue à Addis-Abeba en avril 1979 a adopté une convention portant création d'une « agence panafricaine d'information ». Mais deux conceptions sont entrées en concurrence.

Procéder à la mise en place d'une agence supranationale, dotée de ses propres structures en Afrique et dans le monde et qui serait investie de la mission d'établir et de transmettre l'information, laisse supposer que chaque pays soit doté de ses structures techniques et humaines de transmission et de réception de l'information. Une telle condition est loin d'être remplie et la formule risquerait de ne pas correspondre aux besoins et aux réalités.

La deuxième formule, qui devait d'ailleurs prévaloir en raison de son caractère réaliste, a l'avantage de satisfaire au double souci de l'efficacité et de l'économie. Elle consiste à faire assumer à l'agence la mission de collecte de l'information à partir des organes de presse nationaux des Etats membres en vue de sa rétransmission telle quelle à l'ensemble des Etats africains. Cette formule, empreinte de souplesse, aura le mérite, une fois réalisée, de permettre à chacun des Etats membres de recevoir quotidiennement l'information en provenance des quarante-huit autres Etats africains.

Le siège à Dakar

Dénommé Pana (Pan-African News Agency), cet organe spécifiquement africain, dont le siège est à Dakar (agence centrale), devrait disposer de structures réparties en cinq pools régionaux : Libye (Nord), Zaïre (Centre), Soudan (Sud), Nigeria (Ouest), Zambie (Sud), qui collecteraient l'information en provenance des différents pays des régions respectives et la retransmettraient à l'agence mère.

S'agissant des moyens humains, l'agence africaine ne disposera que d'un noyau permanent réduit au niveau de son siège, chargé essentiellement de la traduction, et d'une équipe de journalistes aptes à assurer la couverture d'événements à caractère continental intéressant l'ensemble des pays africains. Dans un délai ultérieur, la Pana sera appelée à constituer une banque de données informatisées sur l'ensemble des Etats du continent, susceptible de permettre la livraison immédiate d'informations crédibles sur les pays concernés par un événement donné.

Ainsi définie dans sa mission et dans son schéma de fonctionnement, l'agence aura à parfaire ses structures aux termes des actions et dispositions pratiques qui seront soumises à la conférence des ministres de l'information des pays membres de l'O.U.A. en vue de l'adoption d'un projet d'investissement adéquat.

Le démarrage effectif de la Pana est prévu pour juillet 1980, à l'occasion de la prochaine conférence des chefs d'Etat de l'O.U.A. (la réalisation d'un tel objectif a été confiée à un groupe de travail mis en place à l'issue de la réunion — du 18 au 24 janvier dernier à Lobito (Angola) — du conseil intergouvernemental de l'agence), mais il pourrait être reporté. Les pays africains seront également appelés à coopérer dès que chacun d'eux aura la possibilité de parfaire ses moyens d'information internes. Une telle coopération appelle un système d'assistance technique et scientifique qui pourra se réaliser dans le cadre de l'O.U.A. L'agence trouvera alors cette dimension et cette vocation justifiant sa mise sur pied et en faisant effectivement un instrument servant la solidarité et l'unité africaines.

SUMER KAUL.

M. ACHOUR.

ÉCHEC RE

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

de la présidence

LE DÉBAT SUR LA FORMATION DES PRIX AGRICOLES EUROPÉENS

ÉCHEC RELATIF

(Suite de la première page.)

Cet amendement peut donc être interprété comme manifestant une large sympathie à l'égard des thèses de la Commission européenne, qui, pour des raisons surtout budgétaires — les « ressources propres » de la Communauté sont en train de s'épuiser et les gouvernements membres ne sont pas disposés à les accroître — mais aussi par sagesse économique, estime venu le temps de l'assouplissement et de la flexibilité, qui, dans les Britanniques, qui détestent la politique agricole commune, se sont félicités du vote du Parlement, feignant d'oublier que tout le reste du débat et du scrutin avait été défavorable à leurs thèses.

En revanche, les commentateurs des Français sont critiques et déçus. « Le Parlement a manqué l'occasion d'affirmer sa personnalité. Par deux fois, il a été incapable de s'exprimer clairement. Il s'en est remis à la Commission européenne et au conseil des ministres. Ce n'est pas une attitude responsable », déclare M. Delattre (groupe libéral).

Les communistes français, comme l'a expliqué en séance M. Marchais, considèrent eux « comme existant des provocations vis-à-vis des agriculteurs français (...) les propositions faites par la Commission et reprises par la majorité réactionnaire et socialiste de cette Assemblée ». Il a d'ailleurs été demandé à M. Marchais s'il n'était pas déçu par les communistes italiens dans cette majorité.

Les autres parlementaires français s'accusent d'être à l'origine de la contre-performance à laquelle le vote a abouti. Toutefois, même si l'amertume des Français est compréhensible, les résultats de cette session extraordinaire, considérés avec recul, ne sont pas catastrophiques. Ils ont permis à l'Assemblée, celle-ci, en effet, est restée très fidèle à la politique agricole commune et hostile à toute réforme précipitée ou trop douloureuse pour les agriculteurs. Tous les votes ou presque vont dans ce sens. Sur la question des prix, il existe, au sein de l'Assemblée, une majorité de fait en faveur d'une augmentation d'au moins 5 %.

Elle ne s'est pas exprimée, parce que ceux des Français qui estiment que ce n'est pas assez ont voté contre, et ceux qui considèrent que c'est trop.

Cette même majorité, qui défend l'Europe verte, n'est pas pour autant aveugle. Si elle est opposée au remède à court terme, elle est sensible à la nécessité, en ces temps de crise, d'éviter les gaspillages. Elle a ainsi accepté le renforcement de l'effort de co-responsabilité demandé aux producteurs de lait.

L'Assemblée entendait à la fois exprimer sa confiance dans la politique agricole commune, sa volonté d'aider les agriculteurs et son souci d'être certaine rigueur. Concilier ces préoccupations contrastées est assurément un exercice difficile. Dans la forme, l'Assemblée ne s'en est sans doute pas acquittée avec beaucoup de bonheur, mais elle n'a pas commis d'erreur majeure. C'est un échec relatif, mais pas un échec formel.

Philippe Lemaître.

« Le Monde » publiera dans son supplément « le Monde-Dimanche » du 30 mars (numéro daté 30-31) une page « dossier » : « La Grande-Bretagne avec un contre l'Europe ».

ÉNERGIE

La livraison d'une centrale nucléaire allemande à l'Argentine.

UN ACCORD SERAIT INTERVENU SUR LES MODALITÉS DE CONTRÔLE

L'Argentine serait parvenue, selon le New York Times, à un plein accord avec la République fédérale d'Allemagne sur les conditions de contrôle liées à la construction d'un réacteur nucléaire à eau lourde, l'Argentine, qui a toujours déclaré ne pas vouloir se doter de l'arme atomique, a cependant refusé de signer le traité de non-prolifération nucléaire et n'a toujours pas ratifié l'Américain latin en dehors du « club » des pays possédant des armes nucléaires.

L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG N'A PU FORMULER UNE PROPOSITION PRÉCISE

Les parlementaires français se rejettent mutuellement la responsabilité de l'échec

De notre envoyé spécial

Strasbourg (Communautés européennes). — La longue séance de vote de l'Assemblée européenne n'est terminée, le 28 mars, de façon surprenante. L'Assemblée, qui ne parvenait à dégager une majorité sur aucune des propositions de relèvement des prix agricoles qui lui étaient soumises, a finalement approuvé un amendement présenté, au nom du parti communiste italien, par M. Barbarella.

Cet amendement, qui ne comporte pas de propositions chiffrées, invite le conseil des ministres des Neuf à fixer les prix agricoles en conciliant les trois exigences suivantes : garantir un revenu équitable aux producteurs ; faire des économies par des mesures d'équilibre des marchés ; maintenir l'augmentation des prix dans des limites compatibles avec un équilibre budgétaire sain.

L'amendement Barbarella a été approuvé par les communistes italiens, la grande majorité des socialistes — sauf les Français — et les conservateurs britanniques. Lors des explications de vote, M. Saint-Hopkins au nom des conservateurs britanniques, et M. Arndt (R.F.A.), au nom de la majorité du groupe socialiste, l'ont interprété comme manifestant d'abord et surtout la volonté de l'Assemblée européenne de la ligne de ses prises de position de novembre et de décembre sur le budget, de réaliser des économies en vue de la réduction des productions excédentaires.

Les groupes politiques français — à l'exception des communistes qui, en réclamant 13 % d'augmentation des prix, se plaçaient d'eux-mêmes en dehors du débat — étaient, eux, réticents de l'adoption d'un texte susceptible effectivement de donner l'impression que l'Assemblée se pliait à une politique rigoureuse des prix et que, par conséquent, ils se rapprochaient mutuellement — les démocrates européens de progrès (qui siègent les parlementaires français, s'il est vrai qu'ils n'ont pas accordé leurs voix, ont aussi été victimes de la procédure de vote. L'Assemblée a en effet voté d'abord sur la proposition de hausse de 5 % avant de le faire sur celle de 7,9 % (en réalité, le paragraphe du rapport

De notre envoyé spécial

se prononçant pour une telle hausse n'a pas du tout été soumis au vote). Si l'inverse s'était passé, la majorité de l'Assemblée aurait probablement repoussé ces 7,9 %, estimant M. Delattre et ses amis. Dans ce cas, il aurait été plus facile aux socialistes et aux gaullistes de se rallier — comme moins mauvaise formule de repli — à l'amendement proposant une hausse d'au moins 5 %.

La résolution adoptée comporte cent paragraphes, l'amendement Barbarella, même s'il s'agit d'un passage-dé n'étant qu'un d'entre eux. Elle met l'accent sur le fait que le revenu des agriculteurs a cessé de se dégrader et estime « inacceptable » la proposition de la Commission d'une augmentation moyenne de 2,4 %.

À propos des produits laitiers, le texte précise que toute mesure de stabilisation « doit tenir compte en priorité de ses répercussions sociales et économiques sur les petits et moyens producteurs et sur les régions défavorisées, ainsi que de la nécessité de ne pas bloquer l'accroissement de la productivité ». Il est indiqué ensuite, ce qui est conforme au souhait des Français, qu'il est nécessaire « d'instaurer une politique globale pour les matières grasses produites et importées dans la Communauté et d'arriver à un plus grand respect de la préférence communautaire, et cela notamment dans la perspective de l'élargissement de la Communauté ».

La résolution, suivant la Commission mais avec réserve, « estime que le problème de la responsabilité des dépenses budgétaires, mais en soulignant les graves inconvénients » (la Commission propose de faire passer ce prix de 0,5 % à 1,5 % du prix indicatif du lait). En revanche — l'autre défaillance de l'Assemblée — le texte ne fait aucune allusion à « super-préférence laitière » auquel la Commission propose d'ajuster les laitières qui, en 1980, augmentent la quantité de lait traitée. Aucun des amendements proposés sur ce thème n'a recueilli de majorité, ce qui laisse les mains complètement libres à la Commission européenne et au conseil des ministres. — Ph. L.

LES RÉACTIONS

LA LETTRE DE LA NATION

une Assemblée incapable de prendre une position cohérente. C'est par assés et levés que l'Assemblée européenne a fini par voter un texte sur la fixation des prix agricoles pour la campagne 1980-1981. Le préambule est déjà assez curieux pour un vote de cette importance, même si l'Assemblée, dans cette affaire, n'est qu'un « avis », écrit M. Pierre Charpy, dans la Lettre de la Nation du 31 mars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.-U.	4,4255 4,4285	- 150 - 150	- 405 - 360	- 1115 - 940
\$ can.	2,7150 2,7190	- 65 + 15	- 100 + 15	- 375 - 185
Yen (100)	1,7710 1,7725	- 55 + 25	- 85 - 50	- 340 - 30
DM	2,3145 2,3175	+ 70 + 165	+ 165 + 200	+ 425 + 550
Florin	16,4080 16,4120	- 545 - 345	- 220 - 600	- 5045 - 4310
£ S.	2,4490 2,4530	+ 140 + 175	+ 225 + 320	+ 715 + 840
£ (100)	2,9945 2,9985	- 220 - 155	- 680 - 440	- 1655 - 1670
Fr. S.	2,6320 2,6350	- 425 - 320	- 815 - 680	- 2060 - 1670

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2 %	5 1/2 %	8 1/4 %	9 1/2 %	10 1/2 %	11 1/2 %	12 1/2 %	13 1/2 %	14 1/2 %	15 1/2 %
DM	5 3/8	5 7/8	6 1/4	6 7/8	7 1/4	7 7/8	8 1/4	8 7/8	9 1/4	9 7/8
\$ E.-U.	5 3/8	5 7/8	6 1/4	6 7/8	7 1/4	7 7/8	8 1/4	8 7/8	9 1/4	9 7/8
\$ can.	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4	13 3/4
Yen (100)	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8
£ S.	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8
£ (100)	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8
Fr. S.	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8
Fr. Franc.	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8	11 7/8

M. Méhaignerie demande une dévaluation de 3,7 % du franc vert

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le ministre français de l'Agriculture, M. Méhaignerie, demandera ce jeudi 27 mars à ses collègues du conseil des ministres des Neuf, réunis à Bruxelles, de marquer leur accord pour une dévaluation de 3,7 % du « franc vert ». Le réajustement envisagé n'est pas seulement pour effet de relever les prix garantis dans les secteurs des produits laitiers et de la viande bovine (les campagnes pour ces deux produits commencent au début du mois prochain), mais aussi de réduire les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) qui jouent pour la France contre des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation (les M.C.M. français, qui sont actuellement de 2,7 %, seraient donc éliminés au début de la campagne).

Pas de problèmes particuliers

En principe, la réalisation d'une opération de ce type ne pose pas de problèmes particuliers. Le ministre britannique, M. Walker, a cependant laissé entendre qu'elle pourrait soulever des difficultés, c'est-à-dire retarder une décision immédiate des Neuf sur une dévaluation de la monnaie verte de la France.

Sur l'aspect essentiel de la fixation des prix agricoles pour la campagne 1980-81 et la définition d'un « super-prélevement » pénalisant les excédents laitiers, les ministres de l'Agriculture des Neuf ont tenu une brève réunion, mercredi soir 26 mars, sans engager véritablement le débat. Se référant à l'échec de l'Assemblée de Strasbourg, M. Méhaignerie a estimé « qu'il était illusoire de croire que d'autres institutions pourraient prendre des décisions à la place des ministres de l'Agriculture ». En ce qui concerne le relèvement des prix, le ministre n'a pas précisé quelle augmentation il serait prêt à accepter pour aboutir à un compromis se contentant de rappeler que Paris jugeait inacceptables les propositions de la Commission (celle-ci souhaite une majoration de 2,4 % en moyenne).

En revanche, M. Méhaignerie a été plus explicite en ce qui concerne le super-prélevement et a précisé que la France et l'Allemagne fédérale proposent, en temps voulu, à leurs partenaires un projet commun. Celui-ci comporterait l'établissement d'une taxe élevée — de l'ordre de 25 % — sur les quantités de lait en production de 1979 pour les exportations produisant plus de 200 000 litres de lait par an et ayant un rendement à l'hectare supérieur à 13 000 litres.

MARCEL SCOTTO.

CONJONCTURE

Le relèvement de 1 % du taux d'intérêt des livrets d'épargne

Une décision « présidentielle »

En relevant de 1 % (7,50 % contre 6,50 %) le taux d'intérêt des livrets d'épargne, le président de la République a décidé, dans les caisses d'épargne (réseau de l'Épargne) et réseau postal) et sur les livrets des banques, les pouvoirs publics ont pris une décision très attendue. L'accroissement du rythme de l'inflation rendait étonnante, aux yeux de beaucoup, la disparité croissante entre une hausse des prix qui dépasse 13 % et un niveau de rémunération resté inchangé depuis le 1^{er} janvier 1976.

Le gouvernement avait jugé bon de relever de 6,50 % à 7,50 % ce niveau pendant l'année 1975, à une époque où, précisément, le taux d'inflation dépassait 13 %, pour le ramener à 6,50 %, la hausse des prix s'étant depuis ralentie.

Cette fois-ci, pourtant, il ne semblait guère disposé à prendre une mesure analogue, puis, un décret du 26 décembre 1979, paru au Journal officiel du 28 décembre, maintenait à 6,50 % le taux d'intérêt servi sur les livrets de caisses d'épargne, malgré toutes les pressions qui s'exerçaient déjà.

Dès janvier 1980, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, réclamait un relèvement des pressions en faveur d'un relèvement du taux d'intérêt sur les dépôts. Tout d'abord, l'ascension fulgurante du taux d'intérêt à court terme en France et dans le monde a conduit M. Monory, ministre de l'Économie, à décider, le 12 mars, qu'il faudrait faire quelque chose si cette ascension se poursuivait. Ensuite, la chute vertigineuse de la collecte dans les caisses d'épargne a fini par inquiéter les pouvoirs publics dans la mesure où une grande partie de ces dépôts alimente les prêts aux collectivités locales par le biais de la Caisse des dépôts.

L'excédent des dépôts sur les retraits, d'une année sur l'autre, a diminué de 51 % en janvier 1980, et de 80 % en février, en raison de la préférence donnée à la consommation par les Français et du bas niveau de la rémunération offerte.

Enfin, dernier élément, et de taille considérable, l'accroissement des pressions en faveur d'un relèvement du taux d'intérêt sur les dépôts. Tout d'abord, l'ascension fulgurante du taux d'intérêt à court terme en France et dans le monde a conduit M. Monory, ministre de l'Économie, à décider, le 12 mars, qu'il faudrait faire quelque chose si cette ascension se poursuivait. Ensuite, la chute vertigineuse de la collecte dans les caisses d'épargne a fini par inquiéter les pouvoirs publics dans la mesure où une grande partie de ces dépôts alimente les prêts aux collectivités locales par le biais de la Caisse des dépôts.

De son côté, M. Barre, répondant, le 27 février dernier, à une question écrite de M. Mitterrand, au cours du dernier débat sur la censure à l'Assemblée nationale, contestait aux dépôts des caisses d'épargne leur caractère purement populaire, relevant que 11 % des livrets recueillaient 80 % des dépôts. Les ménages aisés, il est vrai, ont parfaitement saisi l'avantage représenté par une rémunération de 6,50 % nette d'impôt sur des dépôts à court terme (soit près de 11 %), mais il est non moins vrai, comme le souligne M. Bergeron, que « la majorité des épargnants appartiennent aux catégories modestes et aux personnes âgées », qui, pour des raisons multiples, sont mal placées pour utiliser d'autres formes d'épargne plus rémunératrices (bons de caisse et obligations à six ou douze ans). Ajoutons que la durée moyenne des dépôts dans les caisses est supérieure à trois ans.

Deux phénomènes sont venus, ces dernières semaines, renforcer les pressions en faveur d'un relèvement du taux d'intérêt sur les dépôts. Tout d'abord, l'ascension fulgurante du taux d'intérêt à court terme en France et dans le monde a conduit M. Monory, ministre de l'Économie, à décider, le 12 mars, qu'il faudrait faire quelque chose si cette ascension se poursuivait. Ensuite, la chute vertigineuse de la collecte dans les caisses d'épargne a fini par inquiéter les pouvoirs publics dans la mesure où une grande partie de ces dépôts alimente les prêts aux collectivités locales par le biais de la Caisse des dépôts.

L'excédent des dépôts sur les retraits, d'une année sur l'autre, a diminué de 51 % en janvier 1980, et de 80 % en février, en raison de la préférence donnée à la consommation par les Français et du bas niveau de la rémunération offerte.



Le Sauvage / Le Nouvel Observateur

AFFAIRES

Banques-P.M.E. : le dialogue est enfin engagé

Lorsqu'en mai 1979 le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et les Confédérations générales des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) et l'Association française des banques (A.F.B.) décidèrent de « conjuguer leurs efforts pour améliorer les relations entre les banques et les P.M.E. », pas toujours satisfaisantes, on pouvait se demander si le dialogue allait réellement s'ouvrir, en raison de l'abondance des points de friction et de l'obscurité qui enveloppe souvent ces relations (*le Monde* du 15 mai 1979). En bien, l'issue d'une quarantaine de réunions contradictoires à travers toute la France, associant — ou opposant — près de 6.000 chefs d'entreprises et 2.000 banquiers, il semble que ce dialogue se soit ouvert, et même qu'il ait été fructueux. Certes, un sondage effectué au terme de ces réunions a révélé que si les chefs d'entreprises se sont montrés plus intéressés que sceptiques, ils ont estimé, en majorité, que les banques, après avoir clairement exposé leur position à leurs interlocuteurs, n'envisageaient guère de la modifier; mais un son de cloche un peu différent semble avoir été entendu jeudi 20 mars 1980 au cours du colloque organisé par le C.N.P.F., la C.G.P.M.E. et l'A.F.B. sur le thème « Vers le « partenariat » banques-P.M.E. » avec la participation de 300 banquiers et chefs d'entreprises.

Sans doute un de ces chefs d'entreprise, M. Soboloff, de Bourgogne, ne manqua-t-il pas de réclamer des crédits plus réguliers, avec moins de garanties et des taux moins élevés, et M. Maurer, banquier marseillais, lui répondit-il que « la banque c'est l'argent des autres », et qu'il lui faut un minimum de sécurité. La sécurité. Ce fut aussitôt une occasion, pour la C.G.P.M.E. et son directeur financier, M. Poirsin, d'attaquer une des propositions du rapport Mayoux sur la réforme des banques, à savoir le remplacement de l'escompte commercial, jugé trop lourd et trop coûteux, par le crédit global d'exploitation (le GLOBEX), compte d'avances unique, à l'allemande ou à l'anglo-saxonne. Pour M. Poirsin, la prise de garantie est un mal nécessaire, y compris dans un système mutualisé, mais l'adoption du GLOBEX déboucherait inévitablement sur un renforcement de ces garanties, à défaut de celles fournies par l'escompte commercial.

Traduire en « jargon »...

Son président, M. Bernasconi, tout en admettant que le crédit à « la française », accordé d'avance en fonction des opérations que des entreprises, présente des inconvénients, proscrit toute révélation pour qu'on ne soit, le système de l'escompte remplit une fonction irremplaçable. Cette opinion est partagée par M. Maurer, pour qui un tel système présente un double intérêt : sûreté de remboursement et certitude d'écoulement au profit du banquier, allégement des tâches au profit de l'entreprise, y compris les entreprises qui se créent, dont le cachet personnel est bien malgré un démarrage.

Autre grand sujet de discus-

sion — et souvent de discorde — entre banquiers et chefs d'entreprises, les conditions de banque et l'information ont fait l'objet d'échanges animés. M. Robert Diebold, patron de la région parisienne, se tailla un certain succès en racontant les déboires éprouvés avec sept banques à qui il demanda leur vain, pour finir par traiter, à sa satisfaction, avec une huitième, plus commerciale que les autres. Et M. Diebold de demander s'il était possible d'obtenir l'envoi de propositions claires et écrites, et la suppression des fameuses catégories par chiffres d'affaires, trop rigides et trop injustes. Qui, répondit M. Masson, directeur général adjoint de la B.N.P., avec un bel optimisme, assura que le chiffre d'affaires ne devait pas être le seul critère, et que le banquier devait tenir compte également de la structure financière des entreprises, de leur rentabilité, de leurs dirigeants, essayant, au surplus, d'évaluer le loyer de l'argent et rémunération des services. Fort bien, mais les banques disposent-elles du personnel suffisant pour pratiquer une « analyse permanente » de la situation de l'entreprise, comme le demande M. Legris,

l'industriel breton bien connu ? C'est une tâche énorme et astreignante. Mais, paraît-il, l'informatique va libérer des milliers d'employés dans les banques, qui pourront ainsi s'y consacrer. Espérons.

Dans le fond, si la pensée des intervenants a bien été perçue, la plupart des malentendus entre banquiers et chefs d'entreprises proviennent d'une information défectueuse : le « jargon » du banquier doit être traduit dans le langage du client, estime M. Rouyer, président de la Banque de Bretagne.

Faisant écho à M. Ceyrac, président du C.N.P.F., qui a qualifié ce colloque de « réussite », et demandé que toute réforme soit « pragmatique, progressive et libérale », M. Ledoux, président de l'Association française de banques, mit l'accent sur la communauté de préoccupations entre banquier et chef d'entreprise et la nécessité d'un « partenariat » dans le crédit. Pour les deux hommes, la réunion du 20 mars n'est qu'une « étape » sur la route commune. Il en faudra, sans doute, beaucoup d'autres pour dissiper les malentendus.

FRANÇOIS RENARD.

La Compagnie électro-mécanique cède sa participation dans la Société internationale de dessalement

La compagnie électromécanique (CEM) vient de céder la participation de 70 % qu'elle détenait dans la SIDEM (Société internationale de dessalement). La société d'ingénierie Technip en acquiert 40 %, et la Lyonnaise des eaux et de l'éclairage, 25 %. De son côté, le commissariat à l'énergie atomique porte sa participation de 30 % à 35 %.

Créée en 1970 à parts égales par la CEM et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (S.G.P.M.), la SIDEM est un des grands spécialistes mondiaux du dessalement de l'eau de mer. La société, qui dispose de son propre procédé, a connu une forte croissance. Elle a obtenu de nombreux contrats pour la fourniture d'usines clés en mains au Proche-Orient, notamment en 1979 en Arabie Saoudite (930 millions de F.). Les actionnaires d'origine de la SIDEM pensaient qu'une profonde synergie se ferait jour entre leurs activités propres et celles de leur filiale. Ils espéraient ainsi obtenir des contrats globaux et le procédé de dessalement proprement dit à la SIDEM; le matériel de distribution des eaux à la S.G.P.M. et la centrale électrique qui va de pair avec les usines de dessalement à la CEM.

Rien de tel ne s'est produit, les pays du Proche-Orient se tournant le plus souvent vers d'autres fournisseurs. Constatant que les retombées n'étaient pas à la hauteur de ses espérances, S.G.P.M. a donc vendu en septembre 1978 sa participation à la CEM, celle-ci cédant 30 % au C.E.A. A l'époque, la CEM avait bien l'intention de « conserver le contrôle majoritaire » de la SIDEM. Mais les événements en ont décidé autrement.

Le développement de la SIDEM nécessitait un apport de fonds propres. Or la Compagnie électromécanique a, en 1979, versé 78,5 millions de francs. Un investissement en capital dans la SIDEM a, semble-t-il, été jugé « déraisonnable » par l'actionnaire principal de CEM, le groupe suisse Brown Boveri.

La CEM a donc cherché des acheteurs. Ils n'ont pas manqué, plusieurs entreprises étrangères se mettant sur les rangs. Finalement, Technip l'a emporté avec l'appui déclaré du ministère de l'Industrie.

LOGEMENT

Pour juger de l'application des engagements de modération

LE TRIBUNAL D'INSTANCE DU 14^e DEMANDE A CONNAITRE LA MOYENNE DES LOYERS PRATIQUÉS DANS L'ENSEMBLE MAINE-MONTPARNASSE.

Pour la première fois, un tribunal d'instance parisien, celui du quatorzième arrondissement de Paris, vient de rendre un arrêt authentifiant l'engagement de modération des loyers pris en juin dernier par les organisations représentatives de propriétaires avec les pouvoirs publics. Il s'agit d'un litige qui oppose plusieurs locataires de l'ensemble Maine-Montparnasse, rue du Commandant-Mouchotte à Paris, à leurs propriétaires respectifs, les sociétés G.P.F. et COFIMAG.

Les loyers venant à expiration en juillet dernier, ces locataires ont reçu des propositions de renouvellement de bail comportant des augmentations de loyer se situant autour de 20 %. Ces nouveaux loyers s'ajoutaient à la hausse normale du coût de la construction, une augmentation de 4 % pour la première année et de 4 % pour la seconde, autorisées par l'engagement de modération. Comme de telles augmentations ne sont possibles, d'après l'engagement, que si le loyer pratiqué précédemment était inférieur de 10 % à la « moyenne des loyers pratiqués dans le même quartier », l'association des locataires a demandé à connaître cette moyenne qui ne lui a pas été communiquée (*le Monde* du 27 septembre 1979).

SECTEUR PUBLIC

LES GRÈVES A L'E.G.F.

De nombreuses sections des autres centrales ouvrières ont suivi le mot d'ordre de la C.G.T.

Une série d'arrêts de travail et de manifestations des électriciens et gaziers ont eu lieu à Paris et en province, le mercredi 26 mars, pour une amélioration des salaires et des conditions de travail, ainsi que pour les trente-cinq heures hebdomadaires et le maintien des avantages professionnels. La C.G.T. avait été la seule à lancer un mot d'ordre national pour une semaine d'action dans ce secteur du 24 au 27 mars, avec un temps fort le 26. Mais de nombreuses sections de la C.F.D.T., de F.O. et de la C.F.T.C. ont appuyé localement ce mouvement, surtout dans la capitale, où plusieurs milliers d'agents de l'étranger, et sur les industriels « aval », sans parler du coût à payer par les ASSEDIC pour les pré-retraites, ont chiffré par ses soins à 2,9 milliards de francs en dix ans.

En Haut-Rhin ont débarré pendant quatre heures à l'appel de tous les syndicats et à Mulhouse quelque mille deux cents manifestants ont barré la route d'Épinal pendant une demi-heure.

Selon la C.G.T. — qui a décidé d'organiser le 18 avril une « marche sur Paris » des gaziers et électriciens — 78 % des personnels concernés en Normandie ont d'autre part participé aux débrayages. A Clermont — Ferrand (Puy-de-Dôme), mille six cents manifestants venus de huit départements du centre de la France ont défilé dans la ville. Selon la direction de l'É.D.F., la baisse de production d'électricité vers 10 heures, moment de forte consommation, a été d'environ 3.000 mégawatts, et n'a pas provoqué de débrayage. Pour l'ensemble de la journée, la grève a été suivie, toujours selon la direction, par 28 % du personnel de l'E.G.F.

A partir du 1^{er} Avril 1980, sur les vols Japan Air Lines, Mozart gratuit, Champagne gratuit, Bureau à Tokyo gratuit, Schubert gratuit, Whisky gratuit, Renseignements statistiques gratuits, Les Beatles gratuits, Vin gratuit, Conseils à l'exportation gratuits, Beethoven gratuit, Bière gratuite, Guides d'affaires gratuits, Jus d'orange gratuit, Guides gastronomiques gratuits, Charlie Parker gratuit, Café gratuit, Guides touristiques gratuits, Organisation de voyage gratuite, Les Bee Gees gratuits, Bureau d'accueil gratuit, Réservations d'hôtel gratuites, Chopin gratuit, etc...



A partir du 1^{er} Avril 1980, sur les vols JAL à destination du Japon (qu'il s'agisse des 747 de la route du pôle ou des DC8 de celle de Moscou) les hommes d'affaires et les passagers voyageant individuellement, dans le cadre de l'Executive Service, bénéficieront de prestations supplémentaires et gratuites. Notamment, ils ne paieront plus, ni les boissons, ni les écouteurs.



JAPAN AIR LINES
Le meilleur du Japon.
Avec des ailes.

Le Monde

SOCIAL

L'AIDE AUX FAMILLES NOMBREUSES

Des mesures spectaculaires mais ponctuelles

Respect des engagements? En soumettant au conseil des ministres un nouveau projet de loi sur la famille, le gouvernement confirme sa volonté d'améliorer le sort des familles nombreuses, dans une optique très nataliste. Le projet de loi, adopté en conseil mercredi 26 mars, prévoit une majoration assez spectaculaire des allocations de naissance puisque, à partir du troisième enfant, le montant des allocations pré et post-natales doublera, passant de 4 346,42 F à 10 000 F, dès que le texte gouvernemental sera voté, ce qui implique une entrée effective en application vers le mois de juillet, au plus tard en octobre.

Non négligeables, ces diverses mesures avaient cependant été accueillies assez froidement par des députés qui avaient regretté l'absence dans le texte d'améliorations ponctuelles et estime qu'une politique plus globale était nécessaire au moment où le taux de fécondité ne permet plus le renouvellement des générations. L'arrivée d'un troisième enfant dans des familles nombreuses, à l'exception des cas où la mesure de portée beaucoup plus générale touchant à la naissance, au logement, aux transports. — J.-F. D.

LE TRAVAIL EN QUESTION
CONSISTE A FAIRE
UN TROISIEME ENFANT



(Dessin de KONK.)

Deux décrets simplifient les conditions d'ouverture des droits des chômeurs à la Sécurité sociale

Deux décrets publiés au Journal officiel de mercredi 26 mars prévalent les nouvelles modalités de couverture sociale des travailleurs sans emploi, en application de la loi du 16 janvier 1979 sur la réforme et l'allégement des tâches de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

Les chômeurs indemnisés par les ASSEDIC (Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) continuent, comme par le passé, à bénéficier du maintien de la couverture de sécurité sociale. Mais l'ANPE est désormais déchargée de toute formalité administrative à l'égard de

SIX POINTS DE CONVERGENCE ENTRE LA C.F.D.T. ET LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS MÉDICAUX FRANÇAIS

Les dirigeants de la C.F.D.T. et ceux de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), qui se sont rencontrés mercredi 26 mars, ont constaté six points d'accord sur les problèmes de la santé et des relations entre le corps médical et la Sécurité sociale.

C'est ce qui ressort des déclarations faites tant par M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., que par le docteur Jacques Monier, président de la C.S.M.F., à l'issue de leur entretien.

Le rapport Giraudet pourrait être « une base solide pour la reprise des négociations »

affirme M. Ceyrac

De notre correspondant

Nancy. — Au cours de l'assemblée générale de l'Union des chambres syndicales de l'Est, mercredi 26 mars, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., a déclaré avec fermeté les grandes orientations du C.N.P.F. Il a déclaré qu'il venait d'écrire au premier ministre pour lui dire combien une nouvelle forme de dialogue, à savoir les radios

de travail est à la fois économique et sociale: « Il serait dangereux de faire des cadeaux sur le plan social en négligeant la nécessaire réforme économique qui est sous-jacente à la discussion sur la durée du travail. » Si, néanmoins, un protocole d'accord était signé entre patronat et syndicats, il pourrait servir de base à un projet de loi visant à modifier la loi de 1936.

Enfin, interrogé sur les différentes actions en justice dans lesquelles s'opposent actuellement syndicats et patronat, M. Ceyrac s'est déclaré favorable à la constitution d'une jurisprudence qui tendrait à précéder les responsabilités pour faits de grève « même si elles sont incertaines ».

Entendant protester contre la politique défendue par le C.N.P.F., plus d'un millier de manifestants appartenant notamment à la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, ont défilé dans le calme à Nancy, alors que M. Ceyrac s'apprêtait à regagner Paris. — J.-L. B.

UN SYNDICALISTE C.F.D.T. CONDAMNÉ A HUIT JOURS DE PRISON AVEC SURSIS

(De notre correspondant)

Reims. — Le secrétaire de l'Union départementale C.F.D.T. d'Ille-et-Vilaine, M. Michel Duthoit, a été condamné mercredi 26 mars par la cour d'appel de Rennes à huit jours de prison avec sursis et mille francs d'amende, pour violation de domicile. Il lui était reproché d'avoir, le 5 juillet 1979, lors d'une grève, envahi les locaux de la société Maisons Phenix Bretagne, à Noyal-sur-Vilaine, en compagnie de quatre-vingt personnes salariées de cette entreprise, après avoir ouvert la porte par effraction. Le 16 mai 1979, le responsable syndical avait été renvoyé par le tribunal de grande instance de Rennes. Pour la cour d'appel la culpabilité du prévenu découle de sa seule présence parmi les occupants et des conditions d'ouverture de la porte de l'entreprise. « Il importe peu, considère la cour, que M. Duthoit n'ait pas personnellement enfoncé les portes », a-t-il été jugé.

La grève de la faim de neuf ouvriers turcs à Clermont-Ferrand

Les médecins qui surveillent l'état de santé des ouvriers turcs grévistes de la faim à Clermont-Ferrand ont exprimé, mercredi 26 mars, leurs inquiétudes: l'un des travailleurs étrangers est hospitalisé depuis quatre jours et les autres ont eu, en outre, de faibles, leur quatrième semaine de jeûne.

Le comité de soutien, qui comprend une vingtaine d'organisations (le Monde) a daté 23-24 mars, a répondu mercredi au préfet de région, M. Claudius Brosses, en lui rappelant que « le 16 mars vous avez reçu la C.F.D.T. et lui avez fait des promesses que vous n'avez pas tenues (notamment) une ré-

BOURSE DU BRILLANT

communiqué
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond épistémé
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
27 MARS : 256,125 F T.T.C.
+ commission 4,90 %
M. GÉRARD, JOAILLIERS
5, avenue Montaigne - Paris (8^e)
Tél. 723-70-00.

Le balayeur à 12 000 francs par mois

« Le différend n'a aucun rapport avec l'activité syndicale » précise Carrefour

A la suite de notre article du 25 mars intitulé: « Balayeur à 12 000 F par mois pour rester délégué cadre », la direction régionale de Carrefour à Bourges apporte les précisions ci-dessous:

La responsabilité syndicale est une chose, la compétence professionnelle en est une autre. Le groupe Carrefour, qui emploie près de 16 000 personnes, compte parmi son personnel de très nombreux syndiqués, qu'il s'agisse de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la F.O. ou de la C.G.C. Il reflète sans doute la moyenne nationale, et Bourges ne fait pas exception à la règle.

Il va de soi que le différend qui oppose M. Gabriel Lucas à la direction du magasin Carrefour de Bourges, n'a aucun rapport avec son activité syndicale: chacun sait qu'un délégué syndical a plus de facilité qu'un autre pour exploiter à son profit tout désaccord personnel l'opposant à sa direction. Cela vaut d'ailleurs pour toutes les entreprises, françaises.

En l'occurrence, M. Gabriel Lucas est seulement responsable d'une mauvaise gestion de son secteur. Carrefour étant une entreprise décentralisée où les cadres sont investis d'une large responsabilité, il est normal que la direction se préserve à des postes importants de tout danger d'incompétence. Ceci dans l'intérêt des consommateurs d'abord, de l'entreprise elle-même par voie de conséquence, et donc dans l'intérêt de l'ensemble de son personnel.

Reprise du travail à la Société bourguignonne d'applications plastiques à Chevigny-Saint-Sauveur, le mercredi 26 mars, où les ouvriers observaient une grève depuis le 7 février: ils occupaient les locaux. Les syndicats avaient consulté les personnels, à l'exception des cadres et des agents de maîtrise, sur le fait ou la poursuite du mouvement sous forme de débrayages. Sur 581 votants, 248 se sont prononcés contre la poursuite de la grève, 139 pour et 189 en faveur des débrayages. — (Corresp.)

En l'occurrence, M. Gabriel Lucas est seulement responsable d'une mauvaise gestion de son secteur. Carrefour étant une entreprise décentralisée où les cadres sont investis d'une large responsabilité, il est normal que la direction se préserve à des postes importants de tout danger d'incompétence. Ceci dans l'intérêt des consommateurs d'abord, de l'entreprise elle-même par voie de conséquence, et donc dans l'intérêt de l'ensemble de son personnel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Le rapport de la direction débute par des réflexions sur trois sujets importants: la dimension et les moyens des entreprises, l'organisation des groupes financiers diversifiés et la légitimité de l'entreprise privée.

Ce rapport contient de nombreuses indications relatives aux résultats et aux activités des sociétés du groupe de la Société générale. Y sont, par exemple, évoqués le renforcement — sous l'égide de la Sofina — du pôle parabancaire du groupe, de l'importance des crédits accordés par la Société générale de banque, la politique de diversification de la C.M.B. et les initiatives prises par C.B.R. et l'immobilière de Belgique. De larges commentaires sont consacrés à des réalisations du groupe à l'étranger, notamment l'expansion de Genstar aux U.S.A., la progression du volume des études de la division ingénierie de Tracton et Electricité, la pénétration d'ACEC et de B.N. sur les marchés internationaux et la présence de Carbochim et de P.R.B. aux U.S.A. Ce document fait également état du renforcement de la position de la F.M. en Belgique et à l'étranger, de l'activité des filiales de l'Union minière et des recherches poursuivies par Métallurgie Hoboken, Vieille Montagne et Prayon, de l'appui financier apporté par Sibeka et ses filiales, ainsi que de l'activité déployée par l'UCO et par les Papeteries de Belgique.

NOTA. — Les Informations reprises ci-dessus sont extraites du rapport annuel de la Société générale de Belgique, qui peut être obtenu en s'adressant au Service des relations extérieures de la Société, 30, rue Royale, B 1000 Bruxelles. Tél.: 02-513-38-80, extension 276.

Ggip COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INDUSTRIE ET DE PARTICIPATIONS

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Pierre Keller, a approuvé les comptes de l'exercice 1979.

Le bénéfice d'exploitation s'élevait à 62 millions 000 000 francs, le compte de pertes et profits, après constitution de provisions hors exploitation de 31 millions 450 000 francs, 31 millions 450 000 francs et enregistrement de profits sur réalisations d'actifs pour 17 millions 550 000 francs, se solde par un bénéfice net de 50 millions 500 000 francs. Le résultat de l'exercice précédent s'était élevé à 3 millions 053 138 francs, après avoir supporté un effort particulièrement important d'assainissement financier de certaines filiales.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale, qui sera réunie le 26 mai prochain, la distribution d'un dividende de 31 millions 450 000 francs correspondant à 6,50 francs par action, ce qui, augmenté de l'avoir fiscal de 4,25 francs, représentera un revenu total de 12,75 francs par action, contre 14,50 francs l'exercice précédent.

ELECTRICITY SUPPLY COMMISSION - ZIMBABWE

CENTRALE DE WANKIE - 2ème ETAPE

Des appels d'offres vont être lancés prochainement pour la construction, la livraison, le montage et la mise en service des équipements suivants destinés à la Centrale de Wankie en Zimbabwe:

CONTRAT 2M1

Quatre groupes turbines à vapeur avec chaudière à charbon, de Puissance Continue Maximale (débit) 680.000 kg/h de vapeur à une pression de 16,6 MPa. Ce sont des groupes à surchauffe (température d'admission de la vapeur surchauffée 543°C et de la vapeur surchauffée 543°C), fournis avec leurs équipements associés, tuyauteries, robinetterie, contrôle commande, poste de tirage mécanique, précipitateurs, combustible pulvérisé, allumage au mazout et les autres équipements auxiliaires.

CONTRAT 2M2

Quatre groupes turbo-alternateurs 200 MW à surchauffe, le poste d'eau et de condensation et les pompes alimentaires avec leurs équipements associés, tuyauteries, robinetterie et contrôle commande. Les conditions de vapeur sont de 16,6 MPa - 538°C/538°C pour une température d'eau de refroidissement de 32°C.

Les firmes intéressées par l'appel d'offre ci-dessus sont invitées à déposer une demande dans les plus brefs délais en écrivant à: Marz and McLellan, Consulting Engineers, Amberley, Killingworth, Newcastle upon Tyne NE12 0RS, Angleterre.

Une copie de cette demande, qui devra être complète sous tous les rapports, ainsi qu'un dépôt de 500 Dollars Zimbabwe doivent être envoyés simultanément à: The Secretary, Electricity Supply Commission, Electricity Centre, Jameson Avenue Central, Salisbury C1, Zimbabwe.

Le dépôt sera retourné à la réception d'une offre en bonne et due forme. Ne seront prises en considération que les offres émanant de constructeurs qui soumettront en même temps des preuves satisfaisantes de leur expérience dans la conception, la fabrication, le montage et la mise en service d'installations similaires.

LES

PARIS

27 MARS

Repli de l'or et des...

Le marché des métaux...

Le marché des actions...

Le marché des obligations...

Le marché des devises...

Le marché des produits agricoles...

Le marché des produits industriels...

Le marché des produits de consommation...

Le marché des produits de luxe...

Le marché des produits de santé...

Le marché des produits de beauté...

Le marché des produits de mode...

Le marché des produits de sport...

Le marché des produits de loisirs...

Le marché des produits de culture...

Le marché des produits de religion...

Le marché des produits de science...

Le marché des produits de technologie...

Le marché des produits de communication...

Le marché des produits de transport...

Le marché des produits de construction...

Le marché des produits de défense...

Le marché des produits de sécurité...

Le marché des produits de justice...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de religion publique...

Le marché des produits de science publique...

Le marché des produits de technologie publique...

Le marché des produits de communication publique...

Le marché des produits de transport publique...

Le marché des produits de construction publique...

Le marché des produits de défense publique...

Le marché des produits de sécurité publique...

Le marché des produits de justice publique...

Le marché des produits de santé publique...

Le marché des produits de culture publique...

Le marché des produits de sport publique...

Le marché des produits de loisirs publique...

Le marché des produits de culture publique...

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
27 MARS

Repli de l'or et des actions

Comme on pouvait s'y attendre après la chute internationale des cours, l'or vendu à Paris a subi une nouvelle et forte baisse ce jeudi à la Bourse. Le lingot a perdu 2 480 F à 71 000 F, après un premier cours de 71 180 F. De son côté, le napoléon n'a pratiquement pas varié à 660,10 F contre 660,50 F.

Sur le marché des actions, le fait marquant est constitué par la chute générale des valeurs pétrolières. L'action Essa a été la plus touchée (— 10 %), après que la société eût annoncé que le pétrole saoudien n'aurait pas été remis en donne-ment. Les autres valeurs ont subi également des pertes. La cotation du titre, commencent les Pétroles BP (— 6 %), doit être retardée devant l'abaissement des ventes. Enfin la Compagnie Française de raffinage pétrolier a subi une perte finale de la C.F.P. perdu 8,5 %, Elf-Aquitaine, 3 % et Elf-Gas, 4,5 %. Les grandes compagnies internationales n'ont pas été mieux loties : Mobil Oil (— 4 %), Standard Oil (— 5 %), Petrofin (— 4 %) et Shell (— 3 %).

La baisse des actions françaises s'est peu à peu étendue à l'ensemble des compartiments et l'indicateur instantané, en reprise de 1,25 % dès l'ouverture de la séance, a terminé à -1,7 % environ. A terme, on a relevé plus de 130 reculs, pour une trentaine de hausses limitées.

En dehors des pétroles, les plus lourds dégâts ont été subis par Pennaroya (—7 %), Nabel Borel (—6,5 %), Imétal (—5,8 %) et J. Borel (—5,2 %).

La hausse internationale de
prix et des taux d'intérêts con-
tinue de préoccuper sérieusement
les milieux financiers.

LONDRES

INDEX

Au lendemain de la présentation du budget, le stak exchange de Londres a adopté une attitude de « Wait and see ». Les pétroliers, malgré des impositions moins sévères que prévues, reviront rapidement à la baisse. Les industrielles perdent également du terrain, mais les fonds d'Etat sont inchangés. Les banques, qui ont pourtant échappé à une imposition supplémentaire, se repaillent légèrement. Rempli des mines d'or.

Gr. (overseas) (papiers) 486		contre 567 58	
VALEURS	CLOTURE 26/3	COURS 27/3	
Securum.....	117 ..	115 ..	..
British Petroleum.....	350 ..	342 ..	..
Centraalind.....	78 ..	..	..
De Beers.....	1 59 ..	0 70 ..	..
Imperial Chemical.....	374 ..	368 ..	..
Rio Tinto Zinc Gr.....	359 ..	353 ..	..
Shell.....	800 ..	338 ..	..
Vickers.....	112 ..	111 ..	..
West 5 1/2 %.....	20 3/4 ..	28 7/8 ..	..
West Oriental.....	68 1/2 ..	62 3/4 ..	..
Western Holdings.....	55 8/4 ..	54 ..	..

☐ Ex Dividends 0.5.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES FONDÉS

Bénéfices nets avant impôts :
61,9 millions de francs en 1978
36 millions d'allocations d'assurances sociales après déduction des versements à la Caisse nationale de Retraite pour l'âge
69,5 millions en 1978. Le bénéfice net consolidé total de l'exercice s'est élevé à 60 millions de francs, contre une perte consolidée de 47 milliards en 1976. Dividende global : 8 francs.

DISTRIBUTEUR DE PARTICIPATIONS (C.G.I.P.) — Bénéfices nets pour 1978 : 5,5 millions de francs
3,05 millions en 1978. Dividende global : 12,75 francs contre 10,50 francs en 1977.
— Bénéfice net de l'exercice 1979 : 5,52 millions de francs contre 3,05 millions de francs en 1978.
Dividende global : 12,75 francs.

ESSTILOR — Le bénéfice net consolidé de l'exercice 1978 s'élevait à 35,18 millions en 1978 contre 35,18 millions en 1977, soit : structures comparables, un progression de 24,8 %. Dividende global : 12,75 francs.

Le capital sera doublé à 105 millions de francs par incorporation de réserves complémentaires et de réévaluation.

NEW-YORK

Répli en fin de séance

Séance très nerveuse mercredi à Wall Street. L'indice Dow Jones qui gagnait en cours de séance jusqu'à 10.50 points, a terminé en repli, de 5.71 à 762.12. D'ordre principalement technique, le mouvement de redressement a tourné court sous la pression des opérateurs à sur marge » (à crédit) obligés de se dégarer pour régler leurs soldes — perdants — d'opérations.

Le volume des transactions néanmoins légèrement diminué revenant de 42,9 millions d'actions à 37,37 millions seulement. Sur 1.875 valeurs cotées au Big Board 778 ont regagné et 730 ont perdu (387 inchangées).

Le marché reste sous le coup de la publication, la veille, d'une hausse des prix « catastrophique » s'étendit à de nouveaux renchérissements des taux d'intérêt. Le ley de Parent au jour le jour (Federal Funds) a atteint, mercredi, son niveau exceptionnel de 32 % !

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS

Valeurs françaises ..	100,5	10
Valeurs étrangères ..	99	9

BOURSE DE PARIS - 27 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Compte
	clôture	clôture	cours	cours	satte		clôture	clôture	cours	cours	satte		clôture	clôture	cours	cours	satte	
1940	A.S. W. 1873.	1871	1875	1873	1874	1279	CA-Argentine	1275	1231	1222	1235	36	Mont. Cal.	35	38	36	37	37
8735	1874	1875	1873	1874	1875	235	— (caus.)	235	235	235	235	185	Mont. Cal.	185	185	185	185	185
353	1875	1875	1875	1875	1875	235	E. L. Lander	232	238	235	235	185	Mont. Cal.	185	185	185	185	185
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
51	Arg. Liqueur	51	51	51	51	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
458	Arg. Liqueur	458	458	458	458	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	181	Mont. Cal.	181	181	181	181	181
158	Arg. Liqueur	158	158	158	158	123	E. San-Bernad	123	120	120	120	1						

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
---------	--------------------	------------------	------------------	----------------------------	-------------------	---------	--------------------	------------------	------------------	----------------------------

[illegible]

TE DES CHANGES COURS DES DILÈTES AUX GUICHETS MARCHÉ LIBRE DE L'OR

ME OFFICER	ORDERS Ordn.	COURS 27.0	ACHAT	VENTE	MONNAIES ET DEVISES	COURS Ordn.	COURS 27.0
les 07.1.	4 237	4 427	4 250	4 489	de l'or (pau au porteur) ..	73250	70250
100 (100)	225 260	220 353	229 257	237 150	de l'or (au pignon)	73400	73400
100 (100)	14 416	14 372	229 257	237 150	Primes d'achat 100 R.	680 80	68 10
100 (100)	211 850	211 170	229 257	237 150	Primes d'achat 100 R.	350 18	4 0
100 (100)	74 250	74 150	72 72	72 72	Primes d'achat 100 R.	530 10	530
100 (100)	3 140	3 140	3 140	3 140	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	0 553	0 533	0 533	0 500	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	4 983	4 982	4 980	4 980	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	24 620	24 620	230 230	251 151	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	99 780	99 780	1 860	1 860	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	32 435	32 230	0 790	33 380	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	6 790	6 790	0 790	6 790	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	6 790	6 790	0 790	6 790	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	2 715	2 715	0 530	3 010	Primes d'achat 100 R.	510 18	510
100 (100)	1 348	1 348	1 348	1 348	Primes d'achat 100 R.	510 18	510

هكذا من الأصل